

Le front et unième «sommet»
franco-allemand
M. GISCARD D'ESTAING
S'ENTRETIENT
AVEC LE CHANCELIER SCHMIDT
LIBRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F
Algérie, 1.30 F; Maroc, 1.20 F; Tunisie, 1.20 F;
Allemagne, 1.20 F; Autriche, 1.20 F; Belgique,
1.20 F; Canada, 1.20 F; Danemark, 1.20 F;
Espagne, 1.20 F; France, 1.20 F; Grèce, 1.20 F;
Irlande, 1.20 F; Italie, 1.20 F; Japon, 1.20 F;
Liban, 1.20 F; Norvège, 1.20 F; Pays-Bas,
1.20 F; Portugal, 1.20 F; Royaume-Uni, 1.20 F;
Suisse, 1.20 F; Suède, 1.20 F; Turquie, 1.20 F.
Tarif des abonnements page 42

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Régime présidentiel à Sri-Lanka

M. Jinnah Richard Jayawardene est devenu, samedi 4 février, président de la République de Sri-Lanka. Il a succédé à Sirimavo Bandaranaike, première ministre, qui a démissionné après avoir été battue aux élections. M. Jayawardene a été élu par le parlement, qui a voté la loi fondamentale de la Constitution de 1978.

Après avoir connu un régime parlementaire de type britannique, modifié en 1972 par la loi du poste de chef de l'Etat, l'époque sans pouvoir réel, Sri-Lanka est désormais doté d'un régime présidentiel. Le nouveau président dispose de plus de pouvoirs encore qu'il en avait en tant que premier ministre. Chef de l'exécutif, il est autorisé à dissoudre l'Assemblée; il nomme et révoque le premier ministre, responsable devant lui, et les membres du gouvernement; il attribue les portefeuilles qu'il souhaite et peut, dans le conseil des ministres, l'Assemblée, peut le mettre, mais seulement à la majorité des deux tiers. Enfin, il dispense de la formalité à quelle doit se soumettre ses successeurs tous les six ans : sa nomination par l'Assemblée n'a pas à être ratifiée par le peuple.

M. Jayawardene se défend d'être le dictateur de la nation. Il affirme publiquement son désir de remplacer le système électoral actuel — unimembre à tour — par la représentation proportionnelle, moins injuste, et le changement de quelques lois peut avoir pour conséquence le gain ou la perte de sièges. Pour satisfaire les revendications des séparatistes tamouls, l'actuel, le nouveau président a annoncé la création de « districts de district » chargés des affaires locales; mais il se refuse à envisager toute autonomie ou indépendance du nord de l'île. Ces modifications constitutionnelles auront-elles un effet sur la situation politique, économique et sociale du pays, qui connaît un fort taux de chômage et une production agricole insuffisante? L'Assemblée, sur laquelle il compte beaucoup pour mener à bien le redressement économique, est ancienne gouverneur à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, un des deux coauteurs du plan de Colombo destiné à aider les pays d'Asie et du Pacifique, veut attirer à Sri-Lanka les capitaux des étrangers.

C'est ainsi qu'une « zone franche », la première dans le sous-continent indien, va être ouverte aux investisseurs étrangers près de Colombo. L'opposition, qui se remet lentement de sa déroute électorale — les partis de gauche ne sont plus représentés à l'Assemblée, — tente de mener la contre-offensive contre le gouvernement, en particulier sur la question des conditions de l'aide des organismes internationaux, mais n'ayant aucune chance sur le plan parlementaire, elle risque de n'avoir d'autre tribune que la rue.

Lire page 4 :

UN TÉMOIGNAGE
SUR LA RÉVOLUTION
CULTURELLE
Un écrivain chinois
raconte
les « années noires »

Un revers pour M. Sadate

M. Carter ne semble pas résolu à exercer des pressions sur Israël

La rencontre de MM. Carter et Sadate à Camp-David s'est terminée dimanche 5 février dans la morosité — sans que — selon toute vraisemblance — le président égyptien ait obtenu de son hôte le moindre engagement d'exercer des pressions sur Israël. M. Begin, chef du gouvernement israélien, avait d'ailleurs répété, dans une interview publiée dimanche par le « Miami Herald », son refus sans appel des deux demandes déraisonnables de l'Égypte : l'évacuation de tous les territoires occupés et la création d'un Etat palestinien indépendant.

A Alger, le « sommet » des pays arabes du Front de la résistance a adopté samedi une déclaration dénonçant à la fois le politique du président Sadate et le « plan américain-sioniste » visant à « diluer la solidarité arabe », mais aucune mesure concrète destinée à institutionnaliser le Front de la résistance sur les plans politique et militaire n'a été rendue publique.

De notre correspondant

Washington. — Le président Sadate est sorti apparemment peu encouragé de ses entretiens avec M. Carter à Camp-David, mais il n'en est pas encore à abandonner son offensive de paix. Cette est l'impression que le chef d'Etat égyptien a donnée à son retour à Washington, dimanche soir. Un seul résultat est acquis : M. Atherton, assistant de M. Vance pour le Proche-Orient, reprendra sous peu sa navette entre Le Caire et Jérusalem dans l'espoir d'obtenir un accord « informel » (understanding) entre les parties, ouvrant la voie à une reprise des travaux de la commission politique. A plus long terme, l'objectif est de faire rédiger par cette commission une déclaration de principe sur les divers aspects d'un règlement

d'ensemble. Après quoi, selon M. Sadate, chacun des pays ou parties arabes sera libre de négocier avec le gouvernement israélien les détails de ce qui le concerne. Ce but est encore très lointain, et si Américains et Égyptiens semblent d'accord sur la procédure à suivre, ils ne le sont pas complètement sur le fond. Parlant à quelques journalistes américains avant la rencontre, M. Brzezinski, conseiller de M. Carter, avait confirmé le désir de Washington de ne pas s'identifier avec la position égyptienne et de ne pas s'engager à faire les pressions demandées sur Israël.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3)

Nouvelle baisse du franc

- Le dollar dépasse 4,92 francs et le deutschemark 2,34 francs
- Le taux du marché monétaire est relevé de 0,5 %

Le franc a de nouveau baissé d'un centime, lundi matin. On cote le dollar à 4,92 F et 4,93 F contre 4,86 F vendredi après-midi. Il en résulte des cours records pour le deutschemark, qui valait 2,344 F, et le franc suisse, dont le taux dépassait 2,50 F.

La Banque de France a relevé d'un demi-point seulement le taux du marché monétaire, ce qui semblait indiquer que les autorités estimaient encore possible de voir la baisse s'arrêter d'ici quelques jours.

D'après les indications, naturellement sujettes à caution, que l'on pouvait recueillir sur le marché des changes, la Banque de France ne serait pas intervenue ou ne l'aurait fait que pour de faibles montants, lundi matin, laissant le cours du dollar monter de 4,90 F (cours d'ouverture) jusqu'à 4,92 F. A ce niveau, la hausse s'est arrêtée et l'on a assisté à un léger recul des cours, le volume des achats de devises paraissant plus faible que celui que l'on envisageait pendant les derniers jours de la semaine dernière. Mais, en fin de matinée, le mouvement de hausse semblait reprendre.

Comme pour marquer son intention de « limiter la baisse de notre monnaie », selon l'expression d'ont avait usé vendredi soir M. Raymond Barre à Lyon, l'intuit d'émulsion avait relevé d'un demi-point au début de la matinée le taux du marché monétaire, le portant à 9,75 %. Ce taux commande automatiquement l'écart

Lire page 13 :

LES MALAISES
ÉLECTORAUX
par ALFRED GROSSER

Les avalanches dans les Alpes

Le ministre de l'intérieur lance un appel à la prudence

Des milliers de personnes ont été tuées au cours des dernières années, par des avalanches qui se sont produites dans les Alpes du Nord françaises et italiennes. Le dernier en date de ces accidents a eu lieu dimanche 5 février à Champagnole, où un groupe de skieurs, suisses d'origine, a été enseveli sous la neige, sous la conduite d'un guide indépendant. Un des skieurs a été tué, trois autres blessés et le guide sera probablement tué d'ici quelques heures.

La multiplication de ces accidents et, en raison des nouvelles chutes de neige, le risque constant de voir s'en produire d'autres, a conduit le ministre de l'intérieur à publier, dimanche, une mise en garde faisant appel au sens de responsabilité de ceux qui, par leur imprudence, mettent en jeu, non seulement leur vie, mais aussi celles des sauveteurs.

La mort blanche

Les causes des récentes avalanches, des blanches de neige fraîche, sont bien connues. Une couche glissante de neige abondante (4 à 5 mètres en trois semaines dans des stations comme Val-d'Isère et Tignes); des vents tourbillonnants qui accumulent la poudre dans les couloirs et sur les sommets; de brusques périodes de redoux. Des circonstances qui, aux dires des météorologues et des montagnards, ne sont pas exceptionnelles. La dernière avalanche des quinze dernières années — époque où la rumeur d'hiver est synonyme de neige.

Pour les montagnards, l'avalanche est aussi naturelle que la tempête aux marais. Mais, aujourd'hui, l'urbanisation à outrance de la montagne, le développement du ski, notamment hors pistes, la migration de citadins non informés et non préparés, alourdissent les bilans. Des routes ont été tracées sans se préoccuper de leur protection. D'innombrables immeubles et chalets ont été bâtis dans des zones dangereuses. Le « rapport Lugern », rédigé après la catastrophe de Val-d'Isère en 1970 (1), en avait apporté la preuve pour cette station et celle de Tignes. Le drame de Tignes, la multiplication des évènements, un peu partout, montrent que ce n'était pas des cas isolés. Il y a pire.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 18.)

(1) Le 10 février 1970, une avalanche sur le chalet de l'U.C.P.A. fit trente-neuf morts.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec John K. Galbraith

Le professeur John K. Galbraith est sans doute le plus connu en Europe des économistes américains. Ce géant déboulonné, qui aura soixante-dix ans cette année, partage son temps entre les murs couverts de livres de l'université Harvard, les pentes neigeuses de Gstaad et les bureaux ministériels de Washington. Ami et conseiller du président Kennedy, il fut deux années durant le représentant des États-Unis à New-Delhi, et il a écrit cette

mission dans son « Journal d'un ambassadeur ».

« Ses très sérieux ouvrages, depuis « L'Etat industriel » jusqu'à « La Science économique et l'intérêt général », ses fréquentes consultations et interventions publiques sur l'évolution de l'économie américaine et mondiale, ses prises de position en faveur du libéralisme et d'un certain « socialisme », ne l'empêchent pas de cultiver un goût du canular dont la

plus fameuse manifestation prit la forme d'un « Essai sur l'utilité des guerres ».

Il s'entretient ici avec Jean-Marie Benoist, normalien, agrégé de philosophie, maître assistant au Collège de France, auteur de « Marx est mort » (1970), de « La Révolution structurelle » (1975) et de « Tyrannie du Logos » (1975), qui vient de publier simultanément deux nouveaux livres : « Un singulier programme » (Presses universitaires) et « Les Nouveaux Primates » (Éditions libres-Hallier).

« Le libéralisme fait partie de notre avenir : c'est le plus humain des systèmes »

« Vous n'êtes pas seulement un économiste mais un penseur qui concerne tous les aspects de la culture d'aujourd'hui. Aussi voudrais-je vous demander votre avis sur l'avenir du libéralisme. Tout d'abord dans les pays développés, mais aussi en tant que modèle susceptible de s'étendre au reste du monde. Quelle est votre définition du libéralisme et quelle chance lui donnez-vous ? »

— L'une des difficultés d'aujourd'hui c'est que le libéralisme n'a pas la même définition aux États-Unis et en Europe. On ne peut résoudre cette difficulté

qu'en utilisant des termes descriptifs et plus détaillés : en Europe, je me décline comme un social-démocrate et même un socialiste, termes qui offrent une toute autre connotation aux États-Unis.

« Je pense que les adversaires de l'économie mixte et l'économie « managériale » ne présentent pas de grande différence dans leurs conceptions économiques avec les sociaux-démocrates en France ou avec les travaillistes britanniques. Les différences résident davantage dans les traditions nationales et dans des détails conjoncturels.

« Je pense que le libéralisme

fait partie de notre avenir, car il est le plus humain des systèmes. Et il représente la meilleure forme de compromis entre la liberté individuelle et la nécessité d'améliorer une large redistribution des revenus. A une époque où de moins en moins de gens acceptent de se voir privés de participation et d'initiative au sein des affaires publiques, l'Etat même jusqu'à dire que le développement de cette forme de société est inévitable.

« Faites-vous cependant une distinction entre le libéralisme économique et le libéralisme politique ? Le premier ne vous paraît-il pas mener, dans certains cas, à des concentrations et à des régimes éventuellement auto-

ritaires dont la nature serait contradictoire avec les exigences du libéralisme politique ? »

« La libre entreprise et une confiance aveugle dans les lois du marché peuvent en effet mener au développement de sociétés multinationales susceptibles d'enlever la liberté des citoyens.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE BENOIST
traduits par
CATHERINE DEWAVRIN.

(Lire la suite page 2.)

L'ART MODERNE EN PROVINCE

Le soleil des eaux et l'écume des jours

On a pu voir il y a quelques semaines au Centre Pompidou une exposition qui présentait les acquisitions de trois musées de province, en matière d'art contemporain. Exposition sympathique, où il y avait à boire et à manger et parfois ni à boire ni à manger, mais qui montrait au moins que la province n'était plus en retard sur Paris, même si elle semble avoir autant de mal que la capitale à distinguer le mode de l'avant-garde, la recherche sincère des pantalonnières orchestrées par quelques marchands et petites revues.

Voici un ensemble plus complet et tonique, malgré certaines lacunes assez regrettables (les Picasso d'Antibes en particulier) : c'est l'art moderne dans les musées de province, visible depuis deux jours au Grand

Palais. Bien présentée, pourvue d'un catalogue qui fait beaucoup de clarté l'histoire des collections, cette exposition présente un nombre impressionnant de toiles de premier ordre, des raretés insoupçonnées aussi et met avec bonheur l'accent sur certains « petits maîtres » injustement oubliés de l'entre-deux-guerres. Partant des années sublimées (1900-1910) et nous conduisant jusqu'à hier et aujourd'hui, elle commence dans la gloire et finit dans l'incertitude, pour ne pas dire dans l'erreur.

Les chefs-d'œuvre se passent de commentaires et la très bonne qualité du choix qui nous est proposé (et qui d'ailleurs, étant un choix, ne reflète pas tout à fait la situation réelle) rendrait ceux-ci interminables.

ANDRÉ FERMIER.

(Lire la suite page 28.)

Comment passer d'un Etat bourgeois à une Démocratie directe, sans tomber dans l'étatisme socialiste ?

Nicos Poulantzas.
L'Etat, le pouvoir, le socialisme.
49 F



Les livres des Puf questionnent le monde.

puf

AU JOUR LE JOUR
ALLONS ENFANTS

M. Jean-Pierre Solson a regretté l'autre soir à la radio qu'il n'y ait plus guère que dans les stades que les Français chantent unanimement la Marseillaise, chant d'unité nationale.

Le président du parti républicain n'a pas pour autant annoncé qu'il comptait demander le transfert de l'Assemblée nationale au Parc des Princes, mais il est vrai que, dans les circonstances actuelles, s'il fallait, en mars prochain, voter pour la Marseillaise, M. Solson serait assuré de voir le pays unanime transformé en chorale, nul n'ayant comme chacun sait le monopole du cœur ni celui de la France.

BERNARD CHAPUIS.

مركز الامم المتحدة

idées

ÉCONOMIE

Entretien avec John K. Galbraith

(Suite de la première page.)

— Les deux ennemis du libéralisme politique seraient en ce cas la planification autoritaire d'un côté, mais d'autre part aussi le capitalisme sauvage, conséquence directe du libéralisme économique. Les deux aspects de la doctrine libérale de Locke se retourneraient alors l'un contre l'autre.

— C'est une question de la plus grande importance et qui demande une analyse très soignée. Je ne pense pas pour ma part qu'il y ait une antithèse fondamentale entre le pouvoir économique et la liberté politique.

— Je vous concède que, s'il y avait un choix à faire entre l'obéissance aux pouvoirs publics et l'obéissance à l'autorité privée d'une corporation, une telle alternative serait regrettable. Je ne pense pas que l'on soit pour autant affligé de l'optimisme d'un Pangloss lorsque l'on ne croit pas à l'antithèse entre les deux libéralismes.

— Il nous arrive de ne pas percevoir ce que nous avons en face de nous. L'évidence que nous ne savons pas voir, c'est que la démocratie parlementaire fonctionne passablement bien et parvient à préserver d'importantes domaines de liberté d'expression et de droit à des comportements excentriques dans les nations riches. Toutefois, ce régime parlementaire se heurte à de très graves obstacles dans le tiers-monde et dans les nations pauvres.

— J'irai même plus loin : l'élément principal qui caractérise les pays modernes et développés, la « grande société » nationale — ou multinationale — réside dans son existence et dans maints aspects de nature à favoriser le développement de la démocratie parlementaire. Au fur et à mesure que toutes ces sociétés progressent, elles favorisent le développement d'un appareil technique de vaste dimension : ingénieurs, chercheurs scientifiques, spécialistes du marché et des relations publiques, spécialistes de management, hom-

mes de loi et avocats, dont le rôle est de faire fonctionner cette société, et ce sont ces hommes du tertiaire qui représentent d'énormes parcelles de pouvoir aux capitalistes à l'ancienne mode. Ces sociétés ont également pour conséquence la création d'un système éducatif important : universités, écoles techniques, instituts de gestion, ce qui donne l'occasion aux intellectuels d'exercer une part du pouvoir.

— Enfin, ces sociétés engendrent la création d'un grand nombre de petites unités productives, ce qui montre qu'elles sont loin de souhaiter l'écrasement de la petite bourgeoisie, sauf lorsqu'il s'agit de concurrents.

— Ces phénomènes conduisent à une structure de dispersion du pouvoir qui ne peut trouver de synthèse que dans l'existence d'un processus parlementaire. Il y a des années, j'avais déjà soutenu la thèse selon laquelle l'industrialisation de l'Espagne mènerait à une transition vers la démocratie parlementaire plus pacifique que les gens ne voulaient bien l'imaginer. Je dois dire que cette analyse était parfaitement cohérente avec la thèse que je viens d'exposer, et pourtant je n'étais pas aussi optimiste à l'époque pour y croire tout à fait. En outre, la grande firme, et cela constitue peut-être l'une des meilleures sauvegardes démocratiques, représente une très grande concentration de pouvoir, qui entre en conflit avec la diffusion du pouvoir individuel. Cette concentration de pouvoir économique éveille alors la suspicion de la communauté. Si bien que, dans la politique d'aujourd'hui, on tire autant de profit à se montrer critique de la grande firme qu'à être à son service. Dans ma propre profession d'économiste, on est porté tout naturellement à éprouver une grande méfiance vis-à-vis des recommandations économiques émanant d'une de ces grandes sociétés.

— Votre conception me paraît très paradoxale et très optimiste : n'êtes-vous pas cependant en train de sous-

estimer les dangers qui résultent de la création d'un appareil parasitaire : la technocratie ? Dans nos pays latins, nous souffrons déjà beaucoup de la présence de cette technocratie dans notre vie administrative.

— Sans revenir au cliché qui consiste à dénoncer « le complexe militaro-industriel », on peut s'inquiéter de l'absence de mécanismes capables de contrôler ou de freiner cette croissance délinquante.

— Il faut en effet corriger ma thèse générale par la prise en compte d'exceptions. Certains groupes producteurs d'armements représentent aux États-Unis un danger suffisant pour qu'on leur interdise d'exercer une libre influence, des pressions indirectes sur l'opinion publique ou la politique étrangère de l'État, et de s'immiscer dans la vie publique. Mais on doit s'apercevoir aussi qu'on ne résoudrait pas les problèmes en transformant ces groupes privés en entreprises publiques car, après tout, le Pentagone lui-même n'est pas une quantité négligeable en termes de puissance.

— Je pense que la nationalisation des firmes productrices d'armement représente une salubre clarification de la situation. La question de la circula-

tion des fonds publics et de la manipulation de l'opinion cesse alors de se poser.

— Nous sommes en outre confrontés à la nécessité de vivre avec deux grands univers bureaucratiques, celui du secteur public et celui du secteur privé. Evidemment, la tradition culturelle française est très hostile au développement de cet univers bureaucratique. Mais je pense que les contraintes exercées sur les libertés individuelles par la bureaucratie sont moins dommageables que les abus exercés par le capitalisme à l'ancienne mode : les employés des grandes firmes aussi bien que les employés de l'État moderne sont certainement plus heureux que les sujets de l'arbitraire et du despotisme.

— D'autre part, il faut reconnaître que la structure syndicale moderne s'accorde bien avec l'appareil technique des grandes firmes. Cet accord est même parfois excessif puisque, aux États-Unis, comme dans certains pays d'Europe, ce ne sont plus les employeurs qui protestent contre les demandes d'augmentation de salaire, mais l'État lui-même, parce qu'il craint l'inflation, ou l'opinion publique, parce qu'elle a peur que les augmentations de salaire ne déclenchent une hausse du coût de la vie.

conséquent, d'affirmer leur dissidence. Mais on encouragera davantage ces tendances à la dissidence en entretenant des relations amicales avec l'Union soviétique qu'en lui cherchant querelle et en s'ingérant dans ses affaires intérieures.

— À propos de la question plus générale d'une croisade de politique intérieure en faveur des droits de l'homme, je la considère comme étant moins du ressort des intellectuels que de ceux qui, dans les pays en cause, ont la responsabilité d'améliorer le sort économique et social des minorités défavorisées. Je ne me sens pas très concerné par les droits de l'homme des professeurs des universités Harvard, de Chicago ou de Californie. En effet, nous ne faisons même pas

usage de toute la liberté dont nous disposons.

— Je suis toujours étonné du nombre de professeurs d'université qui préfèrent un genre de vie confortable, passent leur temps à leur ordinateur, peu en accord avec la rigueur l'ascétisme de leur engagement.

— Je préfère que l'on se soucie des privations de liberté et de discriminations qui résistent à la pauvreté : le ghetto noir, chômage des jeunes, la discrimination anti-féministe. Il existerait aux États-Unis suffisamment de minorités défavorisées pour justifier de l'exercice de leur liberté et de leurs droits civiques pour qu'on s'y intéresse. Rien n'est plus incompatible avec l'usage de la liberté que la misère.

Pourquoi inventer de nouveaux « modèles » économiques et politiques ?

— Cette constatation que nous sommes en train de vivre la misère et de communautés totalement défavorisées ne signifie-t-elle pas l'échec du modèle WASP (1) de démocratie ?

— En d'autres termes n'est-il pas temps d'inventer d'autres conceptions de la démocratie plutôt que de s'obstiner à exporter et à vouloir généraliser au reste du monde un type de démocratie qui n'a pas su apporter l'épanouissement général dans son lieu d'origine ?

— Pensez-vous au contraire que ce modèle a un avenir et que, moyennant des aménagements mineurs, il pourra continuer à apporter la liberté au monde ?

— J'ai toujours entretenu des doutes sérieux quant à la possibilité de caractériser un modèle WASP. Je suis un WASP moi-même.

— Si vous me permettez d'évoquer un souvenir personnel, je me reportai à 1960, lors de mon arrivée au congrès national du parti démocrate qui se tenait cette année-là à Los Angeles : j'ai rencontré pas de responsables spécifiques, bien que je fusse l'un des plus fervents partisans du président Kennedy. J'étais en quelque sorte l'équivalent d'un responsable mineur du parti.

— Malgré ce statut quelque peu effacé, je me trouvais soudain projeté au premier plan du travail des commissions dans la mouvance immédiate du sénateur Kennedy, car on s'était avisé que, hormis Theodore Sorensen, rédacteur des discours, il n'y avait pas d'autre WASP qui soit, tout le monde étant catholique, ir-

landais ou juif. Comme on avait besoin d'un représentant de minorité WASP, c'est à moi qu'on s'adressa.

— Je suis très méfiant à l'égard de l'invention abstraite de nouveaux modèles économiques ou politiques. Pendant de nombreuses années, j'ai eu pour amis des professeurs français de sciences politiques et j'ai toujours été un peu déconcerté à les entendre parler de la nécessité d'inventer de nouveaux modèles économiques et politiques au sein desquels ils se situent. Je suis toujours étonné de la nouveauté n'est pas l'une des allégations de l'élite universitaire française.

— Que les formes de gouvernement doivent subir de nouvelles transformations révolutionnaires m'a toujours étonné. Le changement a lieu sans ce

— Comment voyez-vous l'image que les États-Unis ont donnée au reste du monde au cours des prochaines années, qui rapport l'ambition qui était celle de votre pays de jouer un rôle missionnaire et exemplaire responsabilité universelle dérivée de vos principes constitutionnels ?

— La perception que les États-Unis ont de leur rôle est passée par plusieurs étapes depuis la dernière guerre mondiale, et les événements internationaux ou beaucoup contribué à ces métamorphoses.

— L'enthousiasme qui soutena l'action du plan Marshall, et qui a largement contribué à la reconstruction de l'Europe, a surpris aujourd'hui quand on le considère avec le recul du temps. Il ne manque pas de traits pittoresques : les hommes d'affaires américains percevaient le plan comme une grande croisade en faveur de la libre entreprise et l'exprimaient en des termes idéologiques extrêmement naïfs.

— Mais il ne faut pas sous-estimer la bonne volonté qui sous-tendait le plan Marshall, ni l'intelligence économique qui lui animait ses objectifs. C'est, en tout cas, à cet effort que l'on peut attribuer la relative aisance dont l'Europe, les États-Unis et le Japon ont joui depuis lors. On peut imaginer quelle aurait été la situation de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie si la misère avait continué.

— Le Vietnam a été une tragédie humaine commise par ceux-là mêmes qui étaient pris au piège de l'idéologie de la guerre froide, hommes aux conceptions à la fois simples et trop énergiques.

— La leçon de ces deux moments semble avoir été bien méditée par les États-Unis, et l'opinion qui prévaut aujourd'hui est que l'Amérique peut s'associer aux causes humanitaires en évitant de donner son soutien moral aux dictatures d'Amérique du Sud ou aux gouvernements racistes d'Afrique du Sud. Nous savons mieux désormais les limites de notre possibilité de façonner le monde : notre image.

— À cet égard, j'ai toujours établi une distinction entre les gouvernements qui pratiquent la répression, comme au Chili ou en Afrique du Sud, et ceux qui maintiennent un *status quo* (ou de rétablir le *status quo*) et, d'autre part, ces systèmes de gouvernement tels que la Chine ou l'Europe de l'Est où il ne fait certes pas bon vivre, mais qui gardent un certain type d'idéal.

Propos recueillis par JEAN-MAURICE BENOIST, traduits par CATHERINE DEWAVRIN.

Les droits de l'homme : d'abord lutter contre la misère

— Le problème des droits de l'homme est aujourd'hui au centre de la question démocratique ; on pourrait même dire qu'il s'agit d'un « New Deal » en matière d'éthique internationale. Êtes-vous optimiste quant à la croisade inaugurée récemment par le président Carter en faveur des droits de l'homme, croisade qui reçoit aujourd'hui un écho d'autant plus fort en Europe de l'Ouest qu'elle vient relayer la dissidence des pays de l'Est ?

— Pensez-vous que son appel

va entraîner une plus grande érosion des totalitarismes ou bien qu'il ne constitue qu'une perpétuelle mineure dans l'évolution de la détente et des échanges économiques entre l'Ouest et l'Est ?

— Je ne crois pas avoir à faire de proclamations personnelles au sujet des droits de l'homme.

— Il me semble en effet qu'au cours de ces dernières années, j'ai assez manifesté ma liberté de parole. Ma conviction demeure que le combat pour cette cause des droits de l'homme doit s'exercer de manière privilégiée dans notre propre contexte politique. Je ne crois pas en effet que l'on gagne grand-chose à sermonner l'Union soviétique à ce sujet.

— Je suis convaincu que le statut des droits de l'homme va progresser en Union soviétique, mais ce ne sera pas aux conseils de Washington. C'est l'amélioration du niveau de vie là-bas qui permet à un nombre de plus en plus grand de gens de participer aux débats d'idées, et de s'exprimer, dans les arts comme dans les sciences, de manière plus individuelle et, par

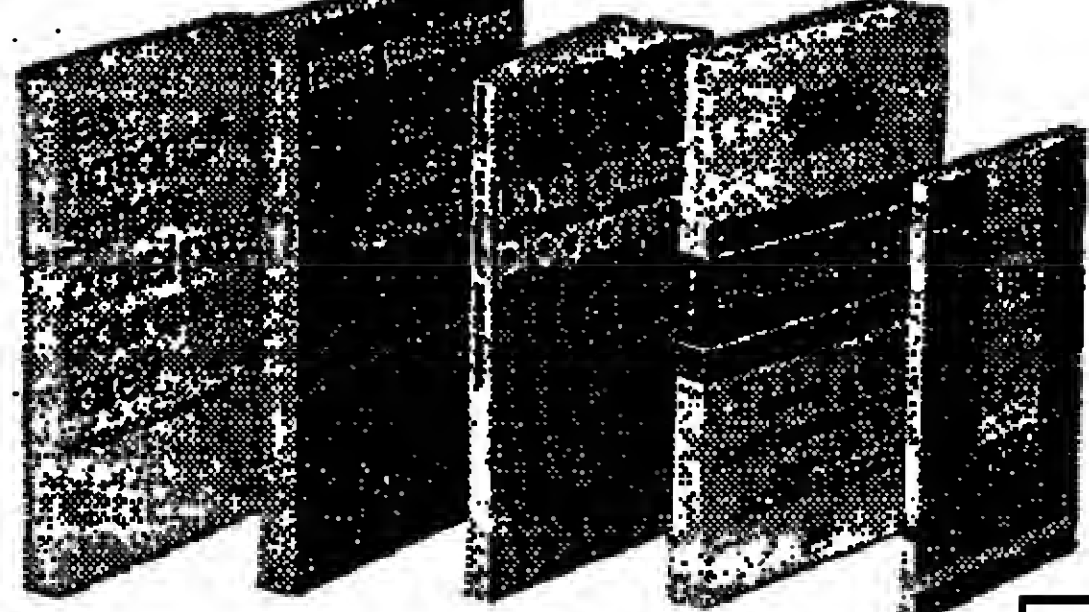
Entre le militantisme et l'apathie, il y a une marge qui ne s'appelle pas forcément irresponsabilité politique.

Le choix politique que les Français auront à faire est maintenant tout proche. Au cas où nous l'aurions oublié, les radios, les journaux, la télévision sont là pour nous le rappeler. Soit. Mais la réflexion sereine, indépendante, sur ce fameux choix ne peut se satisfaire des déclarations des hommes politiques destinées à susciter des prosélytes, ni de leurs promesses électorales. Pas plus qu'elle ne peut trouver son bien dans l'information déformée, édulcorée et toujours surabondante.

Les Puf — Presses Universitaires de France — éditent en politique, en sociologie, en économie, des ouvrages d'universitaires, de fonctionnaires, d'économistes engagés dans la réflexion politique. Ces ouvrages apportent un éclairage critique sur les problèmes sociaux et économiques qui se posent aux Français au moment où s'affrontent deux conceptions différentes de la société.

Parmi ces ouvrages, il convient de citer, entre autres : L'État, le pouvoir, le socialisme, de Nicos Poulantzas ; Un singulier programme, de Jean-Marie Benoist ; Le marketing politique, dans la collection Que sais-je ? ; Les nationalisations... à quel prix ? Pour quoi faire ? de Gallais-Hamonne ; Le socialisme industriel, guide des nationalisations, de Alain Boublil. Ils contribuent à la réflexion de chacun, quelle que soit son appartenance politique.

Entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs de l'information et de l'argent, entre le dogmatisme et le laxisme, il y a une place pour la liberté et l'intelligence. Ne laissez à personne le droit d'user à votre place de ce pouvoir.



Les livres des Puf questionnent le monde.

puf

Le Monde

étranger

LES OBSTACLES A LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

M. Begin réaffirme son opposition aux demandes « déraisonnables » de l'Égypte

Dans un article publié le dimanche 5 février par le journal israélien *Motz Shalom*, M. Menahem Begin, premier ministre israélien, vient de réaffirmer son opposition aux « deux demandes déraisonnables » de l'Égypte, à savoir le retrait de tous les territoires occupés depuis 1967 et la création d'un État palestinien. « Ni les belles phrases ni les menaces ne conduiront le peuple israélien à se plier à ces exigences », a-t-il écrit. Le premier ministre. Cependant, au cours de la réunion du conseil des ministres israéliens, dimanche à Jérusalem, M. Begin a déclaré que des « progrès certains » avaient été accomplis lors des travaux de la commission militaire israélienne au Caire. Il a précisé que ces travaux reprendront après le retour du président Sadate en Égypte.

À propos de l'implantation de colonies de peuplement dans les

territoires occupés, le ministre israélien de la défense a autorisé les membres du « Gush Emunim » (Bloc de la foi) installés à Shilo (Cisjordanie) à participer à des fouilles archéologiques, et rien de plus, a-t-il déclaré dimanche. Le ministre a ajouté que la défense M. Mordechai Tzipori. Il n'est « pas question de point de peuplement », a-t-il précisé dans une interview télévisée. Pour M. Tzipori, le « Gush Emunim » a « porté un grand tort à Israël ». Lundi, M. Dayan a déclaré qu'il « avait le plus profond respect pour les gens qui veulent construire leur maison à Shilo », mais que « la politique du gouvernement était différente ». Faisant allusion aux critiques du président Carter, M. Begin avait assuré la veille : « La politique des implantations ne doit pas aller à l'encontre des rapports israélo-américains ».

Pour sa part, le quotidien israélien *Haaretz* écrit, à propos

de « l'affaire de Shilo » : « C'est la conduite du gouvernement Begin, et sa crédibilité aux yeux des Israéliens et du monde, qui sont en jeu. » Si le gouvernement soutient cette initiative du « Gush Emunim », en secret, il doit savoir qu'un camouflage aussi transparent est ridicule. Une action semi-clandestine était à l'ordre du jour lorsque nous étions une communauté juive, vivant sous un gouvernement mandataire hostile. Mais ce n'est pas digne d'un État indépendant et souverain. »

À AU CAIRE, M. Saïd Kamal, l'un des deux dirigeants de l'O.L.P. autorisés à demeurer en Égypte, a déclaré dimanche, que son organisation « demande aux États-Unis d'adopter, avant qu'il soit trop tard, une attitude positive et claire à l'égard du peuple palestinien et de ses droits légitimes », et il a précisé qu'il s'agissait là d'une « mise en garde ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Les pays du Front arabe de la résistance dément au président Sadate le droit de parler au nom de la Syrie et des Palestiniens

Alger. — Le deuxième « sommet » du Front arabe de la résistance, qui s'est clos par le président Sadate, samedi 4 février, peu avant minuit. Une déclaration politique assez dure à l'égard de la politique du président Sadate au Proche-Orient a été lue à l'issue des travaux. Précédant à une analyse globale de la situation, le « sommet » a établi un lien entre les événements du Maghreb et ceux du Machrek, et a dénoncé « l'offensive impérialiste au Proche-Orient et en Afrique pour isoler le monde arabe des non-alignés, de l'U.R.S.S. et des pays socialistes et le faire basculer dans le camp occidental ». Il a, en conséquence, condamné les initiatives du président Sadate qui « favorisent la politique d'expansion d'Israël, divisent le Front et affaiblissent la solidarité internationale à l'égard de la cause palestinienne », démentant au chef de

De notre correspondant

L'État égyptien le droit de parler au nom de la Syrie et des Palestiniens.

M. Yasser Arafat a d'ailleurs adressé un message aux membres du Conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU pour leur rappeler que l'O.L.P. est seule habilitée à défendre les intérêts du peuple palestinien conformément aux décisions des « sommets » arabes d'Alger et de Rabat en 1973 et 1974. C'est là une façon de signifier à Washington qu'il n'y aura pas de paix sans les Palestiniens et de décourager les capitales africaines qui envisageraient de renouer avec Israël en estimant que le président Sadate leur a ouvert la voie.

Point particulièrement satisfaisant pour l'Algérie, le « sommet » a « exprimé sa vive préoccupation à l'égard de l'intervention militaire française au Sahara occi-

dental et du danger qu'elle représente pour l'indépendance des États arabes et pour la sécurité collective et nationale ». Il a également réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et « exprimé sa profonde inquiétude face à la guerre d'agression » menée contre lui. Il a enfin « condamné l'intervention impérialiste en Afrique », qu'elle soit américaine ou française.

À la fin des débats, le colonel Kadhafi aurait brutalement posé quatre questions à M. Arafat concernant son attitude à l'égard du président Sadate et de l'Égypte, sa position sur la résolution 242 du Conseil de sécurité et sa participation à la conférence de Genève. Ces questions s'adressaient aussi au président Assad, ce dernier a répondu avec non moins de franchise qu'il n'entendait pas coopérer avec le Caire et il a fait remarquer que le retrait des résolutions 242 et 338 entraînerait le non-renouvellement de l'accord d'armistice avec Israël. Il a demandé à ses pairs s'ils estimaient que le « front nord » est actuellement en mesure de faire la guerre et quels engagements ils sont prêts à prendre à cet égard.

M. Assad a également précisé qu'il réactiverait les bases palestiniennes qui harcelaient naguère Israël à partir de la Syrie, à condition que le « sommet » évalue les conséquences d'une telle décision et en assume la responsabilité. Les clauses secrètes adoptées à Alger concernant notamment les aspects militaires et la création d'un commandement unifié (le Monde date 5-6 février) s'effondrent, semble-t-il, d'apparence, devant ces questions, mais leur mise en application nécessitera un certain temps.

Un revers pour le Raïs

(Suite de la première page.)

Les États-Unis, avait dit en substance M. Brzezinski, sont en position de médiateur, non d'arbitre. Ils peuvent au maximum demander aux divers participants à la négociation de se rapprocher, mais n'ont pas à imposer un règlement. Dans l'immédiat, leur rôle consiste surtout à « calmer » le président égyptien, à le convaincre que les tentatives de négociation ne signifient pas que quelqu'un cherche à « tromper » le Caire.

Le communiqué publié par la Maison Blanche, dimanche, prolonge ces explications sur un ton plus amical. M. Carter a exposé à son tour, « est-il dit », comment les États-Unis ont débattu leur rôle et leur responsabilité dans le processus de paix, en tant qu'amis des deux parties ayant un intérêt important à la paix et à la stabilité dans la région. Il a réaffirmé « l'engagement des États-Unis de jouer un rôle actif dans la recherche de la paix et de redoubler d'efforts pour parvenir à des progrès dans les semaines qui viennent ». Cette dernière allusion ainsi qu'une référence au « rythme lent des progrès et aux facteurs qui ont empêché un accord au fond » donnent à penser que Washington partage les soucis de l'Égypte et essaiera de jouer un rôle plus actif. Toutefois ce rôle sera celui d'un médiateur, et non d'un arbitre. Il n'est pas question de sacrifier ou affaiblir les liens d'amitié avec Israël.

Il n'est pas question non plus d'unifier les demandes de livraison d'armes pour un règlement. La question a été évoquée au « sommet » et les États-Unis ont, lundi, au cours d'un entretien entre le président égyptien et M. Harold Brown, secrétaire à la défense, mais la réponse américaine a été évasive. M. Carter a fait valoir que la décision appartient au Congrès, ce qui n'est pas une clause de style en l'occurrence. Le président américain dépendant, selon M. Sadate, « comprend ce qu'implique la demande égyptienne », notamment le besoin d'assurer la stabilité en Afrique (pour appuyer ses dires, le président égyptien a réitéré avoir reçu vendredi deux appels pressants d'aide militaire de la part de la Somalie et au Tchad).

Le Raïs a donc accepté de jouer le jeu au moins pendant encore quelque temps, mais il semble avoir perdu son dynamisme. Il a, d'autre part, confirmé que le rappel de sa délégation de Jérusalem il y a deux semaines avait été motivé par les agissements d'Israël à propos des colonies du Sinaï. « Nous allons dans la mauvaise direction », a-t-il dit. Il est probable que le Raïs sera plus explicite dans la partie publique de son séjour, qui commence ce lundi. À ce propos, l'échec de ses efforts en direction de la communauté juive américaine se confirme. Sans doute M. Sadate s'est-il adressé à celle-ci dès le début de ses déclarations à la N.B.C. affirmant qu'il « ne trahissait pas » ceux de ses membres qui ont soutenu son initiative. Mais tous leurs dirigeants, à l'exception du président du Congrès juif mondial, maintiennent leur refus de le rencontrer.

Leur représentant à Washington, M. White, répondant à l'appel que M. Sadate leur avait lancé par l'intermédiaire d'un journal de Jérusalem, explique dans un journal de la capitale que « les appels à l'opinion publique ou à des groupes extérieurs à la région ne peuvent se substituer aux négociations et peuvent même les mettre en danger ». « Seul Israël peut négocier sur

La situation en Égypte

son avenir et sa sécurité », conclut-il.

Cela n'empêche pas le même M. White de faire l'éloge, dans le même article, du régime d'occupation israélien en Cisjordanie et à Gaza, du plan de M. Begin en tant que « sage gouverneur » des habitants de ces régions et de soutenir le refus israélien d'évacuer tous les territoires.

M. Begin, descendant à son tour dans l'arène, développe les mêmes arguments dans une lettre adressée au même journal de Jérusalem qui avait publié l'appel de M. Sadate. Le premier ministre israélien y dénonce en termes véhéments le « dictat » que représentent selon lui les demandes arabes et repartie des « diatribes antisémites » qu'aurait publiées contre lui la presse égyptienne.

Avant même l'arrivée du général Dayan mercredi, la communauté juive américaine est donc bien « reprise en main ». De toute façon, Jérusalem peut compter sur elle pour continuer à jouer son rôle de médiateur, les demandes d'armes d'Israël et combattre celles de ses voisins. Le jour où l'administration sera en mesure de présenter des propositions.

MICHEL TATU.

La livraison d'armes franco-allemandes à la Syrie suscite une vive controverse

De notre correspondant

Bonn. — Alors que le Proche-Orient est en proie à une crise, l'ordre du jour des conversations franco-allemandes de Paris, une controverse se poursuit en République fédérale à propos d'équipements militaires et sophistiqués qui sont livrés à la Syrie. La firme productrice aussi bien que le gouvernement rejettent sur les Français la responsabilité de cette opération peu compréhensible avec le principe, toujours proclamé par les dirigeants de Bonn qui refusent l'envoi d'armement dans les zones de tension.

L'affaire a été soulevée dans les derniers jours de janvier par la *Süddeutsche Zeitung*. Son correspondant au Caire révèle alors que l'armée syrienne disposerait de roquettes Milan et de roquettes Hot qui sont produites en commun par l'Aérospatiale française et par la firme Messerschmitt-Bölkow et Blohm (M.B.B.) de Ottobrunn, près de Munich. La commercialisation des armes ainsi fabriquées en commun assurée par la société Euromissiles. Une revue militaire syrienne aurait même publié la photo du président Assad inspectant ces roquettes de la deuxième génération, dont disposent également les armées de l'O.T.A.N.

Selon les indications du journal de Munich, les négociations avec la Syrie auraient été conclues en août 1977. Le montant total du marché serait de 1/2 milliard de Deutschmarks environ, la part de l'Aérospatiale s'élevant à 530 millions de francs, celle de M.B.B. à 215 millions de Deutschmarks. La société allemande mise en cause refuse de confirmer ou de démentir ces chiffres.

Un aspect surprenant de l'opération tiendrait à son mode de financement. Alors qu'il s'agit d'un règlement devant être étalé sur deux ans et demi, la Syrie aurait proposé ultérieurement de régler sans délai le montant total des fournitures promises, à condition que les dates de livraison soient avancées. Que le gouvernement de Damas puisse disposer de telles sommes pour l'achat d'armes suppose sans aucun doute une aide financière de l'Arabie Saoudite. D'autre part, la vente de

APRÈS LA RECONSTITUTION DU WAFD

Le processus de démocratisation semble sérieusement engagé

Le Caire. — Malgré les interdits qu'elles avaient lancés l'été dernier contre les « revenants de l'ancien régime », les autorités égyptiennes ont accordé, le samedi 4 février, au parti du Wafd l'autorisation de se reconstituer officiellement (le Monde du 25 janvier). La semaine précédente, le Parti du rassemblement progressiste et unitaire (opposition marxiste-nassérienne) avait publié, sans rencontrer de problème avec la censure, le premier numéro — tiré à 50 000 exemplaires rapidement vendus — de son organe hebdomadaire officiel *Al Ahali*.

Ces deux événements rendent désormais beaucoup plus crédible l'intention affichée depuis 1976 par le gouvernement de libéraliser et de démocratiser la vie publique. Ils ont donné un coup de fouet à l'activité politique interne. On parle déjà possible, sous la houlette de deux

de notre correspondant

députés modérés, MM. Mahmoud El-Qadi et Moumtaz Nassef, d'un parti du « Front national ». Cette formation s'oppose à l'égard des Israéliens le slogan de l'ancien parti nationaliste de Moustapha Kamel, l'« Étoile des Anglais » : « Pas de négociation avant l'évacuation ». MM. El-Qadi et Nassef se flattaient d'avoir déjà réuni une quinzaine de signatures parmi leurs collègues. Il faut être soutenu par vingt parlementaires pour pouvoir constituer un nouveau parti.

Les nassériens orthodoxes assurent de leur côté qu'ils ne pourront pas rester longtemps absents de la vie politique officielle, mais ils n'ont au Parlement qu'un seul député, M. Kamal Ahmed, et en outre leur coté paraît avoir baissé ces derniers temps parmi la population. Ce n'est pas le cas, en revanche, des Intégristes (ou fondamentalistes) musulmans, qui publient deux magazines très lus et ont l'oreille de plusieurs députés et responsables. En attendant de trouver le moyen de se placer sur la scène politique, les Intégristes sont, en train, par le canal du « Groupe islamique universitaire », de devenir majoritaires dans plusieurs facultés caennaises.

Un climat d'émulation

La création de nouvelles formations parlementaires s'effectuait totalement au détriment de la majorité et du petit parti libéral socialiste (opposition de droite), lequel pourrait même disparaître. Le Wafd a, pour sa part, récupéré l'un des quatre députés du Rassemblement progressiste, qui venait d'ailleurs d'être expulsé de ce parti pour avoir approuvé le voyage du Raïs à Jérusalem. Le Wafd regroupe actuellement vingt-huit parlementaires.

Fondés en 1976 à l'initiative du président Sadate, les trois mouvements politiques qui existaient jusqu'alors — le parti libéral socialiste, le parti socialiste d'Égypte (majorité) et le Rassemblement progressiste — n'étaient pas encore parvenus à faire oublier qu'ils procédaient de l'ancien parti unique nassérien. Le nouveau Wafd, malgré son appel à l'unité, est une formation composée de politiciens chevronnés. Si ceux-ci sont vraiment libres d'agir — on le saura très vite — et s'ils parviennent à former une nouvelle génération de cadres wafdistes, ils pourront recréer dans le pays un véritable climat d'émulation politique et de démocratisation.

Le Wafd fut, de 1918 à 1952, le parti nationaliste égyptien le plus dynamique et le plus populaire, qu'il soit au pouvoir (1924, 1928, 1930, 1936-1937, 1942-1944, 1952-1953) ou dans l'opposition. Si les deux générations et les septuagénaires qui l'ont ressuscité aujourd'hui acceptent de passer progressivement la main aux jeunes gens attirés par le nom encore prestigieux du Wafd, celui-ci sera peut-être promis à une nouvelle et brillante carrière. Sinon, il risque de n'être bientôt qu'un cercle de vieillards aimables, groupés autour de Fouad Serageldine Pachà.

Outre l'hebdomadaire des progrès

Un climat d'émulation

La création de nouvelles formations parlementaires s'effectuait totalement au détriment de la majorité et du petit parti libéral socialiste (opposition de droite), lequel pourrait même disparaître. Le Wafd a, pour sa part, récupéré l'un des quatre députés du Rassemblement progressiste, qui venait d'ailleurs d'être expulsé de ce parti pour avoir approuvé le voyage du Raïs à Jérusalem. Le Wafd regroupe actuellement vingt-huit parlementaires.

Fondés en 1976 à l'initiative du président Sadate, les trois mouvements politiques qui existaient jusqu'alors — le parti libéral socialiste, le parti socialiste d'Égypte (majorité) et le Rassemblement progressiste — n'étaient pas encore parvenus à faire oublier qu'ils procédaient de l'ancien parti unique nassérien. Le nouveau Wafd, malgré son appel à l'unité, est une formation composée de politiciens chevronnés. Si ceux-ci sont vraiment libres d'agir — on le saura très vite — et s'ils parviennent à former une nouvelle génération de cadres wafdistes, ils pourront recréer dans le pays un véritable climat d'émulation politique et de démocratisation.

Le Wafd fut, de 1918 à 1952, le parti nationaliste égyptien le plus dynamique et le plus populaire, qu'il soit au pouvoir (1924, 1928, 1930, 1936-1937, 1942-1944, 1952-1953) ou dans l'opposition. Si les deux générations et les septuagénaires qui l'ont ressuscité aujourd'hui acceptent de passer progressivement la main aux jeunes gens attirés par le nom encore prestigieux du Wafd, celui-ci sera peut-être promis à une nouvelle et brillante carrière. Sinon, il risque de n'être bientôt qu'un cercle de vieillards aimables, groupés autour de Fouad Serageldine Pachà.

Outre l'hebdomadaire des progrès

Une délégation à Bagdad

L'absence de références officielles aux résolutions 242 et 338 et à la conférence de Genève, à laquelle certains membres du Front ne sont pas fondamentalement opposés, devrait faciliter la reprise du dialogue avec l'Irak en vue de son adhésion au Front de la résistance. Une délégation de quatre membres doit se rendre officiellement à Bagdad à ce sujet. Toutefois, le président Assad et certains Palestiniens sont sceptiques sur les résultats d'une telle démarche. Ils constatent que, dans les différents conflits avec Israël, l'aide de l'Irak n'a jamais été préconisée de renforcer son économie — est toujours arrivée trop tard. Ils estiment aussi que le langage dur de Bagdad et ses surréalistes tentatives de concilier la Syrie avec l'ennemi d'Israël, le Baas syrien, au profit de la tendance baasienne. Ils considèrent enfin que l'Irak n'entend pas trop s'engager au Proche-Orient pour préserver son rôle d'arbitre dans la région du Golfe et éviter une alliance entre Téhéran et Riyad qui le prendrait en tenaille.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

Une délégation à Bagdad

L'absence de références officielles aux résolutions 242 et 338 et à la conférence de Genève, à laquelle certains membres du Front ne sont pas fondamentalement opposés, devrait faciliter la reprise du dialogue avec l'Irak en vue de son adhésion au Front de la résistance. Une délégation de quatre membres doit se rendre officiellement à Bagdad à ce sujet. Toutefois, le président Assad et certains Palestiniens sont sceptiques sur les résultats d'une telle démarche. Ils constatent que, dans les différents conflits avec Israël, l'aide de l'Irak n'a jamais été préconisée de renforcer son économie — est toujours arrivée trop tard. Ils estiment aussi que le langage dur de Bagdad et ses surréalistes tentatives de concilier la Syrie avec l'ennemi d'Israël, le Baas syrien, au profit de la tendance baasienne. Ils considèrent enfin que l'Irak n'entend pas trop s'engager au Proche-Orient pour préserver son rôle d'arbitre dans la région du Golfe et éviter une alliance entre Téhéran et Riyad qui le prendrait en tenaille.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

PAUL BALTA.

ASIE

LES AUTORITÉS SOUHAITENT QUE LES TOURISTES ÉTRANGERS SOIENT PLUS NOMBREUX

Pékin (A.F.P.). — La Chine va ouvrir ses portes plus largement aux touristes étrangers, indiquait, samedi 4 février, l'agence Chine nouvelle, rendant compte d'une conférence nationale sur le tourisme tenue récemment à Pékin. Les autorités vont rendre accessibles aux étrangers un plus grand nombre de sites historiques, organiser des excursions maritimes et fluviales et fournir un plus grand nombre d'occasions de passer des vacances heureuses, précise l'agence nouvelle.

L'année dernière, plus de trois cent quarante mille visiteurs ont eu recours aux services de l'agence nationale de tourisme chinoise, «China Travel Service», pour séjourner en Chine, et l'objectif pour 1978 serait d'un million de touristes. Soulignant l'intérêt historique de «l'héritage culturel» chinois, l'agence estime que le paysage chinois et les nombreux «sites révolutionnaires» — les hauts lieux de l'épopée des communistes chinois — sont propices à un développement rapide du tourisme.

Les participants à la conférence de véritables publicités pour le tourisme en Chine sont apparus récemment dans la presse chinoise destinée à l'étranger. Le magazine «la Chine en construction» a publié, début janvier, un avis de l'agence «China Travel Service» indiquant que la Chine peut à présent accueillir des visiteurs, «moins chers et mieux», et vantant les charmes de plusieurs localités chinoises ouvertes aux touristes étrangers.

Hanoï propose à Phnom-Penh un plan pour régler le problème frontalier

Hanoï a présenté, dimanche 5 février, un plan en trois points pour régler le problème frontalier qui oppose le Cambodge au Vietnam. Après avoir accusé Phnom-Penh d'avoir «intensifié sa campagne de propagande destinée à égarer la haine à l'égard du peuple vietnamien», le gouvernement du Vietnam a proposé :

«1) La cessation immédiate de toute activité militaire hostile dans la région frontalière, le strict respect des forces armées de chaque partie à l'intérieur de leur propre territoire, à 5 kilomètres de la frontière ;

«2) Une rencontre immédiate entre les deux parties à Hanoï, ou à Phnom-Penh, ou à un endroit situé sur la frontière entre les deux pays, pour négocier et signer un traité par lequel elles s'engagent à respecter mutuellement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale, à s'abstenir d'agression, de recours à la force, d'ingérence dans les affaires intérieures, à s'abstenir d'entreprendre des activités subversives, à se traiter sur un pied d'égalité, à vivre dans la paix, l'amitié et dans un esprit de bon voisinage sur la base du respect mutuel de la souveraineté territoriale, dans les frontières actuelles.»

Le plan précise que «les deux parties se méfient d'accorder sur une forme appropriée de garantie et de surveillance internationale».

Dans une lettre adressée à son homologue laotien, le secrétaire général du P.C.V. vietnamien, M. Le Duan, s'est déclaré certain que le conflit khméro-vietnamien, «quelque difficile et complexe qu'il soit, sera résolu rapidement et de façon satisfaisante, et que l'amitié entre les deux pays sera restaurée».

Il n'est nullement certain que l'offre vietnamienne soit acceptée dans la mesure où le Cambodge considère que la guerre actuelle dépasse le cadre d'un conflit frontalier et affirme que le Vietnam veut avant tout renverser le régime de M. Pol Pot. Ne déclarait-on pas récemment à Phnom-Penh que «ce conflit ne peut être résolu par la négociation ou le compromis» ?

Il faudrait, d'autre part, que les deux parties se mettent d'accord sur le tracé d'une frontière qui les reconnaissent en principe tout en la contestant sur le terrain. L'as-

L'écrivain Pa Chin raconte les «années noires» de la révolution culturelle

Changhaï (A.F.P.). — Injures, travaux humiliants, ébénages de critique et d'autocritique, surveillance étroite, rééducation politique, interdiction d'écrire : la répression fut le sort de nombreux écrivains et artistes chinois durant leurs «années noires», celles de la révolution culturelle.

L'un d'eux, parmi les plus illustres, Pa Chin, soixante-quatorze ans, proposé au prix Nobel de littérature par des sinologues occidentaux, a récemment rompu le silence sur ses dix ans de «purgatoire» au cours d'un entretien de trois heures avec le correspondant de l'A.F.P. à Pékin et un autre journaliste français, dans sa ville de Changhaï.

En octobre 1968, quand il est brusquement «épuré», Pa Chin est au sommet de la gloire et de la popularité. Depuis sa première nouvelle, «Destruction (Extinction) dans la traduction anglaise», écrite alors qu'il vivait à Paris et à Châteauneuf, dans les années 20-30, et qu'il procède à son adaptation pour l'anarchie, ses centaines d'ouvrages ont été réunies en quatorze volumes. Pa Chin rappelle qu'il venait de participer aux travaux de la conférence des écrivains afro-asiatiques à Pékin, où il était l'adjoint du chef de la délégation chinoise, en juin-

juillet 1968, et venait de rendre visite à Mao Tse-toung à Wuhan, quand la répression s'abat sur lui sur ordre des «quatre». Son nom ne réapparaît plus dans la presse officielle que onze ans plus tard.

Octobre 1968 à début 1970, il est assigné à sa résidence quotidienne au bureau de l'Association des écrivains de Changhaï, mais ce n'est pas pour des exercices intellectuels. «Je faisais de petits travaux manuels, je servais à la cantine, je balayais, débouchais des égouts, les toilettes», confie-t-il. L'un des «quatre», Yao Wen-yuan, le traite d'«anarchiste et d'ennemi de l'anarchie en Chine». Dans la rue de Nanjing, la plus passante de Changhaï, des affiches à grands caractères («dazibao») le qualifient de «traître à la nation». Interrogé sur les brutalités physiques dont il aurait pu être l'objet durant ces années, Pa Chin répond par la négative : «Non, sincèrement. Mais j'ai été brutalisé moralement. (...) J'ai été l'objet de meetings de critique face aux masses, et même par l'intermédiaire de la télévision. Il raconte ce que furent ces meetings de critique subis les premières années et même à l'école du 7 mai (de rééducation des cadres), à la campagne, de 1970 à fin 1972 : «Je restais debout, puis on me permettait de m'asseoir. Je me levais quand on me posait des questions. On m'interdisait fréquemment mais je gardais mon calme. Beaucoup d'accusations étaient contraires à la réalité. Quelquefois, je refusais d'accepter la critique et alors on m'accusait de ne pas être honnête. Mais si l'accusation était juste, je l'acceptais».

Pa Chin déclare qu'il ne regrette pas les autocritiques qu'il a rédigées : «Cela m'est égal. Ce que je regrette surtout, c'est le temps perdu. Mais sa famille fut victime de sa déchéance officielle : «Ce sont surtout mes enfants qui ont souffert», dit-il à propos de sa fille Li Hsiao-ling, aujourd'hui âgée de trente-trois ans et rééduquée d'une revue littéraire, et de son fils Li Hsiao-tang, vingt-huit ans, qui parle français et vient, après une longue interruption de ses études, de passer les examens d'entrée à l'université.

Physiquement assez fragile, même s'il a gardé toute sa vivacité d'esprit, Pa Chin est sévère et ne semole pas brisé par l'épreuve. Il dément avoir été obligé de s'agenouiller sur des morceaux de verre pendant un meeting de critique, ainsi qu'il a pu le lire dans la préface à l'une de ses œuvres traduites en français. Ses enfants ne furent pas obligés de le critiquer, indique-t-il en réponse à une question.

Après son séjour dans l'école du 7 mai, son sort, grâce à Mao Tse-toung et à Chou En-lai, qui s'en inquiétaient, s'améliore. Il est transféré au bureau des traductions de l'Association des écrivains de Changhaï, mais toute activité sociale lui reste interdite. Il est autorisé à reprendre ses traductions du russe, notamment celle de Terres vierges, de Tourgueniev. Mais écrire lui-même lui reste interdit et il demeure placé sous la surveillance constante d'un véritable inquisiteur : «Un homme de confiance de la «bande» des quatre» venait souvent chez moi pour vérifier si je n'écrivais pas d'histoires pour les démasquer. Il lui fallait attendre mai 1977 pour être réhabilité officiellement. «Beaucoup de lecteurs m'ont écrit pour me dire qu'ils n'avaient jamais ouï dire qu'il y avait eu des quatre».

Pour Pa Chin, la «dictature culturelle» de la bande des quatre de 1966 à 1976 a causé des ravages : «La première conséquence fut l'absence de livres. C'était une calamité, les bibliothèques n'en prenaient plus, et les imprimeries n'en imprimaient pas. Aujourd'hui, Pa Chin voit l'avenir de la littérature chinoise avec confiance, grâce à l'application d'une nouvelle politique des «cent fleurs» dans le domaine des arts et des lettres, la restauration en cours des associations nationales et régionales des écrivains et des ligues des arts et des lettres, qui avaient été mises en sommeil depuis 1956.

Pa Chin vit à Changhaï avec ses deux enfants, son fils et sa petite-fille. Il reçoit beaucoup, amis, collègues ou simples lecteurs. Il lit ses auteurs étrangers favoris, Flaubert et Zola, regarde la télévision et même de l'ordre dans sa volumineuse bibliothèque, dont l'accès lui fut interdit pendant dix ans.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le 6 février 1778...

Une cérémonie pour le bicentenaire de la signature du traité d'amitié, de commerce et d'assistance entre la France et les Etats-Unis, s'est tenue ce samedi 6 février à Paris, en présence de M. Arthur Hartman, ambassadeur des Etats-Unis, et Jean-Marie Soutou, secrétaire général du Quai d'Orsay. L'emplacement même où ces traités furent signés, Benjamin Franklin, Silas Deane et Arthur Lee, pour les Etats-Unis, et Conrad Gérard, représentant le comte de Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, avaient paraphé ces documents le 6 février 1778 à l'hôtel de Coislin, situé à l'angle de la rue Royale et de la place de la Concorde (dans la place Louis-XVI).

Deux accords avaient été conclus : un traité d'amitié, immédiatement rendu public, et une alliance militaire qui devait rester secrète. L'annonce de l'événement souleva l'enthousiasme en Amérique, où l'armée de George Washington, aidée par quelques volontaires français, parvint à repousser le général britannique Lord Cornwallis, menant une guerre difficile contre les troupes anglaises.

Une autre cérémonie, commémorant également la signature des traités, a eu lieu dimanche 5 février, aux Etats-Unis, où en 1781 Washington et Rochambeau firent prisonnière l'armée anglaise de Lord Cornwallis, mettant fin à la guerre d'indépendance américaine.

D. Dh.

Nicaragua

Les élections municipales ont été boycottées par l'opposition

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycottage lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays (sauf à Managua, la capitale, où les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement). L'abstention a été pratiquement «absolue», à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Les élections ont eu lieu dans un calme relatif, malgré la grève générale qui paralysa le pays depuis le 24 janvier et la mobilisation de larges secteurs de l'opposition pour protester contre l'assassinat, le 10 janvier, de Pedro Joaquín Chamorro, directeur du quotidien la Prensa, et principal leader de l'opposition. En revanche, plusieurs incidents violents s'étaient produits dans la nuit de vendredi à samedi. Des incendies

ont en outre ravagé des champs de cannes à sucre à l'ouest de la capitale et un dépôt de balles de coton dans le port de Corinto, sur le Pacifique.

M. Maurice Solon, ambassadeur des Etats-Unis à Managua, a confirmé samedi que son pays et les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement «absolue», à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Les gardes-frontières costariciens ont saisi, samedi, des armes destinées aux guérilleros du Front sandiniste de libération (extrême gauche) qui ont lancé la semaine dernière plusieurs attaques contre des casernes dans les régions montagneuses du centre du pays.

● L'Internationale socialiste a condamné jeudi à Londres l'assassinat au Nicaragua du journaliste Joaquín Chamorro et réclame la création d'une commission d'enquête internationale pour établir la responsabilité du gouvernement local dans cette affaire.

Costa-Rica

LA DROITE LIBÉRALE L'EMPORTE AUX ÉLECTIONS

San José - de Costa - Rica (A.F.P.). — La droite libérale, représentée par M. Rodrigo Carazo Odio, a finalement emporté sur la social-démocratie représentée par M. Luis Alberto Monge, à l'élection présidentielle, qui a eu lieu le 5 février au Costa-Rica, seul pays vraiment démocratique en Amérique centrale. M. Carazo aurait obtenu, selon les résultats connus ce lundi 6 février, 50 % des suffrages exprimés.

La première leçon qui se dégage du scrutin est fournie par les thèmes développés par celui qui sera le nouveau président de la République tout au long d'une campagne électorale à l'america. Carazo a dénoncé sans relâche : l'excès de bureaucratie, le gaspillage des deniers publics, la corruption des politiciens en place depuis des années.

Argentine

LES ÉLÉPHANTS BLANCS DE LA COUPE DU MONDE

L'organisation de la phase finale de la Coupe du monde de football coûtera 700 millions de dollars (3,4 milliards de francs) à l'Argentine, qui n'en retirera rien sur le plan économique, si ce n'est un peu plus d'inflation. Tel est l'un des membres du gouvernement argentin, M. Juan Alemann, secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie, à la Coupe du monde est une grave erreur héritée du précédent gouvernement, a souligné M. Alemann, faisant référence à la présidence de María Estela Peron, dans une interview à l'hebdomadaire Gente.

Interrogé sur les bénéfices de ces investissements, le secrétaire d'Etat a répondu : «Les aéroports et les routes resteront. Les autres constructions ne sont qu'éphémères. Nous aurons la télévision en couleur, mais cela aura pu attendre cinq ou dix ans. Nous aurons la télévision en couleur, mais cela aura pu attendre cinq ou dix ans. Nous aurons encore de l'eau pollinée. Ce sont les absurdités de l'Argentine».

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

MAISON D'HABITATION
sise à GAGNY (93)
3, avenue du Dragon
Élevée sur terrain d'un rez-de-chaussée de 3 p. et un étage. Installation eau et électricité. Jardin. Cont. approx. 223 m².
Mise à prix : 80.000 francs
S'adresser à M^{re} G. ELIAZ, avoc. Paris-15^e, 45, rue de Richelieu, tél. 296-20-22 et 296-02-74 ; à tous avoc. près les Trib. de Gr. Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; et sur place pour visiter.

TERRAIN sise à BORDEAUX - Llandit - BAGALAN
connu sous le nom «Domaine de Vieux-Bagalan» n° 156, rue Joseph-Brunet
Mise à prix : 2.500.000 francs
SAISIE : Société Civile Particulière «VAL DE GABORNE-PLAISANCE».

UN IMMEUBLE à USAGE de BUREAUX ET UN HANGAR MÉTALLIQUE CONSTRUIT EN LOURD
à L'HAY-LES-ROSES, 17-19, rue Dispan
MISE À PRIX : 1.000.000 DE FRANCS
S'adresser à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, ancien avoué, avocat, 182, rue de Rivoli à Paris (1^{er}) ; M^{re} J.-M. GARNIER, syndic à Paris, 83, bd Saint-Germain ; M^{re} PINON, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbaye-de-l'Épée ; au greffe des créances du Tribunal de Grande Instance de Paris, où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter.

UN APPARTEMENT
au rez-de-chaussée, comprenant 3 pièces, cuisine, salle de bains - Cave
jouissance de jardin et cour
dans un immeuble sis à
PARIS (16^e)
2, rue Gaston-de-Saint-Paul
Mise à prix : 120.000 francs
S'adresser à M^{re} Jean NOUËL, avocat, 28, bd Raspail à PARIS (7^e)

DANS UN ENSEMBLE IMMOBILIER à PARIS (20^e)
10, RUE HENRI-POINCARÉ
et passage Blanchard
1^{er} lot : UN LOCAL dans le bâtiment A... Mise à prix 6.000 F
2^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment B... Mise à prix 6.000 F
3^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment C... Mise à prix 6.000 F
4^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment D... Mise à prix 6.000 F
5^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment E... Mise à prix 6.000 F
6^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment F... Mise à prix 6.000 F
7^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment G... Mise à prix 6.000 F
8^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment H... Mise à prix 6.000 F
9^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment I... Mise à prix 6.000 F
10^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment J... Mise à prix 6.000 F
11^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment K... Mise à prix 6.000 F
12^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment L... Mise à prix 6.000 F
13^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment M... Mise à prix 6.000 F
14^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment N... Mise à prix 6.000 F
15^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment O... Mise à prix 6.000 F
16^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment P... Mise à prix 6.000 F
17^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment Q... Mise à prix 6.000 F
18^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment R... Mise à prix 6.000 F
19^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment S... Mise à prix 6.000 F
20^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment T... Mise à prix 6.000 F
21^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment U... Mise à prix 6.000 F
22^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment V... Mise à prix 6.000 F
23^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment W... Mise à prix 6.000 F
24^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment X... Mise à prix 6.000 F
25^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment Y... Mise à prix 6.000 F
26^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment Z... Mise à prix 6.000 F
27^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AA... Mise à prix 6.000 F
28^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AB... Mise à prix 6.000 F
29^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AC... Mise à prix 6.000 F
30^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AD... Mise à prix 6.000 F
31^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AE... Mise à prix 6.000 F
32^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AF... Mise à prix 6.000 F
33^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AG... Mise à prix 6.000 F
34^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AH... Mise à prix 6.000 F
35^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AI... Mise à prix 6.000 F
36^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AJ... Mise à prix 6.000 F
37^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AK... Mise à prix 6.000 F
38^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AL... Mise à prix 6.000 F
39^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AM... Mise à prix 6.000 F
40^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AN... Mise à prix 6.000 F
41^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AO... Mise à prix 6.000 F
42^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AP... Mise à prix 6.000 F
43^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AQ... Mise à prix 6.000 F
44^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AR... Mise à prix 6.000 F
45^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AS... Mise à prix 6.000 F
46^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AT... Mise à prix 6.000 F
47^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AU... Mise à prix 6.000 F
48^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AV... Mise à prix 6.000 F
49^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AW... Mise à prix 6.000 F
50^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AX... Mise à prix 6.000 F
51^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AY... Mise à prix 6.000 F
52^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AZ... Mise à prix 6.000 F
53^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BA... Mise à prix 6.000 F
54^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BB... Mise à prix 6.000 F
55^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BC... Mise à prix 6.000 F
56^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BD... Mise à prix 6.000 F
57^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BE... Mise à prix 6.000 F
58^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BF... Mise à prix 6.000 F
59^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BG... Mise à prix 6.000 F
60^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BH... Mise à prix 6.000 F
61^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BI... Mise à prix 6.000 F
62^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BJ... Mise à prix 6.000 F
63^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BK... Mise à prix 6.000 F
64^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BL... Mise à prix 6.000 F
65^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BM... Mise à prix 6.000 F
66^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BN... Mise à prix 6.000 F
67^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BO... Mise à prix 6.000 F
68^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BP... Mise à prix 6.000 F
69^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BQ... Mise à prix 6.000 F
70^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BR... Mise à prix 6.000 F
71^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BS... Mise à prix 6.000 F
72^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BT... Mise à prix 6.000 F
73^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BU... Mise à prix 6.000 F
74^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BV... Mise à prix 6.000 F
75^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BW... Mise à prix 6.000 F
76^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BX... Mise à prix 6.000 F
77^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BY... Mise à prix 6.000 F
78^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BZ... Mise à prix 6.000 F
79^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CA... Mise à prix 6.000 F
80^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CB... Mise à prix 6.000 F
81^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CC... Mise à prix 6.000 F
82^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CD... Mise à prix 6.000 F
83^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CE... Mise à prix 6.000 F
84^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CF... Mise à prix 6.000 F
85^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CG... Mise à prix 6.000 F
86^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CH... Mise à prix 6.000 F
87^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CI... Mise à prix 6.000 F
88^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CJ... Mise à prix 6.000 F
89^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CK... Mise à prix 6.000 F
90^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CL... Mise à prix 6.000 F
91^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CM... Mise à prix 6.000 F
92^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CN... Mise à prix 6.000 F
93^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CO... Mise à prix 6.000 F
94^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CP... Mise à prix 6.000 F
95^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CQ... Mise à prix 6.000 F
96^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CR... Mise à prix 6.000 F
97^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CS... Mise à prix 6.000 F
98^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CT... Mise à prix 6.000 F
99^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CU... Mise à prix 6.000 F
100^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CV... Mise à prix 6.000 F
101^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CW... Mise à prix 6.000 F
102^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CX... Mise à prix 6.000 F
103^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CY... Mise à prix 6.000 F
104^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CZ... Mise à prix 6.000 F
105^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DA... Mise à prix 6.000 F
106^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DB... Mise à prix 6.000 F
107^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DC... Mise à prix 6.000 F
108^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DD... Mise à prix 6.000 F
109^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DE... Mise à prix 6.000 F
110^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DF... Mise à prix 6.000 F
111^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DG... Mise à prix 6.000 F
112^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DH... Mise à prix 6.000 F
113^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DI... Mise à prix 6.000 F
114^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DJ... Mise à prix 6.000 F
115^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DK... Mise à prix 6.000 F
116^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DL... Mise à prix 6.000 F
117^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DM... Mise à prix 6.000 F
118^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DN... Mise à prix 6.000 F
119^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DO... Mise à prix 6.000 F
120^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DP... Mise à prix 6.000 F
121^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DQ... Mise à prix 6.000 F
122^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DR... Mise à prix 6.000 F
123^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DS... Mise à prix 6.000 F
124^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DT... Mise à prix 6.000 F
125^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DU... Mise à prix 6.000 F
126^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DV... Mise à prix 6.000 F
127^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DW... Mise à prix 6.000 F
128^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DX... Mise à prix 6.000 F
129^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DY... Mise à prix 6.000 F
130^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DZ... Mise à prix 6.000 F
131^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EA... Mise à prix 6.000 F
132^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EB... Mise à prix 6.000 F
133^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EC... Mise à prix 6.000 F
134^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ED... Mise à prix 6.000 F
135^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EE... Mise à prix 6.000 F
136^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EF... Mise à prix 6.000 F
137^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EG... Mise à prix 6.000 F
138^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EH... Mise à prix 6.000 F
139^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EI... Mise à prix 6.000 F
140^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EJ... Mise à prix 6.000 F
141^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EK... Mise à prix 6.000 F
142^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EL... Mise à prix 6.000 F
143^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EM... Mise à prix 6.000 F
144^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EN... Mise à prix 6.000 F
145^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EO... Mise à prix 6.000 F
146^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EP... Mise à prix 6.000 F
147^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EQ... Mise à prix 6.000 F
148^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ER... Mise à prix 6.000 F
149^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ES... Mise à prix 6.000 F
150^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ET... Mise à prix 6.000 F
151^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EU... Mise à prix 6.000 F
152^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EV... Mise à prix 6.000 F
153^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EW... Mise à prix 6.000 F
154^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EX... Mise à prix 6.000 F
155^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EY... Mise à prix 6.000 F
156^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EZ... Mise à prix 6.000 F
157^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FA... Mise à prix 6.000 F
158^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FB... Mise à prix 6.000 F
159^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FC... Mise à prix 6.000 F
160^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FD... Mise à prix 6.000 F
161^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FE... Mise à prix 6.000 F
162^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FF... Mise à prix 6.000 F
163^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FG... Mise à prix 6.000 F
164^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FH... Mise à prix 6.000 F
165^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FI... Mise à prix 6.000 F
166^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FJ... Mise à prix 6.000 F
167^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FK... Mise à prix 6.000 F
168^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FL... Mise à prix 6.000 F
169^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FM... Mise à prix 6.000 F
170^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FN... Mise à prix 6.000 F
171^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FO... Mise à prix 6.000 F
172^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FP... Mise à prix 6.000 F
173^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FQ... Mise à prix 6.000 F
174^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FR... Mise à prix 6.000 F
175^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FS... Mise à prix 6.000 F
176^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FT... Mise à prix 6.000 F
177^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FU... Mise à prix 6.000 F
178^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FV... Mise à prix 6.000 F
179^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FW... Mise à prix 6.000 F
180^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FX... Mise à prix 6.000 F
181^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FY... Mise à prix 6.000 F
182^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FZ... Mise à prix 6.000 F
183^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GA... Mise à prix 6.000 F
184^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GB... Mise à prix 6.000 F
185^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GC... Mise à prix 6.000 F
186^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GD... Mise à prix 6.000 F
187^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GE... Mise à prix 6.000 F
188^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GF... Mise à prix 6.000 F
189^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GG... Mise à prix 6.000 F
190^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GH... Mise à prix 6.000 F
191^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GI... Mise à prix 6.000 F
192^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GJ... Mise à prix 6.000 F
193^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GK... Mise à prix 6.000 F
194^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GL... Mise à prix 6.000 F
195^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GM... Mise à prix 6.000 F
196^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GN... Mise à prix 6.000 F
197^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GO... Mise à prix 6.000 F
198^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GP... Mise à prix 6.000 F
199^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GQ... Mise à prix 6.000 F
200^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GR... Mise à prix 6.000 F
201^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GS... Mise à prix 6.000 F
202^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GT... Mise à prix 6.000 F
203^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GU... Mise à prix 6.000 F
204^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GV... Mise à prix 6.000 F
205^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GW... Mise à prix 6.000 F
206^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GX... Mise à prix 6.000 F
207^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GY... Mise à prix 6.000 F
208^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GZ... Mise à prix 6.000 F
209^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment HA... Mise à prix 6.000 F
210^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment HB... Mise à prix 6.000 F
211^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment HC... Mise à prix 6.000 F
212^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment HD... Mise à prix 6.000 F
213^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment HE... Mise à prix

Etats-Unis

APRÈS AVOIR CONNU UN DÉVELOPPEMENT EXTRAORDINAIRE

La Californie cherche un second souffle

De notre envoyé spécial

San-Francisco. Est-ce déjà la fin de l'âge d'or ? En trente ans la Californie a fait un bond extraordinaire. Cet Etat comptait à peine 700 000 habitants en 1940 : la population s'élevait déjà à 10 600 000 en 1950, puis à 15 millions 700 000 en 1960. Avec près de 20 000 000 en 1970, il dépassait l'Etat de New-York. Il figure parmi les plus riches du monde. « Si la Californie était indépendante », notait Neal R. Peirce dans son remarquable ouvrage sur les grands Etats américains (1), « son produit national brut serait plus important que celui de tous les autres pays sauf les Etats-Unis, l'Union soviétique, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France et le Japon ».

Les premiers émigrants vinrent dans l'espoir de s'enrichir par l'or. Sans doute n'était-ce, pour beaucoup, qu'un mirage. L'avenir appartenait à ceux qui découvrirent que cette terre, apparemment aride, était riche d'autres trésors. Il suffisait d'apporter l'eau. Une fois l'abondance survenue aux franges du désert, alors naquit un immense verger qui fit et fit la fortune de ses exploitants. C'est un miracle de l'ingéniosité : bien qu'une sécheresse exceptionnelle sévise depuis deux ans — à la fin de novembre, une forte pluie

qui dura deux jours fut saluée comme un événement — les agriculteurs ou plus précisément les maîtres de l'agribusiness ne souffrent pas des calamités naturelles : le système d'irrigation, d'ailleurs largement payé par les deniers publics, leur permet de pomper l'eau là où elle se trouve et parfois très loin.

La Californie, c'est aussi un puits de pétrole : elle n'est battue aux Etats-Unis que par le Texas et sans doute la Louisiane. C'est également une zone de prédilection de l'industrie électronique, des industries aéronautiques et spatiales. Faut-il encore citer le spectacle — cinéma et télévision ? Dans le produit national, la part de cette industrie-là est modeste. Les puissances de Californie sont donc les grands propriétaires fonciers, les maîtres des sociétés qui ont pignon sur rue à Los Angeles ou dans la région de San-Francisco, comme Lockheed, Douglas McDonnell Northrop, Air West, etc., qui travaillent pour l'armée ou l'aérospatiale. Ce sont aussi les banques et compagnies d'assurances qui, avec le tourisme, constituent la seule « industrie » — mais quelle industrie ! — de San-Francisco.

Nixon, ressasse son amertume à San-Clemente, au sud de l'Etat. Il est revenu au pays natal qui pourtant ne lui avait pas réservé un traitement de faveur. Sans emploi, après avoir été vice-président des Etats-Unis, M. Nixon ne voulait être gouverneur à Sacramento en 1982. Il fut battu par un démocrate et jura, un peu trop vite, de ne plus solliciter de responsabilités politiques. Depuis sa déchéance, il ne quitte pratiquement pas le domaine qu'il a acheté et aménagé dans des conditions qui ont indigné les enquêteurs. Va-t-il enfin se montrer à ses voisins ? Le

26 février prochain, la ville de San-Clemente fête son cinquantième anniversaire. Comment célébrer l'événement ? Mme Donna Wilkinson, maire, pensa qu'on pourrait à cette occasion visiter la résidence la plus fameuse de la station. Elle fit, sans trop y croire, une démarche et, à sa surprise, les Nixon répondirent qu'ils seraient « honorés et enchantés » de lui rendre ce service. La chambre de commerce a donc été chargée de vendre des tickets de visite à 2,5 dollars pièce. On espère trente mille touristes, le 26 février. Le Los Angeles Times, qui publie cette information, précise que M. Nixon ne touchera aucun pourcentage.

L'objectif de M. Reagan

La seconde vedette républicaine elle aussi, Ronald Reagan, était à Hollywood un acteur de films de catégorie B, spécialiste des spectacles publicitaires. Après avoir affiché dans sa jeunesse des sympathies pour les démocrates de gauche, il était devenu le champion de la loi et de l'ordre. Il interpréta la colère des citoyens qu'avait indignée l'agitation universitaire à Berkeley (et la révolte contre la guerre du Vietnam), qui voulaient en finir avec la criminalité, l'invasion de la pornographie et de la drogue. Il promit de ramener tout le monde dans le droit chemin, fut élu gouverneur en 1966, réélu en 1970. L'agitation des étudiants s'est apaisée (mais la criminalité n'a pas diminué, les bonnes mœurs n'ont pas été restaurées). San-Francisco est une cité magnifique posée sur un site splendide, mais le cœur de la cité est souillé : le quartier de Market Street, à proximité immédiate des immeubles des administrations fédérales et locales, est, le soir venu, une zone d'insécurité où s'agitent surtout les enseignes de maisons qu'on appelle closes par antiphrase, de boutiques et de cinémas dédiés à tous les avatars de la sexualité.

M. Reagan semble avoir cessé de s'intéresser à la Californie. Après

avoir tenté de solliciter, à la place de M. Ford, les suffrages des républicains lors de la dernière élection présidentielle, il cherche à saisir les commandes du vieux grand parti en le débarrassant de ses éléments peu ou prou libéraux. Il mène campagne contre la ratification des accords sur Panama avec l'espoir de rassembler, à l'occasion, les purs et les durs.

Son successeur au poste de gouverneur, George Brown junior, familièrement surnommé Jerry, représente la « réaction à la réaction ». Cet homme indéfinissable, à lui aussi, des visées nationales. Ses amis sont persuadés qu'il sera président des Etats-Unis en 1984 ou même en 1980 si M. Carter ne se ressaisit pas. Il tenta sa chance aux « primaires » de 1976, mais, à ce moment, nous dit un dirigeant de l'organisation démocrate de Californie, « il s'agissait surtout pour le gouverneur de déposer sa carte de visite, de se faire connaître du reste des Etats-Unis ». M. Brown s'est toujours posé en opposant. Fils d'un autre George Brown, qui fut lui aussi gouverneur démocrate de Californie, il prit position contre la politique paternelle et manifesta contre la guerre au Vietnam. Après un séjour au noviciat, des jésuites, il choisit la politique.

Le style non conformiste de M. Brown

Il y a du La Pira, mais avec davantage d'ambitions. Personne n'est assés à la Pira. Il n'impose avec ostentation les honneurs ; il a refusé d'habiter la somptueuse résidence que M. Reagan a fait bâtir à Sacramento pour le gouverneur. La résidence est petit appartement privé et refuse d'utiliser la voiture de service mise à sa disposition. Secrétaire d'Etat de Californie avant d'être élu à ses fonctions actuelles, il s'était attaché aux dirigeants des sociétés pétrolières parce qu'ils versaient des contributions excessives aux campagnes des candidats de leur choix. Il n'assistait pas, comme d'habitude, à la banque de la chambre de commerce, mais pour fêter le Thanksgiving Day il visita à l'improviste un hôpital psychiatrique.

Il se met aux côtés des laissés pour compte, fait dire qu'il apprécie la politique actuelle plus qu'il n'apprécie celle des dirigeants des Panthères noires, soutient Cesar Estrada Chavez, celui-là qui, malgré d'autres syndicats, a réussi à organiser, donné force aux travailleurs agricoles saisonniers, d'origine mexicaine pour la plupart — les Chicanos — arrivés récemment clandestinement et exploités sans vergogne parce qu'ils étaient illettrés, misérables et sans droits.

M. Brown gouverne un Etat qui paraît à la recherche d'un second souffle. La population stagne après une croissance peut-être trop brusque. Un Etat riche, mais où 8 % des familles ont un revenu annuel inférieur à 3 000 dollars, où le chômage frappe 6,7 % de la population active et 16 % de la population active noire, où beaucoup de jeunes qui ont suivi de longues études, notamment ceux qui se sont préparés pour l'industrie électronique, ne trouvent pas d'emploi. Le progrès technique a réduit le nombre de postes. Pour remédier au chômage, des associations, tel le « Mid Peninsula Conversion Project », font campagne pour que l'industrie consacrée à la défense soit partiellement reconvertie en industrie des biens de consommation.

Actuellement dans le comté de Santa Clara, au sud de la baie de San Francisco, quatre-vingt-trois mille personnes (soit un cinquième de la force de travail locale) sont employées dans l'industrie de la défense. Or, affirmant ces associations en se fondant sur des statistiques du bureau fédéral du travail, les dollars actuellement consacrés à l'industrie de la défense permettraient de créer 20 % d'emplois supplémentaires s'ils étaient affectés à la santé, à l'éducation ou à la construction. Elles ajoutent que l'usine Lockheed, à Sunnyvale, occupe seize mille personnes contre trente et un mille en 1968, bien que depuis neuf ans le montant des contrats signés par cette entreprise avec l'armée ait augmenté de 64 %.

Les animateurs de ces associations se disent persuadés d'avoir l'appui de M. Brown. Mais

le gouverneur a aussi les faveurs des syndicats, pesants dans la politique de San Francisco, et qui sont pour le moins réservés au sujet de telles reconversions : ils craignent que ces projets pacifistes ne provoquent la suppression d'emplois bien rémunérés. A cet égard, dirigeants syndicaux et représentants du complexe militaro-industriel pensent avoir des intérêts communs.

Et le gouverneur ? Il a un style nouveau plus sévère que des idées nouvelles. Il prime et applique la rigueur financière beaucoup plus que ne le faisait le républicain Reagan. Il a pris le parti des jeunes et aussi des marginaux contre ceux qui les accusaient de mener l'Amérique à la décadence. Mais lui, bien que célibataire, il entend consolider la société en restaurant les valeurs et les vertus familiales. Il veut être jugé à ce qu'il est, à ce qu'il fait, ce qu'il se propose de prendre des engagements. Le presse-t-on de se définir enfin avec précision ? Il s'y refuse. Il a d'ailleurs laissé entendre à un rédacteur de Time que l'ambiguïté était chez lui inhérente. Il déclarait alors : « Mon programme est-il libéral ? Est-il conservateur ? C'est mon programme. Je suis en accord avec moi-même ».

BERNARD FÉRON.

(1) Neal R. Peirce The Mega-States of America. Ed. W.W. Norton, New-York.

SEUIL

Jean-Noël Jeanneney

Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir

La faillite du Cartel (1924-1926)

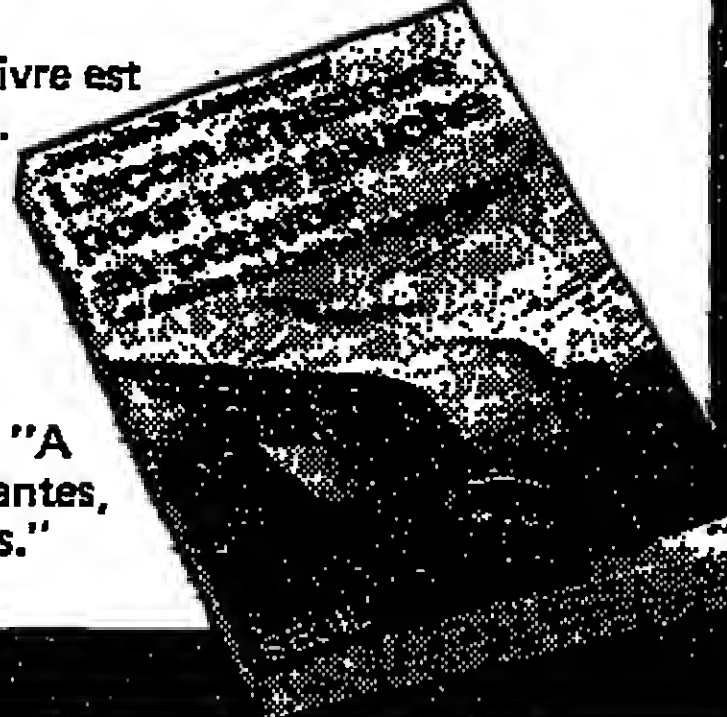
Collection L'Histoire Immédiate, 160 pages 30 F.

René Rémond (Le Monde) : « A la suite de ce guide érudite et talentueux, le récit des péripéties du Cartel n'est pas moins captivant que le meilleur roman d'anticipation... Le parallèle séduit l'esprit et flatte l'imagination. »

Pierre Durand (L'Humanité) : « Des leçons qui valent d'être méditées... »

Max Gallo (Lire) : « Ce livre est passionnant, rigoureux... Les rapprochements sont saisissants. A lire pour comprendre le présent. »

Jean-Pierre Rioux (Les Nouvelles littéraires) : « A lire toutes affaires cessantes, pour réfléchir sans fracas. »



S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-

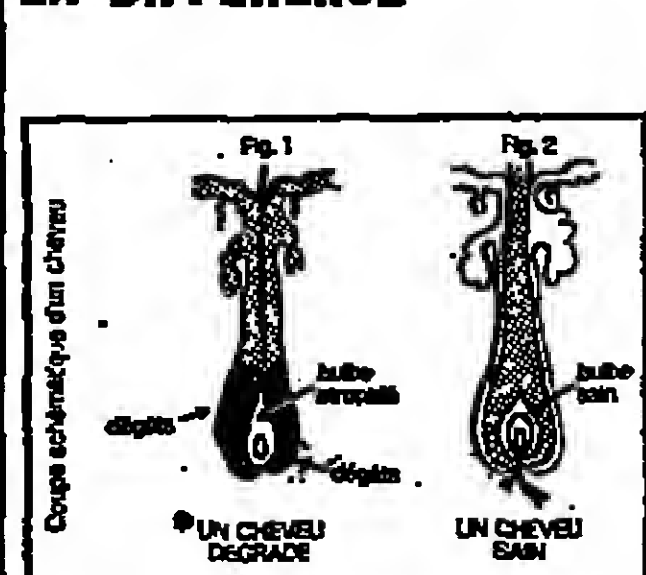
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



stabilité d'application, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 10 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP

INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Faidherbe - Tél. 51-54-13
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 45-06-34
TOULOUSE : 42, rue de la Femme - Tél. 52-30-54
METZ : 2/4, en Chapelle - Tél. 73-00-11
NICE : 1, Prom. des Angéles - Tél. 88-25-44
Lyon, Le Buhl, Tél. 88-25-44.

JEUNES DE 10 A 20 ANS

DÉCOUVREZ L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE, LES ETATS-UNIS

GF vous propose ses séjours linguistiques :

- Un accueil dans une famille sélectionnée.
- Des cours quotidiens adaptés à votre niveau.
- La pratique intensive d'un sport favori : voile, tennis, équitation.

Départs assurés de la province par train et par avion. Pour les séjours de Pâques : session spéciale de RÉVISION.

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION COMPLÈTE

GF

ECOLE EUROPEENNE DE VACANCES

9 rue Pasquier
75008 PARIS
Tél. 266.20.13
Tlx. 650018

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

Bon à retourner pour recevoir la documentation GF.

P. 062

DU LUNDI 6 AU SAMEDI 18 FEVRIER

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

du 6 au 20 février

Quinzaine de la blouse et des nouveaux coordonnés

Franck & Fils

FRANCK & FILS

80 Rue de Passy, Paris 16^e

Parking Av. Paul-Doumer face aux magasins, Métro : Muette

Miss Franck à Parly 2 et Maine-Montparnasse

AFRIQUE

Tunisie

LES SUITES DES ÉMEUTES

- En une semaine, plus de cent cinquante personnes ont été condamnées à des peines de prison
- Le dispositif policier a été sensiblement allégé à Tunis

De notre correspondant

Tunis. — Depuis le dimanche 5 février, le couvre-feu est retardé d'une heure à Tunis et dans sa banlieue. Décreté le 26 janvier en vertu de l'état d'urgence proclamé après les émeutes, il avait été reporté une première fois de 16 heures à 20 heures, avant d'être fixé désormais à 21 heures. Cette décision, arrêtée en raison du calme qui règne depuis plusieurs jours dans la capitale où le dispositif militaire et policier a été considérablement allégé, a été prise à la veille de la rentrée scolaire et universitaire. Ce n'est pourtant pas sans quelque appréhension, semble-t-il, qu'il a été décidé de maintenir cette rentrée à la date prévue, d'autant plus que, traditionnellement, chaque année à cette époque l'agitation commence à régner à l'université. Le ministre de l'éducation nationale, M. Mohamed Mzali, et le directeur du parti socialiste des étudiants, M. Habib Achour, ont été reçus par le ministre de l'éducation au sein du parti et les chefs d'établissements scolaires pour discuter avec eux du rôle des enseignants. D'autre part, les journaux de dimanche ont publié un appel de l'Organisation de l'éducation et de la famille aux parents d'élèves leur demandant d'encourager leurs enfants à reprendre normalement les cours.

En une semaine, un peu plus de cent cinquante personnes ont été condamnées à des peines de prison. Les tribunaux ont rendu plus de sept cents jugements. Parmi les condamnés, on compte des étudiants, des enseignants, des fonctionnaires, des journalistes, des artistes, des membres de la famille des dirigeants du parti socialiste des étudiants, des membres de la centrale syndicale U.G.T.T., sont encore interrogés par la police à la suite de l'information judiciaire qui a été ouverte. Le président Bourguiba a assimilé à une « rébellion » les événements dans lesquels ces personnes sont impliquées. Dans un ordre du jour adressé samedi aux forces armées, qu'il a remerciées pour leur intervention, le chef de l'Etat a déclaré que tous les actes commis le 26 janvier ont été « avec préméditation » dans le cadre d'une folle entreprise tramée

avec ruse et fourberie » et qu'ils ont donné lieu à « la pire tragédie que la Tunisie ait connue depuis vingt-deux ans ». En attendant les nouveaux développements de cette affaire, l'U.G.T.T. reprend cette semaine ses activités normales. Le siège de la centrale, fermé depuis le 27 janvier, ouvre ses portes ce lundi afin — ainsi que l'a écrit samedi la commission administrative du syndicat au chef de l'Etat — « de poursuivre l'action syndicale saine et authentique dans le cadre de l'unité nationale propre à mettre la nation à l'abri des courants destructeurs et des aventures dangereuses ». La commission administrative a confirmé la convocation d'un congrès extraordinaire pour le 25 février. Ces assises réuniront à Tunis quatre cents à cinq cents délégués qui auront à se prononcer sur le « déviationnisme » de leurs anciens dirigeants et à élire un nouvel exécutif.

MICHEL DEURÉ.

Gabon

LE PRÉSIDENT BONGO RENFORCE SON CABINET

Libreville (Reuter). — Les décrets du 13 juillet 1977, portant modification du gouvernement gabonais, ont été renoués, samedi 4 février, par le président Bongo. Quitte l'équipe gouvernementale : MM. Louis-Gaston Mayili, ministre délégué à la présidence de la République, Jacques Ovono-Mézi, ministre délégué auprès du premier ministre, Fulbert Bongo, ministre délégué auprès du premier ministre, Martin Bekang, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Barthélémy Mopang-Botsa, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances et des participations, Simon Mengome Atome, secrétaire d'Etat auprès du ministre des travaux publics et de la construction, et Marlyse Isseme, secrétaire d'Etat. Entrent au gouvernement : M. M. Jean-Baptiste Ngomo Obiang, ancien conseiller du président de la République pour les affaires africaines et internationales, qui devient secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération, et Zacharie Mbyolo, ancien secrétaire administratif du Parti démocratique gabonais, nommé secrétaire d'Etat auprès du président de la République chargé de l'information.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le « New York Times » préconise la neutralité des États-Unis

Le New York Times a consacré dimanche 5 février un éditorial à la politique américaine au Sahara. « Pour récompenser le roi Hassan II d'avoir été le seul, parmi les chefs d'Etat arabes, à soutenir les efforts de paix du président Sadate », écrit le journal, l'administration Carter envisage maintenant de vendre au Maroc deux douzaines d'avions de lutte antiaérienne et deux douzaines d'hélicoptères armés. Ces appareils seraient utilisés pour dominer un territoire sur lequel le Maroc n'a aucun droit légitime et avec le risque substantiel d'une guerre avec l'Algérie. La récompense serait trop coûteuse. Les États-Unis ne devraient rien faire pour soutenir les prétentions du Maroc sur le Sahara occidental. La meilleure politique pour les États-Unis consisterait à soutenir l'autodétermination du territoire contesté et à observer la neutralité entre les antagonistes, ce qui signifierait un refus de l'implication américaine dans le conflit. Les Français réduisent leur engagement et en même temps refusent les armes que demande le Maroc. »

ALGER. M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères, a reconnu samedi que la vente d'armes américaines au Maroc « constituait un problème préoccupant pour l'Algérie ». L'ambassadeur des États-Unis à Alger a été convoqué au ministère des affaires étrangères et il lui a été demandé des éclaircissements sur cette affaire. Le Polisario a annoncé samedi 4 février dans un communiqué publié à Alger que ses forces avaient attaqué dans la nuit du 2 au 3 février la garnison mauritanienne de Tichit. Cette localité, située dans l'ancien Rio-de-Oro, à une quarantaine de kilomètres au nord de la base d'Inal, est désormais le siège du commandement de la 1^{re} région militaire, qui couvre l'ensemble de la province « réunifiée » du Tris-El-Gharbia. Selon le Front, les troupes de Nouakchott ont subi des pertes importantes : quarante-cinq morts, plusieurs dizaines de blessés, de nombreux prisonniers. La suite de cette attaque, affirme le Polisario, quatre Jaguar français et trois F-5 marocains dirigés par deux avions Breguet-Atlantique ont tenté de localiser la colonne sahraouie. Le raid des marocains, sur Tichit, est confirmé à Nouakchott. On affirme que cette attaque « extrêmement violente », menée par une colonne d'une trentaine de véhicules, a commencé peu avant la tombée de la nuit et a fait du côté mauritanien deux morts, dont un officier, et une douzaine de blessés. On confirme aussi, dans la capitale maurita-

nienne que des Jaguar et des F-5 ont survolé, sans succès, semble-t-il, la région vendredie, afin de retrouver les assaillants. A ROME, les représentants de quelque soixante mouvements de jeunesse provenant d'une quarantaine de pays ont participé à la fin de la semaine dernière à la première « conférence internationale de solidarité avec le peuple sahraoui ». Ils ont décidé la constitution d'un Comité de solidarité internationale avec la lutte du peuple du Sahara occidental. — (A.F.P., U.P.I.)

M. BOUTEFLIKA : l'intervention française dans le monde arabe et en Afrique a un caractère impérialiste.

Alger (A.F.P.). — Au cours d'une conférence de presse, à l'issue du « sommet » d'Alger, M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères algériennes, qui était interrogé sur le passage de la déclaration politique de ce « sommet » concernant « l'intervention militaire française au Sahara occidental », a déclaré : « Dans la période extrêmement délicate que traverse le monde arabe comme d'autres régions du tiers-monde et d'Afrique, il est parfaitement regrettable que la France ne joue pas le rôle positif qu'on pouvait attendre d'elle. Elle était mieux placée que quiconque pour pouvoir rapprocher, réconcilier, aider à résoudre les problèmes : il y allait de son intérêt et de l'intérêt de tous les peuples maghrébins. Malheureusement, ce n'est pas cette politique qui a été choisie. Je ne peux que le déplore à la fois au nom du monde arabe et de l'Algérie. L'intervention française, aussi bien dans le monde arabe qu'en Afrique, a un caractère impérialiste. » Le chef de la diplomatie algérienne a réaffirmé néanmoins « toute la disponibilité de l'Algérie à coopérer avec le gouvernement français si tôt que les instincts impérialistes seraient écartés, si tôt qu'il y aurait une volonté de dialogue ». « Nous serions particulièrement heureux de coopérer à l'ouverture d'une page nouvelle d'amitié et de coopération avec le peuple français », a-t-il conclu.

République de Djibouti

M. ABDALLAH MOHAMED KAMIL DIRIGE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Djibouti (A.F.P.). — Un nouveau gouvernement a été formé à Djibouti dimanche 5 février. Il comprend quatorze ministres, dont six Afars, six Issas, un Arabe, un Somali, et deux secrétaires d'Etat, un Afar et un Issa. Le gouvernement est dirigé par M. Abdallah Mohamed Kamil, qui conserve son portefeuille des affaires étrangères et détient également le portefeuille de la défense.

La majorité des ministres afars (cinq), dont le premier ministre, M. Ahmed Dini, avaient démissionné le 17 décembre dernier pour protester contre ce qu'ils avaient qualifié de « répression tribale », après un attentat à la grenade qui avait causé plusieurs morts à Djibouti. M. Abdallah Mohamed Kamil est né en 1928, à Obock, en pays afar. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il milita d'abord au sein de l'Union démocratique afar contre M. Ali Arif, auquel il se rallia à l'occasion du référendum de 1967. Secrétaire général du gouvernement jusqu'en 1976, il succéda à M. Arif à la tête du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, le 25 juillet 1976. Après la proclamation de l'indépendance, il avait été nommé le 15 juillet 1977, ministre des affaires étrangères du premier gouvernement de Djibouti.

DANIEL VERNET.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR a publié les noms de sept cent cinquante prisonniers politiques — des femmes pour la plupart — détenus à la prison de Villa Devoto, de Buenos-Aires. D'autres listes seront publiées à l'induction du ministre. Récemment, les autorités ont reconnu détenir trois mille quatre cent soixante-douze prisonniers. De source américaine, on avance le chiffre de douze mille à dix-sept mille détenus. — (Reuter).

Bolivie

M. JUAN LECHIN est rentré le samedi 4 février en Bolivie, après un exil de six ans et demi. L'un des principaux responsables syndicaux et dirigeants de l'opposition, le général Banzer. M. Lechin a bénéficié de la récente amnistie décrétée pour tous les exilés. Vice-président de la République de 1953 à 1964, M. Juan Lechin est le numéro un de la centrale ouvrière bolivienne (COB) et de la Fédération des mineurs. Il a fondé la Parti révolutionnaire de la gauche nationale (PRIN). — (A.F.P.).

Colombie

SIX SOLDATS ONT TROUVÉ LA MORT, le samedi 4 février, dans une embuscade au nord-est du pays. Dix autres militaires ont été blessés au cours de cette embuscade par les maquisards de l'Armée de libération nationale (E.L.N., procastiste). — (A.F.P.).

Espagne

QUINZE BANQUES ESPAGNOLES et près de mille particuliers ont été victimes de la fraude découverte à Barcelone et dans laquelle serait impliqué M. Juan Carlos Muntadas, fils du comte de Reus, l'une des grandes familles de Barcelone. La fraude, s'est élevée à 1 milliard de pesetas (90 millions de francs). — (A.F.P.).

DOUZE MILLE CHEFS D'ENTREPRISE espagnols réunis dimanche à Madrid ont dénoncé « l'ambiguïté de la » et l'encadrement du crédit.

République Sud-Africaine

M. SIMBA EHRLICH, ministre israélien des finances, est arrivé, dimanche 5 février, à Johannesburg pour une visite officielle. Il devait rencontrer ce lundi, les dirigeants de la communauté juive de Johannesburg et pourrait être reçu mercredi par M. John Vorster, premier ministre sud-africain. C'est la première visite officielle d'une importante personnalité gouvernementale israélienne en Afrique du Sud. M. Vorster s'était rendu en Israël en 1976. — (A.F.P.).

Tunisie

M. TAHAR ABDALLAH, l'une des figures marquantes de l'opposition tunisienne, ancien membre de la direction nationale du parti Baas, est mort le dimanche 5 février à Paris, d'une crise cardiaque. Il était l'auteur d'une « Histoire du mouvement national tunisien » publiée en arabe.

Yougoslavie

LE MARECHAL TITO se rendra en visite officielle aux États-Unis en mars prochain, a annoncé, samedi 4 février, l'agence de presse yougoslave Tanjoug. — (A.F.P.).

Moscou multiplie les critiques de la politique africaine de la France

De notre correspondant

Moscou. — « Malgré toutes les déclarations que l'Occident a essayées en Afrique, tout porte à croire que la forme moderne des relations entre les Occidentaux et les Africains ne considère pas la partie commune perdue ». Cette réflexion d'un journal soviétique donne le ton des commentaires publiés en U.R.S.S. sur les événements du Sahara occidental. Moscou prête une grande attention. Face aux accusations occidentales sur la « pénétration soviétique » — dont les exemples ne manquent pas — l'U.R.S.S. contre-attaque. « On nous attribue, dit-on ici, ce qui est typique de la politique impérialiste. » Il s'agit donc de retourner la proposition pour voir dans tous les événements africains un complot généralisé de l'impérialisme contre les pays progressistes de ce continent, amis de l'Union soviétique.

Cette thèse est, bien sûr, un élément de propagande interne et externe destiné à resserrer les rangs des alliés africains de Moscou, mais elle traduit aussi une certaine conception que les dirigeants soviétiques se font du rapport des forces sur le continent noir. Leur position y a toujours été fluctuante : ils y ont conquis des bastions que bien souvent ils ont été obligés d'abandonner du jour au lendemain. Mais ils ne paraissent pas y appliquer un plan prémédité : ils sont au contraire passés maîtres dans l'art de saisir les occasions qui se présentent et savent faire preuve de beaucoup de patience. Or ces occasions risquent d'être de plus en plus rares, car les problèmes qui s'aggravent, notamment en Afrique australe, et l'absence de stratégie concertée des pays occidentaux.

Les Soviétiques ont également changé de tactique. Si, dans les premières années qui ont suivi la décolonisation, ils se sont liés à des hommes dont la collaboration était parfois éphémère, ils cherchent maintenant un pôle de pérennité dans la construction de partis de type marxiste-léniniste, comme en Angola où ils ont encouragé le M.P.L.A. à se transformer d'« organisation de masse en parti de la classe ouvrière ». Il en va de même en Ethiopie. Aux yeux des Soviétiques, l'effet, le « complot impérialiste » embrasse toute l'Afrique, du nord au sud et d'est en ouest. Qu'il s'agisse de la « tentative d'invasion plus fréquente », en fait, de l'assassinat du président Nguabi au Congo, de la corne de l'Afrique, de l'Angola, de la Namibie ou de la Rhodésie, Moscou met en cause la « stratégie

globale » de l'Occident, qui serait revenue à la politique de la canotière sous la forme moderne de la « politique des parachutistes ». L'objectif de l'impérialisme serait de créer des alliances militaires dans lesquelles, selon les Soviétiques, « les dirigeants occidentaux voient un moyen de contrôler la radicalisation de l'Afrique ». Dans cette perspective, la politique française occupe, selon Moscou, une place de choix. Elle se trouve même aux avant-postes. La presse soviétique a très fermement critiqué la tentative de certains pays francophones de créer un « pacte de défense » et la proposition du président Giscard d'Estaing de conclure un « pacte euro-africain de solidarité ». Elle y voit une tentative d'« étendre l'impérialisme français en Afrique » et d'y entraîner d'autres pays de l'OTAN, notamment la République fédérale d'Allemagne. La France, utilisant ses liens traditionnels avec ses anciennes colonies, n'aurait pas seulement pour son propre compte, mais chercherait à « rattacher un bloc de pays africains au Marché commun et à l'OTAN ».

Depuis l'été dernier, la R.F.A. est aussi vivement prise à partie pour l'instauration au Zaïre du polygone de tir de la société Ottag, destiné, selon l'agence Tass, à « l'essai des fusées les plus modernes, notamment des véhicules d'armes nucléaires ». Le Monde du 19 septembre 1977, Bonn est également critiqué pour son soutien à la Somalie.

En créant et en aggravant la tension en Afrique, les pays occidentaux veulent, selon Moscou, « transformer le continent africain en une sphère d'ingérence permanente des anciennes puissances coloniales et en un objet de confrontation entre l'Est et l'Ouest ».

Autre élément de cette « stratégie » : l'Internationale socialiste. Les Soviétiques se sont efforcés de créer des liens institutionnels avec certains pays et partis africains. Ils ont tourné en dérision les efforts du président Senghor pour regrouper des partis africains, dont le sien propre, proches des socialistes européens. Moscou appelle à la vigilance « contre les tentatives de transplanter en Afrique les tendances sociales-réformistes opportunistes grâce auxquelles le néo-colonialisme compte désorienter les peuples du continent et entraver leur libération définitive ».

afrique
asie

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des périodiques du tiers monde.

CETTE SEMAINE DANS TOUS LES KIOSQUES

TUNISIE
Pourquoi l'explosion du 26 janvier ?

SÉNÉGAL
Le grand absent

PALESTINE
Le « Sommet » d'Alger

Lisez, abonnez-vous
AFRIQUE - ASIE
9, rue d'Aboukir, Paris 2^e

Quinzaine de la Parfumerie

Les gants La parfumerie
GANT court chevreau glacé, doublé soie. Noir, marron ou beige. 95 F
GANT saxe chevreau glacé, doublé soie. Noir, marron ou beige. 105 F
GANT dessus crochet coton, intérieur pécar, cousu main. Naturel/Beige ou Naturel/Cork. 95 F

Les savons La parfumerie
SAVONS à la gelée Royale 6 x 150 grs. 18,50 F
SCHAMPOOING de 200 7 F
CREME au Collagène le pot 42 grs. 23 F

Les fleurs La parfumerie
Les fleurs lavables : Reine-Marguerite. 9 F
Pervenche, Oeillet. 9 F
Rose. 10 F
Les fleurs d'appartement : Gerbera. 9 F
Cosmos. 10 F
Clématite. 12 F

Les bas La parfumerie
Les boutons : BAS mousse 20 D 2,50 F
Camélia. 9 F
Eglantine, Oeillet. 15 F
Charlotte matière plastique imprimée. 4,60 F

Les bas La parfumerie
COLLANT mousse 15 D 2,50 F
COLLANT voile 20 D 8,50 F
COLLANT mousse 20 D 10 F les 4.
TROUSSE DE TOILETTE matière plastique imprimée. 15 F

AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

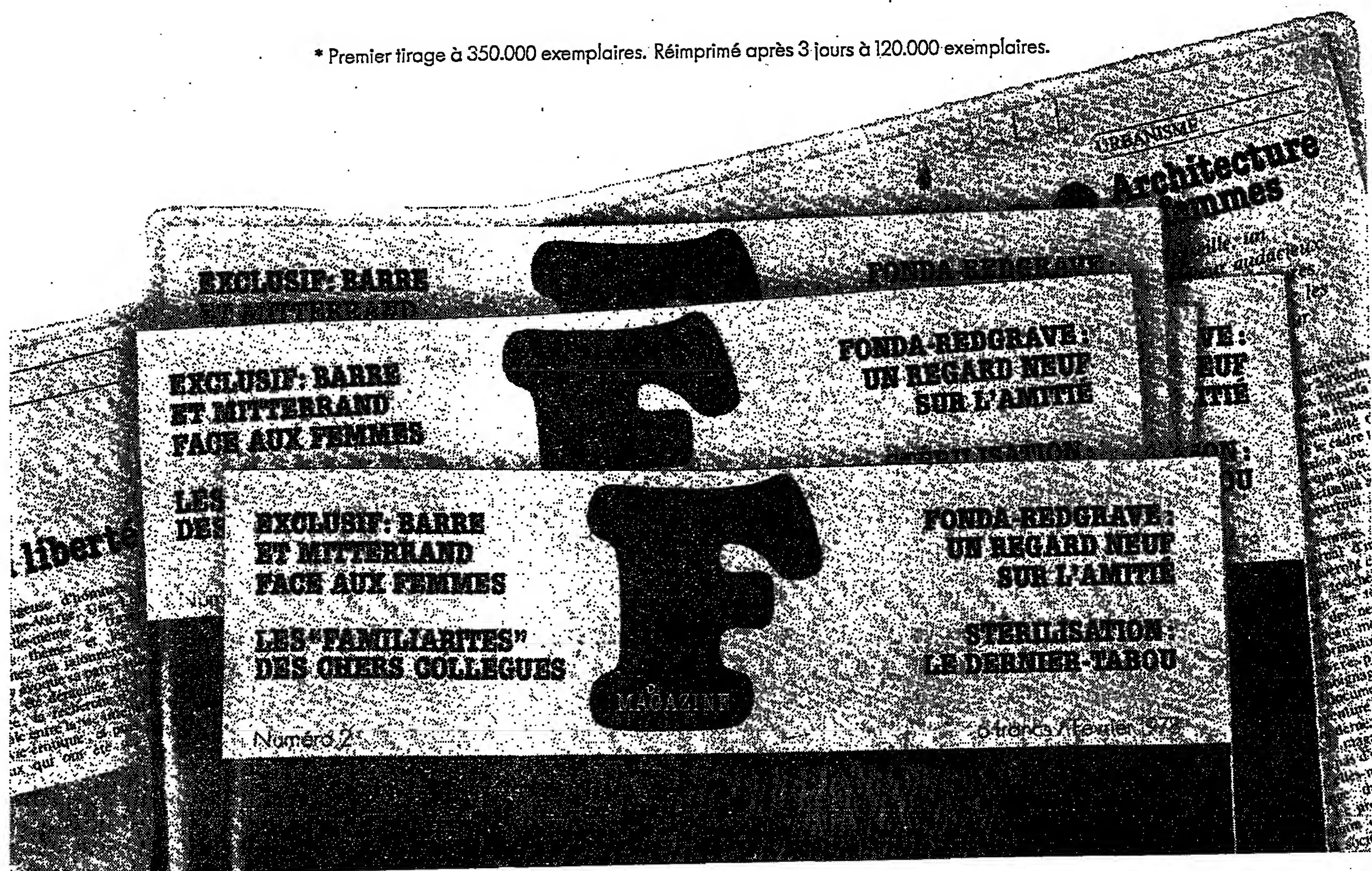
مكتبة الأصل

"F. magazine, le journal qui manquait aux femmes a été épuisé en 3 jours.*

NE MANQUEZ PAS LE N°2"

Claude Servan-Schreiber.
Benoîte Groult.

* Premier tirage à 350.000 exemplaires. Réimprimé après 3 jours à 120.000 exemplaires.



politique

LA MAJORITÉ ET L'OPPOSITION DIALOGUENT AVEC LES CADRES

Deux colloques intéressants les cadres ont eu lieu samedi 4 février au Palais des congrès à Paris, porte Maillot. Le premier, organisé par « Socialisme et entreprises », a réuni environ trois cents cadres proches du parti socialiste. Il a été marqué par une intervention de M. François Mitterrand.

Le second illustrait le congrès national de l'ETIC (Entreprises de taille humaine, industrielles et commerciales), et avait pour thème « Face à face les cadres et les patrons ».

M. Raymond Barre y a pris la parole devant deux mille cinq cents personnes plutôt favorables à la majorité.

M. Raymond Barre : vous trouverez les réponses à vos préoccupations dans une société de liberté et de justice

C'est avec un plaisir sincère, semble-t-il, que M. Raymond Barre a accepté de clore ce congrès de l'ETIC qui avait mis face à face des cadres d'entreprise et M. Yvon Gattaz, président de la Confédération générale des cadres ainsi que de nombreux cadres. Rien d'étonnant à cela. Comme M. Yvon Gattaz devait l'affirmer avec quelque fierté, les mille cinq cents cadres d'entreprise adhérents de son mouvement (ils étaient que vingt-cinq il y a deux ans) qui ne sont « ni des demandeurs, ni des demandeurs de soutien ou de crédits, ont toujours soutenu l'action économique du premier ministre et ont fait le bon choix » plus proches qu'ils se sentent des « tenants réels du bon sens ». Tout au plus se montrent-ils inquiets d'une « politique industrielle trop délicate » et réclament-ils « la liberté d'entreprendre, la liberté des prix, la liberté de l'emploi, la liberté de l'investissement ».

M. Raymond Barre, qui s'est déclaré « convaincu du rôle des entreprises à taille humaine, instrument irremplaçable de dialogue », a même versé une nouvelle pièce à son dossier de soutien du capitalisme en affirmant fermement qu'il faut à la France « des entreprises saines qui fassent des profits — le mot est lâché — car sans profit il n'y a pas d'investissement, pas d'emploi, pas de compétition internationale ».

Quant aux cadres, qui « ont été parmi les plus grands acteurs de la mutation de ces dernières décennies », ils trouveront des réponses à leurs préoccupations — M. Barre préfère ce mot à celui de « malaise » — dans la « société de liberté et de justice » à laquelle le gouvernement est attaché.

Puis M. Barre a présenté une vigoureuse défense de l'administration, qui « avec ses défauts, ses travers, est la meilleure du monde ». Le premier ministre a cependant admis que « l'administration tutélaire doit devenir un organe de conseil et de protection contre certaines situations exceptionnelles, mais non pas un organe assurant certaines responsabilités à la place des autres » et que l'Etat doit « cesser d'être un acteur privilégié au sein de

M. Mitterrand : vous détenez les clés du changement

S'adressant aux cadres invités par Socialisme et entreprises (1), M. François Mitterrand a analysé d'abord l'évolution du capital au cours de ces deux cents dernières années. « Au capital foncier, explique-t-il, s'est substitué le capital industriel, puis le capital bancaire. » Après cet historique, le premier secrétaire du parti socialiste pose cette question : « Pourquoi, aujourd'hui, les cadres sont-ils toujours absents du débat politique ? » La réponse qu'il entend toujours formuler autour de lui — il cite son expérience municipale — c'est : « Nous n'avons pas le temps ».

« Votre vie, dit-il à son auditoire, est confondue par votre travail. Par le sens de vos responsabilités. Vous consacrez à votre métier beaucoup plus d'heures qu'il n'est légal. Vous êtes déçus par le temps, quand vous avez besoin d'exister par vous-mêmes. »

Vous êtes, poursuit-il en substance, les maîtres des ressorts de l'entreprise de par votre compétence, mais vous êtes aussi soumis « à la vieille conception du capital qui fait que les uns déclinent et tranchent, seuls informés, et que les autres exécutent ».

M. François Mitterrand met en opposition « la classe dirigeante qui possède » et les cadres qui sont en quelque sorte à cheval

L'entreprise n'est pas « votre chose »

Pourtant, souligne-t-il à plusieurs reprises, vous devez comprendre que vous détenez les clés du changement. La masse des travailleurs est prête à faire bloc avec vous. Prenez conscience que votre dignité humaine et votre réalité sociale ne sont pas mieux traitées que celles du « manœuvre-bât ». Vous considérez que l'entreprise est « votre chose ». Elle ne l'est pas. Je me souviens de cette réflexion de mon père, chef de gare en retraite (2), peu avant d'être élu député : « Quand je pense que j'ai vécu toute ma vie en pensant que la campagne m'appartenait ».

« Il n'est pas normal, assure M. François Mitterrand, que les cadres soient aussi peu représentés dans les assemblées élues, qu'ils participent aussi peu à la gestion des affaires publiques. » Concluant

(1) Socialisme et Entreprises, 25, rue du Louvre, Paris-1^{er}, déclare quatre cents adhérents et mille cinq cents sympathisants.

(2) Joseph Mitterrand avait été agent de la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, puis industriel et président de la Fédération des syndicats des fabricants de vinaigre de France.

AVEC NOUS !

Hasard ou préméditation ? L'ETIC pêche pour la coïncidence... Au demeurant, peu importe. Tout était fait pour donner l'impression de réunion électorale spécifique. Le « cadre » égaré au Centre international de Paris pouvait au choix diriger ses pas vers l'immense salle des concerts où aucune fausse note ne troublait la prestation du premier ministre ou démocratiquement emprunter l'escalator pour aller dans la « salle bleue » où aucun nuage n'assombrissait le rayonnement de M. François Mitterrand.

Quant à M. Raymond Barre, tout au long du discours de M. Yvon Gattaz, il manifestait son contentement et son approbation des propos tenus en hochant la tête, en souriant, et même en applaudissant.

Il aurait sans doute été plus excitant, plus riche de surprises, d'inviter les deux auditoires, voire de les réunir ainsi que leurs créateurs.

Mais rassemblés sous le même toit au même moment, les « cadres » politiquement séparés ne se sont pas rencontrés et, s'ils se sont croisés, pas reconnus...

JOSÉE DOYERE.

Vigoureuse attaque de M. Ceyrac contre le programme commun

Dans une interview accordée à l'A.F.P., le 5 février, M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, s'est livré à une vigoureuse attaque contre le programme commun.

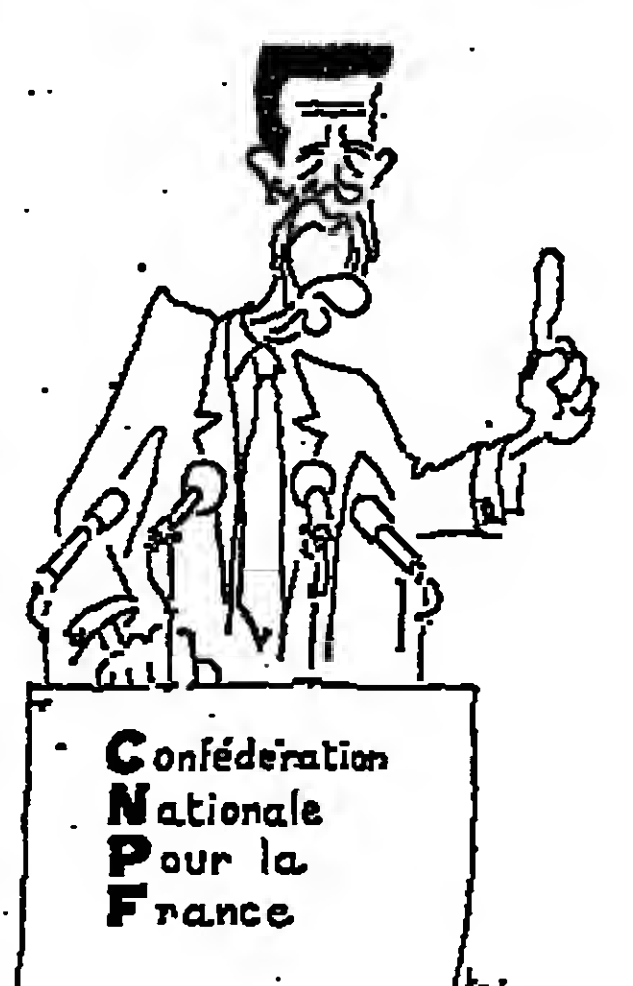
« Notre opposition au programme commun, affirme M. Ceyrac, n'est dictée par aucun sectarisme ni par aucun a priori politique. L'appartenance des hommes à tel ou tel parti nous importe peu. C'est leur programme économique qui compte pour nous. »

« Ce programme commun constitue une formule menaçante pour les entreprises et pour l'économie tout entière. »

« L'engrenage »

« Il veut développer, quasiment sans frein, un immense secteur public en nationalisant des centaines d'entreprises. Il veut contraindre les autres entreprises à dépendre entièrement du crédit devenu monopole d'Etat, en augmentant massivement leurs charges et en bloquant leurs prix. »

« Les entreprises, petites et moyennes, ajoute M. Ceyrac, servent les premières victimes de cet engrenage, malgré les paroles légalisantes dispensées ici ou là. Les partisans du programme commun s'en rendent si bien compte qu'ils croient devoir annoncer des maintenant des mesures de sauvetage. Mais les textes du programme commun sont là et on nous affirme chaque jour qu'ils seront appliqués. »



(Dessin de KONE.)

Chorus

Ceux qui avaient cru discerner dans le silence — tout relatif — observé par le C.N.P.F. depuis le mois de septembre un changement d'attitude « politique » seront déçus. M. Ceyrac, par exemple, a signé : les déclarations qu'il a faites dimanche soir sont en tout point semblables aux propos qu'il avait tenus le lendemain des élections municipales.

L'organisation patronale campe sur ses positions : l'ennemi numéro un reste le programme commun. Certes, la rupture intervenue au sein de la gauche en septembre dernier avait soulevé quelques espoirs. avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie. Toutefois, il était alors apparu plus habile de changer de ton et de mettre l'accent sur les problèmes économiques à long terme plutôt que sur les échéances électorales. Il s'agissait alors de réserver des possibilités de négociation qui auraient pu s'offrir avec les socialistes s'ils avaient accepté d'annuler le programme honni.

Ces espoirs, au demeurant tenus, ont été déçus. Les sondages apportent, semaine après semaine, le signe que la gauche continue d'avoir le vent en poupe, et les socialistes ont affirmé à maintes reprises que le programme commun de 1972, et notamment les nationalisations qui y sont prévues, sera mis en œuvre en cas de victoire de la gauche.

Dès lors, l'heure n'est plus aux supputations de salons, mais au combat. M. Ceyrac fait « chorus » avec les tenants de la majorité pour dénoncer « le manège redoutable » que fait, selon lui, peser le programme commun sur l'économie française. Le but est clair : il s'agit d'influer sur la fraction modérée de l'électorat de gauche.

M. Ceyrac aura-t-il plus de poids que M. Barre ou M. Giscard d'Estaing ? On peut en douter. Reste que, c. intervenant sur ce ton à cinq semaines de la consultation, le président du C.N.P.F. prend un risque en dépit de ses protestations d'apollisme : celui d'accroître l'idée déjà largement répandue dans l'opinion que les chefs d'entreprise ont totalement partie liée avec la majorité sortante, alors même que cette majorité est l'objet d'un phénomène de rejet.

Ph. L.

ion de la prise de
elle être sélective?

FRANCHISE GRATUITE



**Achetez tout de suite.
Au prix d'aujourd'hui.
Payez à la livraison.**

Le Garibaldi, un programme de qualité : à l'orée du 15^{ème} arrondissement, à 300 m de l'Unesco, à 500 m de l'Ecole Militaire, au pied du métro Cambronne, une architecture originale, élégante, soignée, d'excellentes prestations.

Ce qui est nouveau : un paiement très avantageux. Vous ne versez que 20 % maintenant et vous ne paierez le reste qu'au jour de votre installation (fin 78). Cette franchise gratuite vous évitera de cumuler un loyer et le remboursement d'un prêt, ou bien vous permettra de revendre tranquillement votre appartement actuel.

Le prix moyen au m² : 7.200 F. C'est un prix ferme et définitif pour toute réservation effectuée avant le 28 février 1978.

Pour parler de ce financement exceptionnel, venez nous voir tous les jours de 14 h à 19 h, et le week-end de 10 h à 19 h (tél. 723.06.78) ou appelez la GEFIC 4, place d'Iéna (tél. 723.78.78).

LE GARIBALDI

Du nouveau dans le 15^e

16, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

REALISATION SEPIMO

La politique
Allemande
Fédérale

(PUBLIOTE)

POUR LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE BATTRE LA DROITE !... en changeant la gauche

Si vous voulez que soient affirmés :

- l'aspiration des travailleurs au contrôle, à l'autogestion ;
- le combat pour une écologie socialiste ;
- les droits des femmes ;
- la défense des libertés et du droit à l'autodétermination des peuples.

REJOIGNEZ LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE
ET AIDEZ-LE MATERIELLEMENT.

Le Front Autogestionnaire, présent dans 260 circonscriptions aux législatives, a un besoin urgent de votre soutien politique et financier.
Front Autogestionnaire - 12, P. 89 - 75012 PARIS - CEDEX 15.
Demandez le texte de l'Appel.
Souscrivez C.C.P. : Jean RUEL - 6974 36 N PARIS.

FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Alain BRUSSELLE - Jacques CATANT - André DESSAY - Georges Fournier - Jean-Pierre GONIN - Gabriel GRANIER - Robert HANTZ - Jean-Marie HARRIBY - Jean LAJONCHERE - Bernard LECHOLON - Michel LOUIS - Michel LOUIS - Georges MINAZZI - Noël MONTIER - René NICOLAS - Jean-Paul NURY - Alphonse PAGEAUD - Charles PIAGET - Jean RAGUENES - Roger TOUTAIN - Roland VITTO.

Responsables syndicaux (syndicalisme ouvrier, enseignement, du cadre de vie, de la médecine générale).

Maurice BARTHE - Nelly BORGEAUD - Huguette BOUCHARDEAU - Claude BOURDET - Georges CASALS - Chantal CATANT - Paul-Henry CHOMBARTE DE LAWE - Jacqueline COQ - René CRUSE - Aït' CUNY - Robert DAVEZIES - Paul DELERCE - Edouard DEPREUX - Hélène Duc-Jean DUVIGNAUD - Jean-Pierre FAYE - Daniel GENTOT - André GRANO - Pierre JALEE - Alain JOXE - Henri LABORIT - André LAUDOUZE - Henri LEFEBVRE - Maurice MASCHER - Arnaud MATTEIART - Michèle MATTEIART - Jean-Jacques MAYOUD - Maurice NADEAU - Pierre NAVILLE - Bernard REMY - REZVANI - Geneviève SERREAU - Gérard SOULIER - Haroun TAZIEFF - Claude-Marie VADROT - Jean-Marie MULLER - Jacques PARIS de BOLLARDIERE - Jacques SEMELIN - Olivier VIAL pour le Mouvement pour une alternative non violente - Pascal GOULET - Victor LEDUC - Michel MOUSEL - Geneviève PETIOT, pour le P.S.U.

POLITIQUE

La préparation des élections Les propositions nouvelles de la C.F.D.T. sur les nationalisations pourraient offrir une base de compromis aux partis de gauche

En rendant publiques lundi 6 février ses propositions en matière de planification, de nationalisation et de gestion des entreprises publiques, la C.F.D.T. a franchi un pas décisif dans l'explication de son projet de société. L'autogestion, qui apparaît, il n'y a pas si longtemps encore, comme l'expression d'aspirations géné-

reuses mais vagues, recouvre cette fois une série de mesures précises et concrètes qui vont bien au-delà des revendications syndicales traditionnelles. Ce qui frappe, en effet, dans les nouveaux textes de la C.F.D.T., adoptés par le conseil national de fin janvier, c'est certes l'originalité ou l'habileté de certaines propositions

qui peuvent aider, le moment venu, à débloquer le débat entre les partis de gauche ; mais c'est surtout la minutie avec laquelle sont précisées les rouages qui devraient être mis en place pour donner immédiatement et réellement une partie du pouvoir aux travailleurs et aux citoyens, si la gauche gagne les élections.

● **PLANIFICATION.** — Le thème dominant de la C.F.D.T. est, en ce domaine, celui de la décentralisation des initiatives comme des responsabilités. « Ce n'est pas parce qu'il prétend apporter des satisfactions à la population que le Plan est démocratique. Il n'est démocratique que si les travailleurs et la population participent effectivement à son élaboration et à sa mise en œuvre. » Ainsi, la première phase de préparation du Plan, celle qui doit aboutir à dégager des grandes options, doit mener par une série de débats au niveau local (communes, entreprises) qui permettent à la population d'exprimer ses besoins prioritaires ; ces débats se poursuivront au niveau régional puis national, par grands secteurs d'activité.

« Il n'y a pas dans cette première phase, insiste la C.F.D.T., de document pré-établi en termes de choix du comité directeur général au Plan. Chaque instance détermine librement son fonctionnement et les modalités de

ses consultations. Seul est établi un calendrier commun sur une période courte. » (Un an environ.)

● **LA REGION.** — La planification démocratique, c'est-à-dire fortement décentralisée, implique que de réels pouvoirs soient accordés aux collectivités territoriales. La région, qualifiée de « lieu déterminant du débat », doit être dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière. « Elle signifie que l'assemblée régionale, élue au suffrage universel, peut lever l'impôt sur les mêmes bases que la tutelle et le contrôle a priori exercés par le préfet de région pour le compte de l'Etat sont supprimés. Mais la C.F.D.T. va plus loin : elle « envisage » la suppression pure et simple du contrôle a priori. « Ce soutien » que les régions doivent se voir attribuer « la propriété des actifs immobiliers (terrains et locaux) des entreprises publiques et nationales installées sur leur territoire. Cette propriété doit amener de nouvelles relations entre régions et entreprises publiques, par un dialogue contractuel permanent ».

Le pouvoir des communes est lui aussi élargi : recettes fiscales propres, remplacement de la tutelle par la gestion d'offices fonciers avec les travailleurs concernés.

● **GESTION DES ENTREPRISES NATIONALES.** — On retrouve ce même souci de décentraliser les pouvoirs et de consacrer à la gestion des entreprises nationalisées qui complète « la plate-forme de revendications et d'objectifs » adoptée par le conseil national de fin janvier 1977. L'instance est mise sur la création de conseils d'entreprise ou de service dès l'entrée en vigueur des lois de nationalisation ; les élections à ce niveau au sein des entreprises ou de l'établissement pour le conseil de gestion — composé uniquement de représentants des travailleurs et chargé de nommer la direction — sont universelles ; les organisations syndicales devraient se contenter de

« donner leur avis » sur les listes de candidatures en présence. Le côté radical d'un certain nombre de ces propositions est tempéré ici et là par un souci de réalisme. Ainsi, pendant le temps d'élaboration du Plan démocratique, il faudra prévoir un Plan intermédiaire de deux ans qui ne sera pas réellement démocratique aux yeux de la C.F.D.T. mais devra cependant intégrer les mesures adoptées lors des négociations immédiates « entre les syndicats et le gouvernement. Ainsi également, à titre transitoire, pour éviter les manipulations politiques et technocratiques », les premières élections dans les conseils d'atelier se feront sur des candidats ayant reçu l'avis des organisations syndicales. Ainsi encore, le conseil d'entreprise composé d'élus des travailleurs n'aura pas, dans un premier temps, un pouvoir de décision dans les entreprises nationalisées : celui-ci appartiendra à un organe externe composé de représentants des pouvoirs publics (ministères, administrations ou régions) à ce que toute décision qui peut avoir des conséquences graves sur l'emploi ou l'activité en général des travailleurs soit négociée avec eux.

Qu'il n'est pas question de prévoir un statut spécial du type fonction publique pour l'ensemble des personnels des entreprises nationales ; ils dépendront des conventions collectives de leur branche d'activité ou négocieront au coup par coup des accords d'entreprise.

Propositions « unificatrices » pour la gauche

Les dirigeants cédétistes, à commencer par M. Michel Rolant, secrétaire national chargé du secteur économique, qui a animé le travail de préparation de ce dossier, espèrent que leurs propositions auront un double effet.

D'abord qu'elles constitueront un facteur déterminant de clarification du « projet de société » national de la C.F.D.T. et de mobilisation des travailleurs. Ce premier objectif a de bonnes chances d'être atteint : l'ensemble des dispositions publiées aujourd'hui a fait l'objet de mois de discussions dans les fédérations et les unions régionales, a suscité des centaines d'amendements, a provoqué depuis plus d'un an une succession de débats dans les conseils et bureaux de l'organisation. Ce long mûrissement a permis d'aboutir à un vote très largement majoritaire de résolution « plan et nationalisations » au conseil national de fin janvier. Dans cette instance d'une centaine de membres, où s'expriment des sensibilités et des courants très divers comme l'a bien montré un autre débat sur l'action revendicative, (le Monde des 31 et 1^{er} février), cette résolution de huit pages, au contenu précis et éminemment politique dans le contexte actuel, a été adoptée sans aucune opposition : 1306 mandats (78,7 % des suffrages) sur 1677, contre 333 abstentions (1).

Seconde ambition des cédétistes, qu'ils avancent avec prudence, contribuer à sortir la gauche politique de ses divisions en avançant des propositions « unificatrices ». Sur trois points importants concernant les nationalisations qui ont servi de déclencheur à la crise de la gauche en septembre dernier, la C.F.D.T. avance des propositions qui, sans être à proprement parler à mi-chemin entre celles du P.C. et du P.S., peuvent servir d'éléments de rapprochement.

● **L'ETENDUE DES NATIONALISATIONS.** — Outre le secteur bancaire et financier et les neuf groupes industriels inscrits dans le programme commun, la C.F.D.T. se prononce « pour un processus de nationalisation de la sidérurgie et pour le passage sous contrôle public de l'ensemble du secteur de

l'énergie », ce qui tend, sur ce dernier point, à se rapprocher des propositions du P.C. encore que les cédétistes n'aient pas retenu la nationalisation de Peugeot-Citroën proposée par le P.C.

Pour ce qui concerne les neuf groupes, la C.F.D.T. propose la nationalisation totale de toutes les filiales et sous-filiales dont le capital dépend à plus de 66 % de la main morte. « C'est-à-dire », précise-t-elle, « que si une filiale n'a pas d'autres actionnaires disposant de la minorité de blocage, la simple application de cette formule conduit, en gros, à doubler le chiffre des entreprises avancées par le P.S. pour les neuf groupes (quatre cent cinquante filiales environ au lieu de deux cent vingt-sept), puisque ce dernier chiffre correspond à la nationalisation totale des filiales à 98 %. Dans les sociétés où l'Etat détient entre 51 % et 66 % du capital, la C.F.D.T. propose, comme le P.S., d'être sévère, par une réforme législative, les actionnaires minoritaires de leur droit de blocage. Enfin, elle reprend l'idée, mais non le terme, de « filiales stratégiques » utilisé par le P.S., en déclarant : « Certaines filiales à 5 % sont utiles à intégrer dans les nouvelles entreprises nationales », mais elle ajoute : « D'autres à 20 % ou 31 %, ne sont pas nécessaires et peuvent, par conséquent, rester des filiales de droit privé, ou même être rétrocédées au secteur privé ».

● **L'INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES.** — La C.F.D.T. est favorable à l'échange des actions contre des obligations nominatives de l'Etat. A propos de la distinction rarement explicite entre petits et gros porteurs, elle avance une proposition concrète : « Les porteurs individuels pourront récupérer leurs actions ou être remboursés, mais seulement par fraction, dans la limite d'un plafond annuel égal à dix fois le SMIC : les gros porteurs seront taxés au titre de l'impôt sur la fortune. »

● **LA DIRECTION DES ENTREPRISES NATIONALISEES.** — Le P.C. et le P.S. proposent que les conseils d'administration des entreprises nationales soient composés de façon tripartite par des représentants élus des travailleurs (au moins un tiers), des usagers et des pouvoirs publics. Mais ils sont en désaccord sur le mode de désignation du président ; pour le P.C., il est élu librement par le conseil ; pour le P.S., le président est choisi par le conseil sur une liste de candidats proposés par le gouvernement. La C.F.D.T. suggère un système double : un conseil d'entreprise

uniquement composé de travailleurs élus au suffrage universel, un conseil externe composé de représentants des pouvoirs publics (ministères) du plan des collectivités, des usagers et des syndicats (ces derniers à titre consultatif). Durant la période transitoire, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'un plan démocratique ait été élaboré et qu'un contrat ait été signé entre l'administration du Plan et l'entreprise, c'est le conseil externe qui remplace l'ancien conseil d'administration ; il nomme la direction provisoire, assure les grandes orientations de la gestion et négocie avec le conseil d'entreprise ; ce dernier exerce un rôle de contrôle avec droit de veto pour les « décisions importantes ».

An terme de la période transitoire, le système est inversé : le conseil d'entreprise devient l'organe de gestion qui élit son président ; le conseil externe, qui peut d'ailleurs être commun à plusieurs entreprises nationales, joue un rôle de contrôle a posteriori et dispose d'un droit d'appel sur certaines décisions importantes des conseils d'entreprise.

Quel accueil ?

L'ensemble de ces propositions vont dans un premier temps faire l'objet de discussions avec la C.G.T., puisque les deux confédérations ont commencé en janvier la confrontation point par point de leurs programmes. Les cédétistes, à l'instar des dirigeants du P.C., n'ont pas manqué une occasion ces derniers mois d'insister sur leurs convergences avec la C.F.D.T. S'agissant cette fois d'un dossier à leurs yeux capital — planification et nationalisation — vont-ils, comme à propos de la hiérarchie des salaires ou de l'autogestion, accepter de reprendre à leur compte ce qu'ils ont naguère dénoncé ?

Dans l'hypothèse d'un accord entre les deux confédérations sur les choix économiques et sociaux prioritaires, ce « constat de convergence » ne pourrait-il pas aussi servir à rapprocher les points de vue des partis de la gauche en leur offrant un terrain de compromis ? Faute d'envisager pour l'instant une discussion du programme commun avant les élections, peut-être pourraient-ils exprimer simultanément leur appui aux revendications et propositions avancées par les deux syndicats ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

TOURCOING EFFORT DE DOMESTIQUER L'AFFICHAGE SAUVAGE

(De notre correspondant.)

Lille. — La ville de Tourcoing sera-t-elle la première à maîtriser l'affichage sauvage qui se déploie à l'envi lors de chaque campagne électorale ? La municipalité, que dirige M. Chastelles (P.S.), vient en tout cas de prendre des mesures qui ont reçu l'assentiment de toutes les formations politiques.

La ville a fait minutieusement le recensement des points d'affichage sauvage les plus appréciés par les équipes nocturnes. On a pu ainsi déterminer cent vingt endroits où l'on a procédé à l'implantation de panneaux sur lesquels les partis pourront s'exprimer librement sans qu'il soit besoin pour autant de raser les murs la nuit pour les ramener. Un nettoyage régulier sera effectué pour assurer une bonne rotation des messages. Le champ des confrontations à coup de placards sera donc strictement limité.

De plus, la ville de Tourcoing a passé un contrat avec une société de publicité qui lui permet de mettre à la disposition des partis vingt-trois emplacements commerciaux divisés en deux parties égales et attribués par tirage au sort.

En contrepartie, elle sera intraitable pour tout autre affichage : toute affiche posée hors des panneaux sera enlevée.

Voilà quelques mesures de bon sens qui mériteraient peut-être de faire école. Reste à vivre maintenant cette expérience originale en souhaitant qu'il n'y ait pas trop de bavures. — Gr. S.

● **M. Eric Hintermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate a déclaré samedi 3 février au Mans : « Les candidats du P.S.D. se maintiendront au second tour partout où cela sera possible et en aucun cas ils ne désisteront pour l'un ou l'autre des blocs politiques. »**

le succès des succès 250 000 ex.vendus

Il faudrait faire lire à tous les hommes politiques, à tous les diplomates appelés à être en relation avec le Président Giscard d'Estaing le livre « cool » et spirituel de Françoise Giroud, écrit avec un rare détachement. Loin de nuire, Mme Giroud rend service aux institutions françaises en révélant la troublante réalité de la comédie du pouvoir.

The Manchester Guardian

FRANCOISE GIROUD LA COMEDIE DU POUVOIR

« Ici est la rose
Ici tu dois danser »

FAYARD

كندا من الأصل

Aucun autre état d'Amérique n'offre autant d'avantages financiers que New York.

S'implanter en terre étrangère est une affaire sérieuse. Nous voulons vous montrer que l'Etat de New York peut vous permettre de réaliser la meilleure implantation jamais effectuée par votre entreprise.

Des avantages fiscaux quasi uniques.

Parmi toutes les questions à considérer, la plus importante est celle de la rentabilité.

Dans l'Etat de New York, pour la plupart des sociétés, l'impôt sur le revenu est calculé sur le seul revenu net. Une entreprise n'est taxée que sur ses profits. Vous ne paierez donc d'impôt que si vous faites des bénéfices.

Et l'Etat de New York ne taxe pas les sociétés sur les biens mobiliers tels que machines, équipements et stocks. Le Connecticut et le New Jersey, de même que 44 autres états, pratiquent l'imposition de certains biens mobiliers.

En outre, l'Etat de New York autorise les sociétés présentes dans plusieurs états à tenir compte, pour l'imputation de leurs recettes, de la répartition géographique de leurs ventes, si bien que seules sont taxées les recettes provenant des ventes réalisées dans l'Etat de New York.

Les avantages financiers de New York: une excellente raison pour vous y installer.

Aucun autre état n'offre autant d'avantages que New York.

A New York, votre société peut obtenir des crédits d'impôt sur l'embauche de personnel, sur le contrôle de la pollution, sur les investissements; des exemptions d'impôts fonciers locaux; davantage encore.

Et à New York, les matières premières utilisées pour la fabrication ne sont pas taxées, alors qu'elles le sont dans de nombreux autres états. Nous accordons même des exemptions d'impôt pour les matières premières qui sont utilisées dans le processus de fabrication mais qui ne sont pas intégrées au produit fini.

Mais à New York, l'aide aux entreprises n'est pas seulement constituée d'avantages fiscaux. Nous contribuons à la formation du personnel. Pour un programme de formation, la moitié du salaire des nouveaux employés d'une société peut être financée par l'état.

Et vous constaterez qu'à New York, le personnel est extrêmement stable et productif. Sur les 10 principaux états industriels, New York se place en troisième position pour le taux de productivité par individu.

Entre 1966 et 1975, les arrêts de travail à New York ont été inférieurs à la moyenne nationale des Etats-Unis et à celle des 10 principaux états industriels.

	New York	New Jersey	Connecticut	Pennsylvanie	Caroline du Sud	Géorgie	Virginie
Exemption d'impôt sur les Sociétés	✓		✓				
Exemption d'impôts Indirects	✓						
Exemption d'impôt pour l'Amélioration du Terrain ou du Capital	✓	✓			✓		✓
Exemption d'impôt sur les Equipements ou les Machines	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt sur les Stocks pour les Marchandises en Transit	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt sur les Stocks des Fabricants	✓	✓		✓	✓	✓	
Exemption d'impôt sur les Ventes et l'Utilisation de Nouveaux Equipements	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt sur les Matières Premières servant à la Fabrication	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt pour Encourager la Recherche et le Développement	✓			✓	✓		
Dépréciation Accélérée des Equipements Industriels		✓				✓	✓
TOTAL	9	6	5	6	7	5	5

Nous vous prouverons noir sur blanc notre supériorité.

Nous ne nous contentons pas de vous parler de l'intérêt que présenterait pour votre firme une implantation à New York. Nous voulons vous le prouver.

Sur votre demande, nous établirons confidentiellement une étude fiscale comparative pour votre entreprise entre l'Etat de New York et n'importe quel autre état.

Les conclusions de ces études, effectuées pour de nombreuses sociétés l'an dernier, se sont révélées favorables à l'Etat de New York dans 88% des cas, ce qui est un résultat particulièrement éloquent.

Nous vous offrons l'une des capitales financières du monde: New York.

Il n'y a au monde aucune ville comme New York. Et cette ville est située dans l'Etat de New York.

New York est la capitale financière de l'Amérique. On y trouve le plus grand marché monétaire du monde, avec une infrastructure et des moyens de communication à sa mesure.

Nulle ville américaine n'abrite autant de banques internationales: deux cent trente-trois, représentant soixante-cinq pays.

De plus, sur les quatre cent cinquante entreprises cotées à la bourse de New York, trois cents ont leur siège social dans cette ville.

Enfin, tous les services, financiers ou autres, dont votre entreprise peut avoir besoin en Amérique sont à votre disposition à New York.

Deux livres gratuits qui vous expliquent comment tirer profit d'une implantation à New York.

Nous ne pouvons, en si peu de place, vous dire tout ce qu'il vous faut savoir sur l'Etat de New York.

Aussi avons-nous édité récemment deux livres destinés à vous renseigner plus en détail: "How To Do Business In New York State" et "Why It Pays To Do Business In New York State".

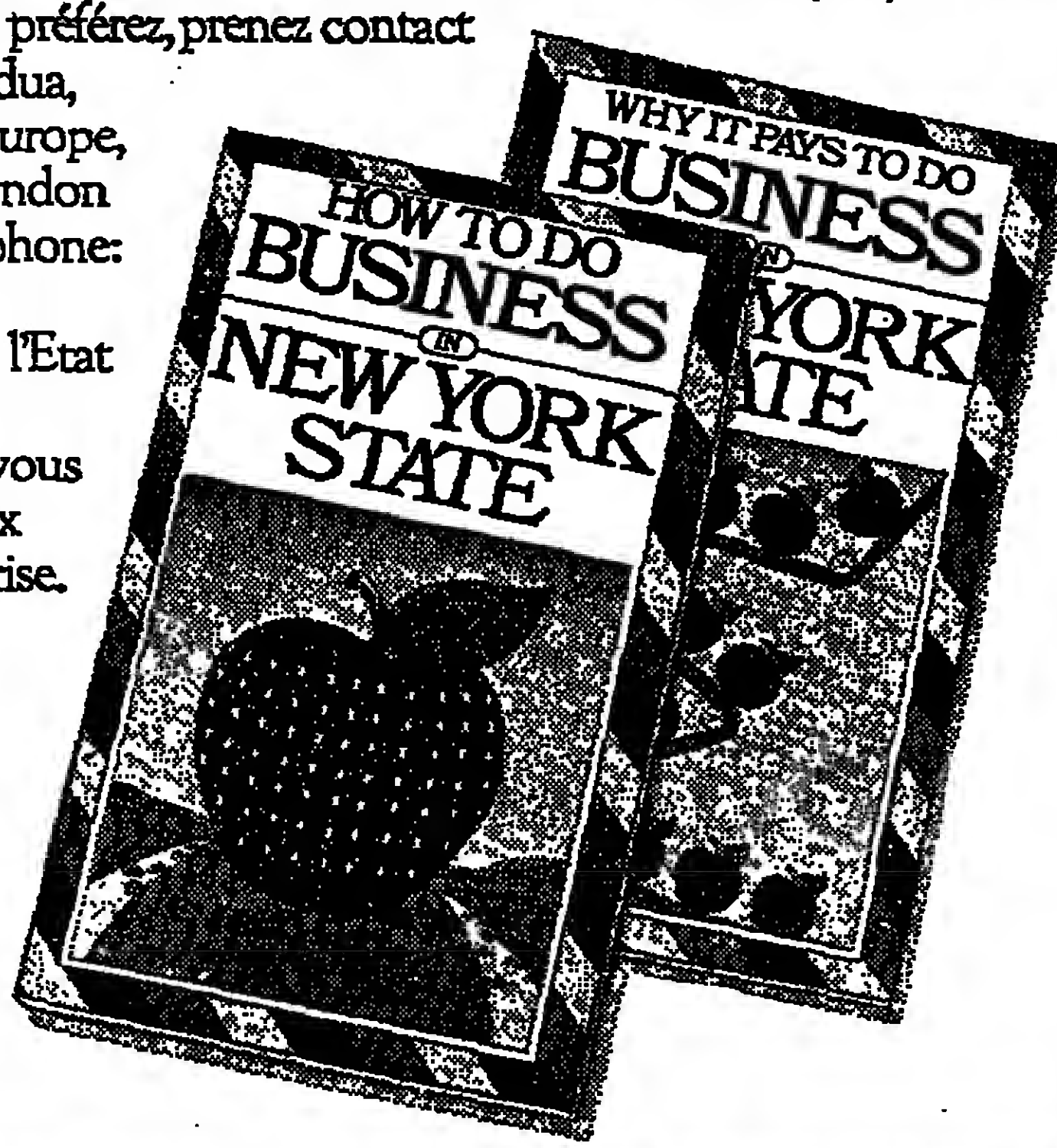
Pour recevoir ces livres, ou pour faire établir une étude fiscale comparative confidentielle, écrivez au Gouverneur Hugh Carey, State Capitol, Albany, New York 12224, ou prenez contact avec John Dyson, Commissioner of Commerce, 99 Washington Avenue, Albany, New York 12245. Pour aller plus vite, appelez-le directement au (518) 474-4100.

Ou, si vous préférez, prenez contact

avec Carlos Basaldua, Directeur pour l'Europe, 25 Haymarket, London SW1Y 4EN. Téléphone: 01-839 5070.

Venez dans l'Etat de New York.

Nulle part vous ne trouverez mieux pour votre entreprise.



ETAT DE NEW YORK

POLITIQUE

Le R.P.R. reproche toujours à M. Giscard d'Estaing l'ambiguïté de ses intentions

M. Chirac sera, mercredi 8 février, l'invité de l'émission télévisée « Cartes sur table » d'Antenne 2. Samedi 11, à la porte de Pantin, il prononcera un discours devant un vaste rassemblement de sympathisants R.P.R. Depuis que M. Giscard d'Estaing a prononcé, le 27 janvier, son discours de Verdun-sur-le-Doubs, le président du R.P.R. n'a employé que quelques rares

et courtes phrases pour exprimer son approbation de principe. En effet, M. Chirac, qui prend la parole plusieurs fois par jour devant des auditeurs parfois nombreux, en visitant huit à dix départements par semaine, se garde toujours de commenter longuement l'attitude du chef de l'Etat ou le comportement des autres formations de la majorité.

Ainsi à Bastia, M. Chirac s'était senti obligé de dire : « Je suis très attaché à ce que les Français aient une haute autorité de la République ». Mais, dans le même discours, il avait souligné que le R.P.R. ne se veut pas le parti de la majorité, mais le parti de la République et de la démocratie française. M. Chirac, en multipliant le nombre de ses déplacements en province, préfère développer sur le terrain deux thèmes qui lui sont chers et pour lesquels il recueille des applaudissements : l'attaque sans nuance contre les partis du programme commun de la gauche, plus particulièrement contre les socialistes, et la critique de la politique économique et sociale du gouvernement, à laquelle il oppose les solutions que préconise le R.P.R.

Car, pour M. Chirac, le discours de Verdun-sur-le-Doubs n'a pas clarifié la situation politique ni levé les ambiguïtés qui pèsent sur les intentions de M. Giscard d'Estaing. En disant à Bastia « nous nous réjouissons que le président de la République ait choisi de nous avoir pour partenaires », M. Chirac n'a voulu retenir que la condamnation du « mauvais choix » prononcée par M. Giscard d'Estaing, et il a affecté d'y voir d'engagement, formel du chef de l'Etat à la tête de la majorité, ce que d'ailleurs le R.P.R. avait toujours souhaité. Mais une analyse sémiotique et politique plus poussée des propos de Verdun-sur-le-Doubs a, en réalité, accru la circonspection des dirigeants du mouvement gaulliste à l'égard du chef de l'Etat.

Les gaullistes moribonds

Ces dirigeants reprochent en effet à M. Giscard d'Estaing d'avoir consacré l'existence de « deux tendances principales » au sein de la majorité et d'avoir accentué leur clivage alors que, pendant plus de trois mois, la négociation du « pacte d'entente » avec la gauche a été l'objectif principal. M. Chirac n'a pas voulu retenir que la condamnation du « mauvais choix » prononcée par M. Giscard d'Estaing, et il a affecté d'y voir d'engagement, formel du chef de l'Etat à la tête de la majorité, ce que d'ailleurs le R.P.R. avait toujours souhaité. Mais une analyse sémiotique et politique plus poussée des propos de Verdun-sur-le-Doubs a, en réalité, accru la circonspection des dirigeants du mouvement gaulliste à l'égard du chef de l'Etat.

Le régime des partis

Mais pour les gaullistes d'aujourd'hui qui se veulent les disciples du fondateur de la V^e République, un reproche plus franc encore est adressé au chef de l'Etat. En demandant publiquement aux chefs des partis de l'opposition de réviser maintenant leurs intentions quant à la composition du gouvernement et quant à son programme, M. Giscard d'Estaing aurait abdiqué entre les mains des dirigeants des formations politiques les pouvoirs que le président de la République tient du texte de la Constitution tout autant que de la pratique des institutions depuis vingt ans. Le chef de l'Etat ayant demandé à Verdun-sur-le-Doubs : « Quels alliés allez-vous choisir ? », ou encore : « Y aura-t-il une participation communautaire au gouvernement ? » ou enfin : « Le gouvernement appliquera-t-il ou non le programme commun ? », les dirigeants du R.P.R. voient dans ces interrogations un renouveau à priori de son rôle éminent dans la conduite de la politique. Selon eux, M. Giscard d'Estaing s'apprête à donner à la V^e République une nature parlementaire que son fondateur avait donnée même s'il ne l'avait pas complètement effacée. Ils déclarent un pas vers le retour aux pratiques de la IV^e République. Enfin, les gaullistes reprochent à M. Giscard d'Estaing d'avoir accru l'ambiguïté en annonçant

que le programme commun serait mis en œuvre par le gouvernement, mais que lui-même demeurerait à l'élysée. Ils auraient préféré que, à l'instar de ses prédécesseurs, le président de la République brandisse davantage le spectre de l'apocalypse et menace même de ne pas endosser par sa présence la victoire de l'opposition. Seule attitude aurait pu, selon le R.P.R., provoquer le sursaut d'un électoral hésitant. Les dirigeants gaullistes se disent convaincus que le maintien de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée aura pour effet de rassurer certains électeurs tentés par le vote socialiste et qui demeurent persuadés que le président de la République ne se contentera pas d'inaugurer les chrysanthèmes, qu'il en ait dit.

Il relève d'ailleurs que, si M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il n'aurait pas les moyens de

Le CERES et la « démocratie mystifiée »

L'association des « amis de Repères », revue mensuelle du CERES — la minorité du parti socialiste, a organisé samedi 4 février un colloque intitulé « La démocratie mystifiée ».

Les intervenants se sont attachés à mettre en lumière les limites du système démocratique, mais aussi les menaces que le capitalisme, dans un contexte de crise économique, fait peser sur lui.

Le CERES avait invité des syndicalistes français, comme M. Michel Rolant et Jacques Julliard (C.F.P.T.), et un Italien, Bruno Trentin (C.G.I.L.), des communistes, comme MM. François Hinder, membre du comité central, et Maurice Goldring, un socialiste portugais hostile à M. Mario Soares, M. Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture, des universitaires, comme MM. Nicolas Poulantzas, Hugues Portelli et Serge-Christophe Kolm.

Chacun s'est efforcé, à partir des limites qu'il fixe à la démocratie de la gauche française, de l'inciter à aller plus avant.

M. Kolm, par exemple, tout en jugeant bonnes les mesures qu'elle préconise en matière économique, estime qu'il conviendrait de sortir du système de marché.

Claude Julien, rédacteur en chef du Monde diplomatique, a reproché à la gauche européenne d'avoir manqué de vigilance et de combativité face à la prolifération des dictatures dans le monde. « La gauche a fait de la démocratie le thème d'une rhétorique et non d'une action », a-t-il noté. M. Julliard s'est attaché à souligner la contradiction qui existe entre le fait que la société doit se gérer elle-même et l'existence de professionnels de la gestion, les hommes politiques. « Il y aura démocratie », a-t-il ajouté, lorsque la

A SAINT-MALO

Le maire et les rumeurs

De notre correspondant

Saint-Malo. — Dans une lettre adressée, lundi 6 février, à tous les habitants de la commune, M. Louis Chopier, maire (P.S.) de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), dénonce « des citoyens mal intentionnés (qui) se plaisent à faire circuler des bruits alarmants concernant une démission du Conseil d'Etat invalidant les résultats des élections municipales ».

Lors de ces élections, la liste d'union de la gauche, conduite par M. Chopier, l'avait emporté, au second tour, sur la liste conduite par M. François Debonnet (proche du R.P.R.) et sur la liste conduite par M. Marie-Ange Rehel (socialiste démocrate). Quarante-vingt-huit voix seulement séparaient la liste d'union de gauche de celle de M. Debonnet.

Cinq jours plus tard, trois habitants de Saint-Malo déposent, devant le tribunal administratif de Rennes, un recours faisant état de la distribution d'un tract émanant de l'ancien maire, mettant en cause l'éligibilité de l'un des membres de la liste d'union de la gauche.

Le tribunal administratif de Rennes avait, le 11 mai 1977, les trois requêtes, qui n'avaient alors été déposées qu'un mois après les élections, rejetées au Conseil d'Etat.

Depuis, les bruits les plus fantaisistes circulent à Saint-Malo. Les uns insistent sur le fait que le Conseil d'Etat aurait invalidé le résultat des élections municipales, les autres que le conseil municipal aurait démissionné pour éviter le jugement du Conseil d'Etat. Ces rumeurs n'ont fait que s'accroître, alors que M. Chopier a annoncé sa candidature aux élections législatives, et que M. Bruno Baron-Renault (M.R.G.), le conseiller municipal dont l'éligibilité avait été mise en cause, s'apprête à faire connaître la sienne. L'un et l'autre seront candidats dans la sixième circonscription d'Ille-et-Vilaine, dont le député est M. Jean Hamelin (R.P.R.), suppléant de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, qui se représente. — A. M.

D'un département à l'autre

LOIRE-ATLANTIQUE. — M. Jacques Sauvageot, qui était en mai 1968 président de l'UNEL, aujourd'hui âgé de trente-cinq ans, et professeur à Saint-Nazaire, se présente dans cette ville (6^e circonscription de la Loire-Atlantique) comme suppléant de M. Pierre Jourdain, vingt-cinq ans, ouvrier chaudronnier, sous l'étiquette : « Pour le socialisme et le pouvoir aux travailleurs ». M. Sauvageot milite à

M. SERVAN-SCHREIBER : notre objectif, un groupe parlementaire pour l'U.D.F.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, déclare, dans une interview accordée à l'hebdomadaire l'Express du 8 février : « C'est précisément parce que l'Assemblée sortante, élue en 1973, était dominée par les forces conservatrices, parce qu'elle a souvent bloqué l'action que symbolisait M. Giscard d'Estaing depuis la campagne présidentielle du printemps 1974 que j'ai refusé toute participation, depuis les réunions du début de l'été dernier, à un amalgame majoritaire ayant pour objectif la reconquête de la majorité ».

« Si nous avons, et maintenant nous l'avons, un seul et même lien précis entre notre effort et l'action du président, une organisation rationnelle, une concentration de nos moyens sur les deux priorités qui nous préoccupent, notre objectif est d'obtenir pour l'U.D.F. qui progresse nettement par rapport à ses députés actuels, que donnera la réforme de nos parlementaires ».

« A partir de là, l'entreprise présidentielle de mai 1978 aura un instrument. Elle pourra même ouvrir largement sa base de soutien sur ses propositions, qui pourront être acceptées par plus des deux tiers des Français ».

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 5 février à l'« Europe-Inter » : « Je ne vois pas d'antagonisme entre le R.P.R. et l'Union pour la démocratie française. Je ne vois pas quelle véritable frontière idéologique sépare ces deux sortes de rassemblement ».

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a déclaré dimanche 5 février au micro d'Europe 1 (il était l'invité du club de la presse) : « Ce qui définit l'Union pour la démocratie française, c'est le soutien sans réserve à l'Union pour la démocratie française, c'est le soutien sans réserve à l'Union pour la démocratie française, c'est le soutien sans réserve à l'Union pour la démocratie française ».

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture, membre du bureau politique du parti républicain, a commenté en ces termes la déclaration de M. Soisson : « Une déclaration à l'U.D.F., la création de l'Union pour la démocratie française : c'est l'important, c'est que le président de la République ait une majorité pour gouverner. Pour que ce soit la gauche, la droite ou le centre, ça n'a aucune importance. Il faut un effort de simplification et d'organisation. Cet effort d'organisation doit écartier fermement toute notion d'opposition au sein de la majorité ».

« Les tentatives de domination de l'une des composantes à l'intérieur de cette majorité de la majorité. L'objectif de la majorité se doit d'être l'organisation et l'entente ».

M. LEGENDRE

SE PLACE EN SITUATION DE « COORDONNATEUR » DE LA MAJORITÉ DANS LE NORD

(De notre correspondant)

Lille. — A l'initiative de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle et à la culture, une quarantaine de candidats de la majorité, dans les trente-sept circonscriptions du Nord et du Pas-de-Calais, se sont réunis, dimanche 5 février, à l'hôtel de ville de Lille, pour la création de l'Union pour la démocratie française. Toutes les formations — R.P.R., P.S., C.D.S., C.N.L., radicaux — avaient répondu à l'invitation de M. Legendre. M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat, actuellement hospitalisé, était représenté par son suppléant, M. André Dilligent, secrétaire général du C.D.S., empêché, avait donné son accord.

Le but de cette rencontre était, certes, d'aborder quelques problèmes régionaux, mais elle est apparue surtout comme une démarche pour donner un certain style à la campagne électorale de la majorité dans les départements du Nord. On a affirmé la volonté de ne pas entretenir inutilement des polémiques entre les formations. Au cours de cette réunion de travail de trois heures, pas une seule fois le nouveau sigle U.D.F. n'a été prononcé. Une attitude significative.

M. Legendre a fait partager son sentiment. Selon lui, il importe surtout de répondre concrètement aux problèmes qui se posent dans la région, notamment pour l'emploi, et d'expliquer, de la même manière, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation. C'est ainsi que, dans la ligne des objectifs du programme « commun » de Blois, on a déposé les réponses communes que peuvent apporter tous les candidats aux dix-huit questions posées par la population. Un accord total s'est dégagé sur cette méthode de travail, chaque candidat n'ayant pas le droit de se déroger. — G. S.

Tribune du 12 mars

La « révolution de 78 »

par JACQUES ROLLAND RENÉVILLE (*)

A droite, c'est-à-dire au pouvoir depuis vingt ans, on a contenu l'assaut des revendications en appliquant le principe de Bismarck : pour éviter le socialisme, faire du social : les vieux, l'aide aux chômeurs, les hôpitaux, la laïcisation des services, la présidence s'attachant à la table de quelques humbles, en invitant à la sienne quelques handicapés, etc.

A gauche, c'est-à-dire dans l'opposition depuis vingt ans, on a compté sur une victoire électorale toujours imminente (« je suis candidat ! »), mais toujours différée parce que la France est comme les autres pays de l'Occident industrialisé, elle est en équilibre sur le tranchant des 50 % : 1 %, par-ci par-là, suffit à faire pencher la balance, que jusqu'à maintenant les maladroites de la gauche ont toujours suffi à immobiliser à droite.

A droite, donc, on espère : moyennant un plan d'austérité qui corrèderait suffisamment l'inflation, et quelques mesures saupoudrées qui contiendraient suffisamment le chômage, on se frotte de renouveler le bail renouvelable en mars 1978. Aussi, à gauche, espère-t-on, moyennant l'aggravation jugée inévitable de la crise, et le maintien d'une alliance électorale entre les partenaires du programme commun, que la poussée revendicative, exaspérée par un si long croulement dans l'opposition, va tout emporter.

Schéma simple, qui justement par sa simplicité s'oppose aux manœuvres c'est-à-dire à presque tout le monde. Mais il arrive que presque tout le monde s'aveugle. Ouvrons les yeux.

Si la gauche gagne, comme il apparaît encore probable, en tout cas possible, du jour au lendemain, elle va se voir soulevée, débordée, emportée par le torrent des revendications que la droite a trop longtemps comprimées. Déjà, Rocard, Chevènement, Gallus et d'autres refroidissent les ardeurs : nous ne nationalisons pas n'importe quel tout de suite, nous ne réduisons pas tout de suite le chômage à zéro, nous ne laisserons pas s'échapper l'inflation à n'importe quel taux, nous conserverons l'arme nucléaire, nous tâcherons de maintenir un certain équilibre des échanges et du budget, etc. Au pouvoir, un jacobin ministre n'est plus si jacobin : déjà, d'ici, on les voit rabattre, couler, épuiser, rogner, discuter, différer, canaliser, refuser, en cas de plus fidèles héritiers de Raymond Barre qu'ils ne s'y attendent aujourd'hui.

Si la droite l'emportait encore, du jour au lendemain elle verrait décapiter la vague des revendications une fois de plus déçues à la minute même de se voir enfin satisfaites. Il y a, en effet, une loi socio-politique qu'on connaît bien depuis Tocqueville : ce qu'a su la suite ont confirmés des penseurs aussi divers que Merleau-Ponty, Sauvy, R. Aron, Duverger. Pour éclater, une révolution exige deux conditions, toutes deux et rien qu'elles : l'espoir, puis le désespoir. La première est qu'un peuple ait supporté longtemps une compression sociale jugée injuste, et découvre des raisons d'espérer parce que soudain s'annonce à l'horizon une décompression. La seconde est qu'à l'heure fixée pour celle-ci rien ne se passe, et que le peuple ait espéré en vain. Or cette compression s'annonce pour mars 1978. Si elle ne devrait pas avoir lieu, si l'actuelle crise de la gauche conduit à prévoir que tout va continuer comme devant, saupoudrage, réformettes, élégante syntaxe télévisée, alors c'est le maintien de la droite au pouvoir qui pourrait bien déclencher, en mai 1978, la révolution, la vraie, dix ans après la fausse.

Ce modèle-là n'en est qu'un, probable parmi d'autres. Si, décidément, il devait prophétiser juste, alors ceux de gauche qui appellent la révolution devraient voter, en mars 1978, pour le maintien de l'actuelle majorité, tandis que ceux de droite, qui la redoutent, devraient voter pour François Mitterrand et ses alliés. Ce paradoxe n'est qu'apparent : le 11 juillet 1978, si Louis XVI, au lieu de renvoyer Necker, l'avait maintenu contre l'opposition de la Cour, on peut raisonnablement croire qu'il serait mort dans son lit. Plutôt que Robespierre s'est qu'il serait mort dans son lit. Plutôt que Robespierre, c'est Marie-Antoinette, ce sont les Polignac qui l'ont conduit à l'échafaud.

(*) Professeur à l'université de Poitiers.

Deux élections municipales

ISSY-LES-MOULINEAUX : la liste radicale se désiste pour la majorité

HAUTS-DE-SEINE : Issy-les-Moulineaux (1^{er} tour). Insc. 27.112 ; vol. 18.198 ; suff. expr. 17.931. Liste union de la gauche conduite par M. Guy Ducloux, député (P.C.), conseiller général, 8.306 voix. Liste d'entente municipale et d'action sociale conduite par M. Raymond Menand (M.D.S.P.), maire sortant, 7.938 v. Liste d'alliance pour la nouvelle mairie conduite par M. Daniel Savary (radical), 1.697 v. — Il y a ballottage.

[Ce scrutin fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat des élections de mars 1977, au motif que Mme Christine Caron, candidate sur la liste de M. Menand, était alors inéligible. Celle-ci, étant désormais éligible, est à nouveau candidate aux côtés de M. Menand.]

La liste d'union de la gauche est en tête du ballottage avec 45,32 % des voix contre 44,27 % à M. Menand et 9,41 % à M. Savary. La participation électorale est de 67,01 %. Au premier tour de mars 1977, sur 27.468 inscrits, la participation avait été de 71,3 %. M. Menand avait obtenu 8.715 voix (45,13 %), M. Ducloux 8.798 (45,00 %), la liste écologiste de M. Philippart 1.675 (9,22 %).

La gauche enregistre un léger tassement de ses voix, mais elle a quelque peu creusé l'écart qui la sépare de la majorité. Pour le second tour, l'inconnue réside dans la façon dont se répartiront les suffrages de la liste du parti radical, qui a recueilli le même pourcentage de voix que la liste écologiste en mars 1977.

La présidence de la fédération des Hauts-de-Seine du parti radical a indiqué, lundi matin, que la liste de M. Savary se désisterait pour M. Menand.]

LE VAUDREUIL - VILLE-NOUVELLE : la liste de l'union de la gauche l'emporte.

EURE : Le Vaudreuil-Ville-Nouvelle (2^e tour). Insc. 436 ; votants 274 ; suff. expr. 269. Liste d'union de la gauche : M. Bernard Anselme (P.S.), 156 voix, E.L.U. : Mugnier (P.S.), 151 voix, E.L.U. : Leroux (P.C.), 142 voix, E.L.U. Liste de la majorité (Vaudreuil-Avenir) : M. Koltz (mod. maj.), 114 voix, Trézoux, 108 voix ; Bile, 114 voix.

[Cette élection avait pour but d'être trois représentants de la ville nouvelle au conseil de l'ensemble urbain, composé jusqu'à présent de cinq conseillers généraux et des maires des quatre communes limitrophes de la ville nouvelle. Au premier tour, la liste présentée par le P.S. avait obtenu 92 voix (moyenne de liste, le candidat le mieux placé totalisant 97 voix), celle de la majorité 84 voix (moyenne de liste, 84 voix pour le candidat le mieux placé) et celle du P.C. 14 voix (moyenne de liste). Une liste indépendante avait obtenu 34 voix.]

Mars 1978 : Législatives
Mars 1979 : Cantonales
Septembre 1980 : Sénatoriales
Mai 1981 : Présidentielles

Pour éviter les erreurs, pour lutter contre les fraudes.

LE GUIDE PRATIQUE DES ELECTIONS

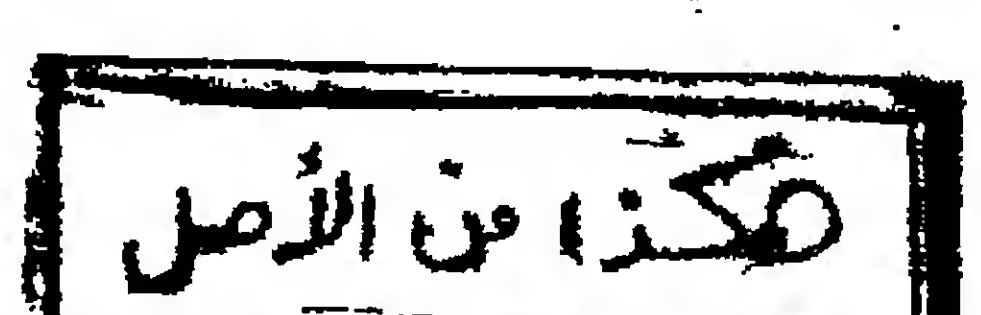
10.000 exemplaires vendus
5^e édition actualisée au 15.1.1978

par A. Jabin
et J. Vacherand,
administrateurs civils
spécialistes du contentieux électoral.

- 250 pages sous reliure mobile avec service mis à jour
- 190 réponses à toutes questions pratiques.
- Le Code Electoral et les nouveaux textes actualisés
- Tous les formulaires et leur mode d'emploi.

Vente par correspondance 139 F franco

Editions EUROPA
34 rue Truffaut - 75001 Paris
Tél. 387.63.95 - Téléc. 280.022 F



POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LES INSTITUTIONS

Les malaises électoraux

par ALFRED GROSSER

Non, on n'est pas revenu à la 1^{re} République. Ce sont de nouvelles variantes de la V^e qui se mettent en place, avec tant d'incertitudes et de subtilités que les élections se dérouleront dans un malaise général.

La pièce maîtresse de la V^e, c'est l'élection du président de la République au suffrage universel. Pour deux raisons. D'une part, les électeurs ont constaté avec soulagement qu'on les invitait à choisir enfin le détenteur du pouvoir, alors que, sous les deux Républiques précédentes, ils devaient donner leur délégué à un parti, celui-ci disposant ensuite de leurs voix pour entrer pendant quatre ou cinq années dans les combinaisons les plus contradictoires. Le dernier vote, le 2 janvier 1955, avait été particulièrement significatif : à cet égard, puisque déjà le premier gouvernément, celui de Guy Mollet, correspondait pas au clivage électoral central.

D'autre part, pour le général de Gaulle, il existait deux légitimités électorales. Le président de la République devait incarner la France dans son unité et dans son ambition, l'Assemblée nationale représentant les Français dans leurs divisions et dans leurs intérêts particuliers. Pendant longtemps, les difficultés d'une telle vision n'apparaissent pas parce que le groupe parlementaire délégué n'emanait pas d'un parti normal c'est-à-dire disposant d'une volonté propre. Son but premier était de soutenir le président : « Nous avons vécu, allait écrire la Nation, en 1974, pendant seize ans dans un système dont le salut était le président de la République et nous l'astre mort. » Dans ce sens, c'est M. Jacques Chirac qui a mis en lumière la faiblesse du système en confirmant la vocation du parti gaulliste à avoir une volonté propre, au lieu de le ramener à l'état d'astre mort, comme il en avait été chargé par l'homme qu'il avait fait accéder à l'Elysée.

Mais la transformation du régime vers l'équivalence des deux légitimités, celle de l'élection présidentielle et celle des législatives, est bien antérieure. Déjà, le président Pompidou a reconnu l'équivalence quand il a proposé de ramener le mandat présidentiel à cinq ans pour qu'il n'y ait pas trop d'écart dans le temps entre les deux expressions de la souveraineté populaire. On pourrait même dire que la première élection présidentielle, celle de 1965, ne correspondait déjà pas au schéma, puisque le second tour comportait bel et bien un choix politique et non plus la ratification plébiscitaire d'une personification de l'intérêt national.

Le moment décisif, ce fut cependant le choix arraché par Georges Pompidou au général de Gaulle en 1968 : la légitimité serait confirmée non par un référendum, mais par des élections législatives. La dissolution et non la question de confiance directe. Comment, après cela, tenir un autre langage que celui de l'actuel président à Verdun-sur-le-Doubs, reconnaissant que le pouvoir naissait légitimement des élections du 19 mars ?

Mais comment conserver alors le pouvoir présidentiel ? La réponse a dû déconcerter plus d'un électeur : en commençant par y renoncer, tout en demeurant à l'Elysée. En principe pour faire la démonstration que la politique économique de la gauche du programme commun amène des catastrophes. En réalité aussi, et sans doute surtout, pour que les divisions de la gauche se manifestent pleinement, ce qui montrerait que les législatives ne constituent toujours pas un choix à l'anglaise pour ou contre un gouvernement précis et unitaire, et qu'elles ne prennent pleinement leur sens que par rapport à la notion de majorité présidentielle. Et si la gauche est battue le 19 mars, ce sera au nom du « bon choix » défini par le président.

La 19 et non le 12 : parmi les possibilités, celle d'un total de gauche supérieur à 50 % suivi d'une défaite n'est pas la plus invraisemblable. Pas seulement à cause des fameuses inégalités de représentation dues aux découpages des circonscriptions. Bien davantage à cause du paradoxe actuel qui rend la victoire du 12 mars d'autant plus probable que la division entre les futurs vainqueurs est plus nette : les électeurs confortés dans leur choix pour le P.S., ou fraîchement amenés à lui parce qu'il apparaît indépendant face au P.C., sont les plus susceptibles de donner leur voix le 19 au candidat de la majorité et non au candidat survivant de la gauche s'il est communiste. Ils auront alors exprimé une hiérarchie des préférences partiellement légitime, mais aussi montré que les législatives ne se réduisent pas à un choix simple.

Et il en est ainsi non pas tellement à cause du système institutionnel ni de la loi électorale qu'à

cause de la difficile situation du parti socialiste en présence du fort parti communiste. On ne peut se passer de lui sans cesser de pouvoir se dire socialiste. On ne peut pleinement se fier à lui sans être dominé par lui. A cet égard, il faut rapprocher deux dates — juin 1965 et septembre 1977. La « grande défection » échoue parce que la S.F.I.O. de Guy Mollet et de Gaston Defferre ne peut accepter l'exigence du M.R.P. de Jean Lecanuet de faire disparaître, pour l'alliance à créer, le mot socialiste. Le P.S. de François Mitterrand et de Gaston Defferre ne peut accepter de se laisser imposer par le P.C. les règles d'application du programme commun. L'issue possible, c'est d'avoir une force électorale suffisante pour que tous les autres soient absolument besoin de vous. Mais, même dans ce cas, on va au-devant de marchandages

difficiles plutôt que d'une action gouvernementale clairement définie.

Au malaise sur le fonctionnement du régime et au malaise sur la mécanique des majorités et des alliances viendra s'ajouter peut-être un malaise qui naîtra de la combinaison des deux autres. A supposer que la gauche l'emporte et que François Mitterrand s'installe à Matignon, qui parlera au nom de la France au « sommet » européen prévu pour avril ? Le texte constitutionnel ne dit rien. La même formulation a fait négocier le traité de Versailles par Clemenceau. Polcaré restant à l'écart et, de Gaulle ayant créé un autre précédent, a rendu évident pour les Français que la politique étrangère appartenait au président. Si Valéry Giscard d'Estaing s'efface, on voit mal comment le

président retrouverait ultérieurement son monopole. S'il ne s'efface pas, comment la majorité parlementaire pourrait-elle ne pas demander au gouvernement de réagir, même si la politique extérieure qu'elle accepte, notamment l'alliance atlantique, qui éviterait à Georges Marchais le sort d'Alexandre Dubcek, n'est pas terriblement différente de la politique actuelle ?

L'ensemble des incertitudes risque de créer des remous institutionnels tels que la crédibilité et la légitimité de toutes les institutions en sera affectée. D'où le dernier malaise qu'on peut éprouver : la période dans laquelle nous entrons ne verra-t-elle pas, une fois passées les agitations excitantes de la campagne électorale, nombre de Français se rapprocher de tous ceux qui leur disent que les élections n'ont aucun sens, que les procédures légales sont des tromperies et que c'est par des violences de toutes sortes qu'il faut conquérir les changements sociaux ?

LE PREMIER MINISTRE : je suis pour l'alternance, mais...

M. Raymond Barre a déclaré, samedi 4 février, à Lyon : « Je n'ai qu'un regret, c'est que tous ceux qui se disent porteurs du programme commun n'en fassent pas l'expérience pendant six mois. Si j'étais sûr que l'on pourrait éviter la boule de neige, alors je dirais : « Une bonne leçon pendant six mois, ça leur ferait un bien immense. (...) Je suis pour l'alternance, mais je suis pour une alternance pour des gens raisonnables, parce que je ne crois pas que des hommes responsables et raisonnables aient la possibilité de proposer le programme commun. »

● M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical, candidat de l'Union pour la démocratie française dans la trentième circonscription de Paris, estime « que la polémique entre socialistes et communistes à propos de la venue de M. François Mitterrand dans le vingtième arrondissement (le Monde du 4 février) paraît singulièrement indécente, car elle implique, de la part des communistes, une prétention arrogante à tenir pour définitive et perpétuelle l'occupation d'un siège législatif. »

M. GUÉNA : la Constitution, c'est la pratique constitutionnelle.

M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., a déclaré, samedi 4 février, à Antenne 2, à propos de la création de l'Union pour la Démocratie française : « Nous déplorons cette manœuvre, mais nous ne souhaitons pas en parler davantage. Ces discussions d'état-major sont aujourd'hui dépassées. Il faut maintenant se porter sur le terrain. »

Il a ajouté : « L'économie française n'est pas dans une situation excellente. Il faut une politique sensiblement différente de l'actuelle pour sortir de la crise. »

A propos du rôle du président de la République, M. Guéna a indiqué : « Pour moi, la Constitution, c'est la pratique constitutionnelle. Tous les Français savent quel est le rôle prééminent du président de la République. Il y a dans notre Constitution un germe de conflit à terme entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Mais la démocratie c'est le conflit, et l'essentiel est que les crises ne se produisent pas trop fréquemment. »

LE NOUVEL observateur / sondage

Pour les Français le « Bon choix »
Est-ce le « Bon choix » de Giscard ?

D'après un sondage exclusif effectué pour le NOUVEL OBSERVATEUR, le discours de Verdun n'a pas changé les intentions de vote des Français. La majorité stagne envers et contre tout à 45% au premier tour, et une simulation de vote, au deuxième tour, révèle dans cette même enquête un avantage de 19 sièges pour la gauche, soit 255 contre 236 pour la droite.

La partie sera serrée.

Elle va se jouer à quelques voix près.

Aujourd'hui, une question se pose : si près de la victoire, la gauche peut-elle encore perdre ?

Cette semaine dans Le Nouvel Observateur :

CE QUI POURRAIT EMPECHER LA GAUCHE DE GAGNER.



CETTE SEMAINE UN GRAND DOSSIER DU
NOUVEL
observateur
UN NUMÉRO À NE PAS MANQUER.

législatives

POLITIQUE

LE PROGRAMME DE « CHOISIR »

Les femmes « au charbon » électoral

La France est coupée-en-deux : d'un côté les hommes, de l'autre les femmes. Tel est le point de départ de la réflexion de soixante-dix femmes qui ont, après cinq mois, mis au point le « programme commun des femmes », présenté ce lundi 6 février par Mme Gisèle Halimi, avocate.

Le « programme commun des femmes » se veut un « outil de contestation », un « adjuvant » destiné aux femmes pour intervenir en tant que candidates et se débiter en fonction de leurs réponses. Est-il « politiquement neutre » ? Mme Halimi, des « Intégration », annonce la couleur. « Le droit d'être élue », dit-elle, « est la condition féminine qui — sans moyen financier — est le plus difficile à réaliser. Les femmes réformistes ? » M. Giscard d'Estaing a créé un secrétariat d'Etat à la condition féminine qui — sans moyen financier — est le plus difficile à réaliser. Les femmes réformistes ? M. Giscard d'Estaing a créé un secrétariat d'Etat à la condition féminine qui — sans moyen financier — est le plus difficile à réaliser.

dans le domaine des salaires, où, malgré la loi de 1972, le principe « à travail égal salaire égal » n'est qu'une illusion puisque le dernier rapport du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) montre que les femmes touchent en moyenne un tiers de moins qu'un homme placé au même poste de responsabilité. Le « programme commun des femmes » demande l'application de la loi, de même qu'il suggère des droits — et des devoirs — au regard de la Sécurité sociale, des prestations sociales qui seraient perçues aussi bien par la femme que par le mari (cette dernière proposition a été retenue récemment par Mme Veil, et au regard du fisc. Loin d'exiger un régime de faveur quant à l'âge d'ouverture du droit à la retraite — peut-être parce que les statistiques montrent que l'espérance de vie des femmes est supérieure à celle des hommes — le « programme » refuse la retraite à cinquante-cinq ans au profit de la retraite à la carte qui se détermine non en fonction du sexe, mais en fonction de la pénibilité du travail accompli. Egalité tous azimuts : l'une des propositions prévoit que l'enfant pourrait, à sa majorité, choisir de porter aussi bien le nom de son père que le nom de sa mère, ou à défaut le premier dans l'ordre alphabétique.

DOUZE PROPOSITIONS DE LOI

Le « programme commun des femmes » contient douze propositions de loi : égalité d'un fonds de garantie pour le paiement des pensions alimentaires ; suppression du régime des équivalences en matière de législation du travail ; extension des lois sur l'égalité des rémunérations et la discrimination fondée sur le sexe ; patronyme ; avortement ; répression du délit d'adultère ; la dignité de la femme ; égalité de représentation des sexes dans les jurys de cour d'assises ; possibilité pour les associations féminines et féministes de se constituer parties civiles ; autorité parentale et budget parental ; abrogation de la peine de mort.

« Famille, pour quoi faire ? » s'interroge le « programme », qui n'hésite pas à suggérer la suppression de la cohabitation du couple pendant au moins une génération pour venir à bout de la division « archaïque » du travail entre homme et femme : époux gagnant et épouse au foyer. Parmi les propositions concrètes figure la possibilité accordée aux hommes de prendre « un congé de paternité » et d'entrer plus nombreux dans les écoles dites maternelles. Une commission siégerait au ministère de l'Éducation pour éliminer des manuels scolaires toute référence à la « force » des petits garçons opposée au « charme » des petites filles qui suivraient d'ailleurs des cours d'auto-défense pour tenir tête à leurs camarades garçons dans la cour de l'école.

Plus loin

A propos de la violence contre les femmes le « programme commun » reprend l'un des chevaux de bataille du Mouvement Choisir : les affaires de viols doivent venir en cours d'assistance avec publicité des débats et extension à toutes les agressions sexuelles. Le « programme » exige aussi la répression du proxénétisme. En matière de justice, outre un nombre égal d'hommes et de femmes dans les jurys, il se prononce pour la suppression d'ala peine de mort.

encore pour de cas des revendications purement féminines et se refusent en tout cas à les prendre globalement en charge. D'où la dizaine de propositions concrètes et les douze propositions de loi avancées par le programme commun des femmes.

Sans nier les progrès apportés par les lois actuelles sur l'avortement et la contraception, le programme veut aller plus loin : remboursement par la Sécurité sociale, prolongation jusqu'à la douzième semaine du délai pendant lequel une femme peut se faire avorter, suppression de l'autorisation des parents pour les mineurs, information libre sur les méthodes contraceptives, définition plus restrictive de la clause de conscience des médecins opposés à l'avortement. Considérés comme indispensables à la libération de la femme, ces droits ne sont cependant pas suffisants : ainsi le « programme commun » propose-t-il de favoriser le développement des recherches sur la sexualité, de la dissocier de la procréation et du mariage et d'abroger les lois répressives sur l'homosexualité.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Un face-à-face entre écologistes et non-violents

Le Mouvement pour une alternative non violente (MAN), dont l'objectif est de faire entrer la non-violence dans la sphère politique, a organisé samedi 4 février, à Paris, pour clarifier son engagement à la veille des élections, un colloque de six heures sur la non-violence politique.

Que peut apporter la non-violence à l'écologie ? Le MAN se veut écologiste et autogestionnaire, à l'écologie ? Qu'est-ce que la non-violence politique ? Les questions soulevées au cours du débat tendaient à situer la non-violence dans le conflit social que le MAN veut de former avec certains écologistes et le P.S.U. Le débat qui concernait l'écologie a principalement opposé

M. Jean-Marie Muller, du MAN, à M. Brice Lalonde, des Amis de la Terre, et fait ressortir les divergences de vues importantes entre les deux leaders.

Si le premier inclut le MAN dans le mouvement ouvrier et reprend l'analyse marxiste et entend faire porter l'action militante sur le rapport de production dans la société capitaliste, M. Lalonde, en faisant un travail ne serait plus qu'une question parmi d'autres. « Les femmes, les personnes âgées, les jeunes, forment aujourd'hui des groupes stratégiques ont pris un coup de mieux et le conflit principal n'est plus celui qui oppose, dans le monde occidental, les ouvriers aux bourgeois. »

Les propos, d'accent plus moderne, de l'écologiste de renom ont pu paraître plus séduisants que ceux des « théoriciens » du MAN, mais, en matière d'écologie au-dessus de la mêlée, M. Lalonde n'a cependant pas convaincu les non-violents politiques. « Il y a un apolitisme politique », devait faire remarquer pour conclure M. Jean-Marie Muller. — C. C.

Bibliographie

« LES 180 JOURS DE GISCARD D'ESTAING » de Pascal Savran

Le titre à lui seul révèle le projet de l'auteur. Prendre le contre-pied de l'ouvrage de Philippe de Commynes, les 180 jours de Méthusalem, en faisant un ouvrage de politique-fiction qui, pour une fois, soit favorable à la gauche, et plus particulièrement au parti socialiste.

L'auteur se place dans l'hypothèse d'un échec électoral de l'opposition en mai prochain et d'une rupture définitive de l'union de la gauche. Il expose ensuite quelques idées déjà utilisées par certains de ses prédécesseurs ou réinventées dans son récit des événements qui se sont déjà produits une fois et qui, en conséquence, paraissent vraisemblables.

Tandis que le nouveau premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, s'efforce sans succès d'imposer une politique de réformes sociales, M. Giscard d'Estaing est victime d'un nouvel accident cardiaque, peut-être dû au combat malheureux qu'il mène, au sein du bureau politique du P.C.F., contre M. Roland Leroy. Quant à M. Mitterrand, retiré dans sa propriété des Landes, ayant laissé à M. Michel Rocard la conduite du P.S., il est présenté comme le sage placé en réserve de la République.

Tout le problème de l'auteur était d'amener ce sage, en deux ou trois jours, aux portes du pouvoir. Il butait sur un obstacle de poids : la présence à l'Élysée de M. Valéry Giscard d'Estaing. Faute de trouver un scénario politiquement crédible, il a dû recourir à une « ficelle » particulièrement artificielle : le décès accidentel du président de la République. — T. P.

* Les 180 Jours de Giscard d'Estaing, de P. Savran, éd. Guy Authier, 211 pages, 32 francs.



VENTE ANNUELLE TISSUS D'AMEUBLEMENT

"78" LA DECORATION ACTUELLE

sur trois étages

- IMPRIMES ORIGINAUX
- TOILES ANGLAISES
- CHINTZ AMERICAINS
- TWEEDS A RELIEF
- VELOURS DE LUXE
- JACQUARDS "DESIGN"
- TISSUS DE STYLE
- MOIRES ET SATINS
- LAMPAS ET DAMAS
- RAYURES NOUVELLES
- DOUPIONS UNIS
- CARREAUX ET ECOSSAIS
- TENTURES MURALES
- PIQUES FANTAISIE
- BLANCS-BEIGES-ECRUS
- TISSAGES SPECIAUX
- NOUVEAUX DESSINS
- DIAGONALES ET SERGES
- TISSUS CONTEMPORAINS
- CRETONNES ET SATINETTES
- PASSEMENTERIES FINES

les prix : de 15 F à 225 F le mètre
tous ces tissus sont en stock
et disponibles

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

INNOVATION EN POLITIQUE :
UNE REFLEXION POUR
L'AVENIR DES FRANÇAIS

Déclin démographique, désagrégation sociale, incertitudes politiques : l'avenir des Français est gravement menacé par le malaise qui frappe l'ensemble des sociétés européennes.

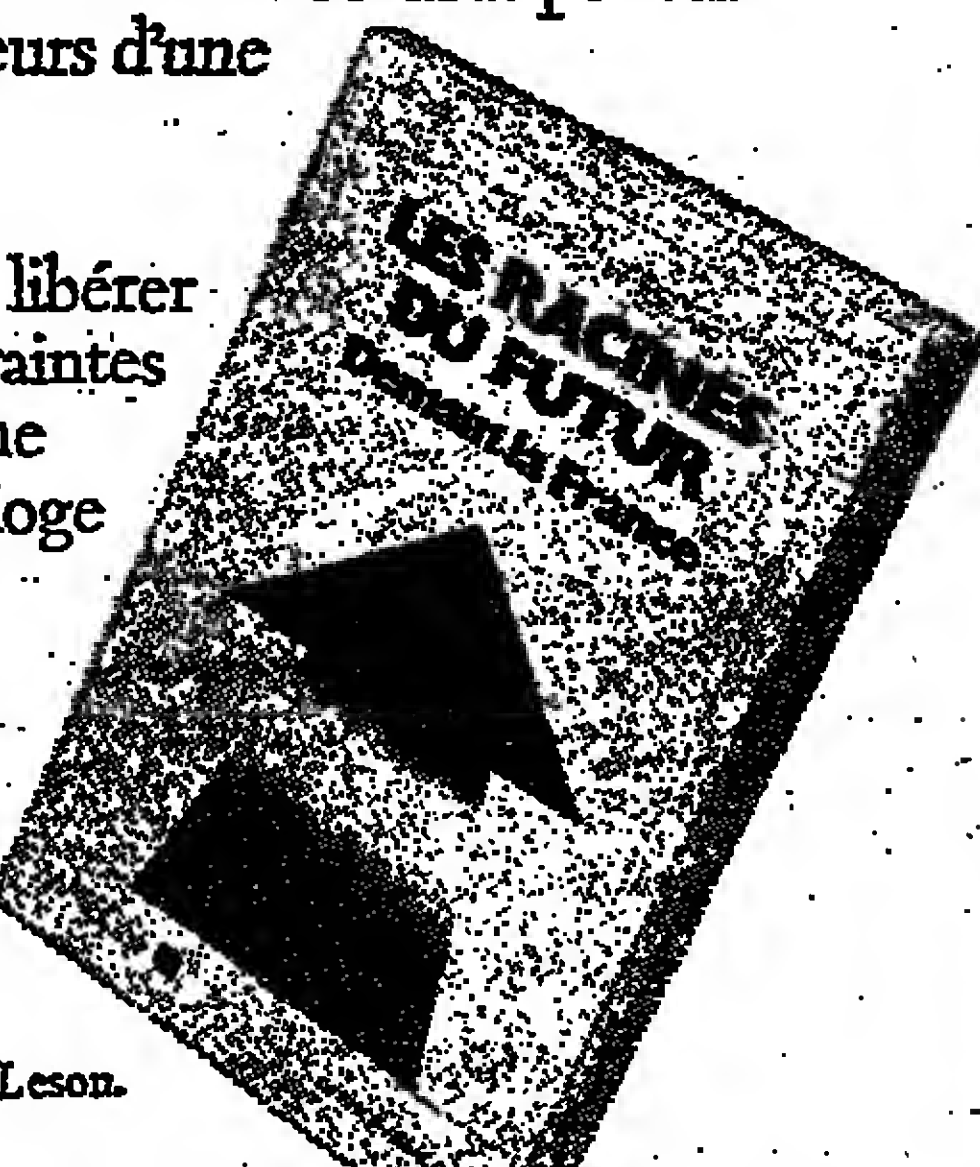
Définissant une ambition pour la France, "Les Racines du Futur" présente une réflexion politique originale à partir d'un constat qui n'a peur ni des mots ni des réalités.

Pour la première fois, l'essentiel d'un ouvrage politique réside dans la recherche de solutions positives. Construire un futur pour la France, c'est garantir un modèle de Société conforme à ses aspirations et fidèle aux permanences de son Histoire. En répondant à cette attente, "Les Racines du Futur" est un livre de combat pour la liberté, aussi éloigné des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire.

Parce qu'il est urgent de libérer la pensée politique des contraintes de la banalité et du terrorisme intellectuel, le Club de l'Horloge jette les bases du débat doctrinal, préalable essentiel au débat politique. Il était temps.

A lire avant mars

266 p. Ed. MASSON. 39 F Diffusion André Leson.
A commander chez votre libraire.



il faut maintenant
une France?

Le Monde

Société

UNE MALADE MENTALE « RETENUE » PENDANT 50 ANS Le serment de la vieille dame

De notre envoyé spécial

Béthune. — Une femme de soixante-dix ans, Mlle Madeleine Delton, décédée mardi 31 janvier, à Béthune (Pas-de-Calais), est restée près de cinquante ans recluse dans la maison de sa sœur Marie-Louise, soixante-douze ans. Sa famille avait pris en 1934, la décision de soigner Madeleine Delton, malade mentale, à domicile. Celle-ci n'avait pas quitté sa chambre depuis cette date.

Mario-Louise veuve. Masque blanc, brisée par sa résistance tragique et bouffonne aux lois de ce temps, la vieille femme dort dans la salle Sainte-Monique du service du médecin général de l'hôpital de Béthune, au milieu de ce commun des malades qu'elle a refusé durant un demi-siècle. Incompréhensible et incompréhensible.

Des familles entourent d'autres vieilles femmes blêmes. Dans le couloir, des enfants font du bruit. Pas ou peu d'intimités : à cette heure de visite, l'hôpital semble abandonné aux bien-portants. Scènes anodines mais qui symbolisent une idée collective de la maladie, réalité sociale banalisée, partagée, montrée, que Marie-Louise n'a jamais pu accepter.

Rue de Lille, mardi 28 janvier, une voisine, inquiète de voir de la lumière en permanence à l'une des fenêtres, a prévenu la commissaire. Les volets, habituellement fermés dès la tombée du jour, étaient restés ouverts. On n'avait pas vu la vieille dame depuis trois jours. Marie-Louise, malade, était restée dans la maison. En entrant, les policiers ont découvert un véritable capharnaüm. Les pièces sont sales, des cartons, des journaux, des bidons jonchent le sol. Au rez-de-chaussée et au premier étage, il règne une odeur de pourriture et d'abandon.

L'un des visiteurs est intrigué par une porte fermée à clé : Marie-Louise rechigne, puis s'incline. Dans la chambre, à l'odeur plus forte encore, les policiers découvrent une vieille femme « à la malheureuse effrayante » nue sous une couverture. Le placard contient que la lit et « un grabat souillé par des traces d'excréments ». La fenêtre est barricadée de l'intérieur. Cette femme, recroquevillée, incapable de s'exprimer, c'est Madeleine, sœur cadette de Marie-Louise, schizophrène depuis l'âge de vingt-trois ans, malade dans une pièce sans chauffage, captive par nécessité, coupée du monde depuis un demi-siècle par décision familiale. Madeleine, partiellement ou complètement oubliée par les habitants du quartier, qui n'avait laissé d'elle que des souvenirs remontant au Front popu-

PHILIPPE BOGGIO.

ÉDUCATION

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE A L'ÉCOLE

Les enseignants s'intéressent à l'actualité, mais se méfient de la télévision

Les enseignants s'intéressent à l'actualité et sont prêts à en tenir compte dans leurs cours. Ils lisent les journaux, mais regardent peu la télévision et s'en méfient. Près de la moitié d'entre eux uti-

lisent déjà la presse dans la classe. Cet intérêt pour le monde extérieur surpasse de la part d'un milieu que l'on dit traditionnellement fermé sur lui-même. Elle ressort d'un sondage sur les enseignants

et la presse, que le Comité d'information pour la presse dans l'enseignement (1) vient de faire réaliser par la SOFRES à partir d'un échantillon représentatif des enseignants français des premiers et seconds degrés du public et du privé.

JEAN-MICHEL CROISSANDEAU.

Dans la proportion de 80 %, les enseignants estiment que leur enseignement doit tenir compte des principaux faits de l'actualité, même s'il doit s'écarter pour cela des programmes. Cette opinion est à peu près commune à tous les enseignants, quels que soient leur niveau, leur âge, leur sexe, qu'ils soient du public ou du privé. Quasi unanime (94 %) chez les adhérents du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), cette position est celle de 72 % des adhérents du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) et de 82 % de ceux du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.).

Contrairement aux idées reçues, cette attitude ne varie pas selon les tendances politiques : elle trouve le même écho (82 %) chez les enseignants qui déclarent voter pour le parti communiste que chez ceux qui se prononcent pour la majorité (52 %). C'est là une surprise importante.

Les professeurs, pour 46 %, déclarent utiliser déjà le journal dans leurs cours. Là encore, ce sondage contredit l'affirmation selon laquelle les enseignants de gauche, et plus particulièrement les communistes, seraient plus nombreux que les autres à utiliser la presse en classe.

De plus, près de la moitié des enseignants (46 %) qui n'utilisent pas la presse en classe actuellement souhaitent le faire. La proportion est plus forte chez les jeunes (59 %) que chez les plus âgés (32 %). Les enseignants de la discipline, 73 % des enseignants de sciences humaines et de français

se servant de la presse contre 26 % des scientifiques. En revanche, la télévision ne rentre pas à l'école, ainsi que le montre un sondage que publie l'hebdomadaire l'Éducation dans son numéro du 1^{er} février : 20 % des enseignants n'en parlent jamais avec leurs élèves, et presque la moitié (47 %) en discutent avec eux cinq ou six fois par an seulement. Les moins intéressés sont les enseignants débutants et ceux des lycées. La réputation de la télévision est plutôt mauvaise : si pour 68 % des professeurs elle « ouvre et enrichit l'esprit des élèves », 56 % d'entre eux trouvent qu'elle leur donne des « idées de violence » et 84 % affirment que la télévision « fatigue les jeunes et les gêne dans leurs études ».

Les professeurs sont de bons lecteurs de journaux (87 % déclarent en lire régulièrement). D'une façon générale, ils font confiance à la presse écrite ré-

gionale autant que nationale : une majorité d'entre eux (75 %) jugent sa lecture nécessaire pour être bien informés ; 45 % font confiance aux quotidiens, 43 % aux hebdomadaires, 31 % à la radio et 24 % seulement à la télévision (dont 4 % des électeurs du P.C.).

La lecture des journaux

Les lecteurs réguliers sont surtout des hommes (78 %, contre 61 % de femmes). Ils sont plus nombreux dans le second degré (72 %, contre 62 % dans le primaire). Leur nombre croît avec l'âge. C'est surtout parmi les professeurs syndiqués (71 %, contre 56 % de non-syndiqués) et les électeurs de gauche qu'on trouve le plus grand nombre de lecteurs réguliers (P.C. 76 %, F.S. 70 %, majorité, 64 %).

Que les journaux lisent-ils ? Le Monde vient en tête des quotidiens (65 %), suivi de l'Humanité (16 %) et du Matin (13 %). La Croix et le Figaro sont lus par 11 % des enseignants. Libération totalise le même nombre de lecteurs que France-Soir (7 %), l'Aurore, le Parisien Libéré et le Quotidien de Paris n'étant lus que par 3 % des enseignants. Le taux de lecture des quotidiens est différent suivant les tendances politiques et syndicales. Seul le Monde touche 40 % au moins des enseignants quelle que soit leur tendance (l'Humanité étant lue par 73 % seulement des électeurs communistes).

Le Nouvel Observateur (42 %) est le premier hebdomadaire, suivi du Canard enchaîné (33 %) et de l'Express (28 %). Notons que l'Éléphant et Télé 7 jours font le même score (18 %).

Dans les journaux, les enseignants s'intéressent en premier lieu aux rubriques concernant :

- (1) Le C.F.P.E. groupe vingt-sept journaux nationaux, 11 bis, boulevard Hausmann, 75009 Paris.
- (2) Voir le Monde de l'Éducation, n° 34, février 1978, qui publie un questionnaire sur le vote des enseignants.

RELIGION

Mgr Lefebvre à TF 1

Un homme surgi d'un autre âge

Point de révélation fracassante ni même de joute oratoire. La douce et souriante obstination de Mgr Marcel Lefebvre face aux questions journalistiques de Jean-Louis Servan-Schreiber, lors de l'émission « Questionnaire » (1), fit l'effet d'un éblouissement amortissant tous les coups. Il eût fallu beaucoup plus de por-

— une raplète à la place du fleur mouche — pour mettre en évidence les contradictions du fondateur d'Écône.

Jean-Louis Servan-Schreiber avait pourtant posé les bonnes questions, mais sans pousser le prélat intégriste dans ses retranchements. Ainsi le spectateur a-t-il dû se contenter de dâ-

légues et de pironnages qui manquaient singulièrement d'agilité. Décobré au pape actuel par fidélité à ses prédécesseurs, « Je préfère être dans la vérité sans le sâpe que de me tromper avec lui », répond Mgr Lefebvre. En appeler ainsi à sa conscience, seul parmi trois mille évêques, n'est-ce pas un raisonnement protestant ? « Non, car je me base sur des faits objectifs », ceux du concile de Trente.

L'ancien archevêque de Dakar est plus convaincant lorsqu'il parle du désarroi actuel et du succès de son séminaire, « J'ai quarante-deux entrées à Écône cette année, dit-il. Quel évêque pourrait en dire autant ? Si on me donnait le feu vert, j'aurais cinq séminaires pleins de main ! » Sans prouver le bien-fondé des revendications de traditionalistes, il y a là de quoi révéler les autorités de l'Église.

Une impasse

Passant sur le terrain politique, Mgr Lefebvre condamne les fondements des États démocratiques et la devise officielle de la France ; il veut remplacer les droits de l'homme par le Décalogue ; il veut l'Espagne franquiste ou l'Argentine pour avoir fondé leur régime sur les lois de Dieu. L'incrédulité de Jean-Louis Servan-Schreiber n'est pas feinte. « Je ne veux pas citer des faits particuliers », répond Mgr Lefebvre un peu gêné. Mais si vous voulez voir les méfaits du libéralisme, regardez où nous en sommes en France : le désordre, le brigandage, les rapts.

On a finalement l'impression d'écouter un disque rayé. D'entendre un homme surgi d'un autre âge, qui répète inlassablement « notre avenir, c'est le passé ». Un homme très, mais très, jusqu'au bout de sa logique en ordonnant un autre évêque : « Je ne tiens pas à faire un acte qui apparaisse comme une rupture avec l'Église. Je m'en remets à la Fraternité ».

Ce serait plutôt pathétique, si le fondateur d'Écône n'entraînait de nombreux jeunes avec lui dans une impasse.

ALAIN WOODROW.

(1) Dimanche 5 février, à 22 heures, sur T.F. 1. Questionnaire : « Un évêque contre le pape ».

SCIENCES

L'accident de Cosmos-954 serait dû à une collision indiquent les Soviétiques

Un cinquième fragment de Cosmos-954, le satellite soviétique qui s'est désintégré le 24 janvier dernier dans le ciel canadien, a été retiré, dimanche 5 février, de la surface gelée du Grand Lac de l'Écluse. L'objet, hautement radioactif, centimètres de long, a été placé dans un conteneur en plomb et envoyé à la base militaire de Narmad, au nord d'Edmonton (Alberta).

M. Barney Danson, ministre canadien de la défense, qui assistait à la récupération du débris, a déclaré que le gouvernement soviétique n'avait pas fourni toutes les informations techniques que le Canada lui

avait demandées à la suite de la désintégration du satellite. De son côté, le chef du gouvernement fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, a indiqué que l'Union soviétique ne pourra récupérer les morceaux de Cosmos-954 que si elle accepte de payer les frais entraînés par les opérations de récupération, qui dépassent déjà 1 million de dollars (4,8 millions de francs).

En dehors de la zone de visibilité

D'autre part, dans une interview diffusée samedi par l'agence Tass, l'académicien soviétique Leonid Sedov rapporte que l'accident semble dû à la collision du satellite avec un corps « naturel ou artificiel ». Selon lui, Cosmos-954 a subi le 6 janvier, une dépressurisation brutale qui permet d'avancer l'hypothèse d'une collision. Cependant, précise-t-il, les causes précises de l'accident, qui s'est produit en dehors de la zone de visibilité des appareils soviétiques de contrôle, n'ont pas encore été déterminées. De nombreuses tentatives ont été faites pour repérer le contrôle de satellite après l'accident, ajoute l'académicien, mais sans résultat.

M. Sedov justifie, en outre, l'attitude des responsables soviétiques, qui n'ont pas prévenu le Canada avant que le satellite se désintégré au-dessus de son territoire : les spécialistes soviétiques qui surveillaient la course du satellite estimaient qu'il rentrerait dans l'atmosphère au-dessus du Pacifique, dans la région des îles Aléoutiennes (sous administration américaine) et c'est pourquoi ils ont prévenu seulement les États-Unis. (A.F.P.)

Les cours par correspondance, les cours oraux, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVE D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDÉ EN 1952 (voir loi de 12-7-1977)

Vous souhaitez découvrir les sciences humaines et la graphologie ou de vous perfectionner ?

Préparez-vous à la profession de graphologue, inscrivez-vous dans l'année

Prix d'études complètes dans le département de psychologie

Documentaire gratuit

L.M. CHAMBLAY
12, villa-Saint-Pierre, B-3
9220 CHARENTON
Tél. : 176-72-01

Analyses et sélections par professeurs

LE CARGO SPATIAL PROGRESS-1 S'EST SÉPARÉ DE SALIOUT-6

Les deux cosmonautes, Youri Romanenko et Georgi Grechko, ont terminé le déchargement du cargo spatial Progress-1, qui s'est amarré le 22 janvier à la station Saliout-6. La dernière opération a été le transfert des réservoirs de Progress-1 vers ceux de Saliout-6. D'après l'agence Tass, c'était l'opération la plus délicate, mais les systèmes automatiques ont parfaitement fonctionné. Il ne restait plus aux cosmonautes qu'à contrôler les canalisations, qui doivent être parfaitement vides pour éviter que lors de la séparation un peu de liquide ne se vaporise et ne vienne polluer l'environnement de Saliout-6.

Progress-1 a été largué lundi matin et doit descendre vers les couches denses de l'atmosphère, où il se consumera. Au cas où sa désintégration ne serait pas complète et où certaines éléments atteindraient la surface du globe, les responsables soviétiques, échaudés par l'affaire du Cosmos-954, ont étudié une trajectoire pour que le cargo vienne au-dessus d'une zone peu fréquentée des océans. Avant cette séparation, les moteurs de Progress-1 ont été mis en marche et ont permis de changer l'orbite de Saliout-6, sans doute pour compenser le très lent abaissement de l'orbite que cause le freinage par l'atmosphère résiduelle.

Le vol de Saliout-6, après ce ravitaillement, semble devoir se prolonger encore longtemps, d'autant que la santé des cosmonautes est excellente. Il a déjà permis à Grechko de battre un record de durée. Jeudi 2 février, à 14 h. 18 (heure française), le cosmonaute avait quitté la Terre depuis 1307 heures et 57 minutes. Ajouté aux 709 heures et 20 minutes de son précédent voyage à bord de Soyouz-17, cela dépasse le record absolu et en un seul vol de 2017 heures 18 minutes établi par les Américains, à la dernière mission Skylab.

Les lois éternelles du succès

tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour vaincre votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se mer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste, un pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les Lois Éternelles du Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

W.R. Borg dpt. 128, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon.

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS », découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à : W.R. Borg dpt. 128, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM _____ PRENOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____

CELIBATAIRES

Enfin des rencontres que vous prendrez au sérieux !

Des rencontres sérieuses, grâce à une méthode scientifique basée sur la psychologie et la sociologie. C'est la chance fantastique que vous cherchez pour découvrir celle que vous cherchez pour

BIEN INTERNATIONAL

مكتبة من الأصل

سكنا من الاجل

POINT DE VUE

La reine Victoria a encore frappé

par ANDRÉ GLUCKSMANN
et GUY HOCQUENGHEM

Nous ne saurions manquer d'être sensibles au souci manifesté par nos élites politiques devant la montée de la « violence ». Est violence tout ce qui trouble l'ordre, est ordre tout ce qui favorise le sommeil d'un ministre. Nos écrans depuis 1960, nos télévisions depuis les années 50 et nos poètes depuis Baudelaire font un tapage nocturne dont furent victimes des générations, tandis que de vigilants gouvernements échappaient miraculeusement à l'influence mafieuse et multipliaient d'implacables saisies et condamnations.

Enfin d'Omano vint. Le Groupe de libération des homosexuels avait organisé à la Pagode, du 18 au 31 janvier, une quinzaine de cinéma pour permettre l'expression libre de la nouvelle culture cinématographique et un soutien aux candidatures électorales qu'il présentait à Paris.

L'ex-tuteur maire de la capitale, devenu ministre de la culture, interdit la projection de trente de ces films, soit l'essentiel de la programmation. Première manifestation de l'« action culturelle » du nouveau maître, destinée sans doute à apporter une solution définitive à la crise du cinéma. Un mois avant l'ouverture, les organisateurs avaient envoyé au Centre national du cinéma (qui dépend de M. d'Omano) le programme du festival. Pas de réponse. Le 15 janvier, on leur demande de fournir une seconde liste, avec demande de dérogation. Dérogation, rappelez-vous, automatiquement accordée pour les films sans visa de censure programmés en festival (ici, la plupart, des inédits). Pas de réponse. En général, cela veut dire que la dérogation va de soi. Jeudi 26, après dix jours d'affluence et de débats, arrive une notification d'interdiction pour tous les films sans visa (qui sont la majorité du programme) signée par M. Léger, directeur du cabinet du ministre lui-même (on a sauté par-dessus le C.N.C.).

Le ministre se paie donc une petite popularité dans les commissariats en interdisant les films des homosexuels. Mais il pousse loin la vindicte taillonnée : dès le 27, des inspecteurs, d'abord déguisés en C.N.C., puis se déclarant de la P.J., fouillent la cabine de projection, tentent de saisir, et s'installent là. Ils n'en découlent plus, assistant goguenards à l'agression fasciste, le soir même (voilà l'article de Ph. B. dans le Monde des 29-30 janvier). Le lendemain, un communiqué des agresseurs annonce qu'ils empêcheront par tous les moyens l'existence de candidatures homosexuelles aux législatives.

Quoi d'étonnant à ce que la police, arrivée deux minutes après l'attaque, n'ait retrouvé aucun assaillant ? Ce sont les mêmes qui feront le service d'ordre des partis dans quelques jours... Et puis la censure légitime et courtoise l'agression. Quant au P.S., contacté en la personne de Georges

Sarre, il fait le sourd. Oui, en ces grands moments de l'histoire de France que nous vivons, les électeurs ne peuvent qu'être captivés par les hauts desseins qui hantent les têtes d'affiches électorales. Cette interdiction de films, c'est la forme que prend la conspiration des pouvoirs, quand il s'agit de déblayer les goudrons pour que la scène politique soit nette à l'arrivée des témoins. C'est l'acné pudibonde qui sévit d'un seul coup sur tous les visages d'administrateurs et de petits Royer de ministères, quand on approche des échéances où l'on renouvelle le personnel. Ils ne vont tout de même pas se laisser troubler par des pédés ou des radicaux libres ; et ailleurs, Alain Peyrefitte, académicien, glisse, dans un discours télévisé, de l'obligation de dénonciation, telle que l'a dit le code à l'obligation de délation (sic)...

Alors, on crée des précédents qui peuvent être graves. Il semble que l'interdiction de projection signifiée au Festival de la Pagode soit la première du genre. Cela signifie que, jusqu'à nouvel ordre, ces films, qui représentent l'essentiel d'une production et d'une recherche récentes, ne pourront pas être vus. Or s'organisent en province, dans les semaines qui viennent, de nombreux autres festivals du même genre. Nous voulons l'annulation de cette mesure, et, pour l'obtenir, nous invitons M. d'Omano à venir voir avec les journalistes les films qu'il interdit, et à s'en expliquer. Des séances privées auront lieu à cet effet.

Et nous serions heureux d'y voir apparaître d'autres représentants du ministère de la culture que ceux, en uniforme bleu, qui nous ont raccompagnés quand nous prétendions nous entretenir avec un responsable de cette censure.

France, morne plaine électorale...

CELIBATAIRES



Enfin
des rencontres
que vous prendrez
au sérieux !

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION INTERNATIONAL

Institut de Psychologie
PARIS - BRUXELLES - GENEVE - MONTRÉAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :

M. Mme Mlle.....
Prénom.....Age.....

Adresse.....

ION FRANCE (MO 35) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 526.70.85 +
ION RHONE-ALPES (MO 35) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON -
Tél. 54.25.44 - et 58, cours Berliet - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.19.81
ION BELGIQUE (MO 35) 105, rue du Marché-aux-Herbiers, 1050 BRUXELLES
Tél. 511.74.30
ION SUISSE (MO 35) 75, rue de Lyon - 1203 GENEVE - Tél. 022.45.72.80.

Créée par la revue « Brèche »

UNE FONDATION POUR ENCOURAGER L'INNOVATION SOCIALE

La revue Brèche vient de créer une fondation pour les innovations sociales. Sous le nom d'« Espaces libres », cette fondation se propose de faire connaître des initiatives prises par des personnes de bonne volonté, spécialement des jeunes, pour répondre à un problème précis et urgent de la vie quotidienne.

La revue signale plus spécialement les actions imaginées par de petits groupes et aboutissant à la création de meilleurs espaces de liberté. Le conseil d'administration « U réseau Brèche » constituera « avec l'aide d'entreprises et d'organismes, choisis parce qu'ils représentent eux-mêmes un esprit Brèche, un fonds destiné à aider modestement ces petits groupes ». Un jury composé des membres du conseil d'administration, des animateurs de la revue et des membres du « comité de soutien » d'« Espaces libres » (1) choisira, chaque année, les deux innovations qui lui paraîtront les plus dignes d'intérêt.

Les groupes et les personnes désireux d'obtenir l'appui de la fondation sont invités à envoyer un résumé de leur projet (un feuillet en deux exemplaires) à Brèche - « Espaces libres », 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Lancée au printemps 1976 par un franc-maçon du Grand Orient de France, M. Bernard Montanier, et un prêtre, M. Jean-François Six, la revue Brèche a constitué autour d'elle un réseau de deux cents groupes, en France, en Belgique et en Suisse. Elle a organisé, en novembre dernier, un « forum » entre chrétiens et socialistes au cours duquel M. Mitterrand avait qualifié d'« ennemis irréductibles » les dirigeants de l'enseignement privé (le Monde des 25 et 26 novembre 1977). Brèche organisera, le 9 février, à la demande du Centre des démocrates sociaux, un autre forum sur le thème « les chrétiens s'interrogent sur le libéralisme ».

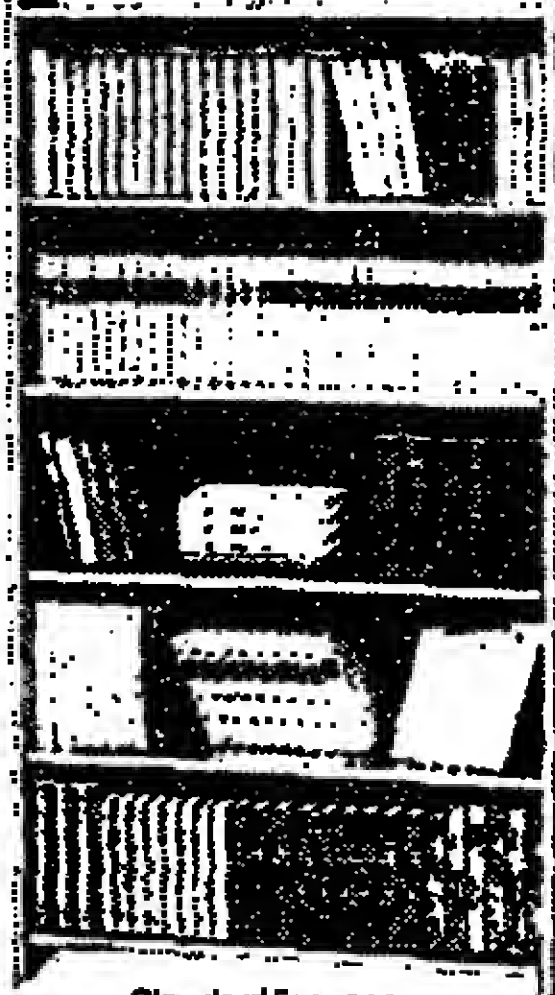
(1) Figurent dans ce comité de soutien, MM. François Bloch-Lainé, Dominique Chenu, Mme Yvonne Dornes, MM. René Dumont, Jean Eliezerstein, Mme Marie-Thérèse Eyquem, MM. René Lenoir, Louis Leprince-Ringuet, Mme Eliezerstein, MM. Jean-Marie Millet, Claude Ollivierstein, Guy Riobé et Fred Zeller.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

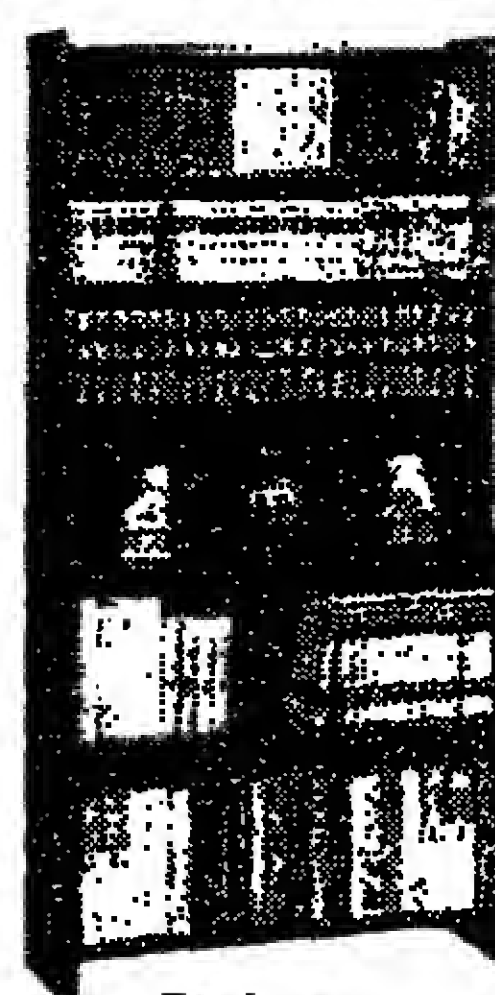
"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e — Tél. 633.55.11
ASP. EN CAPITAL DE 90000 F

standard vitrées

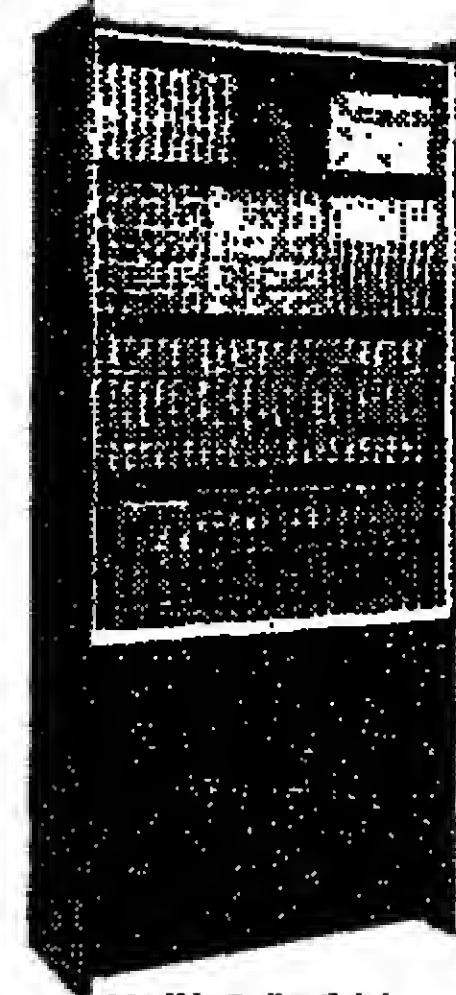
juxtaposables et superposables sans aucune fixation, par simple pose



Standard Stravinsky
Haut. 144 - Larg. 78 - Prof. 20
contenance 125 vol. club



Tous formats
Haut. 195 - Larg. 94 - Prof. 38/25 cm
contenance 120 Vol. club +
400 disques



Modèle Collectivité
Haut. 222 - Larg. 78
Prof. 38 cm
enrobement fermé à clé

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT à des prix IMBATTABLES

150 MODELES VITRES
Juxtaposables - Superposables - Démontables -
Accordables sans fixation, par simple pose

150 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE
par simple pose, sans fixation

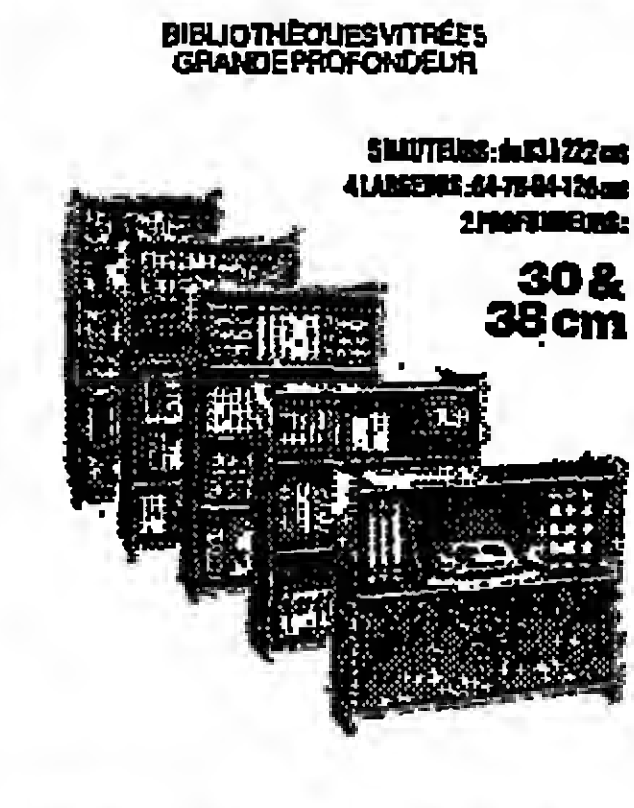
Équipées en métal, montées en aggloméré bois (panneaux de particules), Placage acacia traité chimiquement, vitres cellulaires isolantes, facile à nettoyer, s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contreplaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux. Peuvent être utilisées en autres essences de bois ou présentées : Aluminium, Chrome, Saphir, Marbre, Bois brut, à peindre ou à lacer. En revêtement blanc (non vitré).



Profondeur hors tout : 23 cm - Profondeur utile : 16,5 cm
Haut. hors tout : 144 cm - Haut. utile : 136 cm
2 profondeurs : 20 & 25 cm
Haut. hors tout : 195 cm - Profondeur utile : 21,5 cm
Haut. hors tout : 222 cm - Profondeur utile : 21,5 cm



Superposables : Les modèles de mêmes hauteurs, de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être superposés sans fixation, par simple pose. Juxtaposables : Les modèles de mêmes hauteurs, de profondeurs et hauteurs différentes peuvent être juxtaposés sans fixation, par simple pose.



HAUTEUR : 222 cm
LAISSEZ-VOUS 195 cm
2 profondeurs : 30 & 38 cm
Profondeur hors tout : 38 cm - Profondeur utile : 30,5 cm
Haut. hors tout : 195 cm - Profondeur utile : 16,5 cm
Haut. hors tout : 222 cm - Profondeur utile : 16,5 cm

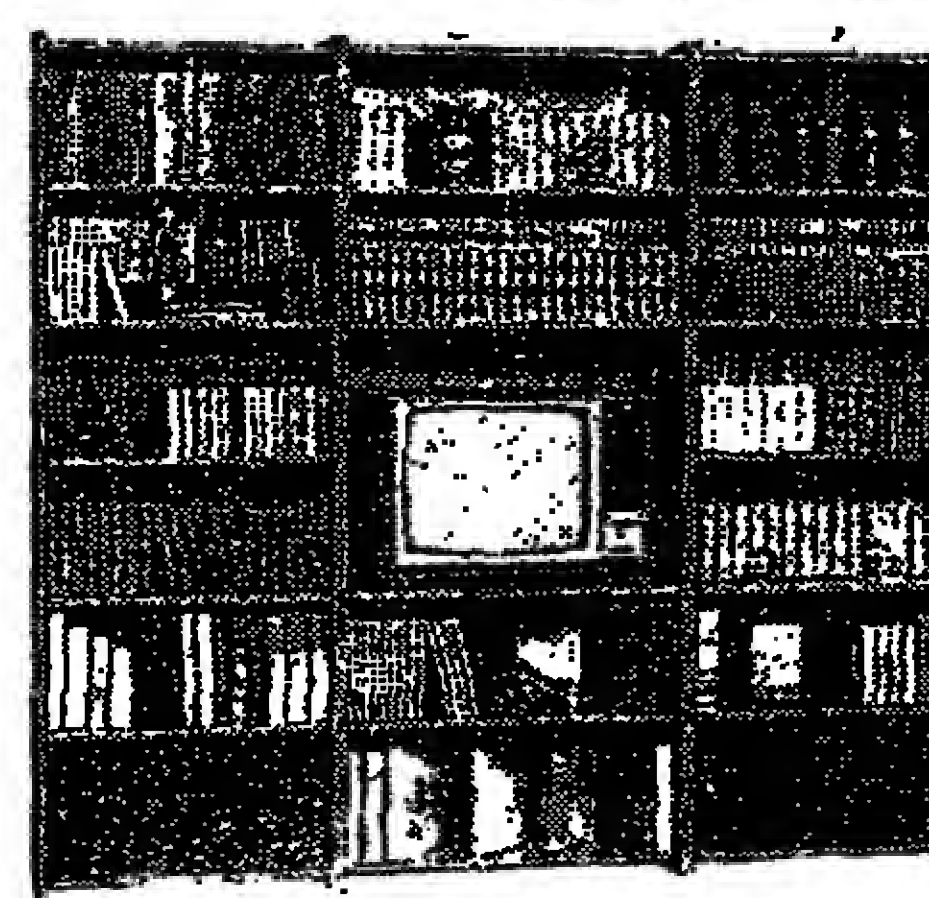
JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION de 6 meubles standard vitrés de différentes profondeurs

Sur 3 meubles juxtaposés de 30 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur de même largeur, sans aucune fixation par simple pose



JUXTAPOSITION DE MODELS GRANDE PROFONDEUR

Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur



Largeur de l'ensemble : 288 cm
Hauteur : 280 cm
Contenance : env. 800 vol. divers
MONTAGE en 3 heures
par 1 seule personne

Visitez nos Expositions:

à Paris

61, rue Froidevaux Paris 14^e
Métro : Danvers - Rocherrou
Gare - Raspail - Edgard Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 68
Ouvert tous les jours même le SAMEDI,
de 9 à 19 h sans interruption

en Province

Ouverts tous les jours de 9 à 12 h et de 14
à 19 h ("saut lunch" - "saut lunch" midi)

ANJOU : 3, rue des Châpelières, Tél. (02) 91-07-15
BOULOGNE : 17, rue Bouquet, Tél. (02) 44-38-42
BOULOGNE-TOURNAI : 22, rue Georges Clemenceau, Tél. (03) 53-07-08
CHARENTAIS : 59, rue Saint-Louis, Tél. (01) 42-55-75
LILLE : 68, rue Sanguin, Tél. (03) 55-59-79
LIMOUSIN : 20, rue de la République, Tél. (05) 27-48-52
LYON : 5, rue de la République, Tél. (07) 37-08-54
MARSEILLE : 105, rue Pasteur, Tél. (01) 37-08-54
MONTPELLIER : 4, rue Saint-Jacques, Tél. (07) 54-19-32
NANTES : 16, rue Gambetta, Tél. (04) 74-05-35
NICE : 2, rue de la République (Vieux Nice)
Tél. (01) 51-14-08
NORMANDIE : 14, rue de la République (Vieux Nice)
Tél. (01) 51-14-08
STRASBOURG : 11, rue du Calvaire de Gaudy (Eglise)
Tél. (03) 81-08-24
TOULOUSE : 2, rue de la Daurade, Tél. (01) 21-08-71
TOURNAI : 1, rue de la République, Tél. (03) 53-07-08
TOURNAI : 1, rue de la République, Tél. (03) 53-07-08

à l'Étranger

BRUXELLES : 1000 54, rue du midi
LUXEMBOURG : 1201 Genève - Tél. (02) 25-15-51

EXPEDITION
RAPIDE ET FRANCO

BON GRATUIT

Pour un catalogue en couleurs MO 41
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75000 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis, etc.

Nom
Adresse
Code Postal Ville
ou appelez le 633 73-33 (24 h/24)

A partir du 21 FEVRIER 1978
NOUVEAU NUMERO
320-73-33

LE MAUVAIS TEMPS EN FRANCE

DANS LES ALPES DU NORD

Les avalanches ont déjà provoqué la mort de dix-neuf personnes

En quelques jours, les avalanches qui se sont multipliées dans les Alpes du Nord, aussi bien en France (treize) qu'en Italie (six), ont provoqué la mort de dix-neuf personnes. Encore ne s'agit-il là que d'un bilan provisoire. Les nombreuses chutes de neige de la semaine dernière sur l'ensemble du massif alpin — en certains endroits de la Savoie, il est tombé 1 m 50 de neige en trois jours — et celles annoncées pour le début de semaine par la météorologie nationale multipliant les risques d'avalanches et donc d'accidents. Surtout si s'y ajoutent l'imprudence et même l'inconscience de certains skieurs, comme cela semble avoir été le cas dans le dernier accident survenu dimanche 5 février à Chamionix.

Une avalanche a emporté en cours de matinée un groupe de cinq skieurs suisses accompagnés d'un guide indépendant de la station. Au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité, ces six personnes avaient emprunté un itinéraire hors pistes conduisant à Chamionix (1 035 mètres) au plan de l'église du Midi (altitude 2 308 mètres). Un des six skieurs a été tué, trois autres légèrement blessés. Le guide, dont l'identité n'a pas été communiquée, a été entendu pendant cinq heures

à la gendarmerie de Chamionix puis remis en liberté. Mais le procureur de la République à Bonneville, M. Claude Zevaco, a indiqué que ce guide pourrait être inculpé ultérieurement d'homicide involontaire.

Pendant toute la journée de samedi et de dimanche nous avons recommandé à la population de Chamionix d'être extrêmement prudente et de ne pas skier, a déclaré à notre correspondant le maire de Chamionix, M. Christian Costet, qui ajoute : « Nous n'avons aucun moyen pour interdire le ski hors pistes. C'est comme en montagne l'été, on ne peut pas interdire aux gens d'aller où ils veulent. » Cependant, M. Costet estime que « la responsabilité du guide dans cette affaire est très lourde ».

On peut toutefois se demander pourquoi certaines remontées mécaniques ont fonctionné pendant la journée de dimanche à Chamionix alors qu'on savait qu'en raison du « redoux » le danger d'avalanche était très grand dans tout le massif du Mont-Blanc. L'arrêt municipal type relatif à la sécurité sur les pistes de ski, dans son article 12, prévoit en effet que : « en cas de danger d'avalanche, l'usage des engins de remontée mécanique pour l'accès des pistes menacées pourra être

interdit par le maire ou ses représentants si toutes les pistes qu'ils desservent sont menacées ».

Le téléphérique de l'aiguille du Midi a toutefois, au cours du dimanche 5 février, transporté plusieurs dizaines de skieurs, dont le groupe suisse et son guide, alors que les responsables de l'engin connaissaient parfaitement les dangers que ceux-ci encouraient et que, d'autre part, cette remontée mécanique ne conduisait à aucune piste mais aux seuls itinéraires de haute montagne.

Par ailleurs, de nombreux sauteurs sont toujours mobilisés pour tenter de retrouver les quatre personnes disparues sous l'avalanche qui s'est produite, jeudi 2 février, entre Chamionix et Argentières. Malgré l'importance des moyens mis en œuvre, ces recherches n'ont jusqu'ici pas abouti. De même, les recherches engagées pour tenter de retrouver le corps de M. Raymond Uziel et Joseph Ducros, les deux jonctionnaires des Ponts et chaussées, et d'une jeune fille non identifiée, emportés jeudi soir 2 février par une coulée de neige, à Saint-Jean-de-Belleville (Savoie), sont demeurées vaines.

Sur un autre plan, plusieurs dizaines d'enfants participant actuellement à des classes de neige

ont été évacués, soit par véhicules militaires, du massif de Vallromney, soit même par hélicoptère, de Cerniers (Haute-Savoie), où vingt-huit élèves d'une école de Bar-le-Duc se trouvaient bloqués. De son côté, le ministère de l'Intérieur a publié, dimanche soir 5 février, la mise en garde suivante :

« Les conditions météorologiques défavorables font persister les risques d'avalanches dans tous les secteurs montagneux, et la plus grande prudence est instantanément recommandée à tous ceux qui se rendent en montagne, aussi bien sur les routes que sur les pistes de ski ».

Les automobilistes sont invités à accepter les contraintes qui leur sont momentanément imposées pour leur propre sécurité sur certains itinéraires », ajoute un communiqué du directeur de la sécurité civile.

« En ce qui concerne le ski, il faut absolument rester sur les pistes ouvertes et balisées, et dans les conditions actuelles, le ski hors pistes met en danger non seulement la vie de ceux qui le pratiquent, mais aussi celle des autres comme un accident tragique survenu à Chamionix aujourd'hui même le démontre malheureusement », souligne le communiqué.

La mort blanche

(Suite de la première page.)

Ces bâtiments ont été construits au mépris de la plus élémentaire connaissance de la montagne. Car on peut, à la limite, bâtir dans des sites dangereux, à condition que le mur de la façade exposée soit épais, en élève et sans aucune ouverture. L'avalanche passe alors autour et au-dessus du chalet. De tels bâtiments, il est vrai, ne permettent guère de rentabiliser les mètres carrés !

Après l'euphorie des premières années du « plan neige », les municipalités, comme les pouvoirs publics, s'aperçoivent aujourd'hui que la médaille a un revers. Il faut protéger ce que l'on a bâti un peu n'importe où et n'importe comment. Les dépenses, en tunnels routiers, filets de protection, tranchées, râteliers, sans parler des engins de déneigement, se chiffrent pour les stations en millions, voire en dizaines de millions de francs.

C'est encore insuffisant, puisque chaque année on « découvre » des avalanches « frentaines », « cinquantennaires » ou dont le tracé s'est modifié. Les collectivités locales de montagne, souvent exsangues et surendettées, pourront-elles financer de nouveaux et importants investissements ?

Quelle que soit leur ampleur, les travaux de protection ne supprimeront jamais tous les risques. Les chemins tracés du bulldozer au flanc de montagne sont notoirement insuffisants. Quant aux râteliers en métal, ils sont actuellement comblés par le neige. Aussi les responsables de stations doivent-ils miser de plus en plus sur les seules mesures de sécurité. D'autant que la commune et le maire, voire l'Etat dans le cas d'une route nationale, peuvent voir leur responsabilité civile engagée lorsque des avalanches ensevelissent des personnes sur une route ouverte ou dans des constructions qui n'ont

pas été évacuées. L'Etat et la commune peuvent également être condamnés lorsqu'un permis de construire a été délivré dans une zone notoirement dangereuse. Ce fut le cas après l'avalanche de 1970 de Val-d'Isère.

Actuellement la commission de sécurité d'une commune doit se réunir chaque matin. Après avis de tous, le maire décide des mesures à prendre : couloirs à purger, routes à fermer, évacuation, ouverture des pistes. Ce n'est pas toujours facile. Dans nombre de stations nouvelles, le personnel n'a pas la connaissance ancestrale de la montagne. De plus sécurité et intérêt commercial ne vont pas toujours de pair. Il faut beaucoup de force de caractère à un maire ou à un directeur de station pour prendre des mesures qui risquent « de faire fuir le client ». L'erreur étant humaine, il importe que les communes se dotent de contrats d'assurances couvrant le

risque d'avalanches — ce qui est loin d'être toujours le cas — pour les accidents sur une route ouverte, dans un immeuble non évacué, sur une piste non fermée. Si à Val-d'Isère un nouveau contrat aux vastes garanties vient d'être signé, il semble que peu de municipalités se soient préoccupées de cet aspect des choses. En tout cas, les tragiques événements de ces derniers jours ne feront que renforcer les jeunes municipalités élues en mars 1977, souvent en réaction contre la politique d'urbanisation à outrance (Chamionix, Val-d'Isère, Tignes, Les Ménières), dans leur volonté de limiter et de contrôler la promotion immobilière dans leur stations. D'autant qu'à côté de la protection des routes et des constructions de nouveaux problèmes surgissent avec la pratique du ski.

l'intérieur préparé, de son côté, une circulaire qui ne recense que deux domaines : les pistes balisées, où la responsabilité communale est totale, et le hors piste, où elle ne saurait être engagée.

La notion de responsabilité civile du skieur qui déclenche une avalanche meurtrière est également assez floue. Jusqu'à présent, les municipalités n'ont pas « osé poursuivre ». Mais on y songe de plus en plus.

Le second problème est celui du sauvetage. Humainement et juridiquement, les communes sont tenues de se porter au secours des skieurs pris dans une avalanche. Or ce n'est pas toujours facile. Les opérations de sauvetage font courir des risques aux sauveteurs (traumatisme, C.R.S., moniteurs) et sont d'un coût élevé. Plusieurs milliers de francs au minimum, sans parler du manque à gagner pour les moniteurs qui sont bénévoles.

Faut-il constituer un domaine hors piste « survillé », comme cela se fait aux Arcs ? Bien vite cela devient un « champ de labour » qui s'apparente plus à une piste qu'à des pentes vierges.

Il n'y a pas de solution miracle. La limitation des accidents ne pourra être obtenue que par une série de mesures ponctuelles s'inscrivant dans une politique d'ensemble de la sécurité en montagne. L'information doit être totale. Il faut en finir avec le tabou des avalanches. Les cartes des zones dangereuses doivent être exposées, expliquées, commentées. Les skieurs et les moniteurs doivent être d'abord formés à la connaissance de l'environnement dans lequel ils vont évoluer. Les remontées mécaniques ne doivent pas permettre l'accès immédiat à des zones dangereuses pour des skieurs inexpérimentés.

Pas de solution miracle

Les moyens de secours (hélicoptères) devraient être accrus, la prévention des avalanches par le grand équipement généralisé (voir encadré) ; les moyens de détection rapide des skieurs ensevelis, développés. Enfin, il faudrait envisager un système d'assurance obligatoire (responsabilité civile, frais de secours, indemnité pour les sauveteurs accidentés lors des opérations de dépannage, etc.) pour tous ceux qui pratiquent le ski sur piste et en dehors. Dans certaines stations, comme Montgenèvre, incluant dans le forfait des remontées un tel type d'assurance. Pour quel ne passe-t-elle que système à tout le territoire ?

En plus du changement de mentalité qu'elle implique, une telle politique de prévention coûtera cher à la collectivité. Mais si l'on veut que la montagne soit accessible au plus grand nombre dans les meilleures conditions de sécurité, il faudra bien en passer par là.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.

Lufthansa

La vogue du hors-piste

L'augmentation du nombre des skieurs, l'amélioration du matériel, le désir de s'évader des pistes encombrées, la soif de la découverte d'une neige encore vierge, sans oublier la recherche du risque, de la peur par le plaisir, expliquent la vogue du hors piste. Après une importante chute de neige il ne faut pas une journée pour que toutes les pentes, la moindre coulée, ne soient « tracées » dans les grandes stations. Et les moniteurs ne sont pas les derniers. Avec l'apparition des « indépendants », concurrents de l'Ecole de ski française, une surenchère se développe pour conserver la clientèle du hors piste. La contrepartie de cet engouement : le nombre des skieurs ensevelis sous les avalanches ne cesse de croître.

Un premier problème se pose à propos de la responsabilité civile de la commune. Les textes précisent que l'on est réduit à l'interprétation de quelques jurisprudences. Pour le Conseil d'Etat, la responsabilité de la commune est totale lors d'une avalanche sur une piste ouverte. En haute montagne le skieur est seul fautif. Le conseil distingue une troisième notion. Celle du ski hors piste où la commune peut être condamnée, mais en cas de faute lourde : lorsque la signalisation est insuffisante, lorsque le accès à une piste ouverte passe par un endroit dangereux ; pour le ski de fond ; pour les points de passage obligés entre deux remontées mécaniques ouvertes.

Reste à savoir où commence exactement le hors piste et le ski de haute montagne ? Le ministère de

LA MONGIE : le directeur de la station responsable.

Le tribunal correctionnel de Tignes vient de rendre son jugement dans l'affaire engagée après les avalanches du 15 février 1976 (Le Monde du 19 février 1976), dans la station de La Mongie-Tourmalet, et qui avait causé la mort de sept skieurs, blessant dix autres personnes. M. Marcelin Bérôt, âgé de quarante-quatre ans, ancien inspecteur du parc national et directeur de la station, était accusé, en tant que responsable désigné par la ville de Bagnères, d'homicide involontaire et de blessures involontaires et par imprudence. Le tribunal reconnaît M. Bérôt coupable de ces délits et le condamne à une amende de 250 F. Il déclare la ville de Bagnères et M. Bérôt civilement responsables, les condamnant aux dépens, et autorise la partie civile à poursuivre son action devant le tribunal administratif de Pau.

Le tribunal a, en outre, considéré que le directeur de la station de La Mongie avait droit à de larges circonstances atténuantes, car son souci majeur avait toujours été de veiller à la sécurité des pistes. — (Corresp.)

1975-1976 : l'hiver le plus meurtrier

De notre correspondant

Grenoble. — Chargée depuis 1971 d'étudier les mécanismes de déclenchement des avalanches, l'ANENA (Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches), dont les services sont installés à Grenoble, dresse chaque année un état des accidents dus à des avalanches sur le territoire français.

Depuis l'hiver 1971-1972, 166 accidents d'avalanche ont emporté 577 personnes. Parmi elles, 140 ont été tuées, 158 blessées, 233 en sont sorties indemnes. L'hiver 1975-1976 fut le plus meurtrier de ces sept dernières années puisque 50 accidents ont emporté 191 personnes, dont 68 ont été ensevelies, 41 sont mortes, 42 ont été blessées. Sur les 68 personnes ensevelies, 33 dont 9 vivantes ont été localisées par sondages, 13 dont 3 vivantes ont été retrouvées par des chiens d'avalanche, 15 dont 13 vivantes ont été dégagées par leurs camarades (recherches immédiates et non d'urgence visuelles), 2 personnes se sont dégoûtées par leurs propres moyens.

L'hiver 1971-1972 connaît le plus petit nombre d'accidents d'avalanche. Quinze avalanches emportèrent trente-huit personnes, dont douze furent tuées et huit furent blessées. La faible enseignement pendant cette saison fut l'une des justifications les plus souvent avancées par les spécialistes pour expliquer le nombre peu élevé des victimes. Cependant, notent les « vieux » montagnards : « Les hivers les plus secs ne sont pas toujours les moins meurtriers. » Les avalanches obéissent, en effet, à des lois beaucoup plus complexes que celles des hausses de température ou celles jugées un peu trop simplistes des chutes de neige abon-

dantes. Ainsi, l'air froid et sec mine parfois les couches inférieures du manteau neigeux, rendant celui-ci extrêmement instable.

Les renseignements fournis par l'Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches permettent, d'autre part, de constater que, entre 1971 et 1976, les avalanches ont, plus de deux fois sur trois, pour origine le passage d'un skieur.

Ainsi, pendant l'hiver 1975-1976, sur les 50 accidents d'avalanche, 40 ont été déclenchés par un skieur (ski hors piste, passage sur une plaque à vent, imprudence, heure de passage tardive...).

Dix avalanches ont une cause naturelle (surcharge du manteau neigeux par suite d'une chute importante de neige, redoux, vent violent, chute de corniche entraînant une masse de neige sans cohésion...). Le développement du ski hors piste au cours de ces dernières années a incontestablement aggravé les risques d'accidents d'avalanche. Toutefois, la France n'est pas le seul pays d'Europe à connaître un grand nombre d'accidents dus à des masses de neige en mouvement. Au cours de l'hiver 1976-1977, 35 personnes sont mortes sous une avalanche en Italie, 29 en Suisse, 17 en Autriche, 13 en Norvège, 8 en Yougoslavie, 7 en Allemagne. Enfin, en Roumanie, le 17 avril 1977, une avalanche a emporté et tué 19 lycéens et les 4 moniteurs qui les accompagnaient, dans les monts Parang, au nord-ouest de Bucarest. Pendant ce même hiver, 35 avalanches ont, en France, tué 29 personnes et en ont blessé 24 autres.

CLAUDE FRANCILLON.

مكتبة من الأصل

(PUBLICITE)

ISSEC

formation continue des cadres

Personnel et formation

Depuis deux ans, 430 cadres, de tous les secteurs de l'entreprise, ont participé aux cours de la fonction Personnel et de la fonction Formation à l'ISSEC.

A partir du 6 mars 1978, les cours qui sont proposés par groupes de quinze personnes sont les suivants :

1. Techniques de base de la fonction Personnel : — Proposer la maîtrise des techniques essentielles de la fonction Personnel et leur intégration opérationnelle.
2. Structures et Communications : — Analyser les comportements humains qui résultent de l'organisation et la structure de l'entreprise.
3. Relations industrielles : — Etudier et comprendre les situations de relations et de travail en groupe dans l'entreprise.
4. Droit du Travail : — Faire prendre conscience aux cadres, non juristes, de l'importance des problèmes juridiques dans les rapports du travail.
5. Direction du Personnel par l'encadrement : — Aider les cadres opérationnels à réajuster à leur rôle dans la direction et la gestion du personnel. Proposer les méthodes disponibles pour tout formateur ainsi qu'un ensemble d'outils pédagogiques.
6. Méthodes et pratiques de formation permanente : — Permettre aux responsables de formation de déterminer les orientations de leurs fonctions et établir une structure de fonctionnement.
7. Organisation et gestion de la formation :

Le département Personnel et Formation de l'ISSEC propose, en outre, du 22 au 26 mai 1978 un stage destiné aux cadres dirigeants : L'entreprise en progrès - Construire une entreprise plus efficace et plus humaine.

Les enseignements de la fonction Personnel et Formation sont placés sous la responsabilité de M. Alain Bernard, du corps professoral du Groupe ESSEC.

Les autres enseignements proposés deux fois par an par l'ISSEC, toujours à raison de neuf semaines réparties sur quatre mois, concernent les disciplines suivantes : Secrétariat général et problèmes juridiques, Production, Organisation, Communication dans l'entreprise, Informatique, Entreprise et environnement, Gestion de la P.M.E.

Centres associés de l'ISSEC à Limoges, Nîmes, Orléans.

PRINTEMPS 1978

A partir du 6 mars

un enseignement intensif, pratique, d'une journée tous les 15 jours

Marketing

695 cadres d'entreprises ont suivi, depuis la début de 1976, les divers enseignements du Marketing à l'ISSEC.

1. Marketing fondamental : — Les bases indispensables de la connaissance en Marketing.
2. Chef de produits : — Le Marketing en action : vécu à travers les rôles d'un homme clé du Marketing moderne.
3. Marketing des produits industriels : — La démonstration de l'utilité du Marketing dans un domaine où il a enfin acquis ses lettres de noblesse.
4. Méthodes d'analyse en Marketing : — Les outils d'analyse de l'environnement : indispensables au chercheur et utiles pour ceux qui doivent dialoguer avec lui.
5. Etudes et recherches en Marketing : — La recherche commerciale au service de l'homme d'action : exemples vécus de prévision de la demande.
6. Direction des ventes : — Animer, organiser, administrer et contrôler une force de vente.
7. Communications publicitaires : — Une analyse systématique des objectifs possibles et des moyens de la publicité, de la promotion des ventes et des relations publiques : vers une communication commerciale utile.
8. Distribution et merchandising : — Les moyens pour producteurs, grossistes et détaillants de réagir, sur le plan stratégique et opérationnel, à la modernisation spectaculaire de l'appareil commercial français.
9. Marketing et marchés étrangers : — Dans un monde où les frontières s'ouvrent et où les échanges se multiplient, les moyens d'agir efficacement face aux disparités culturelles, politiques et économiques.
10. Politiques de Marketing : — La synthèse indispensable des connaissances en Marketing grâce à des cas complexes et à des jeux d'entreprise.
11. Anglais de marketing et négociation (cours complémentaire) : — La maîtrise de la langue parlée et écrite dans une situation de vente et de négociation.

Le département Marketing de l'ISSEC organise le 9 février 1978, avec le Groupe Bernard Julliet, le premier congrès de la vente directe. Il est aussi à l'origine du premier concours national de jeu de simulation de gestion.

Les enseignements de marketing sont placés sous la responsabilité de M. Charles Waldman, du corps professoral du Groupe ESSEC.

Demandez les programmes détaillés de l'ISSEC
INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET COMMERCIALES
Etablissement privé d'enseignement supérieur
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233-21-88

Comptabilité et finance

Plus de 900 personnes ont participé ces deux dernières années aux cours de comptabilité et de finance de l'ISSEC.

1. L'ISSEC enseigne les cours de base en comptabilité générale et comptabilité analytique pour tous les gestionnaires appelés à utiliser les informations économiques et financières d'origine comptables à l'intérieur de l'entreprise.
2. Le cours de contrôle de gestion permet à tous les gestionnaires au niveau de la direction d'une unité décentralisée d'étudier les différents aspects du contrôle de gestion et du processus de planification.
3. Le cours de Pratiques et informations comptables concerne dans l'entreprise tous les utilisateurs des documents comptables, les cadres administratifs et financiers de même que les responsables de l'audit.
4. Les cadres voulant se familiariser avec les mécanismes et problèmes fiscaux suivent avec profit à l'ISSEC le cours de Fiscalité des entreprises.

FINANCE
L'enseignement de la finance à l'ISSEC comprend six cours de perfectionnement :

1. Le cours de Techniques de gestion financière, qui permet de se familiariser avec le vocabulaire, les concepts et les schémas d'analyses spécifiques à la fonction financière de l'entreprise. Il concerne les cadres qui souhaitent confronter leur expérience aux modèles théoriques modernes.
2. Analyses financières et évaluation des sociétés. Ce cours propose l'analyse du mécanisme des opérations de bourse et les méthodes d'évaluation de la valeur des entreprises.
3. Financement des entreprises. Le cours de financement des entreprises est destiné aux cadres qui prennent les décisions de type financiers et bancaires et qui souhaitent se perfectionner dans les plans de trésorerie, plans de financement et montage de crédits.
4. Le cours Décisions et politiques financières est destiné aux responsables fonctionnels de gestion financière et comptable d'entreprise.
5. Le cours de Finances internationales concerne les cadres financiers des firmes multinationales et des firmes exportatrices et importatrices. Il permet de se familiariser avec les sources de financement particulières aux opérations internationales.
6. En outre, un cours complémentaire d'anglais de finance et économie est proposé aux cadres qui souhaitent perfectionner leur maîtrise de la langue parlée et écrite dans le domaine économique et financier.

Le département comptabilité de l'ISSEC propose un stage de fiscalité internationale les 18-19 mai et 15-16 juin 1978.

Les enseignements de comptabilité sont placés sous la responsabilité de Mlle Françoise Rey et M. Pierre Maître, ceux de finance sous la responsabilité de M. Florin Affolter, du corps professoral du Groupe ESSEC.

LES DIPLOMES DE SPÉCIALITÉ ISSEC

L'ISSEC, créé il y a dix ans par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING
CONTROLE DE GESTION - FINANCE - PRODUCTION
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail.

CENTRE DE LANGUES

Anglais, allemand, espagnol, brésilien, arabe, russe

- Cours extensifs tous niveaux.
- Recyclage intensif en anglais, à raison d'une journée par semaine sur 13 semaines.
 - Niveau faux débutants.
 - Niveau intermédiaire d'affaires.
- Deux nouveaux cours ISSEC (9 semaines).
 - Anglais de Marketing et Négociation.
 - Anglais de finance et économie.

Renseignements et documentation :
Centre de langues ISSEC
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS.
Tél. : 233-21-88

Pour toute information, documentation ou rendez-vous

avec le Centre d'Orientation ISSEC

Tél. : 233 21-88 +

ou bien écrire à l'ISSEC

35, bd de Sébastopol, 75001 PARIS

M. Mlle

Société

Adresse

Tél.

☐ Je désire recevoir le programme de la session de mars 1978.

A renvoyer à :
ISSEC, 35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS

En 1977, à l'ISSEC : 1245 cadres et 502 entreprises

JUSTICE

TANDIS QUE LES LOCAUX SONT ENCORE OCCUPÉS

L'ancien P.-D.G. de l'usine Benoto est visé par deux séries de poursuites

De notre correspondant

Lille. — L'avocat de M. Roland Angot, ancien P.-D.G. de l'usine Benoto à Béthune (Pas-de-Calais) (le Monde du 20 janvier), M. Philippe Lelou, a demandé, jeudi 2 février, que M. Patrice de Charette, juge d'instruction à Béthune, qui a signé deux mandats de dépôt à l'encontre de son client, soit dessaisi des dossiers, en vertu de l'article 84 du code de procédure pénale. Cette demande a été refusée par le président du tribunal de Béthune. Dans les deux affaires, le parquet a fait sienne les décisions de M. de Charette.

M. Angot, qui est actuellement écroué à la prison de Béthune pour complicité de violence, banqueroute simple et abus de biens sociaux (le Monde du 20 janvier), a été transféré à Paris le 2 février, afin de comparaître devant la onzième chambre correctionnelle pour infractions commises dans la gestion de la SAM (Société auxiliaire de mandats) et la Société chimique des Mureaux, toutes deux en faillite, mais dont les comptabilités n'étaient pas régulières. Il est, en outre, accusé de détournement d'actif. M. Angot a fait état de

difficultés dues à l'annulation de contrats qui ont entraîné le licenciement de cent vingt personnes. Le jugement a été reporté à une date ultérieure.

M. Angot est donc inculpé dans deux affaires : l'une concerne la gestion de l'usine Benoto, en liaison étroite avec la gestion de la SAM et de la Société chimique des Mureaux ; l'autre concerne l'intervention, le 14 mars 1977, à son instigation, d'un commando armé à l'usine Benoto de Béthune occupée par les ouvriers. D'autre part, les syndicats de l'industrie de Béthune avaient demandé en référé, à Béthune, que soit appliqué un jugement du tribunal de commerce de Paris du 10 août 1977 sur la cession de l'usine Benoto. Les nouveaux acquéreurs, sous le nom de Benoto International, souhaitent pénétrer dans les locaux occupés par les travailleurs pour y retirer les matrices, l'outillage, les brevets et tout ce qui s'attache à la marque. En conséquence, ils réclament l'évacuation des locaux.

Le tribunal de Béthune a rendu son jugement vendredi 3 février et rejeté la demande. Dans ses attendus, le président, M. Armand Lemaire, fait état de l'opposition des délégués ouvriers qui n'étaient pas présents à la vente, souligne l'intervention de la municipalité de Béthune et aussi du Commissariat à la consommation industrielle pour trouver une meilleure solution au conflit, et ajoute : « Les pseudo-transactions évoquées au procès ne peuvent en aucun cas justifier l'occupation des lieux. » — G. S.

● Bernard Berthet, qui a reconnu être l'auteur du double meurtre commis le 24 janvier sur un parking de l'autoroute de l'Est (le Monde du 26 janvier) a été écroué samedi 4 février, à la maison d'arrêt de Saverne (Bas-Rhin) après avoir été inculpé de meurtre et de tentative de meurtre par M. Francis Mourou, juge d'instruction.

A THONON-LES-BAINS

Un syndicaliste est condamné à 200 F d'amende pour avoir critiqué une décision judiciaire

De notre correspondant régional

Thonon-les-Bains. — Le tribunal correctionnel de Thonon-les-Bains vient de condamner le secrétaire général de l'union locale C.F.D.T. M. Pierre Tedesco, d'autre part président du conseil de p.u.d. hommes de cette ville, à 200 F d'amende pour avoir critiqué dans un communiqué — publié le 27 janvier 1977 dans les pages locales du « Dauphiné Libéré » — une décision dudit tribunal saisi à propos du conflit social survenu à la Société anonyme des eaux minérales d'Evian (SAEME) (« le Monde » du 24 décembre 1977).

Contestant le choix de la procédure « d'ordonnance sur requête », « prototype d'une justice d'enregistrement », la commission juridique du syndicat avait déploré que, contrairement au « référé », les travailleurs présents, directement concernés par l'expulsion réclamée, soient « tout simplement ignorés ». « Mais une justice entièrement dévouée aux intérêts des employeurs est à ce prix », concluait le texte incriminé.

Le tribunal estime que « le prévenu a manifestement volontairement cherché à jeter le discrédit sur une décision judiciaire en répandant dans un large public ignorant les circonstances exactes non relatées dans lesquelles avait été rendue la décision l'idée que le président du tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains, statuant à juge unique, avait refusé d'entendre les travailleurs et s'était hâté de rendre une ordonnance favorable à la SAEME, consacrant ainsi l'existence d'une justice entièrement dévouée aux intérêts des employeurs ».

« La critique d'une décision de justice ne saurait faire l'objet de poursuites judiciaires dans la me-

sure où elle ne tend pas à la discréditer, c'est-à-dire lorsqu'elle présente un exposé complet et objectif des faits », déclare créativement le jugement.

L'ordonnance du président du tribunal de grande instance établissait bien que les 450 grévistes de l'usine d'Evian avaient presque tous refusé de déclarer leur identité aux huissiers, rendant ainsi impossible leur assignation en référé et par voie de conséquence un débat contradictoire. Le secrétaire général de l'union locale C.F.D.T. a mis en cause l'acceptation de la juridiction en question de se laisser saisir selon une autre procédure n'offrant pas les mêmes garanties. A-t-il eu tort ? Oui, répond le tribunal, qui fait observer que l'article « n'est même pas rédigé sous forme dubitative : « la justice serait-elle... » Tout en accordant de larges circonstances atténuantes, le jugement estime que « les convictions syndicalistes du prévenu ont pu lui faire perdre une partie de son objectivité sans pour autant dégrader entièrement sa responsabilité ».

BERNARD ELIE.

Faits et jugements

L'inspecteur principal Pire renvoyé en correctionnelle.

M. Hubert Pisseau, juge d'instruction, a renvoyé en correctionnelle l'inspecteur principal Bernard Pire, de la brigade de recherches et d'intervention (B.R.I.), pour coups et blessures volontaires par agent de la force publique. Ce policier est l'un de ceux que M. Benachenhou, avocat au barreau de Paris, a formellement accusés de l'agression brutale le 26 février 1975, au café le Thélème, à l'occasion d'une intervention inopinée de la B.R.I. à l'encontre des frères Zemmour, qui consommaient dans cet établissement d'ordinaire paisible.

Assisté de M. René Hayot, M. Pire, qui avait été inculpé, le 25 septembre 1975, par le magistrat primitivement chargé d'instruire l'affaire, M. Alain Bernard, a toujours contesté avoir frappé l'avocat, en assurant qu'il s'était approché de lui seulement pour le fouiller et le retenir alors qu'il avait déjà subi des sévices de la part de ses collègues (fracture du crâne).

Le parquet, qui avait saisi M. Pisseau de réquisitions de non-lieu, a fait appel de son ordonnance.

Le magistrat instructeur a prononcé un non-lieu en ce qui concerne les injures raciales dont se paignait d'autre part M. Benachenhou, car on n'a pu identifier le policier qui s'est exclamé : « C'est un raton, achève-le ! ».

De son côté, M. Benachenhou, partie civile, a l'intention de faire appel en rappelant qu'il avait constamment réclamé d'autres inculpations.

Une opération anti-F.L.B. dans les Côtes-du-Nord.

Les policiers du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) de Rennes ont procédé jeudi soir 2 février et vendredi 3 février à une nouvelle opération anti-F.L.B. visant plus particulièrement le département des Côtes-du-Nord, où une dizaine de personnes ont été interpellées puis transférées à Rennes, où elles sont toujours entendues ce lundi 6 février. Cette opération a été ordonnée dans le cadre d'une procédure de flagrant délit.

Parmi les personnes interpellées, des hommes et des femmes dont les domiciles ont fait l'objet de perquisitions ; quelques-unes ont déjà été entendues par les policiers lors de précédents coups de filet, qui, il est vrai, n'avaient guère donné de résultats.

Sept attentats ont été commis en 1977 dans le département des Côtes-du-Nord, mais, souvent aux mêmes dates, des « objectifs » situés dans les autres départements bretons étaient également visés. Faut-il en déduire que le S.R.P.J. est désormais convaincu que la clé du problème F.L.B. se trouve dans ce département ? Il n'y a pas si longtemps encore, les policiers étaient persuadés du contraire et s'intéressaient tout particulièrement au Sud-Finistère. Pour le moment, la police se contente d'indiquer qu'il est hors de question de faire des commentaires.

Après le « coup de filet » anti-F.L.B. du 10 octobre 1975, au cours duquel une cinquantaine de personnes furent interpellées, les opérations du même genre se multiplièrent en 1976 (six « coups de filet » et quarante-cinq interpellations). L'an dernier, douze personnes étaient interpellées le 26 janvier et quatre le 11 juillet. Depuis, il semblait que les policiers avaient abandonné cette technique de ratissage dans les milieux bretons, bien souvent témoins de Paris, alors que sur place on reconnaissait ne pas disposer d'éléments suffisants pour intervenir. Les policiers auraient choisi de continuer leurs investigations sur le terrain, mais dans l'ombre, à la recherche de preuves indiscutables.

40 kilos de morphine base découverts près de Marseille.

Les policiers de l'Office central de répression du trafic des stupéfiants ont découvert dimanche matin 5 février dans la villa « La Calédoise », située à proximité de La Clotat (Bouches-du-Rhône), sur la route Ceyreste, 40 kilos de morphine base représentant une valeur de 40 millions de francs à la vente. La villa était équipée d'un laboratoire contenant des pompes à vide, des ventilateurs, un nombre impressionnant de sachets en plastique et de pesellettes.

Cinq personnes ont été arrêtées : M. Louis Girard, propriétaire du bar O'Central, sur la Cannebière, qui est également à la tête d'une affaire d'import-export ; Jean-Claude Silvani, qui était le chimiste du laboratoire ; le fils de celui-ci, qui servait d'intermédiaire ; Georges Calmet, trafiquant déjà connu qui avait été appréhendé en 1969 dans un laboratoire découvert près de Marseille, où il y avait 20 kilos d'héroïne, et Mme Joseph Rey, dont le mari est actuellement détenu pour meurtre à la prison des Baumettes. Les policiers ont identifié le propriétaire ou locataire de la villa. Il s'agit d'un nommé Mangin, employé municipal à la mairie de La Clotat, qui est en fuite.

● Vingt détenus de la maison centrale de Clairvaux ont été transférés, vendredi 3 et samedi 4 février, dans d'autres établissements. Onze d'entre eux sont des condamnés à la réclusion perpétuelle, qui sont à présent répartis dans les trois établissements de la région parisienne (la Santé, Fresnes, Fleury-Mérogis) avant d'être affectés à d'autres maisons centrales.

Quant aux détenus condamnés à des peines à temps, ils ont été, provisoirement, transférés dans les maisons d'arrêt de Dijon et de Besançon. Ils devraient, en principe, être prochainement ramenés à Clairvaux. Ces transferts ont été effectués après la prise d'otages de Clairvaux par les deux détenus qui ont été tués par des tireurs d'élite de la gendarmerie.

● Le Syndicat des avocats de France condamne, après l'inter-syndicale de la police (le Monde daté 5-6 février), la « fouille systématique des véhicules par la police ». Dans un communiqué publié samedi 4 février, le S.F.A. déplore qu'« un citoyen soit traité devant le tribunal correctionnel » alors qu'« il ne s'agit pourtant d'un simple citoyen et non d'un cas exceptionnel où la loi autorise la police à exiger l'ouverture des coffres ».

Publicité

Les rencontres à la Fnac

Un dialogue ouvert à tous sur tous les problèmes d'aujourd'hui

Le Dit du Genji et le roman classique japonais

Un débat autour de la première traduction (intégrale) de l'œuvre écrite voici quelque 1000 ans par Murasaki-Shikibu : « Le Dit du Genji », traduit par René Sieffert et édité aux Publications orientales de France

...avec René Sieffert (qui, par ailleurs, est professeur à l'Institut des langues orientales), Fujimori Bunkichi (professeur associé à l'Institut national des langues et civilisations orientales), Yoshikazu Hasegawa (attaché culturel de l'Ambassade du Japon en France), Gérard-Georges Lemaire (critique littéraire au Quotidien de Paris), Diane de Margerie (romancière et critique littéraire au Monde), « Le paravent des enfers », chez Flammarion, Pierrette Rosset (critique littéraire à Elle)... Animation par Guy Le Clech (écrivain et critique littéraire au Figaro) ; « La violence des pacifiques », chez Albin Michel.

Mardi 7 février, de 18 h à 19 h 30

Rencontre avec Porgy and Bess

A l'occasion de la présentation du célèbre opéra-folk de George Gershwin (au Palais des Congrès) par le Houston Grand Opera

...avec le chef d'orchestre John DeMain et Denis Constant (collaborateur de l'Humanité Dimanche et de Jazz Magazine)... Animation par le pianiste et compositeur Jean Wiener.

Mercredi 8 février, de 18 h à 19 h 30

L'utopie architecturale, réalité de demain ?

Un débat suggéré par la sortie du livre de Robert Charrère : « La maison autonome » (aux éditions Alternative et Parallèle)

...avec Jean Aubert (architecte, et co-auteur de « L'ère de la pierre », aux éditions Adroland), Bilal et Christin (auteurs de la bande dessinée « La ville qui n'existe pas », chez Dargaud), Georges Candilis (architecte ; « Bâtir la vie », publié chez Stock), Jean Dehler (architecte, organisateur de l'exposition « Architecture marginale », au Centre Beaubourg et au Centre américain, traducteur de « La maison des charpentiers américains », aux éditions du Chêne), Pierre Gac

(traducteur-adaptateur de « Habitats », aux éditions Alternative), Brigitte Jeandelle (chargée de cours à Paris VIII) ; « L'étrange domaine de Robert Tatin », chez Simonen... Animation par Jérôme Diamant-Berger.

Jeudi 9 février, de 18 h à 19 h 30

Exercice de la danse

Une rencontre suggérée par le concours international de chorégraphie (« Le ballet pour demain ») qui vient d'avoir lieu les 3 et 4 février à Bagnolet

...avec Alain Béjart (photographe ; « Danser le xx^e siècle », chez Hatier), Jacques Chaurand (organisateur du concours international de Bagnolet),

Marie-Françoise Christout (bibliothécaire à l'Arseal ; « Béjart », édité chez Seghers), Jean-Claude Denis (rédacteur en chef du Journal « Saison de la danse »), Jean Guizet (chorégraphe et danseur-étoile à l'Opéra de Paris), Thierry Mathis (directeur-rédacteur en chef du journal « Danse n° 1 ») ; « Lettres sur la danse », éditions Ramsay, Savit Riner (danseuse indienne)... Animation par Pierre Archimbaud.

Vendredi 10 février, de 18 h à 19 h 30

La nouvelle chanson chilienne engagée En hommage au grand chanteur chilien qui fut Victor Jara (mort en

1968-1978 : l'expérience de dix années

Cinq rencontres pour tenter de mesurer, dans un monde qui bouge, quels changements réels sont intervenus. A partir du dernier numéro de la revue Autrement : « Dix années sacrilèges ».

De nouvelles réponses à la folie.

Mais l'appareil demeure

...avec Jean-Marie Bellini (infirmier psychiatrique, membre du réseau Alternative à la psychiatrie), Charles Brisset (psychiatre ; co-auteur de « Avenir de la psychiatrie », chez Payot), Tony Lainé (psychiatre ; co-auteur de « La raison du plus fou », aux Editions sociales), Jean-Claude Polak (psychiatre et psychanalyste ; « La Borde ou le droit à la folie », chez Calmann-Lévy)... Animation par Bernard de Fréminville (médecin participant au Mouvement « Gardes-fous » ; « La raison du plus fort », édité au Seuil).

Mercredi 15 février, de 18 h à 19 h 30

Quand les habitants d'un quartier tentent de prendre leur destinée en main...

...avec Eddy Checki (sociologue et professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales), Monique Hervé (responsable du service Habitat et urbanisme à la Cimade, à Paris ; « Bidonvilles », chez Maspéro), Raoul Pastrana (architecte). Et aussi des membres du collectif de la Place

des Fêtes, Paris 19^e et du comité de quartier de Châtillon-sous-Bagneux)... Animation par Jean-François Chougnat (membre de l'Association Vivre à Antony et collaborateur de la revue Autrement).

Jeudi 16 février, de 18 h à 19 h 30

Lip, Cerisy, Piron : une nouvelle génération d'ouvriers ?

...avec Jacques Capdevielle (sociologue et professeur à la Fondation nationale des sciences politiques ; « La grève du Joint français », édité chez Armand Colin), Roger Chaon (président du conseil de surveillance de la Coopérative ouvrière de Mamuret de Chateaucy, dans les Vosges), Claude Durand (maître de recherche au Cnrs, responsable du groupe de sociologie du travail de l'Université Paris VII), Michel Garcia (membre du directoire de la nouvelle coopérative des industries de Palente ; « Stratégie de l'exportation pour l'entreprise », aux Presses Universitaires de France), Bertrand Hervieu (chercheur au groupe de sociologie rurale du Cnrs, et collaborateur de la revue Autrement).

Vendredi 17 février, de 18 h à 19 h 30

Quand les scientifiques s'interrogent sur le devenir de la science...

...avec François de Closets (journaliste scientifique ; « La France et ses

1973). Et pour la sortie en France de plusieurs de ses disques

...avec Joan Jara (qui fut la femme de Victor Jara), le Dr Jean Clouzet (« La nouvelle chanson chilienne », chez Seghers), Guillermo Haschke (représentant du groupe de chanteurs chiliens Inti Ilimani, qui va sortir un disque à l'Escargot : « Chile resistencia », Régine Mellac (productrice d'émissions radio sur l'Amérique latine ; « Chant libre d'Amérique latine », édité au Cerf), la chanteuse Isabel Parra (qui va sortir un disque à l'Escargot : « Isabel chante Violetta »)... Animation par Lucien Rioux (Le Nouvel Observateur).

Mardi 14 février, de 18 h à 19 h 30

Quand l'action culturelle descend dans la rue...

...avec Jean Bauer (animateur du Carnaval de Strasbourg), Alain Bauguil (directeur de la Maison de la culture de Firminy), Fernand Garnier (animateur de Théâtre Action à Grenoble ; « Le grand tintouin », édité chez Oswald), Danielle Giraudy (conservateur, responsable de l'atelier des enfants du Centre Pompidou ; « Le musée et la vie », à la Documentation française).

Et avec aussi le collectif d'animation culturelle Soyons raisonnables... Animation par Jean Hünzel (directeur de l'action culturelle du Bassin houiller lorrain et collaborateur de la revue Autrement).

Samedi 18 février, de 17 h à 18 h 30

A l'auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis).

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

UNE INTERVIEW DU MINISTRE ISRAÏÉLIEN DE L'INDUSTRIE

Le retour à une « économie de paix » ne poserait pas de problèmes particuliers nous déclare M. Igal Hurwitz

M. Igal Hurwitz, ministre de l'industrie et du tourisme d'Israël, est en poste depuis la constitution du gouvernement Begin, fin juin. Self made man, la cinquantaine charismatique, il a surtout été remarqué pour sa capacité à ranimer des entreprises en faillite. Avant d'entrer au gouvernement, il était notamment à la tête d'une chaîne d'entreprises de produits laitiers. Sur le plan politique, il a été, depuis l'origine, un disciple de Ben Gourion. Il répond ci-dessous aux questions d'« Europa ».

« Monsieur le ministre, dans le gouvernement de M. Begin, qui s'écartera de ce qu'on a appelé le « socialisme israélien », vous êtes l'un des champions du libéralisme économique. Comment voyez-vous le rôle de l'État dans une économie libérale et comment pensez-vous assurer les objectifs de croissance qui sont les vôtres, dans le cadre d'une intervention gouvernementale réduite ?

« La bureaucratie toute-puissante des gouvernements précédents avait fini par décourager l'initiative privée. La réduction de l'intervention gouvernementale et l'allègement, voire la suppression, du contrôle des changes vont sans aucun doute donner un coup de fouet aux investissements, aussi bien locaux qu'étrangers, et permettre ainsi de relancer une croissance qui sera fondée sur l'investissement privé plutôt qu'étatique. Cela dit, il ne faut pas oublier que la bureaucratie ne constitue pas le principal obstacle aux investissements. Le fléau de l'inflation risque de ne pas rendre les investissements suffisamment rentables pour les entrepreneurs privés. Notre taux d'inflation par rapport à celui des pays concurrents est l'un de nos principaux soucis. C'est ce taux qui va déterminer l'intérêt qu'il peut y avoir à produire en Israël. Le niveau des prix est fonction en partie des salaires, eux-mêmes fixés par la pression des revendications salariales et sociales. C'est donc la politique du gouvernement dans ce domaine qui aura une influence déterminante sur le taux d'inflation en 1978. Un taux d'inflation élevé va forcément dévaloriser nos exportations et les investissements. Il faut donc faire le maximum pour que les prix, en 1978, n'atteignent pas la hausse de 40 % que nous avons connue en 1977.

« Comment vous y prendrez-vous pour que le système des relations de travail actuellement en vigueur et les grèves endémiques que connaît le pays soient des facteurs qui ne nuisent pas à l'investissement ?

« Il est vrai que le système actuel des relations de travail est de nature à décourager les investisseurs. Les salariés doivent le comprendre. De là au chômage, il n'y a qu'un pas. L'espèce de notre grande centrale syndicale, la Histadrout, est consciente de ce problème. J'en suis même certain, parce que la Histadrout est elle-même à la tête d'un secteur économique très important. La seule solution réside dans la conclusion d'un pacte entre la Histadrout, le gouvernement et le patronat pour neutraliser complètement les composantes de l'inflation.

« Mais l'assainissement du climat social ne suffit pas. Comment comptez-vous encourager les investissements ?

« A condition que le taux d'inflation baisse suffisamment en 1978, nous comptons les encourager par le biais d'un nouveau code des investissements de capitaux. Ce code que la Knesset sera appelée à approuver prochainement, est considérablement simplifié par rapport à ceux qui étaient en vigueur sous les gouvernements précédents et les avantages accordés aux investisseurs privés israéliens et étrangers seront extrêmement importants. Israël bénéficie par ailleurs d'une très large capacité de production inemployée. L'équipement productif industriel est disponible en quantité suffisante. Je pense que, si les industriels parviennent à adapter leur gamme de produits aux exigences de qualité des marchés européens et américains, nous pourrions nous attendre à une hausse très sensible des exportations vers ces pays.

« Vos exportateurs se plaignent amèrement de la suppression par le gouvernement de toutes les primes à l'exportation, et qui plus est, le taux de change de la livre leur est extrêmement défavo-

nable. Quelles sont donc les mesures que vous comptez prendre pour encourager les exportations qui sont censées représenter en 1978 le moteur principal de la croissance ?

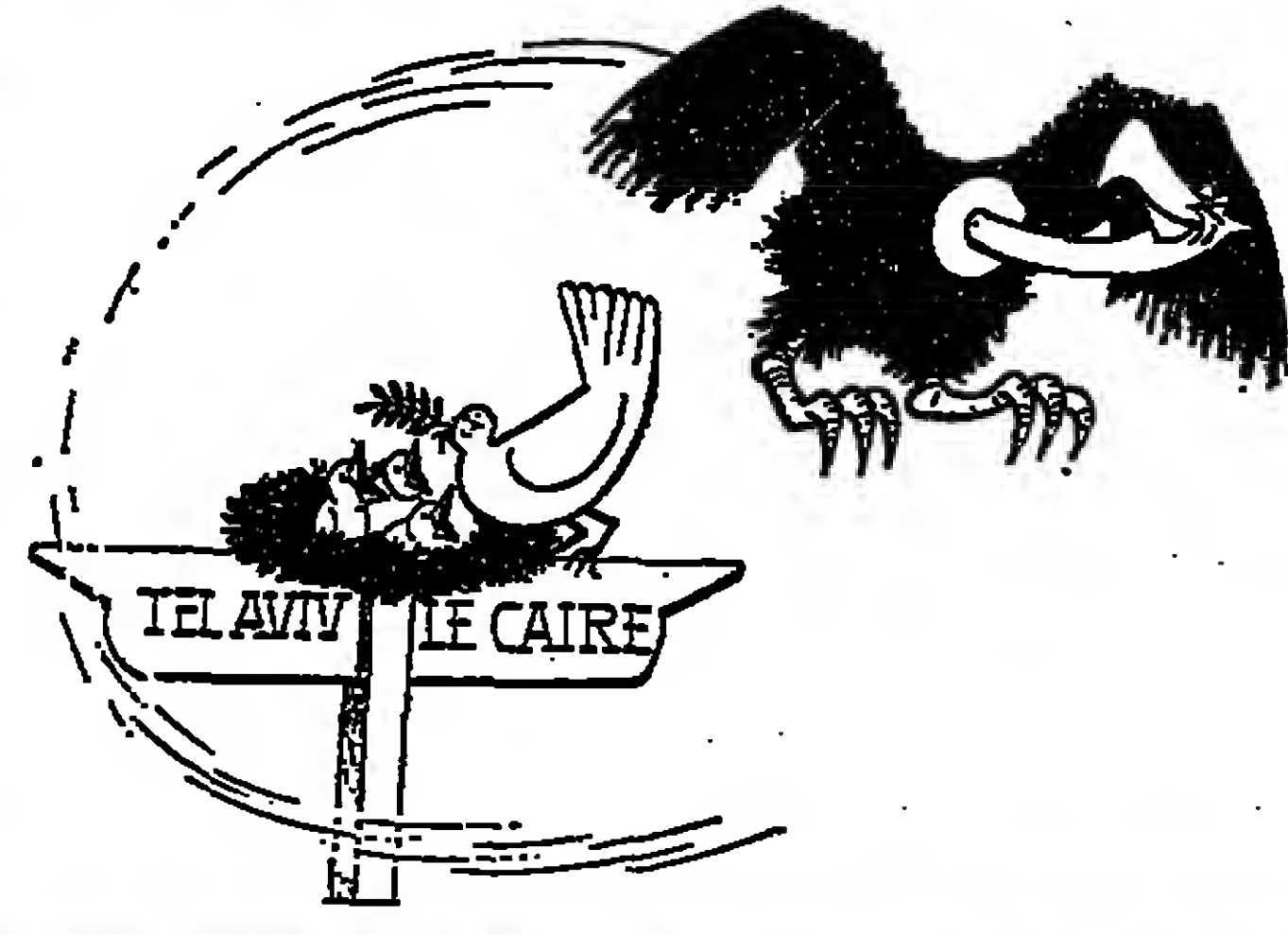
« Il me faut d'abord souligner avec satisfaction que la majeure partie de nos exportations n'a été touchée ni par la suppression des subventions ni par la surévaluation actuelle de la livre israélienne. Ce qui prouve, du reste, que nos produits sont capables de faire face à la concurrence étrangère. Le nouveau programme économique cherche par ailleurs à supprimer toutes mesures protégeant artificiellement nos exportations. Les exportateurs israéliens doivent se jeter à l'eau et affronter les marchés européens et américains.

Evidemment les industries non concurrentielles seront inévitablement touchées. Certaines entreprises devront peut-être même fermer leurs portes, mais je pense que la majorité d'entre elles pourront se reconstruire et l'État les aidera. La remise en ordre de l'économie israélienne est à ce prix.

« Dans quelle mesure l'accord Israël-C.E.E. entre-t-il dans le processus d'assainissement de l'économie israélienne ?

« Depuis l'entrée en vigueur des accords, en 1975, nos exportations vers les pays du Marché commun ont augmenté de plus de 30 %.

(Propos recueillis par GEORGES LEVY.)
(Lire la suite page 26.)



Les reproches de l'industrie à la coalition « bourgeoise » suédoise

La coalition « bourgeoise » suédoise, qui a évincé les sociaux-démocrates après quarante-quatre ans de « règne », vient de passer le cap des cinq cents jours de gouvernement. Son plus grave problème : résoudre la crise économique. Les chefs d'entreprise suédois sont-ils satisfaits de la situation actuelle ?

UN entretien avec M. Hans Werthen, président du conseil d'administration de la société Electrolux et très écouté dans les milieux du grand patronat, a vite débouché sur la politique de l'énergie du nouveau gouvernement, sujet très controversé. Bien que ses sympathies aillent au parti conservateur, rallié à l'automne 1976, aux libéraux et aux centristes en vue de former la coalition de Stockholm, M. Werthen est très critique à l'égard de la politique énergétique du cabinet Thorbjörn Fälldin (parti du centre), adversaire de l'énergie atomique.

« Ce ne sont pas dix mois cinquante réacteurs atomiques dont la Suède a besoin, dit le président d'Electrolux, provocateur.

Hans Werthen est à la tête d'une entreprise qui a maltrisé avec succès la crise économique actuelle. Ses reproches ne s'adressent pas seulement à la politique énergétique de la coalition, mais également à sa politique économique en général. Il est d'accord pour dire que les « ennemis » ont commencé en 1973 avec la crise du pétrole. Pour des raisons diverses, la Suède ne pouvait pas prendre le même chemin que la Suisse ou l'Allemagne. La politique de l'emploi en était notamment la cause, puisque, dans ce pays, la notion de travailler immigré n'existe pas. Tous les étrangers sont considérés comme des immigrants et donc intégrés. Malgré l'aggravation du chômage en R.F.A., M. Werthen estime que, « respectivement, la voie empruntée par l'Allemagne et la

Suisse s'est avérée être la bonne ».

Pour lui, la crise politique subie par son pays dans lequel le commandement suprême est le maintien total de l'emploi, se résume de la façon suivante : « C'est en toute conscience que la Suède a accepté de diminuer ses exportations et d'accroître ses importations afin de stimuler la demande sur le marché intérieur, politique qui devait, à son tour, garantir le plein emploi. Pour atteindre ce plein emploi, des mesures furent prises, notamment par l'État, qui fit pression sur l'industrie lors des négociations tarifaires de 1974. Pendant quelques mois, les subventions, notamment sur les salaires ou sur les stocks, à l'époque, cette politique a été très efficace. Mais, à l'époque, la Suède était partie, avec les pays de l'OPEP, du tout petit nombre d'États bénéficiant d'une bonne conjoncture... »

Laxisme salarial

L'essor de la demande extérieure, attendu pour 1978, n'est pas lieu. Les stocks accumulés au cours des années précédentes assurent d'ailleurs l'exportation, et la balance des paiements courants aurait dû voir son déficit s'amenuiser. En attendant cette évolution positive, un accord tarifaire de deux ans avait été mis au point en 1976. Et, selon M. Werthen, c'est à ce moment-là que la faute décisive a été commise : « L'accroissement trop rapide des salaires a entraîné une diminution des exportations au-delà de la diminution générale de la demande. La Suède a perdu des marchés étrangers. Il aurait beaucoup mieux valu que l'État laisse s'accroître le déficit budgétaire, diminue les impôts et apparaisse lui-même sur le marché international du crédit plutôt que les entreprises. L'effet sur le marché intérieur aurait de cette façon été préservé, l'accroissement des salaires n'aurait pas été aussi fort et l'industrie n'aurait pas perdu ses marchés, conservant sa compétitivité. »

Après la débâcle économique, qui, en trois ans, a abouti à une augmentation des coûts de la main-d'œuvre de 45 % par unité produite, le gouvernement socialiste s'est trouvé acculé. « Dévaluer la couronne était une solution. Quitter le serpent était raisonnable. Ça n'a pas été facile de faire comme les pays de l'Est et l'Allemagne, tout en voulant conserver les habitudes suédoises ».

Il faudra attendre quelque temps avant que la politique économique d'austérité décidée par le gouvernement Fälldin porte ses fruits. Cela dépendra de la balance des paiements courants, des résultats des négociations salariales qui se déroulent actuellement. Le coût de la vie en Suède est très élevé. Mais M. Werthen refuse énergiquement les reproches émis de diverses parts selon lesquels ce sont les grandes entreprises qui s'exporteraient afin d'échapper à leur responsabilité sur le plan social, et après avoir négligé de s'occuper de leurs débouchés à l'époque des vaches grasses.

« Si l'on considère les succès que nous remportons au plan international », dit-il, « il n'est vraiment pas possible que notre industrie soit la pire qui existe. Nous avons mis sur pied des filiales à l'étranger qui marchent bien. Il est paradoxal de nous critiquer à ce sujet tout en prétendant que notre niveau économique est inférieur à celui des pays dans lesquels nous nous installons. Au reste, nos filiales étrangères offrent maintes possibilités d'exportation à nos entreprises nationales. »

Electrolux exporte aussi bien vers les pays de l'A.E.L.E. que vers ceux du marché commun. « Ce qui compte, dans ce cas, c'est la catégorie de marchandise », dit M. Werthen, en soulignant que la C.E.E. n'offre pas un marché homogène : « La France mène une politique nationale afin de développer sa propre industrie. Le Royaume-

Uni est encore protégé par des salaires légèrement plus faibles. La R.F.A. traverse dur et difficile, en raison de sa position géographique centrale, d'une longue tradition d'échange. »

« Il existe des obstacles aux échanges », dit-il, « mais le fait des traditions que des conditions tarifaires. Afin de faire repartir l'économie suédoise vers les cimes (la base-fond devrait, selon Hans Werthen, être atteinte au cours du premier semestre 1978), le président d'Electrolux préconise, parallèlement à la relance de la demande internationale et à la diminution des coûts de production, le développement de tous les secteurs du secteur énergétique. « Nous ne devrions pas nous endormir à l'étranger en voulant relancer la consommation, mais nous devrions nous endormir en voulant créer des valeurs. Et ces valeurs, on les crée en construisant des centrales nucléaires, en autorisant l'exploitation des gisements d'uranium, les plus grands d'Europe, et en régularisant le cours des fleuves. »

Dans cette hypothèse, c'est du moins ce que pense M. Werthen, la Suède pourrait exporter, entre autres, de l'électricité et des produits finis comme de l'aluminium. On pourrait mettre au point un carburant pour véhicules capable de remplacer le pétrole ; tout cela ayant pour but de faire diminuer le déficit de la balance des paiements suédoise par un accroissement des exportations et une diminution des importations de pétrole.

Un risque nucléaire

C'est pourquoi Hans Werthen manifeste peu de compréhension à l'égard du mouvement anti-nucléaire suédois qui est entré au gouvernement avec le parti centriste et y a pris racine. « Il existe un risque nucléaire. Mais, avec le pétrole, ce n'est pas seulement un risque. Le dommage est déjà fait. » Et, plus dur : « C'est d'une hypocrisie incroyable, au niveau national, que de tant parler des pays en voie de développement alors qu'en même temps on n'est pas prêt à diminuer sa propre consommation de pétrole, bien que l'on vive au-dessus du plus grand gisement d'uranium d'Europe. Qu'est-ce que cela a à voir avec une pensée et une action écologistes lorsqu'on sauve une belle vue grâce à son veto dans un pays plein de belles vues, des dépens des générations futures et des besoins en énergie des pays en voie de développement. »

RAINER GATERMANN.

A quoi tient le prestige social ?

Dans une période de chômage aussi élevé qu'actuellement, il y a quelque chose de provocant à faire remarquer la satisfaction que certains peuvent tirer de leurs occupations professionnelles. C'est un fait que le travail est l'une des choses les moins bien réparties du monde, non seulement quantitativement, mais aussi qualitativement. Pour les uns il donne un sens et un intérêt à la vie ; pour les autres c'est un sujet d'ennui permanent. Et entre le haut et le bas de l'échelle des satisfactions, toute une gamme de situations existe. Encore les différents barreaux de l'échelle ne se répartissent-ils pas de la même façon d'un pays à l'autre, même en Europe où pourtant les modes de vie et les structures des sociétés semblent assez proches si on les compare avec ceux des nations éloignées. Nous avons tenté une comparaison du « prestige social », aussi méthodique que possible malgré la subjectivité des éléments d'information sur lesquels elle se base, entre les quatre pays représentés dans le groupe Europa.

TOUT d'abord, quelles sont les professions les plus recherchées dans nos quatre pays ? Médecin, haut cadre d'entreprise, professeur d'université, haut fonctionnaire, avocat, disent les Français, qui envient aussi, mais sans trop s'y laisser prendre pour leur propre usage, les artistes et les grands sportifs. Médecins, sportifs, politiciens, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprises, disent les Italiens, et, déjà, l'on voit une différence avec les Français qui expriment volontiers un certain mépris pour les hommes politiques et n'attachent en aucun cas les ambitions qu'ils peuvent avoir dans ce domaine pour leurs enfants.

Il est vrai toutefois qu'ils les imaginent volontiers hauts fonctionnaires depuis que l'École nationale d'administration ouvre des portes dorées vers le pouvoir. Mais depuis longtemps, même les petits fonctionnaires (des postes, des chemins de fer ou autres) jouissent du prestige de l'emploi assuré. En Italie, par contre, les fonctionnaires de niveau modeste arrivent, dans l'échelle de la

considération, tout juste au-dessus de l'ouvrier agricole (qui se trouve tout en bas), du halaleur, de la femme de ménage et de l'ouvrier non qualifié du bâtiment.

Les médecins, qui viennent en tête de liste aussi bien en Allemagne fédérale qu'en Italie et en France, ne figurent pas parmi les champions du prestige en Grande-Bretagne. Si c'est le résultat de la nationalisation de la médecine, cela tend à prouver que le prestige s'attache non seulement à la capacité de soulager les malades, mais aussi à la jouissance d'un certain niveau d'indépendance et de revenus.

En Angleterre, les carrières des affaires sont actuellement les plus recherchées, en dépit des plaintes des cadres supérieurs du secteur privé qui leur est fait par le gouvernement travailliste. Une récente enquête menée auprès d'un groupe d'étudiants montre que, même en période de relative crise économique, cette orientation ne se démentit pas. Les affaires et l'industrie attirent environ le quart des étudiants et ne sont dépassées en prestige que par la recherche fondamentale universitaire, ce qui explique peut-être le nombre de prix Nobel britanniques depuis la dernière guerre. L'enseignement et la fonction publique viennent ensuite, suivies dans l'ordre des objectifs affichés chez les jeunes, par les techniques du commerce et de la comptabilité.

Les professions qui montent

En Allemagne fédérale, les médecins et les professeurs d'université occupent le dessus du panier avec les chefs d'entreprises, les avocats, les ingénieurs, les politiciens, les pilotes et les journalistes. Le statut prestigieux des professeurs d'université se maintient ainsi que celui des enseignants, mais apprécié, de l'ensemble des enseignants. C'est une différence sensible avec la France, où le statut des enseignants a été dégradé régulièrement depuis plusieurs décennies, et où celui des professeurs d'université a été durement éprouvé depuis les événements de mai 68. En Italie, seuls les professeurs d'université ont échappé à cette tendance, les autres échelons se trouvant pénalisés. Inutile, la Grande-Bretagne semble s'être inscrite à un niveau moyen d'appréciation, qui est parfois élevé dans le domaine universitaire.

Dans l'ensemble, les professions évoluent. En Allemagne fédérale (où les médecins sont depuis longtemps en tête de liste) les ingénieurs en physique nucléaire, qui ont vu leur statut baisser après avoir joui d'un grand prestige, le voient actuellement remonter. Les enseignants de tous niveaux ainsi que les militaires et les hommes d'affaires ont vu récemment leur cote monter, de même que les journalistes. Ceux-ci, très privilégiés socialement en Italie (malgré les structures en écart très traditionnelles de la presse transalpine), sont respectés en Angleterre et en République fédérale, cependant qu'en France ils sont plus enviables pour les avantages dont ils disposent (contacts, voyages, etc.) qu'ils ne sont admirés et imités pour la fonction qu'ils occupent. Toutefois, le Journalisme, la publicité, et d'une manière générale tout ce qui touche aux mass media et aux moyens de communication se trouve sur une trajectoire ascendante parce que ces métiers jouent des rôles croissants.

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite page 25.)

On the contrary

FABLE

YESTERDAY, Today, and Tomorrow agreed to meet to discuss the progress of Europe. It was very difficult to arrange : Yesterday usually had urgent business elsewhere ; Today was always dashing off in a hurry ; and Tomorrow tended to turn up late. But finally they managed it — by stopping the clock.

« Well, I don't know », said Yesterday : « It seems to me that we did very well. We started with the dullest things imaginable — coal and steel. We survived the defeat of the European Army. We relaunched Europe at Messina with the Common Market and Euratom. We outlived General de Gaulle. And we got the British, Danes, and Irish in. »

« Quite right », said Today gloomily. « But you had an easy job. People remembered the War, they were afraid of further conflict ; and the economy was booming. Besides, all you really did was set up a customs union. »

« It was harder than you think », snapped Yesterday. « And at least we were realistic. We didn't go round ranting about direct elections to the European Parliament, economic and monetary union, and bringing in three more new member states. The trouble with you is that you're hopelessly over-ambitious. »

« Nonsense ! » shouted Today ; « we're — »

But Tomorrow interrupted both of them. « Quiet, you two, he said sternly. I've got other things on my mind. A meeting of the European Cabinet, then the Joint Chiefs of Staff, then the European Federal Reserve, and then a meeting to discuss this new World Resources Community. Forgive me if I run. When he started the clock again, it began to chime eleven.

PANGLOSS.

L E panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

L'Amérique ne croit pas à ses bons résultats

L'EXAMEN des derniers résultats d'activité illustre encore une fois le caractère médiocre et hésitant de la conjoncture actuelle. Même la courbe allemande de production industrielle, qui paraissait vouloir reprendre de la hauteur, reste finalement plutôt plate. Pourtant les signes favorables ne des commandes à l'industrie ont remonté nettement en novembre, ayant regagné quelque 14 % depuis le creux de juillet. De même les offres d'emploi non satisfaites augmentent à nouveau légèrement, ce qui est en général de bon augure.

Mais les craintes sont nombreuses depuis que la chute du dollar a fait bondir le deutschemark. S'il faut en croire de récentes études, le coût salarial allemand est maintenant le plus élevé du monde, dépassant celui des États-Unis et bien sûr largement ceux de la France et du Japon. Devant ce danger national, syndicats et patronat se sont retrouvés dans la concertation, un moment délaissée à la suite de leur différend sur la loi de la co-gestion. La réaction allemande est de surveiller encore plus les coûts et de renforcer la modération salariale pour garder aux produits leur compétitivité.

En France, après le recul des

derniers mois, l'activité est légèrement remontée. Mais il s'agit encore d'une stagnation, en attendant la légère reprise que promet pour le printemps une récente prévision de l'institut des statistiques. Le patronat français vient de se prononcer dans sa dernière assemblée pour une relance vigoureuse visant à retrouver à la croissance un rythme de 5 à 6 %, en redéployant l'activité vers de nouveaux secteurs. Ceci ne peut être réalisé, d'après lui, que si l'on supprime les contraintes administratives qui étouffent les industriels, et plus particulièrement un contrôle des prix à la « française » rendu responsable de nombreux échecs sectoriels, comme celui de la papeterie.

En tout cas les manœuvres du dollar qui pèsent sur l'activité allemande semblent beaucoup moins gêner la France. De par la position du franc, intermédiaire entre le dollar et le deutschemark, elles tendraient plutôt à le favoriser, allégeant la facture du pétrole, tout en rendant plus profitables les exportations vers l'Allemagne.

Tout autre est le cas de la Grande-Bretagne, dont la livre a été poussée vers le haut tout aussi fortement que le deutschemark ou le yen. Performance intéressante à certains égards, car elle a renforcé

considérablement la lutte contre l'inflation, dont les résultats continuent à être excellents, avec un taux d'à peine 6 %. L'austérité commence à payer. Fait remarquable, pour la première fois depuis de longs mois, le pouvoir d'achat a recommencé à augmenter au quatrième trimestre 1977. De même les bénéfices des entreprises ont sensiblement progressé, et elles envisagent d'accroître fortement de 20 % leurs investissements de 1978. Sont-ce là les signes précurseurs d'une véritable reprise ? Les Anglais

l'espèrent pour 1978. Spontanée, et au besoin, comme le promet le gouvernement, aidée par les coups de pouce de quelques nouveaux allègements fiscaux. Cet optimisme est renforcé par le bon bilan de l'an d'entrée que le gouvernement peut présenter : une balance des paiements excédentaire pour la première fois depuis 1972 de 59 millions de livres, et des réserves de changes qui, avec plus de 20 milliards de dollars, placent la Grande-Bretagne parmi les leaders, à côté de l'Allemagne, du Japon et de

de se rabattre sur d'autres solutions pour établir son équilibre menacé. D'où un déficit budgétaire massif de 37 % des recettes, entraîné par un fort développement des équipements collectifs. Son financement devrait utiliser l'excédent de cette épargne extraordinaire de 25 % du revenu national, qui persiste, alors que le taux d'investissement a chuté à 13 %. Mais experts et industriels japonais sont sceptiques devant ces projets gouvernementaux. La même scepticisme se retrouve aussi chez les Américains devant

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

CROISSANCE	+	(+)
PREX	-	(-)
CHOMAGE	-	(-)
CAPACITE	-	(-)
ECHANGES	-	(-)
MONETAIRES ET FINANCIER	-	(-)
ECONOMIQUE	-	(-)

Depuis un mois, on note une certaine décoloration de la croissance américaine avec le recul des commandes à l'industrie en novembre (-0,4 %), des ventes au détail en décembre (-0,7 %) et la baisse de la production en décembre. Pourtant, quelques chiffres sont plus optimistes : l'indice des indicateurs, qui avait progressé de 0,1 % en novembre, repart à 0,7 % en décembre, et les commandes de biens durables ont fait un bond de 3,5 % au cours du même mois.

Si le rythme d'augmentation des prix de détail, avec 6,4 % en décembre, se maintient toujours proche de 6 %, celui des prix de gros continue à s'écarter de la hausse, en rythme annuel, est de 5 %. Elle est due pour l'essentiel au retournement des prix agricoles, mais tient aussi aux prix industriels.

Enfin le taux de chômage a très nettement baissé en dessous des 7 %, puisqu'en décembre il n'est plus que de 6,4 % de la population active. Cette amélioration est due en grande partie à une modification des corrections saisonnières, qui a simultanément fait réviser en baisse les taux de septembre (6,8 %), octobre (6,8 %) et novembre (6,7 %).

Le taux d'utilisation des capacités, bien qu'en diminution légère, reste toujours aux environs de 83 %. Le dernier sondage du département du commerce fait apparaître pour 1977 une progression des investissements en volume de 7 %. Chiffre honorable. En revanche, celui résultant des intentions des industriels pour 1978 s'est beaucoup moins : 4,5 % seulement.

Les déficits de la balance commerciale, calculés en FOB-FOB, de novembre (2,1 milliards de dollars) et de décembre (2 milliards de dollars) sont en net recul par rapport à celui d'octobre (3,1 milliards de dollars). Finalement, le déficit annuel de 1977 s'élève à 28,7 milliards de dollars, soit près de cinq fois celui de 1976.

Les mouvements désordonnés du dollar, qui s'écarteront surtout à la baisse, continuant à jeter la perturbation parmi les monnaies européennes. Pour rééquilibrer la situation, on observe un double mouvement de taux d'intérêt. En hausse aux États-Unis, où le taux d'escompte est passé de 6 à 6,5 % et le prime rate de 7,5 à 8 %. En baisse en Allemagne, où le taux d'escompte a reculé de 3,5 à 3 % et en Grande-Bretagne, où le 3,5 % est revenu en arrière de 3 à 2,5 %. Pas de changement en France et en Italie, où les prime rates restent à 9,5 et 17 %.

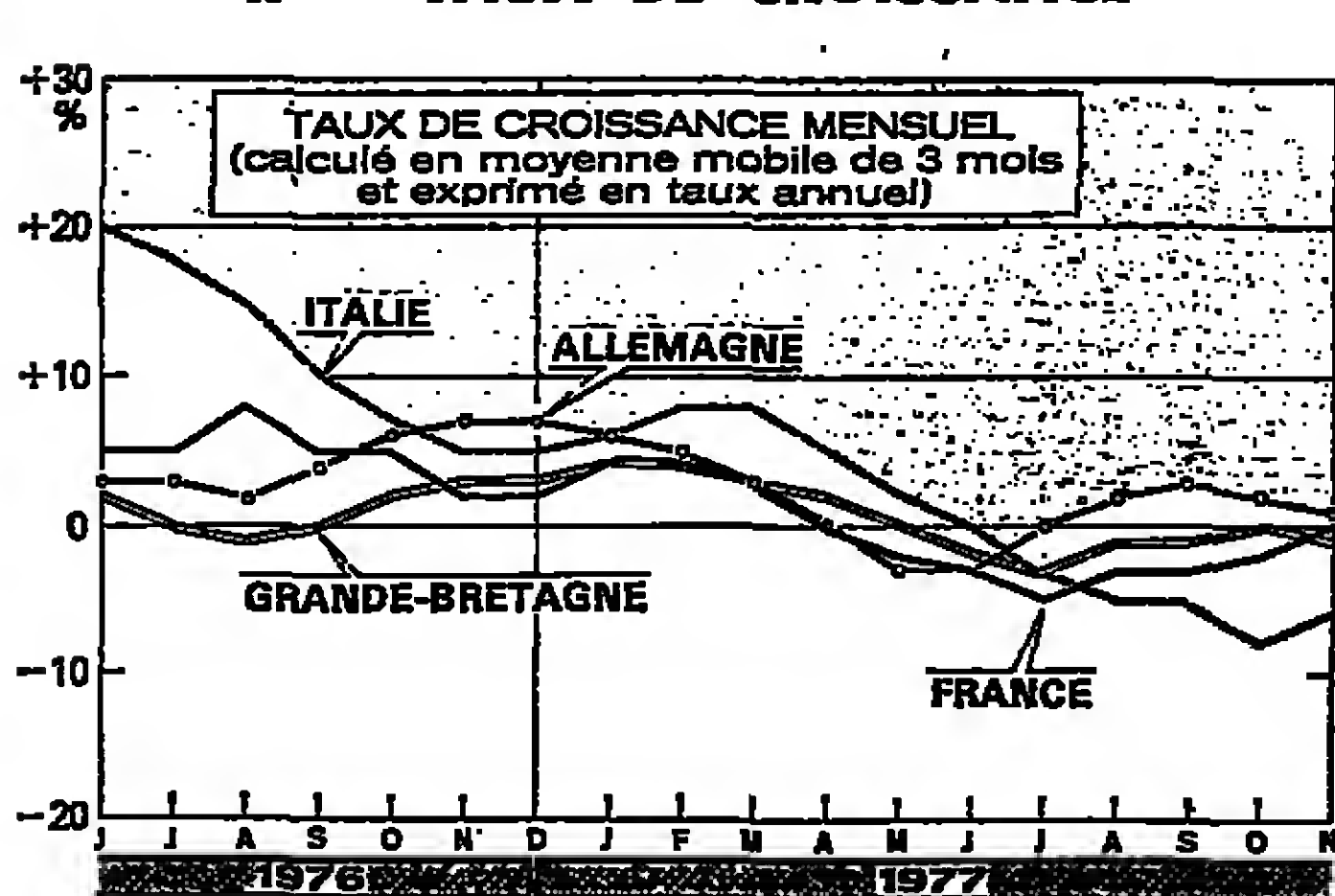
La décoloration de la croissance américaine va certainement provoquer une réaction de relance en 1978 (on parle de 25 milliards de dollars). L'Allemagne ne va pas suivre ce mouvement, préférant comprimer encore plus ses coûts. En revanche, le Japon a décidé une relance de sa demande intérieure, stimulée par un déficit budgétaire considérable (35 % des recettes).

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	+	++	-	+	+++	+
FRANCE	-	-	-	-	++	+
ITALIE	-	-	-	-	++	+
GRANDE-BRETAGNE	-	+	-	+	+	++

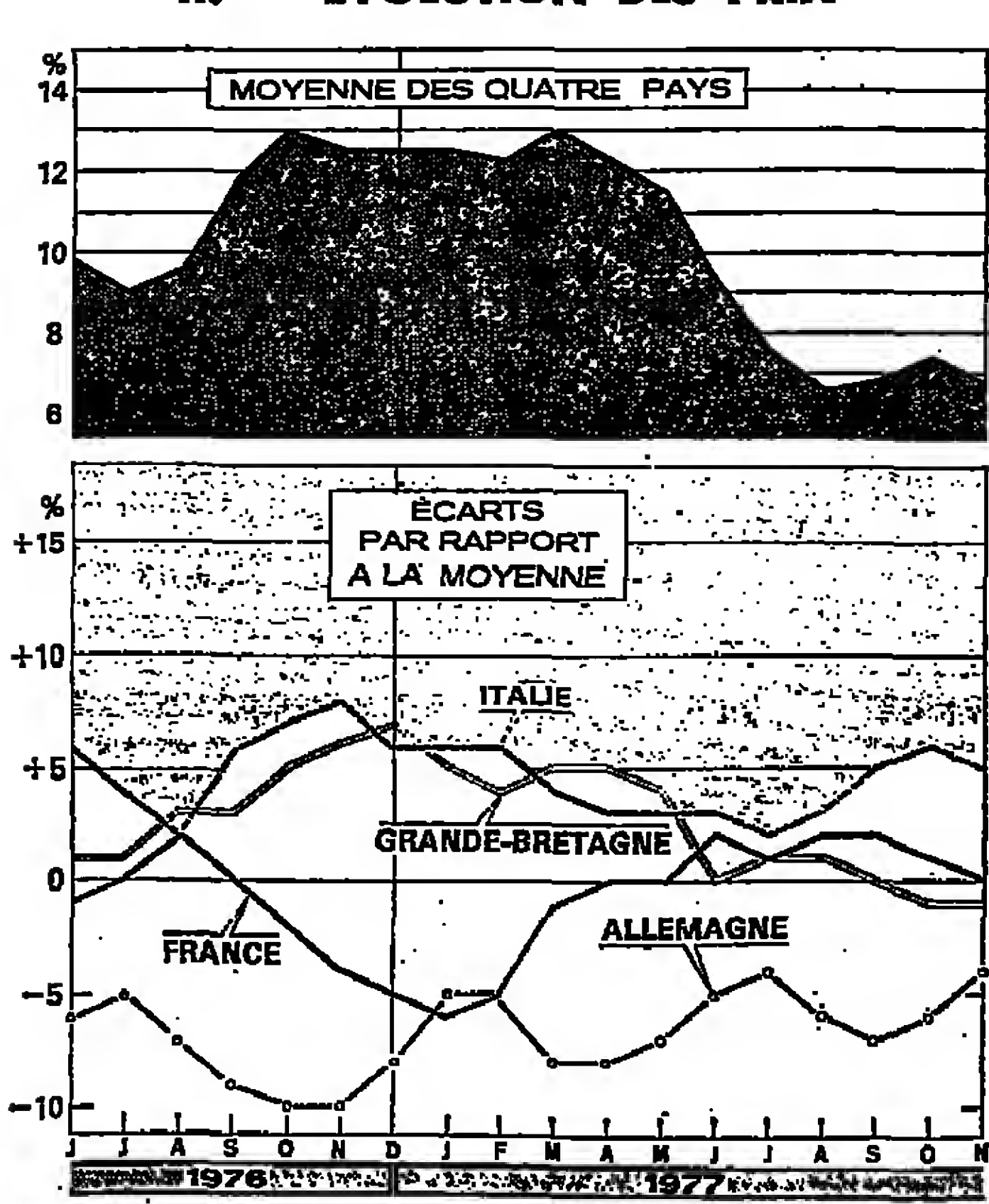
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE



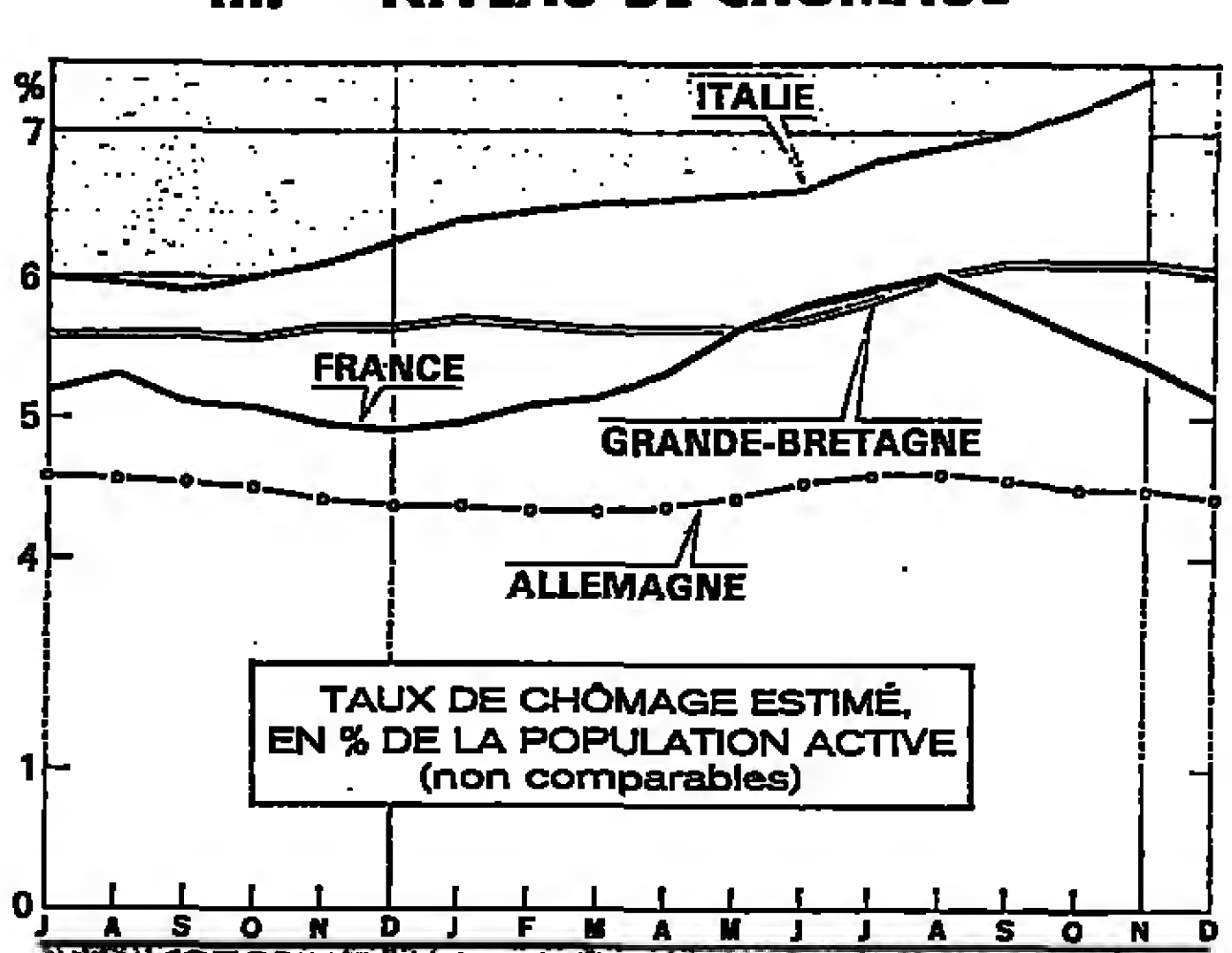
Les reculs des productions industrielles tendent à s'atténuer en Grande-Bretagne (-1 %), en France (0 %) et même en Italie (-0,5 %). En Allemagne, la reprise reste relativement faible (1 % à 2 %).

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



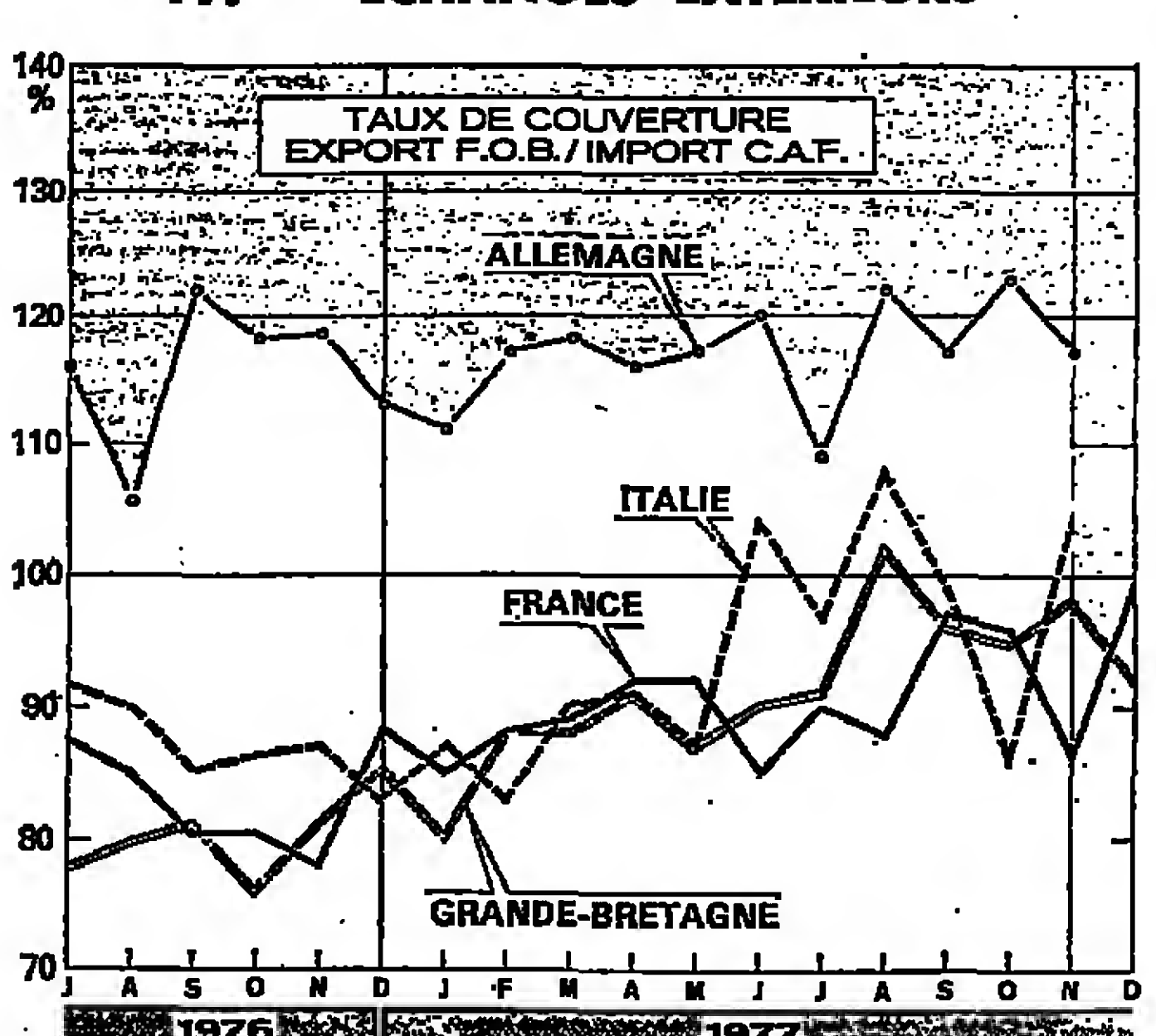
Après être monté le mois dernier à 7,4 %, le rythme moyen des prix des quatre pays est de nouveau revenu à 6,8 %. Il faut surtout citer le recul de l'inflation française, qui passe au-dessous de 6 %. Peu de changement pour les taux anglais (6 %) et allemand (6 %). En Italie, l'évolution apparaît hésitante, novembre ayant été mauvais, mais décembre meilleur.

III. — NIVEAU DE CHOMAGE



Au cours du mois de décembre, les taux de chômage par rapport à la population active, corrigés des variations saisonnières, ont diminué. Très légèrement, de 4,9 % à 4,45 % en Allemagne, de 6,10 % à 6,05 % en Grande-Bretagne, mais fortement, de 5,40 à 5,15 % en France. Pour cette dernière, c'est le quatrième mois consécutif de baisse.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Les taux de couverture des importations par les exportations, corrigés des variations saisonnières, ont évolué en Allemagne (120 %) et en Grande-Bretagne (où il reste proche de l'équilibre, malgré le léger déficit de décembre). Le taux français, après l'ascendant de novembre (86 %), est remonté très fortement en décembre (99 %). La même amélioration s'observe pour le taux italien entre octobre (86 %) et novembre (104 %).

l'Arabie Saoudite. Le problème est d'utiliser maintenant le plus vite et le mieux possible cette manne pétrolière pour un rattrapage industriel.

L'Italie en queue de peloton

Si la Grande-Bretagne peut espérer des améliorations rapides, il n'en est pas de même, hélas ! pour l'Italie. Pourtant le redressement extérieur de cette dernière est en bonne voie. Elle peut, elle aussi, annoncer pour 1977 une balance des paiements en excédent de 1,6 milliards de dollars, la première depuis cinq ans. La lire, après son accès de faiblesse entraîné par la crise politique, s'est ressaisie. Mais à côté de ces résultats financiers, somme toute honorables, les chiffres économiques restent décevants : croissance en recul de 6 % (bien que se redressant un peu en décembre), chômage très élevé de 7,5 %. Ces derniers auront peut-être le mérite de rappeler à plus de sagesse syndicaux et partis politiques, en les incitant à trouver plus rapidement une solution à la crise.

Si aucun des quatre pays européens ne peut ou ne veut se tirer de cette croissance déclinante ou rampante (même l'Allemagne qui, par la voix du chancelier Schmidt, vient encore une fois de refuser toute mesure de relance), il en est différemment chez les deux autres grands Occidentaux, Japon et États-Unis. Après l'apocalypse économique et monétaire qui les a opposés, ils viennent de signer le 13 janvier un armistice qui semble annoncer un tournant dans la politique économique japonaise. Le Japon ne pouvant plus compter ni sur les exportations ni sur une augmentation rapide de la consommation de Japonais habitués à la frugalité, ni à l'attirer sur des investissements productifs, en face de ses capacités et des faillites, est obligé

des promesses présidentielles. Comme le montrent de récents sondages, la popularité de M. Carter a sensiblement baissé. Selon celui de l'agence de l'Associated Press, 57 % des Américains pensent que leur président est moyen ou mauvais. Pourtant les résultats économiques atteints en 1977 ne sont pas négligeables, et les pays européens s'en contentent : 4,8 % de croissance du produit national (contre 2,4 % en Allemagne et 2,7 % en France), chômage réduit sensiblement avec création de quatre millions d'emplois, inflation ramenée à 5 %. C'est presque le carré magique, auquel ne manque qu'un côté, mais essentiel, celui de l'équilibre extérieur.

Il est certain que les bons résultats ont été fortement hypothéqués par les malheurs qui ont trop longtemps jalonné l'histoire de l'équipe de M. Carter. Celle-ci arrivera-t-elle à se ressaisir devant une situation qui se dégrade à nouveau ? La croissance est menacée, comme le montrent les derniers chiffres de production industrielle (0,2 % seulement en décembre, les chiffres d'octobre et de novembre ayant eux-mêmes été révisés en baisse de 0,2 à 0,4 %). Les investissements de 1978 seront moins importants que prévu (+4,5 % seulement). L'inflation, s'il faut en croire l'accélération des prix de gros, menace à nouveau. Et les taux d'intérêt en hausse (le prime rate est à 8 %).

A cet égard les mesures envisagées par le gouvernement américain, comme les 25 milliards de dégrèvements fiscaux ou le nouveau soutien accordé au dollar grâce aux accords swaps passés avec la Bundesbank, ne seront efficaces que si elles peuvent bénéficier de la crédibilité que peuvent accorder les Américains, comme les autres Occidentaux, à la politique de la Maison Blanche.

MAURICE BOMMENSATH.

Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero Gorzgori, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Graig, David Spawler (« The Times »), Ingeborg Schowlt, Hans Baumann (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.

Publicité : Michel Gérard (« le Monde »), Riccardo di Coroto (« la Stampa »), Bryan Todd, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Copyright « le Monde ».

مَكْزَا مِنْ الْأَمَلِ

ÉCHOS DE BRUXELLES

DES NEUF AUX DOUZE

LORENZO NATALI :
résigné au plus redoutable

C'EST à Lorenzo Natali, cinquante-cinq ans, député abruzzais, qu'il revient au sein de la commission de superviser tout ce qui, de près ou de loin, a trait au futur élargissement de la Communauté. Tâche énorme et périlleuse de chausse-trappe, comme son titulaire a déjà pu s'en rendre compte. Il est tant, en effet, pour ces collègues comme pour les gouvernements membres, d'imputer au commissaire responsable les inévitables déconvenues d'un dossier impossible. « L'élargissement de la Communauté est politiquement indispensable, il est économiquement redoutable », personne dans la Communauté n'a encore trouvé un moyen raisonnable de dépasser cette contradiction, et, d'une certaine manière, on en fait reproche à M. Natali. La Commission s'est engagée à soumettre aux ministres des affaires étrangères, en octobre, un rapport d'ensemble sur l'élargissement de la C.E.E. Un soir à Luxembourg, alors que l'échéance se rapprochait, elle examina à la va-vite un projet que lui présentait M. Natali et qui répétait ces vérités dont on ne parvient pas à sortir : réussir l'élargissement, faire en sorte qu'il remplisse pas les déficits et les difficultés de l'actuelle Communauté, qu'il n'hypermétrise pas son avenir, sera une opération extrêmement difficile, coûteuse, et ne pouvant réussir que moyennant une préparation intensive et une attention continue.

Les collègues de M. Natali, irrités par un rapport qui, sans être malhonnête, ne pouvait être satisfaisant, décidèrent qu'il était mal structuré... et qu'après tout il n'était pas absolument indispensable de présenter un document de doctrine au conseil. « Ce rapport était peut-être mal écrit, mais les idées de base ont été retenues », note en souriant M. Natali. Et en vérité l'intervention que fit, pour sauver la face, le président Jenkins devant les ministres représentait les principales idées qui s'y trouvaient développées. « Il n'y a pas entre nous de divergences profondes sur les problèmes que soulève l'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne », observe M. Natali. « S'il en existe continue-t-il, perdiment, mais avec une clarté certaine, d'ex sur la conception même de la C.E.E. » Entendez que certains commissaires veulent d'autant plus favoriser l'élargissement que la dilution de la Communauté en zone de libre-échange qui risque d'en résulter ne les tracasse nullement, tout au contraire. Il faudrait beaucoup plus que les coups de griffe de certains de ses pairs pour déconstruire ce vieux roulier de la politique italienne proche d'Amintore Fanfani, ancien ministre de l'Agriculture et à ce titre rodé de longue date aux joutes communautaires. Ses convictions idéologiques ne sont peut-être pas évidentes, mais c'est un homme de tactique dont on peut deviner qu'il ne se laissera pas enlever, pour le confort des autres, par le dossier dont il a la charge.

L'évolution des mentalités à laquelle on assiste lui donne raison. Peu de gens aujourd'hui songent à nier que la Communauté perdra forcément des plumes par l'élargissement et que celui-ci retardera encore les espoirs de cohésion et d'autonomie de l'Europe unie. C'est la réalité dont il faut s'accommoder, même si elle est peu exaltante. Voici quelques semaines encore, un tel discours était rejeté par des gens — les commissaires comme les ministres — qui, en dépit des échecs à répétition de la C.E.E., supportaient mal, de manière curieuse, qu'on en parle autrement qu'en termes triomphalistes.

Après la tournée des capitales qu'il vient d'entreprendre, M. Natali, fort du soutien des Etats membres, qu'il sait nécessaire, sera prêt pour rédiger — et cette fois faire accepter par ses collègues — le document de fond que tout le monde attend. On y trouvera quelques idées simples. Pour des raisons politiques et aussi économiques, les problèmes agricoles sont les plus importants, mais, moyennant de la bonne volonté de la part de tous les Etats membres, ils ne sont pas insolubles. L'idée d'une pré-adhésion est néfaste ; d'une part, parce qu'elle interdit ce que les candidats veulent obtenir le plus vite possible, à savoir la participation effective aux décisions politiques, intéressant la vie de la Communauté ; d'autre part, parce que son corollaire — une sorte de plan Marshall européen en faveur des pays candidats — n'est pas bon. Ce qu'il faudra obtenir, souligne M. Natali, ce sont certes des transferts financiers importants, mais surtout un effort partagé, une aide qui devra être étroitement liée aux objectifs de l'intégration.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'élargissement de la Communauté :
une menace pour le Marché commun agricole

L'élargissement presque inévitable de la Communauté européenne à trois pays du sud du continent rendra indispensable une modification de la réglementation du Marché commun agricole. Heinz Pentzlin défend ici cette thèse.

L'ELARGISSEMENT de la Communauté européenne par l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal procure aux neuf pays membres du Marché commun plus de complications que d'avantages et met les organismes de la Communauté devant de nouvelles tâches, difficiles à accomplir. Malgré cela, l'entrée de ces trois pays d'Europe méridionale ne saurait être refusée. Bien des conséquences néfastes pourraient s'en suivre si les négociations avec eux étaient remises à plus tard, comme Bruxelles semble le vouloir.

de la Communauté des Neuf. C'est de là que l'on craint la plus grosse des difficultés : de fortes exportations de produits agricoles.

Encore des excédents

Les estimations sur l'ampleur de l'augmentation des coûts divergent parce qu'on peut difficilement évaluer de quel volume la production des trois pays d'Europe méridionale « augmentera », avec un accès facilité aux marchés des pays de la Communauté européenne, et des recettes plus élevées. L'estimation la plus basse est de 1 milliard d'unités de compte européennes. D'autres calculs arrivent presque au double, et il n'est pas du tout exclu que cela occasionne en fin de compte des frais supplémentaires encore plus élevés si l'on doit conserver encore longtemps, même après l'élargissement de la Communauté européenne, le système de réglementation du marché jusqu'en vigueur.

C'est pour cette raison, mais pas seulement pour celle-ci, qu'on s'élève à nouveau la question de savoir s'il n'est pas nécessaire, voire finalement insévitable, de procéder à une modification radicale de la réglementation. Le système existant a, dès le début, été en butte à bien des critiques. Il avait été mis en question quand il s'était agi de l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark.

A l'époque, c'est seulement pour la Grande-Bretagne qu'il en était résulté des modifications d'importance : pour se plier à la réglementation du Marché commun elle avait dû supporter l'augmentation des prix sur certains produits alimentaires. Mais la situation de concurrence entre les Etats membres s'est, toute proportion gardée, peu dépliée, car, avec des pays excédentaires en produits agricoles (l'Irlande et le Danemark), était en même temps intégré dans la Communauté européenne un pays importateur de produits agricoles : la Grande-Bretagne. Par la suite, l'augmentation des productions excédentaires de l'ensemble de la Communauté européenne s'est maintenue dans un cadre encore supportable.

L'entrée des trois Etats d'Europe méridionale aura, en revanche, des conséquences plus importantes. Ces dernières années, à l'intérieur déjà de la Communauté des Neuf, les productions excédentaires ont augmenté, ainsi que la tendance à une croissance renforcée des plus, le système de paiements pour compenser les frontières, introduit en 1969, étant donné les disparités monétaires à l'intérieur de la Communauté européenne, a entraîné des frais supplémentaires très élevés. Si bien que les transferts financiers qui viennent de la réglementation du marché agricole ont même déjà, sans qu'il y ait de nouveaux excédents ni d'accroissement supplémentaire des frais, pris une proportion considérable qui menace de dépasser le supportable.

Le Parlement européen assume la responsabilité du budget

On ne peut pas ne pas voir qu'avec l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, d'importants dépenses élevées vont naître, ajoutées à celles qui tiennent à la réglementation du marché agricole, avant tout pour favoriser le développement régional des zones défavorisées. Les coûts encore élevés dans ces trois pays d'Europe méridionale. Cela va se produire précisément à un moment où la situation financière de la Communauté sera soumise à un contrôle plus serré et à une critique plus sévère que ce n'a été le cas jusqu'à présent.

Le Parlement européen assume désormais la responsabilité du budget de la Communauté. Quand les membres du Parlement européen seront directement élus, leur responsabilité se traduira encore plus clairement. Ils auront alors des comptes à rendre à leurs électeurs sur leur politique et surtout sur les fonds alloués par eux, de façon incoordonnée, à la réglementation du marché agricole. Le système existant a, dès le début, été en butte à bien des critiques. Il avait été mis en question quand il s'était agi de l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark.

Ce qu'ils peuvent continuer à avancer comme arguments de bon sens sur la défense de la réglementation du marché, son utilité ou même sa nécessité, ils pourront difficilement le faire comprendre à la plupart des électeurs. Etant données les dépenses élevées et constamment croissantes, les prix se maintiendront aussi élevés, et en accroissement. En conséquence, des excédents seront produits qui, à leur tour, ne pourront être exportés dans le tiers-monde qu'en entraînant des frais supplémentaires, ou seront éliminés par la destruction.

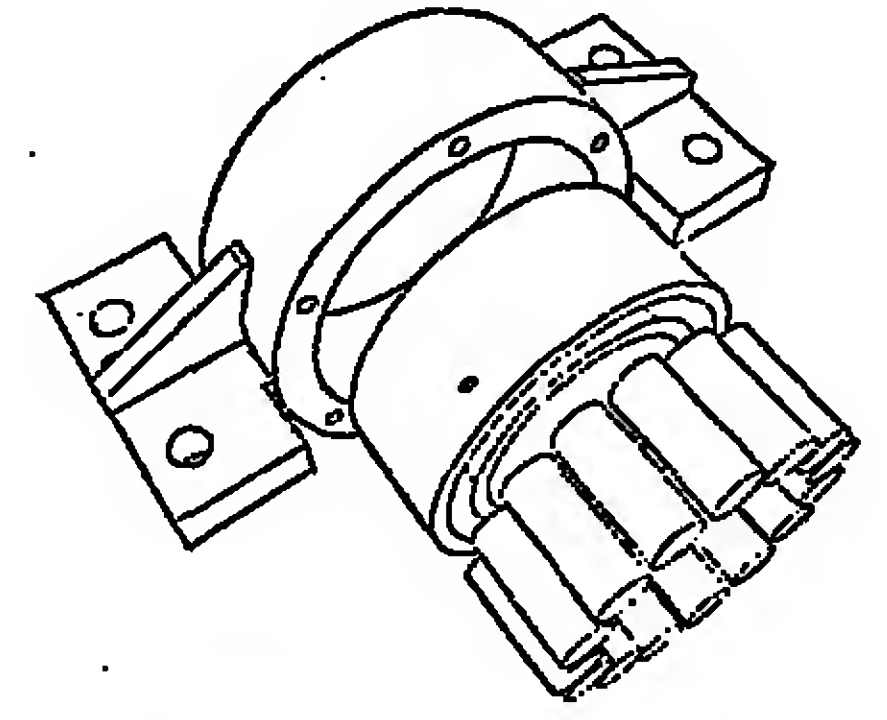
La réglementation du marché agricole de la Communauté européenne a été établie en suivant le modèle de la réglementation du marché élaborée en Allemagne dans les années 30. Elle avait fonctionné à l'époque parce que l'économie allemande ne couvrait pas les besoins intérieurs et qu'en important la brèche était comblée. Mais elle présente de graves défauts pour un marché agricole dont l'économie nationale produit plus de produits alimentaires qu'il en est demandé à l'intérieur.

C'est pourquoi une modification du système devrait être amorcée. Et ce ne peut être qu'une bonne chose que l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal oblige à réfléchir sur la manière dont les modifications nécessaires doivent être opérées.

HEINZ PENTZLIN.

parlez ANGLAIS... ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS. LOGOS international centre privé de formation 4, villa Ornano 75018 PARIS TEL: 255.09.05 TOURS 20.93.21 NANTES 47.70.90 ORLÉANS 62.24.30 MUNICH 37.47.37

Vous Calculez...
Eh bien, Dessinez maintenant!



benson
le dessin automatique.

Pourquoi?

Parce que le dessin automatique vous apporte la rapidité et la précision de l'exécution graphique.
Parce que la machine à dessiner libère votre personnel des tâches ingrates.

Comment?

Selon vos exigences et vos besoins, Benson vous présente une gamme modulaire de 30 machines à dessiner automatiques. Mais surtout, Benson ne vous laisse pas dans l'embarras du choix. Benson, c'est d'abord le conseil, c'est d'abord le dialogue.

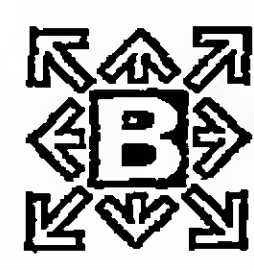
Pour qui?

Que vous soyez ingénieur, gestionnaire ou architecte, Benson est pour vous l'outil avancé de recherche et d'exécution graphique. Benson est pour vous l'efficacité d'aujourd'hui.

Combien?

Avec Benson, dans la plupart des cas, le dessin automatique entre chez vous pour 1000 F/mois. Alors, contactez-nous. Nous parlerons votre langage et le nôtre. Nous parlerons dessin.

Documentation sur simple demande à
BENSON - 1, RUE JEAN LEMOINE - Z.I. DES PETITES HAIES
94015 CRÉTIL FRANCE - TEL. 899.10.90.



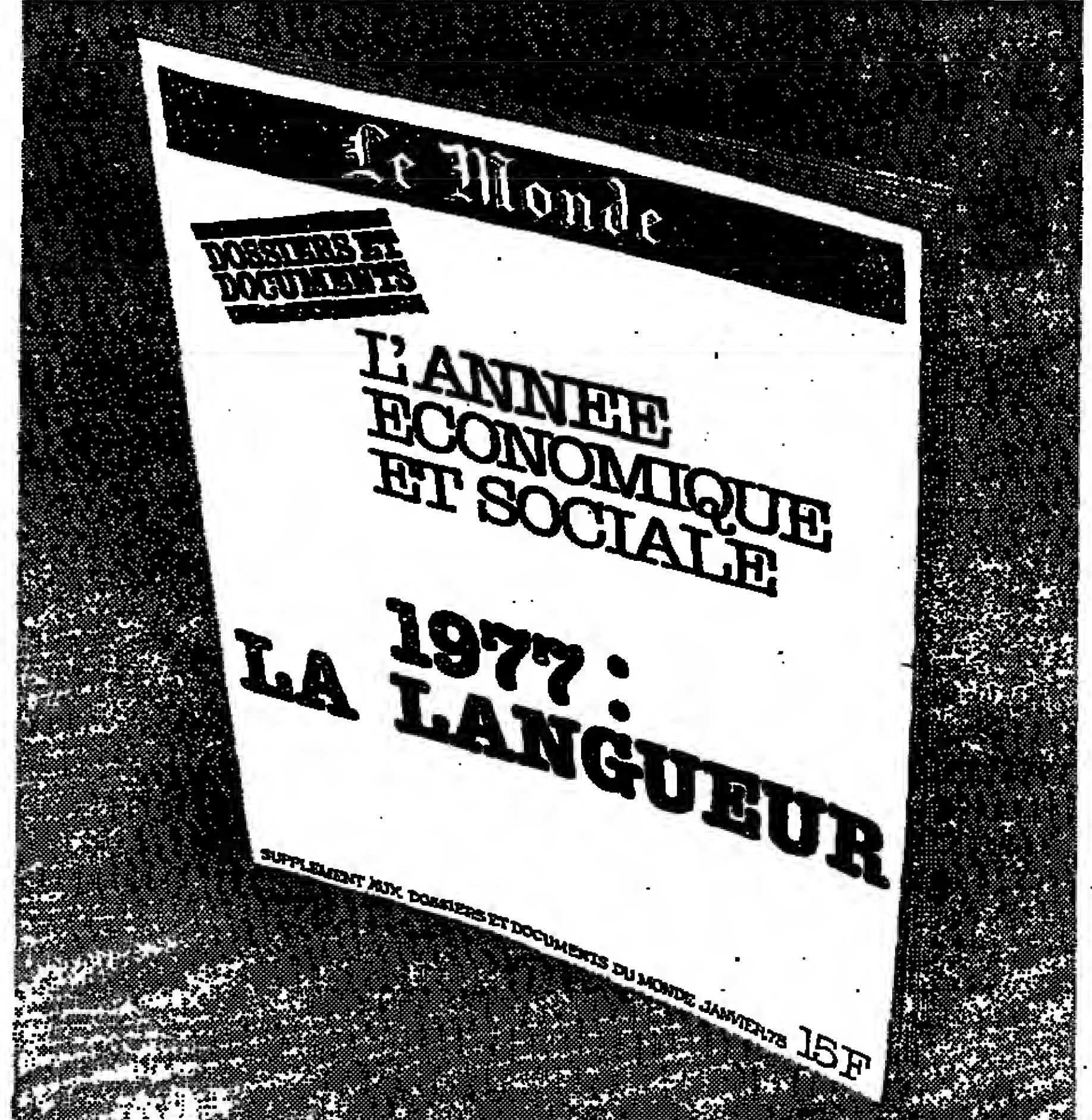
benson

VIENT DE PARAITRE

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de

L'année économique
et sociale



un bilan complet, économique, social,
financier et boursier,
en France et à l'étranger.
168 pages / 109 pays / en vente partout 15F

LES NOUVEAUX ÉCONOMISTES

Fred Hirsch : dialectique de la pénurie et de l'expansion

Qui sont les nouveaux économistes de notre époque ? C'est la question que, à tour de rôle, des journalistes et des professeurs se posent chaque mois dans « Europa ». David Blake a choisi ici de parler de Fred Hirsch, jeune et brillant économiste britannique qui vient de mourir. Il avait jeté les bases d'une explication partielle de la société post-industrielle.

La plupart des débats qui ont porté, ces dernières années, sur la croissance économique ont été centrés sur le point de savoir si elle est possible et sur ce qu'il faut faire pour l'obtenir. Il s'est produit une division assez simple entre les optimistes qui pensent que les économies du monde, et du monde occidental en particulier, peuvent continuer à croître rapidement, et les pessimistes qui pensent que nous approchons des limites imposées par le manque de ressources de notre planète, ou que nous les avons déjà atteintes.

La récession mondiale actuelle, elle-même, n'a guère contribué à estomper cette distinction. Certaines personnes jadis optimistes sont devenues pessimistes, et l'idée que certains problèmes de structures rendent la croissance plus difficile à réaliser a joui d'une nouvelle vogue.

C'est parce qu'il était parvenu à introduire une dimension nouvelle dans le débat sur la croissance que le professeur Fred Hirsch, qui est mort tragiquement le mois dernier à l'âge de quarante-six ans, avait si bien réussi à capter l'attention des économistes universitaires, des lecteurs ordinaires. Dans un livre publié l'an dernier (1), le professeur Hirsch tentait de traiter trois questions fondamentales émergeant de l'expérience économique de l'après-guerre. Il le faisait d'une façon qui comportait peu de chiffres et excluait toute équation. Ses tentatives de résoudre certains des raisonnements les plus solidement argumentés que l'on ait vus récemment en économie.

Pour simplifier, le professeur Hirsch essayait de répondre à trois questions :

1) Pourquoi l'expansion économique reste-t-elle une force aussi puissante et un objectif pour les individus, alors que lorsque tous y parviennent, cela ne semble pas produire une société plus heureuse ?

2) Pourquoi l'augmentation générale des niveaux de vie n'a-t-elle pas provoqué l'enthousiasme des conflits économiques et sociaux ? Le niveau de vie de la plupart des individus s'est fortement élevé en Occident au cours de la période d'après-guerre à cause de la croissance, et celle-ci a provoqué une bien plus grande expansion du bien-être matériel que la redistribution n'aurait jamais pu en apporter. Et surtout, la société est devenue plus soucieuse de la manière dont cette richesse est répartie.

3) Bien que les attitudes de la société soient devenues plus individualistes, l'accent étant davan-

tage mis sur la liberté des individus dans des domaines comme les normes sexuelles, il y a eu un glissement continu vers l'intervention de l'État et les mesures collectives dans l'économie. L'argumentation du professeur Hirsch est que les trois questions interfèrent et qu'elles proviennent d'une cause unique. Le problème est que la croissance économique, telle que nous la mesurons, n'est plus un étalon adéquat pour apprécier le bien-être de la société.

L'idée centrale de cette thèse est celle des « biens de position ». Si le bien-être n'est qu'une question de répartition de la télévision en couleur et de lave-vaisselle, les vieilles normes que l'on utilise depuis l'époque d'Adam Smith sont encore valables. Mais, de plus en plus, la configuration de la consommation et, ce qui est encore plus important, de la consommation désirée s'éloignent des biens de ce type.

Prenons le simple exemple d'une voiture. Ce que veulent les consommateurs, ce ne sont pas seulement des automobiles. C'est le droit de les conduire où ils veulent sur des routes raisonnablement dégagées, à travers le genre de zones où ils peuvent contempler un beau paysage. Mais si tout le monde a droit à une voiture, cela devient impossible. Ou bien les routes ne sont pas construites, ou bien elles le sont et les paysages sont détruits. Dans les deux cas il y a une limite à la fourniture possible de biens.

Cet exemple de congestion physique présente des similitudes avec beaucoup d'idées qui ont préoccupé ces dernières années les économistes en cherchant à appliquer au domaine social l'analyse des coûts et des avantages. Ils ont essayé de mesurer le coût de nuisances comme la congestion et de l'exprimer en sommes d'argent.

Leurs efforts n'ont pas été entièrement satisfaisants, mais ils représentent un pas en avant par rapport à l'idée ancienne que la possession de biens privés n'entraîne pas du tout de coûts. Le professeur Hirsch a considérablement dépassé ce stade de réflexion en faisant porter son attention sur des problèmes autres que la congestion physique. Il a concentré sur le problème de ce qu'on peut faire pour réduire les coûts qui apparaissent lorsqu'un nombre de plus en plus grand de gens cherchent à bénéficier des mêmes avantages.

En ce qui concerne beaucoup de biens, il est tout simplement impossible qu'il y en ait pour tous. Il y a dans le monde une quantité limitée de tableaux

authentiques de Vermeer, et l'on ne peut rien faire pour en augmenter le nombre. Cette question pourrait être traitée simplement par le mécanisme des prix en élevant le prix des Vermeer, et en forçant ainsi les gens à rechercher d'autres biens. Mais il y a une limite dans ce sens. Il arrive un moment où une forte proportion de ce que les gens désirent consiste en choses dont l'approvisionnement est limité. Alors l'idée de croissance commence à perdre de son sens.

Cela s'applique particulièrement à toute une gamme de limites sociales. Nous pouvons tous espérer devenir le chef du gouvernement de notre pays, mais le poste ne peut être occupé que par une seule personne à la fois.

Le plus important des domaines où s'applique cet exemple simple est l'enseignement, largement considéré jusqu'ici comme le chemin de la promotion économique et sociale. Chacun est en droit d'espérer cette voie, le nombre de personnes passant par le système d'enseignement aux niveaux supérieurs a augmenté. Par là même, la valeur de cette éducation a été réduite, car un filtre qui laisse tout passer ne mérite plus son nom.

C'est parce qu'un nombre de plus en plus grand de biens que les individus désirent dans la société sont d'une espèce qui ne peut être produite en quantité toujours croissante que la croissance économique devient de plus en plus difficile à réaliser, soutient Hirsch.

Le fait que les gens désirent de plus en plus des choses que seuls quelques-uns peuvent posséder explique pourquoi le souci de la répartition de la richesse dans la société a augmenté.

C'est aussi le fait qu'un nombre de plus en plus grand de biens sont d'une espèce que les particuliers ne peuvent tous espérer posséder eux-mêmes qui explique la collectivisme rétrograde, qui se répand à travers l'Occident.

La conclusion qui découle de l'argumentation de Hirsch a peut-être surpris beaucoup de ceux qui connaissent ses travaux antérieurs.

L'écart est important entre les études du système monétaire international qu'il mena et ses recherches, d'abord à Nuffield College (Oxford), puis à l'université de Warwick. L'un des aspects les plus tragiques de sa mort est qu'il ne sera pas en mesure de poursuivre les travaux qu'il avait entrepris, ni de répondre à la critique la plus sérieuse qui a été avancée contre son argumentation, à savoir qu'elle met quelques biens limités au centre du débat économique général.

DAVID BLAKE.

(1) Social Limits to Growth, Routledge and Kegan Paul, éditeurs, Londres, 550 livres sterling.

Une formule d'avenir

Les « villes clés en main »

L'Italie fait, sous la pression d'un important groupe de construction, l'expérience des « villes nouvelles ». Elle en tire parti pour exporter vers les pays en voie de développement des villes « clés en main ».

LES maux de la construction en Italie remontent à 1971, année à partir de laquelle le nombre des habitations mises en chantier a diminué, exception faite d'une brève pause en 1975. Ces années « noires » ont eu pour effet de placer l'Italie au dernier rang dans le classement européen des logements disponibles, où elle est même devancée par la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Depuis 1971 en effet, on ne dépasse pas un chiffre de quatre logements pour mille habitants chaque année, contre une moyenne européenne de 6,6 pour mille.

Quelles en sont les causes ? Il y en a principalement trois. D'abord la mauvaise volonté politique, qui, jusqu'ici, a produit d'innombrables « plans », « lois », « interventions », sans pour autant résoudre le problème de la racine. Ensuite, les coûts de la construction, qui augmentent de façon vertigineuse chaque année de façon telle que, dans bien des cas, les bâtisseurs ont intérêt à changer de métier et à vendre à beaucoup qui l'ont fait. Enfin, le coût de l'argent, qui n'est pas un mal spécifique de la construction, mais qui pèse sur toute l'activité productive (pièces, bicyclettes et autres) qui ne se rencontrent jamais.

Si le phénomène de l'urbanisation se poursuit, il y a, selon S. Berlusconi, deux solutions : ou agrandir les villes existantes, ce qui est très coûteux, ou construire de nouvelles villes, ce qui est très coûteux aussi.

Pour affronter cette situation apparemment sans remède, il faut réduire les coûts globaux de la construction, pas en restant dans les limites de l'industrie artisanale.

Silvio Berlusconi, Milanais, quarante et un ans, a tenté cette « aventure » industrielle avec, derrière lui, une solide équipe, celle du domaine du bâtiment. Il est depuis quelques mois président de la COEDIN, consortium

pour la construction industrielle qui groupe quatorze grandes entreprises de la branche parmi les plus importantes d'Italie. Ce nouveau colosse emploie quarante mille personnes, fait un chiffre d'affaires de 1500 milliards de lire environ, et il est en mesure d'agréger dans plus de quarante pays.

L'objectif n'est pas de construire dix ou cent maisons mais de véritables unités urbaines : des villes satellites destinées à une population de quelque dix mille habitants. La nouveauté — elle est encore telle pour l'Italie, du moins partiellement — consiste à bâtir, outre les maisons, les écoles, les installations pour les loisirs et le sport, des centres commerciaux et de récréation. Le COEDIN veut, en somme, vendre des villes complètes.

Un précédent important a constitué le point de départ des « grandes interventions » du consortium de Silvio Berlusconi, l'opération de la ville de Sesto San Giovanni, à la périphérie de Milan depuis 1969, qui est la première unité urbaine (dix mille habitants) avec trois circuits différenciés (pièces, bicyclettes et autres) qui ne se rencontrent jamais.

Si le phénomène de l'urbanisation se poursuit, il y a, selon S. Berlusconi, deux solutions : ou agrandir les villes existantes, ce qui est très coûteux, ou construire de nouvelles villes, ce qui est très coûteux aussi.

Dans les pays qui aspirent à devenir modernes et industria-

lisés, le consortium compte sur une formule originale, celle du produit « clés en main ». Aux pays affamés de maisons que sont, par exemple, ceux de l'Afrique du Nord ou du Proche-Orient, sont offertes des unités urbaines assorties des infrastructures et des services nécessaires. Le COEDIN s'occupe en outre de la totalité de la gestion (systèmes industriels en collaboration avec les divers entrepreneurs italiens), et il trouve les financements indispensables. Le pays qui commande une ville n'a donc qu'à signer le contrat : c'est le COEDIN qui fait les propositions. De cette manière, les temps de réalisation sont nettement réduits.

La technique adoptée est d'avant-garde, et c'est un pas au-delà du préfabriqué. Il s'agit d'une technique de construction fondée comme l'explique S. Berlusconi, sur l'emploi de « tunnels » pour la réalisation des structures (parfaitement techniques d'origine française) et, dans un second temps, sur l'application de « sacs » de toute une série de composants produits de façon industrielle. L'avantage est d'obtenir une structure rigide (ni préfabriquée ni assemblée). Le résultat est supérieur qualitativement à la construction traditionnelle. Les temps sont abrégés : et on calcule une économie d'espace d'environ 40 %.

Jusqu'ici, des travaux ont été effectués dans de nombreux pays, parmi lesquels les États-Unis, le Venezuela, le Canada, la Malaisie, la Libye, le Maroc, la Turquie et la Zambie. Le groupe négocie actuellement la fourniture d'un réseau routier interurbain. La concurrence ? « Elle est forte du côté de l'Espagne », explique S. Berlusconi. Pour certains ouvrages, le COEDIN a eu à ses côtés des partenaires européens, mais assez peu.

MARIO FASANOTTI.

Une grande firme : le ministère polonais de l'industrie mécanique

Certes, le ministère polonais de l'industrie mécanique appartient à un gouvernement de l'Est. Mais, à part cela, qu'est-ce qui le distingue d'une grande firme occidentale ?

Le ministère polonais de l'industrie mécanique est dirigé par Alexander Kopeck, quarante-quatre ans, ingénieur électronique, ancien champion olympique de basket-ball : une stature et un physique exceptionnels.

Pour d'évidentes raisons d'espace, les grues de 100 tonnes ne sont pas exposées au siège du ministère de l'industrie mécanique à Varsovie. Une gamme des produits proposés à l'attention du visiteur en exemplaires authentiques ou en modèles réduits, sur des panneaux lumineux ou sur des agrandissements photographiques, est suffisante pour donner une idée de ce que signifie, dans un pays socialiste, la propriété des moyens de production par l'État. Nous n'avons pu contrôler qu'il existe effectivement cent quarante mille produits différents, fournis chaque année sous le label *made in PRL* par l'intermédiaire d'une chaîne de huit cent mille personnes, pour un chiffre d'affaires de 16 milliards de dollars par an, sur les marchés intérieurs ou extérieurs. C'est ce qui permet de programmer les productions et les ventes, avec des avantages évidents de coûts et d'investissements.

Il était toutefois plus stimulant de nous entretenir avec M. Kopeck de l'organisation de son ministère, plutôt que de constater que le ministère, courtisé et ouvert, doté d'un *fair-play* sportif excep-

tionnel, démontre en permanence combien la pratique du basket peut servir aux dirigeants de l'industrie moderne pour marquer des buts, et aussi pour concéder ceux de ses adversaires. Une fois seulement, Kopeck a failli perdre son sang-froid olympien : lorsque nous lui avons demandé si le pourcentage élevé des exportations polonaises en Union soviétique était dû à la difficulté de la concurrence sur les marchés du monde non communiste. C'est un préjugé, a répondu le ministre, que de considérer le monde comme un bloc homogène. Un pays qui possède de l'or, du pétrole, des richesses naturelles limitées comme l'U.R.S.S. tend vers un développement dynamique et peut se permettre d'acquiescer ce qui lui est nécessaire dans n'importe quelle partie du monde, en choisissant le mieux de ce qui est disponible.

Par conséquent, les produits que mon ministère fournit à l'Union soviétique sont de haute qualité, d'une technique ne différant en rien de ceux que nous vendons à l'Occident.

Pour lui, le motif de l'expansion considérable des exportations polonaises vers l'U.R.S.S. réside dans le fait qu'il est plus facile de signer avec ce pays des contrats pour de grandes quantités de produits et sur une longue période de temps. C'est ce qui permet de programmer les productions et les ventes, avec des avantages évidents de coûts et d'investissements.

Des cours à l'étranger

La part des exportations du ministère de l'industrie mécanique polonais, c'est-à-dire du groupe d'entreprises qui en dépendent, atteint presque un tiers de la production. Mais les rapports avec l'étranger ne se limitent pas aux échanges commerciaux. M. Kopeck est fier de pouvoir affirmer que 85 % des idées, traduites dans les 140 000 produits industriels du groupe dont il est responsable, sont polonaises, alors que 15 % seulement proviennent de l'étranger. Mais il est tout aussi disposé à reconnaître qu'un an, 26 000 ouvriers, ingénieurs et professeurs polonais ont suivi des cours à l'étranger, conformément à une habitude des plus utiles. Le ministre ne dit pas, mais il ne nie pas non plus, qu'il son avis, les années, les prises et le ministère lui-même ont atteint aujourd'hui un degré d'utilisation de l'informatique qui ne craint pas les comparaisons avec l'étranger. États-Unis compris. Il en fournit une preuve : les ressources consacrées à la recherche scientifique représentent 5,5 % du chiffre d'affaires du groupe, et dans certains secteurs, comme celui de l'électronique, elles arrivent à 12 %.

Nous avons voulu comparer ce ministère à une firme de grande dimension, mais le ministre a objecté que, en dehors de son rôle économique, il fallait aussi tenir compte de son rôle politique. Il n'y a pas de doute que, toutefois, la fonction la plus fascinante pour l'ingénieur électronique qu'est Alexander Kopeck est son rôle opérationnel de grand manager dont dépendent non seulement 800 000 travailleurs, dont 100 000 techniciens et ingénieurs, mais aussi l'industrialisation de son pays.

Le ministère polonais de l'industrie mécanique est un exemple d'organisation centralisée et décentralisée en même temps, sur le type des holdings financières et opérationnelles d'Europe occidentale.

Sur le papier, en effet, tout dépend du centre, du ministère, qui, pour quelques secteurs seulement, délègue son autorité aux six sous-secrétaires d'État, dont l'un a le rang de premier vice-ministre. Dix départements dépendent des sous-secrétaires : ceux de l'électronique, de la planification, de l'économie et des finances, de l'emploi et des salaires, de l'exportation et des relations économiques avec l'étranger, de la gestion des matériaux et des ventes, de la production et

de la coopération, des investissements, de la recherche et du développement, et de la technologie.

En outre, trois « équipes » de direction dépendent des sous-secrétaires : pour la sécurité et l'hygiène du travail, pour la modernisation des installations et pour le développement de la science et de la consommation (le secteur qui caractérise la nouvelle orientation de l'économie polonaise). Mais même les entreprises opérationnelles qui dépendent de ces départements et de ces équipes retombent, en définitive, sous l'autorité du ministre, dont dépendent également le conseil d'administration et le comité de la coordination et de la supervision, le département du personnel et le département légal.

En substance, le ministère est organisé comme une pyramide à quatre degrés horizontaux, qui s'élargissent progressivement : les centres de décision sur le plus élevé, les départements des directeurs au second rang, les unités exécutives au troisième, et les entreprises opérationnelles au quatrième. Ces dernières, qui sont regroupées sous vingt-cinq chefs de groupe, dépendent toutes, en définitive, du ministre, à qui reviennent les décisions définitives, les choix de programmes et les nominations de directeurs (qui doivent se aligner bien évidemment dans le cadre de la politique générale du gouvernement).

Finalement, en face d'un ministre qui ressemble à s'y attendre à un D.G. occidental, et devant un organisme digne de la « Business School » de Harvard, on est tenté de se dire que la Pologne a dépassé la première phase du passage de l'agriculture à l'industrie, et celle du développement quantitatif de la production. Elle semble maintenant entrée dans la troisième période, celle du progrès qualitatif avec de sérieuses intentions d'obtenir sinon un titre olympique du moins un bon classement.

MARIO SALVATORELLI.

Paris-Londres 6 vols quotidiens à votre service

ROISSY-HEATHROW

9h00*
11h00
13h00*
15h00
18h00*
20h00*

HEATHROW-ROISSY

8h00
10h00*
12h00
14h30*
17h00*
19h00*

*Envolez-vous dans un TriStar British Airways, l'avion le plus confortable sur Paris-Londres.
A l'aéroport de Heathrow, prenez le nouveau métro express. Il vous conduit directement au centre de Londres.
Enfin, n'oubliez pas nos vols directs de Roissy vers Manchester, Cardiff, Birmingham, Bristol.

"Peut-on vous aider?"

British
airways



En collaboration avec Air France. Renseignements au 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

مكتبة من الأصل

Entreprises

L'harmonisation des comptes

Une classification qui inquiète

Le Conseil des Communautés européennes vient de mettre le point final à un projet qui doit être adopté incessamment avant d'être présenté, pour décision, aux ministres des pays de la Communauté économique. Ce projet traite de la publicité des sociétés de capitaux européennes, c'est-à-dire des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et également des sociétés à responsabilité limitée. Un sujet d'inquiétude ?

Le Conseil des Communautés européennes envisage d'harmoniser les structures des sociétés afin de les rendre comparables, vues de l'extérieur des frontières des Neuf. Ce devrait être l'ère de la maison de verre qui s'ouvre pour les grandes entreprises européennes. L'économie européenne s'en sent bien sûr dérangée dans son anonymat. C'est d'Italie, de France et du Royaume-Uni que s'élèvent les voix les plus inquiètes, alors qu'en Allemagne fédérale la publicité des sociétés s'appuie relativement plus sur les conceptions et les décisions du Conseil communautaire. Mais les malaises sont également grand outre-Rhin en raison de la quatrième directive du Conseil qui prévoit que les sociétés à responsabilité limitée doivent elles aussi être à l'obligation de publicité.

Dans leurs critiques, les Allemands font remarquer que les bilans des S.A.R.L. portent, dans 90 % des cas, sur des sommes inférieures à 1 million d'unités de compte, 5 % seulement étant compris entre 1 et 3 millions d'unités de compte, ce qui rendrait impossible l'application à ces sociétés des mêmes critères

Des litiges

La pierre d'achoppement de ce projet est l'article 41, véritable provocation à l'égard des sociétés de capitaux européennes.

En effet, les quatorze points qui composent cet article vont

tous dans le sens d'une plus grande clarté pour la gestion du capital et pour la rémunération des membres des organes d'administration de ces entreprises. C'est ainsi que le premier point exige que soit indi-

qué le taux de change de référence pour les valeurs mentionnées en monnaie étrangère, ce qui, jusqu'ici, ne se pratiquait pas toujours au sein des Neuf. De même, la valeur nominale et la forme des actions émises lors d'un capital souscrit doivent-elles être mentionnées ? Quant au point 6, il précise que le montant des engagements financiers doit être indiqué dès lors qu'il reste plus de cinq ans à courir, texte qui va dans le sens d'une plus grande rigueur par rapport au projet antérieur (1976). En effet, celui-ci prévoyait simplement que ce montant devait être mentionné si l'indication était utile : porte ouverte à toute forme de subjectivité.

Autre point important et qui a particulièrement effrayé les grandes entreprises : le point 8, selon lequel l'annexe du bilan doit porter sur « la ventilation du montant net du chiffre d'affaires (...) par catégories de produits et d'activités, ainsi que par marchés géographiques (...) ». Une telle ventilation permettrait à la concurrence de se retrouver très au fait de la situation d'une entreprise donnée. Supposons qu'une société commence à s'introduire sur un marché, la concurrence peut facilement voir où elle en est à partir du bilan et prendre les mesures de riposte qu'elle juge utiles. La délégation britannique doit proposer un nouveau texte aux ministres sur ce point.

En ce qui concerne les éclaircissements qui devront, à l'avenir, être fournis relativement à la rémunération des membres des organes d'administration et de direction, il faut mentionner le point 13, qui exige que le montant des rémunérations allouées, de même que celui des retraites, soient clairement indiqués. A noter que cette pratique existe déjà dans certains pays, ces montants ne sont indiqués que de façon globale, l'avenir de ces indications devant être fournies séparément pour chaque catégorie. Enfin, devront également être mentionnés non seulement les crédits ou avances alloués (ainsi que les conditions) aux membres des organes d'administration, mais également les remboursements effectués. L'ensemble va dans le sens d'une plus grande transparence.

L'harmonisation des systèmes européens devrait faciliter les prises de participations à travers les frontières et l'avènement de l'Europe financière.

HANS BAUMANN.

A quoi tient le prestige social ?

(Suite de la page 21.)

C'est le cas aussi du syndicalisme dans tous les pays. Sur cette activité, les envies sont partagées (négligemment et positivement), mais il est clair que la base ouvrière l'appelle et que son évolution est aussi ascendante. Les artistes et les sportifs professionnels, sans doute aidés par la télévision, se sont installés récemment dans la société et les fonctionnaires — sauf en Allemagne fédérale — semblent s'y être même entraînés.

En sens inverse, on a vu, en France par exemple, le prestige des prêtres diminuer, sans doute du fait d'une désaffection religieuse grandissante. Ceux des juges (particulièrement en Italie et en France) a aussi souffert. Les fameux « ingénieurs » italiens ont vu leur rôle baisser en même temps que celui de la mécanique dans nos technologies. Les notables français ont été compromis indirectement par trop de scandales. Enfin, dans l'ensemble, surtout en France, il est clair que ce sont les cadres « moyens supérieurs » qui ont le plus souffert de l'inflation et de la réduction d'une plus grande égalité par la rétrocession de l'éventail des revenus et l'augmentation de la fiscalité directe. Leur pouvoir d'achat, indubitablement, diminue par rapport à celui d'autres salariés en valeur relative ; à tel point qu'on voit aujourd'hui certains

employés anglais refuser des promotions de cadres parce qu'ils estiment que les avantages à en attendre ne justifient pas les inconvénients.

Une récente étude britannique, publiée par l'Association des consommateurs dans son magazine *Which*, a d'ailleurs montré que l'indice de satisfaction des professionnels n'est pas toujours lié étroitement à leur niveau de revenus. Il est plutôt lié à deux éléments : la pleine utilisation des capacités et de la formation acquise, et l'intérêt en soi du travail. Ainsi, les « clergymen » anglais, qui sont au plus bas de l'échelle des revenus moyens, sont au sommet de l'échelle des satisfactions, suivis par les chefs d'entreprises, les agriculteurs et les horticulteurs.

Mais, par les temps écologiques qui courent, si l'on sait que le mode de vie paysan est sain et équilibrant, la profession ne semble guère attirer les ambitions des Européens pour leurs enfants. Certains signes traduisent le caractère récent du développement de leur famille et sont peu imitables : viennent loin dans l'ordre des prestiges professionnels, il semble d'ailleurs que les ouvriers agricoles, qui se trouvent dans chacun de nos pays au plus bas de l'échelle des revenus, souffrent pour leur malheur le double inconvénient d'être à la fois « ouvrier » et « agricole ».

Des souffre-douleurs

Ce sont les derniers barreaux de cette échelle du prestige qui font ressortir les préjugés de nos sociétés. En France, le personnel de maison, les ouvriers agricoles, les balayeurs et éboueurs par exemple, assez loin devant les ouvriers, les employés et les porteurs, les charges de souffre-douleur. En Italie, ce sont, dans le même ordre, les ouvriers agricoles, les balayeurs, le personnel de maison, les ouvriers non qualifiés de la construction, les étudiants. Point, achèvement, particulièrement piteux en Grande-Bretagne les domestiques, les employés de nettoyage, les vendeurs auxiliaires.

L'appartenance des étudiants parmi les souffre-douleur de l'Europe est une nouveauté. Les étudiants, en revanche, semblent échapper à leur sort comme en Italie) avec la vague de terrorisme qui renverse l'opinion. Ce

sont les femmes de ménage qui sont dans l'état le plus profondément gênant, semble-t-il, étant « femmes » et « de ménage », dans une société qui ne cesse de dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme. Même le berceau de la société libérale et démocratique, l'Angleterre, n'échappe pas à la règle : bien qu'ils soient assez bien payés avec un salaire de 3 700 livres par an, les éboueurs s'y trouvent aussi au dernier rang pour l'indice de satisfaction, non loin des « économistes », dont le salaire annuel nettement plus élevé ne compense certainement pas les énormes incertitudes sur leur science et leur utilité, surtout en période de crise.

Chaque pays a, en effet, ses particularités. Ainsi le prestige des professions suit-il, en Angleterre, certaines modes, qui vont souvent avec les événements d'actualité et en particulier avec les grèves. Par exemple, la grève des pompiers a permis à ces derniers, en expliquant brièvement les risques qu'ils pren-

ent et le genre de travail qu'ils font, d'attirer une sympathie et une admiration nouvelles de la part du public. Il en a été de même, en des circonstances analogues, des infirmières, des policiers et du personnel de quelques autres services publics britanniques.

En Allemagne fédérale, le niveau de vie de l'ensemble des professions s'est accru. Mais les artisans et les ouvriers spécialisés de l'industrie ont vu leur condition s'élever moins vite que la moyenne parce que, assurément, les conventions collectives les empêchent de travailler plus longtemps que la durée définie par les syndicats.

En Italie, les politiciens font le score maximum d'impopularité, 24 % de la population les déclarant ouvertement détestés d'intérêts particuliers contradictoires avec l'intérêt général (aux plus élevés pour de semblables observations sur toutes des professions). Les artistes de cinéma et les joueurs de football y sont très en vue. Certains signes traduisent le caractère récent du développement du pays. Ainsi la constatation d'ignorance péjorative qui s'attache aux ouvriers non qualifiés du bâtiment s'explique par le fait qu'il s'agit souvent du premier emploi d'Italiens du Sud pauvres, déracinés pour vivre.

Sécurité

matérielle

En sens inverse, le modeste prestige qui s'attache, dans les petites agglomérations en particulier, aux postes de fonctionnaires traduit le goût ancestral des « menins favorisés » pour la sécurité matérielle. Certaines catégories de travailleurs comme les bouchers ont aussi vu leur niveau de revenu et de prestige augmenter avec le développement du pays. Là encore plus qu'ailleurs, estime-t-on, l'éducation universitaire confère le prestige, d'où le respect du titre de « docteur » par exemple. Utilisé aussi dans les rapports quotidiens comme en Allemagne fédérale, il traduit le caractère hiérarchisé de la société.

Partout, l'estimation présoise par les revenus de la hiérarchie des professions est délicate à faire. Mais en Italie, elle est certainement impossible en raison des salaires dissimulés et du travail noir.

En France, le prestige social se mesure de moins en moins par l'argent gagné ou possédé, mais le culte des grands concours (École nationale d'administration, École polytechnique, École normale supérieure, École centrale des arts et manufactures, École des hautes études commerciales, etc.) y reste l'un des plus vifs en Europe. Les professions ouvertes par ces concours conduisent en effet généralement à la fois à la sécurité, à l'influence dans la société, et à des rémunérations élevées.

En sens inverse, le travailleur manuel est si peu en vue en France que de nombreuses tâches de sa catégorie sont considérées comme normalement le fait des travailleurs immigrés (deux millions environ dans la population active française, qui compte également un million de chômeurs). Il a même fallu créer, ce qui est tout à fait exceptionnel en Europe, un secrétariat d'État à la condition des travailleurs manuels pour essayer de revaloriser leur statut, mais il semble que le gouvernement ne soit pas parvenu à grand-chose dans ce domaine.

Partout un cas semble étrange, celui des commerçants. Libres de leurs mouvements et disposant de revenus importants, ils sont souvent envies. Mais ils ne semblent guère admirés et leur prestige est déclinant. On dira, dans un pays comme la France, que la population les tient pour largement responsables de l'inflation. Mais cela n'explique pas tout. On observe, en Europe, une montée générale des « élites » et du goût pour la sécurité et pour le service public, par opposition à la défense d'intérêts particuliers avec des risques élevés, l'objectif étant bien évidemment de défendre son intérêt particulier en même temps que l'intérêt général. Les attaques qui se multiplient envers des professions libérales jadis « inattaquables », comme celles d'avocat ou de médecin, sont un signe. L'idéal, demain, restera d'accumuler des diplômes, mais si possible de devenir président d'une entreprise nationalisée non défectueuse parce que monopolistique, ou médecin hospitalier patron d'un département de médecine préventive.

JACQUELINE GRAPIN.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Saragoy.

Imprimé au « Monde »
du 5, rue d'Italie
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Communication partielle des journaux et publications : n° 5747.

Matières premières

Le cacao en baisse

Les cours du cacao, après des oscillations spectaculaires, sont à nouveau en baisse. Les spéculateurs s'en aperçoivent, mais pas les consommateurs, dont le chocolat est produit avec du cacao achetés cher.

« Tu achètes du cacao à la Bourse de New-York », dit le grand Winfield, « le prix du cacao baisse de 3 cents... et je perds tout ce que je veux », répliqua-t-il. « Comment le prix du cacao peut-il baisser ? », demanda le grand Winfield.

Cité en 1954 par l'auteur du « Jeu de l'argent », camouflé sous le pseudonyme d'Adam Smith, l'année où les courtiers de Wall Street, estimant leurs possibilités insuffisantes sur le marché des actions, cherchèrent d'autres moyens de spéculer et se tournèrent vers le marché du cacao, ce dialogue pourrait très bien avoir été prononcé l'été de l'année dernière. En effet, Wall Street ne marchait pas bien, tandis que le prix du cacao dépassait chaque jour de nouveaux records aux Bourses de New-York et de Londres. Le 18 juillet, le cours du cacao atteignait 3 128 livres la tonne, sur la place de Londres, battant ainsi un nouveau record. En un an et demi, le prix du cacao à Londres avait plus que quadruplé.

Mais il arriva la même chose aux spéculateurs qui avaient tant contribué à cette hausse qu'aux héros d'Adam Smith. Après avoir commencé à gagner, perdirent plus que ce qu'ils avaient investi au départ. Au cours du dernier semestre de l'année passée, le prix du cacao s'est effondré. En six mois, le prix a diminué de moitié pour ne plus atteindre finalement que 1 610,5 livres la tonne.

Comment les prix ont-ils pu changer autant en si peu de temps ?

La hausse avait été déclenchée dès 1975 par la pénurie de marchandise immédiatement disponible. Des retards dans le chargement avaient eu lieu dans le port de Lagos, au Nigeria. D'autres pays d'Afrique, producteurs de cacao, annonçaient également des difficultés de livraison et la marchandise n'arrivait que de manière très sporadique en Europe et aux États-Unis. On ignore encore aujourd'hui si s'agissait de véritables difficultés au niveau des livraisons ou si l'état de pénurie était dû à une limitation volontaire. De toute façon, les pays producteurs saluèrent l'occasion et, au sommet de la hausse, vendirent déjà des parties de la récolte 1977-1978.

Selon des bruits — que certains tiennent pour faux — la prochaine récolte de 1978-1979 (1,51 million de tonnes), celle de 1976/77 ne levait s'élever qu'à 1,33 million de tonnes. Poussés par la panique, les industriels ayant besoin de la marchandise livrable immédiatement, les spéculateurs se précipitèrent pour acheter, faisant ainsi grimper les prix. Mais, au cours du deuxième

semestre de 1977, il devint certain que si l'on s'en tenait aux facteurs fondamentaux, c'est-à-dire aux chiffres de production et de consommation, il n'aurait pas dû se passer de hausse. La récolte 1977-1978 devant de nouveau être supérieure à la demande.

D'après une estimation de la maison Gill et Duffus, qui fait autorité auprès des consommateurs, la récolte 1977-1978 devrait atteindre 1 464 millions de tonnes, soit 9,3 % de plus que la récolte précédente. Or, des récoltes de 1,5 million sont considérées comme de bonnes récoltes. Plus des deux tiers de ce tonnage sont le fait de quatre pays producteurs : le Ghana (320 000 t), la Côte d'Ivoire (255 000 t), le Brésil (249 000 t) et le Nigeria (220 000 t).


Ainsi que les producteurs de cacao sont presque tous des pays en voie de développement, les principaux consommateurs sont les pays industrialisés. La consommation est évaluée à partir du tonnage de fèves broyées. Également selon une estimation de Gill et Duffus, ce dernier s'élevait à 1,27 million de tonnes en 1977, chiffre le plus faible depuis 1970.

Le tonnage de fèves de cacao broyées aux États-Unis, pays le plus gros consommateur de ce produit, a été élevé en 1977 à 183 700 tonnes, soit 18,5 % de moins que l'année précédente, et également moins que les estimations de Gill et Duffus. En revanche, en Allemagne fédérale, pays venant en deuxième position parmi les pays consommateurs, le tonnage de fèves broyées a, contre toute attente, augmenté de 1,2 % pour passer à 142 235 tonnes.

Mais même cette nouvelle positive, qui fut connue à la mi-janvier, n'a pas pu freiner la tendance à la baisse sur le marché du cacao. Effectivement, les facteurs de baisse l'emportent actuellement. Il faut s'attendre à une stagnation de la consommation du chocolat en raison de la mode (minceur et santé) et de la hausse du prix de ce produit au cours du premier semestre 1977.

Si, en ce qui concerne au plan historique, le prix actuel est très élevé. De 1970 à 1975, époque où les prix commencent à monter, le cours du cacao sur le marché de Londres oscille seulement encore entre 350 et 750 livres. Cela explique également pourquoi la plupart des maisons de courtage s'attendent que les prix continueront de descendre. Mais, pour les mangeurs de chocolat, pas de diminution de prix en vue, le cacao traité actuellement ayant été acheté au cours le plus élevé.

LEO FISCHER.



Pour la 1ère fois en France :

un outil de prévision indispensable

LE MARCHÉ DES BIENS D'ÉQUIPEMENT
PRÉVISION 1978

Qui investira en 1978 ?
30 branches :
Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.
100 firmes industrielles
8 entreprises nationales
Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises nationales prises en compte sont : EDF, GDF, CDF, P et T, SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissements et principaux projets).

21 régions
Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.

400 contrats
Il s'agit du recensement des 400 principaux contrats d'équipement négociés avec les pays en voie de développement.

9 pays étrangers
Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industrialisés, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne Fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Sur quels produits portera l'investissement ?
Le dossier décrit la répartition des investissements 78 sur les principaux biens d'équipement. Ceux-ci sont classés en 5 grandes types de produits :

Les produits de la construction mécanique
Citons à titre d'exemple :
• Machines agricoles
• Machines outils et matériels connexes
• Équipement général
• Équipement spécialisé
• Matériel de manutention
• Matériel de Travaux Publics
• Instruments et matériels de précision, etc.

Les produits de la construction électrique et électronique
Citons à titre d'exemple :
• Matériel de traitement de l'information
• Machines de bureau
• Biens d'équipement électriques
• Biens d'équipement électroniques
• Biens intermédiaires électriques et électroniques.

Les véhicules utilitaires
Le matériel roulant ferroviaire
Les bâtiments à usage industriel, commercial et agricole ainsi que le Génie Civil.

Ce document indispensable à vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions de L'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75008 PARIS. Tél. 246-72-37 accompagnée de votre règlement.

en main

ministère de
mécanique

Proche-Orient

Un entretien avec M. Igal Hurwitz

(Suite de la page 21.)

De 724 millions de dollars en 1975, elles sont passées en 1976 à 833 millions de dollars et pour les dix premiers mois de 1977 à 874 millions de dollars, ce qui permet de penser qu'au cours de l'année dernière elles auront avoisiné 1 milliard de dollars. Elles se répartissent approximativement comme suit : un tiers de marchandises industrielles, un tiers de produits agricoles, un tiers de services. L'accord avec la Communauté économique européenne est donc très important pour Israël et, en règle générale, il nous est favorable.

Cela dit, il faudra sans doute revoir certaines dispositions de l'accord en procédant ici et là à des amendements, notamment dans les domaines industriels et financiers. Les exportations vers les États-Unis ont atteint, en 1977, 600 millions de dollars. C'est considérable et j'estime que nous sommes en mesure de les doubler, voire même de les tripler. Les accords ne constituent cependant qu'un cadre fonctionnel à nos exportations. Ils ne peuvent être profitables à nos exportateurs qu'à condition que leurs produits soient compétitifs, ce qui suppose de meilleures relations de travail en Israël.

— Etant donné qu'une partie non négligeable de l'industrie israélienne travaille actuellement directement ou indirectement pour les besoins de la défense, est-ce que le passage éventuel d'une économie de guerre à une économie de paix ne va pas obliger l'industrie israélienne à une douloureuse reconversion, qui pourrait considérablement accentuer les risques de chômage ?

— La paix au Proche-Orient, lorsqu'elle s'instaurera, nous placera évidemment devant une

réalité économique nouvelle et nous contraindra à une certaine reconversion de notre économie. Mais cette reconversion ne devrait pas poser de problèmes particuliers. C'est dans les industries liées à la défense, en particulier les industries aéronautiques, qu'Israël emploie ses meilleurs cerveaux, et je suis convaincu que ces derniers n'auront aucune difficulté à se recycler dans d'autres activités industrielles. D'ailleurs la plupart des lignes de production tant dans l'industrie militaire qu'aéronautique, qui sont, soit dit en passant, hautement compétitives, pourront être aisément reconverties pour leur adaptation aux nouveaux besoins.

— En dépit des efforts déployés depuis trente ans, la plus grande partie de la population israélienne est toujours concentrée dans la région côtière et à Jérusalem. Avec vous des projets précis pour encourager le peuplement de la Galilée et du Néguev ?

— Il faut sortir des sentiers battus et rechercher des solutions plus originales que par le passé, révolutionnaires. Il est indispensable d'arriver à une meilleure répartition géographique de la population. Certaines régions nous posent des problèmes particuliers. Il y a notamment lieu de se soucier des secteurs à faible densité de population juive. Pour ma part, j'ai des projets que je compte soumettre au gouvernement. Il s'agit de propositions qui vont très loin, comprenant notamment d'importants avantages matériels destinés à drainer de nombreux candidats à l'installation en Galilée et dans le Néguev.

— Dans le budget de 1978, 63 % des dépenses sont consacrées à la défense et au remboursement des dettes, intérieures ou extérieures. Comment comptez-vous, dans ces conditions, contribuer cette

année à la réduction des inégalités sociales ?

— On ne peut pour l'instant réduire ni le budget de la défense, pour des raisons évidentes, ni le remboursement des dettes, car ce poste détermine en fin de compte la crédibilité financière du gouvernement. Pour le reste, il faut établir un ordre de priorités. A mon sens, notre premier objectif doit être de développer notre économie par des projets à long terme garantissant l'avenir. Cela suppose que nous réduisions les dépenses non directement liées à un accroissement de la production. La question-clé qui se pose à nous est en fin de compte de savoir si nous voulons investir nos ressources ou les consacrer. Je souhaite ardemment que la sécurité sociale ne soit touchée, mais nos ressources budgétaires sont maigres, et tant que les deux gros budgets (défense et dettes) ne pourront être réduits, il faudra se contenter de tirer le meilleur parti de nos possibilités.

— Pensez-vous que, dans l'immédiat, le retrait israélien de Cisjordanie, l'économie de la Judée-Samarie restera liée à celle d'Israël, et que le réservoir de main-d'œuvre de la Cisjordanie continuera à alimenter le marché de l'emploi israélien ?

— Aujourd'hui, ces frontières de l'État d'Israël sont ouvertes et les deux économies sont parfaitement intégrées. Environ soixante mille travailleurs de Judée-Samarie et de Gaza sont employés en permanence en Israël et il n'y a aucune raison pour que cette situation ne se perpétue pas, et ce quel que soit le règlement politique qui interviendra dans la région. Je suis convaincu qu'un État palestinien indépendant ne verra jamais le

jour, et par conséquent il n'y aura pas de frontières politiques artificielles entre Israël et la Judée-Samarie. Je pense que la coopération économique ne doit pas se limiter à la main-d'œuvre, mais s'étendre à tous les secteurs : agriculture, industrie, tourisme, et pour le bien de tous.

— Toujours dans la perspective d'une paix qui, malgré les vicissitudes de la négociation, semble pointer à l'horizon, voyez-vous une complémentarité entre les économies égyptienne et israélienne, et la possibilité d'une exploitation commune des ressources industrielles, énergétiques et touristiques de la région ?

— Si la paix s'instaura, ce qui est encore extrêmement hypothétique, je suis persuadé que les deux pays en tireront d'énormes avantages. Je crois en la possibilité de projets communs grâce à des capitaux puisés dans les deux pays. Je crois également dans l'utilisation de nos connaissances de pointe dans les domaines agricole et industriel qui auront un vaste champ d'action grâce à l'énorme marché que représente l'Égypte.

Avec la paix, on devrait assister aussi à un « boom » touristique. Par ailleurs, les investisseurs égyptiens, dans le domaine du tourisme comme dans les autres secteurs, pourront profiter des très importantes concessions accordées par la loi en Israël. Nous sommes même prêts à leur proposer des investissements concrets, rentables. D'autre part, je ne vois aucune raison pour que nos coopérateurs qui aident de nombreux pays du tiers-monde, et qui se sont illustrés en particulier dans le domaine agricole, ne fassent pas bénéficier également l'Égypte de leur expérience.

Propos recueillis par GEORGES LÉVY.

ISRAËL RALLIERA-T-IL L'EUROPE A LA CAUSE « ANTI-BOYCOTTAGE » ?

Israël presse l'Europe d'adopter une législation qui mette hors la loi la pratique des États arabes qui excluent de leurs marchés les entreprises qui commerceront avec Israël. La Communauté ne semble guère pressée de prendre une position nette, mais l'idée fait son chemin.

Les pays arabes ont utilisé des armes économiques contre Israël depuis les premiers jours de son existence. Mais l'usage du boycottage, en vertu duquel des firmes extérieures au Proche-Orient peuvent se voir refuser l'accès aux marchés arabes si elles font certains types d'affaires avec Israël, n'a commencé à faire du mal à l'économie israélienne que depuis le début des années 70, lorsque la mortelle en flèche des prix du pétrole a accru la puissance économique et politique des Arabes. L'autorité de la guerre économique de Jérusalem, créée en 1973 pour coordonner l'action contre le boycottage à l'échelle mondiale, pense que le moment est opportun pour un front commun. L'Amérique, l'Europe, le boycottage et que la riposte devrait passer par l'intermédiaire de la Communauté économique européenne, les États-Unis ayant examiné par ailleurs l'été dernier des lois sévères contre le boycottage.

Les pourparlers de paix égypto-israéliens n'ont pas rendu le sujet moins brûlant. Le dialogue pacifique avait plutôt aggravé les inquiétudes, car on craignait que les États du Front du refus au Proche-Orient ne resserrassent encore le boycottage pour manifester leur déplaisir à l'égard du président Sadate et de M. Begin.

La campagne de conculcations se déroule actuellement en Europe est menée avec discrétion. Israël a l'intention d'obtenir l'appui de la C.E.E. pour faire échec au boycottage, mais hésite quant aux moyens à utiliser de crainte qu'une stratégie mal choisie n'ait un effet négatif ; la C.E.E. tout en affirmant sans ambiguïté son opposition au boycottage, semble faire preuve d'une certaine prudence. Après le quadruplement des prix du pétrole, l'Europe est consciente de la puissance de l'arme pétrolière arabe et se rend compte de sa vulnérabilité en tant que consommatrice de pétrole.

La C.E.E. dans des déclarations sur les accords de coopération qu'elle a signés avec plusieurs pays de la Ligue arabe, a souligné son opposition au boycottage. Mais Israël veut quelque chose de plus fort : une force quelconque d'initiative législative de la C.E.E. mettant effectivement le boycottage hors la loi. Cela est hors de question, du moins pour le moment. Une telle mesure exigerait l'accord de tous les États membres. Or la plupart des pays d'Europe ne manifestent guère d'inclination à agir individuellement et encore moins de concert.

La France ambiguë

La Grande-Bretagne figure parmi les pays de la C.E.E. dont la réaction à l'égard du boycottage est la plus faible. Une loi anti-boycottage a certes bénéficié d'une seconde lecture à la Chambre des lords, mais personne ne parviendrait grâce aux chances d'obtenir finalement en vigueur. L'Allemagne de l'Ouest fait des efforts plus énergiques que la plupart des autres pays de la C.E.E. pour combattre le boycottage par des mesures diplomatiques, mais ne semble nullement disposée à promouvoir une législation fédérale à ce sujet.

Mais même si la Grande-Bretagne et l'Allemagne pouvaient être persuadées de s'associer à une initiative de la C.E.E., la coopération de la France semble improbable. L'attitude française sur ce sujet est ambiguë. L'été dernier, le Parlement français a voté à une majorité écrasante une loi qui, entre autres choses, interdit de se plier à des boycottages. Mais, avant même que l'encre ait séché, le gouvernement français, profitant d'une clause d'échappatoire inscrite dans la loi même, a publié une directive annulant, en fait, les effets de ce texte au Proche-Orient : selon cette directive, la loi ne s'appliquera pas aux garanties accordées par la COFACE — organisme d'État pour les contrats au Proche-Orient.

Les études de la C.E.E. ouvrent cependant une autre possibilité, peut-être plus prometteuse : l'utilisation des articles 85 et 86 du traité de Rome, qui concernent les entraves à la libre concurrence et les abus de position dominante. En novembre 1976, la commission de la C.E.E. a réaffirmé son opposition aux boycottages et déclaré que, en cas de violation des articles 85 et 86, la Commission avait le pouvoir d'imposer des amendes et de pénaliser les entreprises en cause.

Il y a trois types de boycottages

MALCOLM BROWN.

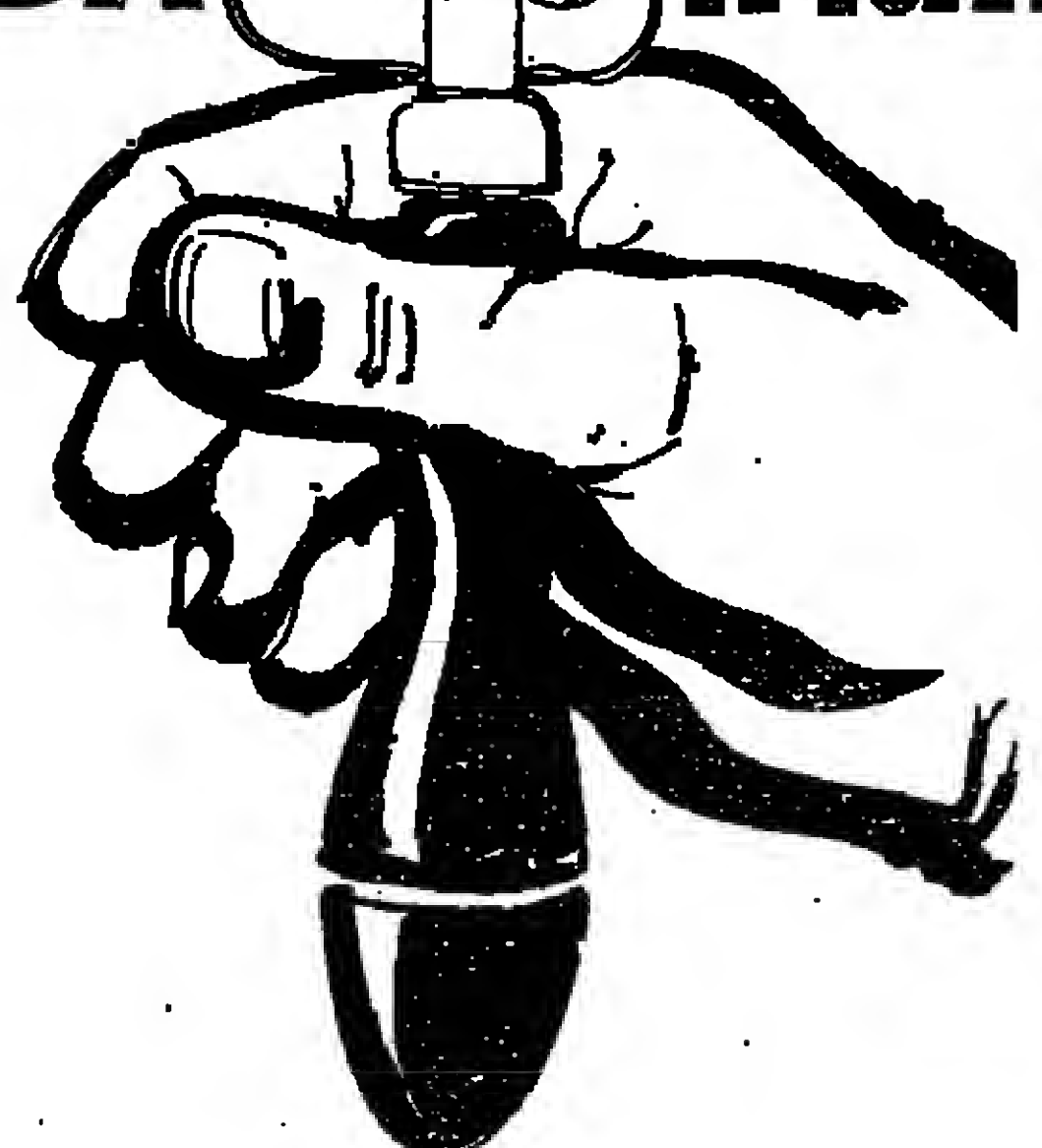


Qui peut vous ouvrir le Marché Britannique?

Les Anglais sont de nouveau prêts à acheter vos produits. A condition toutefois que vos prix demeurent compétitifs une fois convertis en Livres Sterling. Mesurez bien l'avantage que vous apportez à une usine située à moins de 100 km de ce grand marché en expansion. Vous serez installé à l'intérieur de la zone Sterling, tout en bénéficiant d'une exonération d'impôt sur les bénéfices jusqu'en 1990 et d'une liberté totale de transfert de capitaux vers n'importe quel pays.

Et comme la République d'Irlande fait partie intégrante du Marché Commun, vos produits seraient vendus librement sans aucune discrimination tarifaire sur le marché britannique. De plus, les coûts de production Irlandais sont les plus bas du Marché Commun. Pour plus ample information, téléphonez à Terry Brown au 720.67.10.

L'IDA d'Irlande



Le Gouvernement Irlandais met les experts de l'IDA à votre disposition. Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation près de 500 entreprises européennes. L'IDA IRLANDE peut concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins. L'IDA IRLANDE vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise atteigne sa pleine capacité de production, dans le respect des délais.

IDA IRLANDE 34, Avenue George V - 75008 PARIS
Téléphone: 720.67.10
Téléc: 660416.

TOA mcconnells

les bons du trésor c'est votre intérêt de les connaître!

disponibles: Les bons du Trésor, quelle que soit la durée pour laquelle vous les avez souscrits, peuvent être remboursés à tout moment, passés les trois premiers mois. Ceci sans formalité ni pénalité.

commodes: Vous pouvez les céder facilement. Les bons du Trésor peuvent être établis au porteur ou à votre nom. Vous pouvez souscrire et être remboursés partout, sans formalité.

remunérateurs: Vous avez le choix entre des bons à 2 ans (6,75 % l'an) et des bons à intérêt progressif (9,75 % l'an durant 5 ans). Dans cette seconde catégorie, les bons émis au pair offrent les taux les plus attractifs.

BONS DU TRÉSOR A INTÉRÊT PROGRESSIF

TAUX ACTUARIELS BRUTS (avant impôt)					
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Bons au pair (5 annuités au remboursement)	5,50 %	6,50 %	7,25 %	8,25 %	9,75 %
Bons en dessous du pair (2 annuités à l'émission, le solde au remboursement)	5,25 %	6,25 %	7 %	8 %	9,75 %

Bénéficiaire de la meilleure des garanties, — celle de l'État —, les BONS DU TRÉSOR sont toujours disponibles au bon moment et vous procurent un rendement intéressant.

DES PE

Autre

1000 dans la ville

L'impr

entretien de l'é

Après

agricoles fit qu'il

attirés par les lun

Auto

communal ne suffi

Il s

ou cimetière qui

parents et tous le

Il s

maries et où la o

Lors

de midi, ils s'arrê

clocher. C'est pou

le phare pour le

Il s

repas du soir, un

morceau de la fin

de cœur à l'ouvri

Mau

intérêts qui sont l

Un i

l'église elle-même

électrifier le cloch

Alor

se désespère.

Il n

à produire les re

Alor

en leur affectant

d'autre chose?

Ces

مكتبة من الأصل

(PUBLICITE)



(PHOTO HENRI FERRAR)

LA GRANDE MISÈRE DES PETITES ÉGLISES DE FRANCE

Autrefois, avant la guerre de 1914-1918, ils étaient 700, 800, 900, quelquefois 1 000 dans le village.

L'impôt communal suffisait non seulement aux besoins de la commune, mais à l'entretien de l'église et du presbytère.

Après la guerre, tous ne sont pas revenus. Puis le développement des machines agricoles fit qu'il fallait moins de bras pour cultiver la terre. Beaucoup de jeunes furent attirés par les lumières de la ville.

Aujourd'hui ils se retrouvent 80, là où autrefois ils étaient 800 et l'impôt communal ne suffit plus à l'entretien de la commune et de l'église.

Ils sont attachés à leur église à cause de leur foi catholique et aussi à cause du cimetière qui se trouve au pied de l'église et où reposent les parents, les grands-parents et tous les autres.

Ils aiment leur église où ils ont fait leur première communion, où ils se sont mariés et où ils ont baptisé leurs enfants.

Lorsqu'ils travaillent dans l'immensité de la plaine et qu'ils entendent l'angélus de midi, ils s'arrêtent de travailler un instant. Dans la brume lointaine, ils aperçoivent leur clocher. C'est pour eux un point de ralliement comme le drapeau pour le soldat, comme le phare pour le navigateur.

Ils savent qu'après de l'église, dans leur maison, leur femme prépare le repas du soir, que les enfants vont revenir de l'école. C'est, en un mot, leur foyer, un petit morceau de la France dont ils ont la responsabilité, et ils se remettent au travail avec plus de cœur à l'ouvrage.

Mais il faut entretenir l'église, alors il faut faire un emprunt et payer les intérêts qui sont lourds.

Un jour, c'est le clocher qui est à refaire ; un autre jour, c'est la couverture de l'église elle-même, faute de quoi l'humidité pénétrera dans les murs. Une autre fois, il faut électrifier le clocher, car il n'y a plus de sonneur, la pendule elle-même est à remplacer.

Alors que tout cela était facile autrefois, la petite communauté s'essouffle et se désespère.

Il n'y a pas que les grands agriculteurs, il y a aussi les petits qui participent à produire les récoltes qui sont le pétrole de la France.

Alors, pourquoi ne pas aider les communes rurales à entretenir leurs églises, en leur affectant, par exemple, le revenu du tiercé, ou le revenu du loto, ou le revenu d'autre chose ?

C'est à M. le Ministre de la Culture à prendre sa décision.

Marcel Dassault,
Député de l'Oise

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

L'indispensable Mozart.

On salue avec joie la réédition de deux volumes reliés plus solides et maniables, du Mozart en cinq tomes éditée de 1912 à 1946 par Théodore de Wyzewa et Georges de Saint-Foix, l'un des monuments de la musicologie française. Car cet ouvrage de chevet, qui étudie la biographie intérieure de Mozart, celle de son génie, est un trésor irremplaçable, analysant chacune une quelconque des cent cinquante œuvres avec une minutie de savant.

Certes, la numérotation nouvelle adoptée par les auteurs n'a pu s'imposer et l'on doit regretter à ce sujet une grave lacune de la présente réédition : alors qu'on a consacré à la fin du premier volume (pages 853 à 1004) une table de concordance prévisionnelle (rendue caduque par le développement ultérieur du travail) avec le catalogue Koehel, on a supprimé la table définitive établie par Saint-Foix en 1946 (tome V, pages 341-343), qui est un instrument indispensable pour la consultation de cet ouvrage, la numérotation Koehel étant aujourd'hui universellement adoptée. Il n'empêche que tout mélomane doit avoir ces livres pour découvrir mille choses admirables et émouvantes du cœur de Mozart, inaccessibles à la seule audition, fut-elle cent fois multipliée (éd. Desclée de Brouwer, 1044 et 1222 pages, 250 F.).

Signalez aussi deux textes fondamentaux jamais traduits en français, la Vie de Mozart, de Franz Xaver Niemetschek, et le Nécrologe, de Schlichtegroll, présentés excellemment par Car de Nys et Georges Fauriol, dans une édition bilingue qui fait honneur à l'université de Saint-Étienne (375 pages, 75 F.; 2, rue Tréfilerie, 42100 Saint-Étienne). — J. L.

Suivez le guide !

Paru il y a quelques mois, le Guide pratique de la musique, de Jean-Noël Darde et Jean Rollin, n'est déjà plus tout à fait à jour : des festivals se créent, évoluent, disparaissent, les directeurs et les chefs se succèdent à la tête des théâtres ou des orchestres. Mais si on veut au-delà de ce qui peut changer du jour au lendemain (dates, adresses, téléphonie), facile à rectifier, la consultation régulière de ce livre, véritable répertoire des joyeux musiciens français et étrangers — conservatoires, opéras, associations de concert, disothèques de prêt, orgues historiques, — mais qui ne présente pas l'insuffisance, à l'occasion d'un voyage, par simple curiosité ou pour découvrir les éléments d'une information réputée introuvable, se révèle fructueuse et pour plusieurs années encore.

Éditions Seghers, 448 pages, 59 F.

Choisir ses disques.

Comme chaque année la revue Harmonie publie un catalogue, à jour au 1^{er} janvier, de tous les disques et cassettes classés actuellement sur le marché en France, avec trois repères : par compositeurs, par interprètes, par opéras (synopses des principaux interprètes des diverses versions) ; un volume de 732 pages, 40 francs. Autre édition devenue traditionnelle, la Discothèque idéale présente et commente un panorama des meilleurs disques disponibles en 1978 pour toutes les périodes de l'histoire de la musique : un volume de 492 pages, 55 francs (Harmonie, 38, rue Fessart, 92100 Boulogne).

Approches de l'opéra.

En liaison avec le festival d'Aix-en-Provence, les Jeunesses musicales de France organisent cinq stages consacrés à l'approche de l'opéra : introduction à l'histoire de l'opéra, à Aix même, du 14 au 20 juillet (de seize à dix-huit ans) ; approche de l'opéra italien et des opéras de Mozart (stage n° 3) ; approche des opéras français (dix-septième et dix-neuvième siècles) anglais et slaves (stage n° 4), du 16 au 28 juillet, au Domaine du Griffon ; une semaine au festival d'Aix, stage n° 5, du 17 au 24 ou du 24 au 31 juillet ; formation à l'animation d'un club lyrique, les 14, 15 et 27 juillet, Domaine du Griffon.

Rock

Les métamorphoses de FRANK ZAPPA

Si, au début des années 70, une partie du rock est devenue une chose inerte, un produit « calculé » et un phénomène commercial, il n'en a pas été de même pour la musique de Frank Zappa, en perpétuel renouvellement, en prise directe sur la vie, sur une certaine forme de vie.

Avec ou sans les Mothers of Invention, groupe qui a connu une dizaine de formations, d'innombrables changements de personnel depuis sa formation en 1964, l'œuvre profondément originale et cohérente de Zappa, découverte Weber et Varèse au même temps que le rythme et le blues dans les années 50 avant de subir les influences du blues et du rock, apparaît un peu comme une synthèse de ce qui a traîné dans la musique occidentale depuis des siècles.

Très exigeant vis-à-vis de sa ma-

sique — et de ses musiciens, notamment soumis à son œuvre mais qui, à l'intérieur de celle-ci, peuvent s'exprimer, entrer dans une improvisation apparente sous la direction omnipotente de Zappa, à la fois charpentier, moteur et âme de l'ensemble, — multiplie les expériences et amène ensuite les auditeurs, provoquant les rencontres, — on sait que de nombreux grands musiciens ont fait partie des Mothers of Invention. — Frank Zappa, qui a quitté la marginalité pour en rester un des grands créateurs du rock, évolue continuellement, comme les spectateurs du Pavillon de Paris pourront encore au mois de novembre, pendant trois jours (les 6, 7 et 9 février à 20 h) dans un torrent de sons, dans une cascade de mots d'ordres sont extraites toutes les vibrations et toutes les résonances.

CLAUDE FLEOUTER.

Cinéma

Simone Signoret, Jean Rochefort, Alain Resnais récompensés

La nostalgie toujours

Roman Polanski n'est pas venu samedi soir salle Pleyel pour la remise des Césars du cinéma français. Tant pis. Alain Delon non plus, ni les autres acteurs et actrices retenus dans l'ultime sélection, à l'exception des deux lauréats, Jean Rochefort et Simone Signoret. Il y avait cependant beaucoup de visages connus puisque, apparemment, la dédicace et l'illustration du cinéma, pour la profession, passe par la glorification des vedettes.

Dans cette fête empreinte d'une nostalgie « hollywoodienne », tout, du sourire figé des artistes face aux flashes des photographes à la mondanité d'un cérémonial éphémère, semblait destiné à maintenir la distance rituelle qui fait de l'univers cinématographique un lieu magique et de ceux qui le peuplent des personnages légendaires. Au point qu'on rendit hommage aux grands disparus et qu'on récompensa un « moins grand », Peter Fonda, mort il y a moins d'un an, sans même saluer sa mémoire. Gloire aux puissants, malheur à ceux que les foules ignorent. Ce n'est peut-être pas la meilleure façon de répondre à la sensibilité d'un public que l'on voudrait tant élargir.

Providence a « tristé » les prix : meilleur film de l'année, meilleur scénario (David Mercer), meilleur réalisateur (Alain Resnais), meilleur son (René Magnol et Jacques Maumont), meilleur montage (Albert Jurgenson), meilleure musique (Miklos Rozsa), meilleur décor (Jacques Saulnier). Le Crabe-Tambour, de Pierre Schoendoerfer, a fait figure de brillant

second avec trois citations : meilleur acteur (Jean Rochefort), meilleur photo (Raoul Coutard), meilleur second rôle masculin (Jacques Dufilho). La Vie devant soi, de Moshe Mizrahi (meilleure actrice : Simone Signoret), la Menace, d'Alain Corneau (meilleur second rôle féminin : Marie Dubois), Une journée particulière, d'Enrico Scola (meilleur film étranger) et trois courts métrages (fiction : 500 grammes de joie de veau, de Henri Glaeser ; documentaire : le Marché-terran, de Georges Rouquier ; animation : Rêves, de Peter Foldes) se sont partagés le reste.

Ces choix sont plutôt honorables. Providence n'est pas un film « commercial » sorti à Paris il y a tout juste un an, il a « fait » 233 589 entrées en trente-huit semaines, soit à peine plus que Tendre poulet en deux semaines (à titre de comparaison, le Crabe-Tambour et Nous irons tous au paradis, qui sont encore en exploitation, ont totalisé, en douze semaines, respectivement 318 515 et 651 262 entrées). De plus, Providence est pratiquement un film sans vedettes : ses sept prix couronnent le travail d'une équipe. Enfin, par un juste retour des choses, la Société française de production, c'est-à-dire indirectement la télévision, a participé à son financement.

Si ces caractéristiques indiquent la voie qu'entend suivre la profession cinématographique, on ne peut que s'en réjouir. Tout de même, Resnais, Rochefort, Signoret, on aimerait voir honorer des valeurs moins consacrées.

THOMAS FERENCZI.

MERCREDI

Cacoyannis a fait le plus beau film que j'aie jamais vu.
Eugène IONESCO



IRENE PAPPAS
COSTA KAZANOS - COSTA CARLAS
TATIANA DIMOPOULOU
MUSIQUE DE MIKOS THEODORAKIS - SCÉNARIO ET RÉALISATION DE MICHAEL CACOYANNIS D'APRÈS LE DRAME D'EURIPIDE
UNE PRODUCTION GREEK FILM CENTRE - DISTRIBUTION LES ARTISTES ASSOCIÉS

Expositions

L'art moderne en province

(Suite de la première page.)

Même si l'on ne voit pas au Grand Palais la Nature morte aux aubergines de Grenoble, qui son état ne permet pas de déplacer, qui est le plus important Matisse conservé en France et l'un des trois ou quatre tableaux les plus radicaux, hardis et Essaiens plutôt de voir comment les choses se sont passées.

Première constatation : les deux cent quatre-vingt-dix œuvres présentées proviennent de soixante établissements sur la millier de musées que l'on dénombre en France, ce qui montre qu'il y a eu, qu'il y a encore et qu'il y a des âmes bien obscurcies et étrangères à la modernité, de terribles somnolences que le manque de crédits n'explique pas entièrement. D'autant que, c'est la seconde constatation et nous citons le catalogue : « Bien plus de la moitié des œuvres modernes proviennent d'acquisitions à titre gratuit, c'est-à-dire de dons, de legs, de dépôts d'État ou de dépôts privés », et de nos collectivités locales qui donnent trop souvent l'impression que le musée est le cadet de leurs soucis, surtout lorsqu'on pense à ce que fut l'attitude en ce domaine des municipalités et des notables du siècle dernier.

Placé donc aux donateurs. Quelle que soit leur origine sociale, grande fortune ou cousin Pons, et si divers que soient les motifs de leur générosité (patriotisme local, souci de leur gloire, désir de trouver un lieu où soit exposé de façon complète et plus avantageuse qu'à Paris un ensemble qui a été la passion de toute leur vie), c'est à eux que les musées de province doivent les plus beaux fleurons de leur couronne.

Pour nous en tenir à des exemples récents, rappelons l'importance de la donation Grunvald à Dijon, Baderou à Rouen, Pierre Lévy à Troyes (elle sera présentée bientôt à l'Orangerie), Georges et Adèle Beson (Bonnard, Matisse, Marquet), à Bagnols-sur-Cèze et à Besançon.

Ensemble de chefs-d'œuvre rassemblés par Félix Fénéon, et si Pierre Loeb a fait don entre les deux guerres, toujours au musée de Grenoble, de deux très beaux Miro (n° 205 et surtout 204), c'est sans doute que Grenoble était à l'époque la seule ville en France où l'on ne tirait pas à boulets rouges sur l'art contemporain.

Royaume de l'incertain

Un Klint en France, un Klint à Strasbourg ! Klint dont les œuvres ne courent précisément pas les rues et auquel le goût français est demeuré si longtemps allergique ! Par quel miracle ? C'est, en effet, une sorte de miracle et qui nous permet d'introduire l'autre protagoniste de notre affaire, celui de qui, en résumé, tout dépend et qui est tout simplement le conservateur : à ses débuts et dans les périodes de rupture, de floraison artistique, un musée est toujours l'œuvre d'un homme.

En parcourant l'exposition, on découvre, à côté de pièces capitales comme le Petit Poucet, de Bonnard (Besançon), la Construction linéaire n° 2, de Gabo (Grenoble), ou le Prologue Gosselin, de Duchamp-Villon (Rouen) ou encore le Rameau, de La Fresnaye (Saint-Tropez), quantités d'œuvres inattendues, savoureuses ou singulières : une nature morte de Bauchamp (Le Havre), un dessin de Beckmann, le Café du commerce, de Labrousse (Nantes), un paysage de Permeke (Grenoble), deux délicieux portraits de Suzy Solidor par Follita et Tamara de Lempicka (musée de Cagnes), quantité d'exemples aussi de la peinture trop oubliée des années 30 (Boutet de Monval, Paul Rihs, René Vincent, Robert Pougaon). Tout cela cité presque au hasard, tant le choix est riche, et sans oublier la très large part faite aux arts décoratifs, avec les grès d'Auguste Delaherche, les céramiques de René Buthaud, les verres d'Henri Navarre et un magnifique panneau de laque de René Dunaud, qui fut le décorateur du Normandie.

Satisfaction complète ? A peu près, malgré des lacunes qui sont difficiles à combler, et même si l'on est étonné de la façon trop rapide (est-ce un pari pris ?) dont est représentée la peinture abstraite d'après-guerre. Et la fin ? Eh bien ! c'est la fin, ou le début de quelque chose qui n'a pas encore de forme et qui n'en aura peut-être jamais, tant la plupart des œuvres exposées laissent sceptiques : compte tenu du fait que le choix aurait pu être autre, après la soleil des eaux, voici l'écluse des jours, le royaume de l'incertain, où l'on se demande si Dieu lui-même ne reconnaît un jour les siens.

ANDRÉ FERMIGIER.

Un cadeau somptueux

Mais aujourd'hui ne doit pas faire oublier hier et demain. Aix-les-Bains doit beaucoup à l'ensemble d'œuvres pré-impressionnistes et impressionnistes qui lui furent léguées en 1942 par le docteur Faure, et si la peinture abstraite des années 50 et 60 est si bien représentée au musée de Nantes, c'est grâce aux donations Gildes Fardel de 1958 et 1974. N'oublions pas non plus que le célèbre Musée de l'Anacride, à Saint-Tropez, s'est constitué autour de la collection personnelle de Georges Grammont, et souhaitons que soit le plus vite possible construit dans la ville nouvelle de Lille le musée qui abritera la magnifique collection cubiste de Jean Masurel ; événement d'autant plus heureux que le cubisme est précisément le point faible de nos collections provinciales. Quant à la donation Agutte-Sembat (1929), sur laquelle nous reviendrons, elle a fait du musée de Grenoble un musée de niveau international et le plus riche musée d'art contemporain qui soit en France, avec celui de Strasbourg.

Donations et legs peuvent être aussi le fait des artistes ou de leur

Théâtre

Bruno Bayen et Jérôme Savary sans subventions

Le ministère de la culture et de l'environnement vient de classer « hors commission » quatre nouvelles troupes, qui bénéficieront d'une subvention de 400 000 francs. Il s'agit du Studio-Théâtre de Vitry, de Jacques Lassalle ; des Ateliers de Lyon, de Gilles Chavassieux ; du Théâtre populaire jurassien, d'André Ednitchou ; et du Théâtre populaire du Midi, de Bernard Gauthier.

Rappelons que les subventions aux compagnies dramatiques sont distribuées depuis 1975 d'une aide de 250 000 F que M. Michel Guy lui avait attribuée pour un minimum d'un quart, c'est-à-dire jusqu'en 1978. Le Magie Circus, qui n'a pas de siège fixe, doit jouer à Paris des salles de théâtre et de répétitions sans pour autant pratiquer les mêmes prix de place que le secteur privé.

A Nanterre, Pierre Debauche a fait connaître sa décision de quitter à l'automne prochain le directeur de la Maison de la culture afin de « se consacrer davantage à la création à travers son métier d'acteur et de metteur en scène ».

Enfin, la M.A.C.-Théâtre des Deux Portes, qui était installée provisoirement 9, rue de Montecristo, Paris (20^e), depuis son expulsion des locaux du théâtre de répétitions, annonce qu'elle est « contrainte d'interrompre l'ensemble de son programme de diffusion culturelle et ses activités socio-éducatives » et appelle à un rassemblement au palais de la Mutualité, le 17 février, à partir de 18 heures, « pour que vive le Théâtre des Deux Portes ».

CHÈNE NOIR d'Avignon
14 représentations exceptionnelles
au 10 février
Fantasy MISS MADONA
Centre Georges Pompidou
278-79-95 Grande Salle

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE
LE BOIS DE BOULEAUX
Chef-d'œuvre de Andrzej Wajda
Cartoucherie

théâtres

cinémas

MERCREDI

IPHIGÉNIE

THEATRE DU CAMPAGNOL

LE THEATRE DU SOLEIL

DAVID COPPERFIELD

LES FILMS MICHELLE

LE BOIS DE BOULEAUX

Association

مكتبة من الأصل

théâtres

Les salles subventionnées

Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30 :
Fantastic Miss Madona.
Comédie-Française, 20 h. 30 : les
Acteurs de bonne foi ; On ne badine pas avec l'amour.

Les salles municipales

Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision. — Grande salle, 21 h. : Ostendorf. Decourt et Radulescu dir. M. Panni (Clementi).

Les autres salles

Carroucherie. Théâtre du Soleil,
 22 h. 30 : David Copperfield...
 — Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 :
 Don Juan.
 Comédie-Française, 21 h. 10 :
 Bouling-Bouling.
 Comédie-Française, 21 h. 10 :
 Les Femmes de bonne humeur.
 Gymnase, 21 h. 45 : Coluche.
 Richerche, 20 h. 45 : La Catatrazze.
 Le Théâtre, 20 h. 30 : Louise la
 Féroce.
 Théâtre, 21 h. 30 : Peau de vache.
 Marigny, 21 h. : Miami-Miami.
 Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Le Fou et la
 Nonne.
 Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi,
 la Française, 20 h. 30 : Le Psycho-
 pompe.
 Théâtre, 20 h. 45 : Adieu Super-
 man.
 Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
 Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Sylvie.
 Joly.
 Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tovar
 sans pays.
 Théâtre Marivaux-Stuart, 19 h. 30 :
 Les Femmes de bonne humeur.
 — Goletha : 22 h. 30 : Just Hamlet.

Les cafés-théâtres

Ar Rec 31, 20 h. 45 : Seule dans la
 boîte : 22 h. 15 : Fourth : 23 h. 1 : la
 Penne rompu
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Alex
 Mayor : 21 h. 45 : Au nouveau du
 chaper : 22 h. 15 : les Attributs du
 22 h. 30 : rompu : 20 h. 45 : Conby :
 22 h. : Popock. — II, 30 h. 15 :
 J.-F. Derec.
Coupe-Chou, 22 h. 10 : les Frères enne-
 mables, 20 h. 30 h. 10 Petit Prince;
 22 h. : la Oruche ennoblée.
Cour des Miracles, 20 h. 30 :
 Le Pacha : 22 h. : Fromage au des-
 sert.
Fettis Balin-Novotel, 21 h. : Valérie
 Bellet : 22 h. 30 : Denis Water-
 son.
Les Quatre Cents Coups, 20 h. 30 :

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.

Les exclusivités

A RIENOT LA CHINE (Ch. v.o.) :
Styl. 5° (33-08-40).
L'AMI AMERICAIN (All. v.o.) (**) :
Sendo Cujas, 5° (33-09-32).
L'AMOUR TROIS :
L'AMOUR TROIS : Quintette, Imperial, 5° (33-03-40);
5°-40); 14-Juillet-Parana, 6° (326-
58-00); Monte-Carlo, 8° (225-03-37);
Saint-Lazare Pasquier, 8° (387-
53-43); 14-Juillet, Bastille, 11°
(397-68-45); P.L.M.-Saint-Jacques,
12° (397-68-45); Casino, 13° (397-
77-42); 49-Paris, 13° (397-68-45);
(77-42-49); Chicly-Pathé 15° (522-
37-41).
ANGELA DAVIS, L'ENCHANTEMENT
(Fr.) : Quintette, 5° (33-05-40);
La Claf, 5° (397-90-90).

MERCREDI

SAFRANA
ou le droit à la parole



de **SIDNEY SOKHONA**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 6 février

[illegible][illegible]

Opéra, 2^e (261-50-32); Bonaparte
(238-12-13); Blarrie, 8^e (722-
66-23).

FRÉFÉREZ VOS MARCHOIRS (Fr.)
(*) : Rex, 2^e (236-45-46); U.G.C.
(261-50-32); Bon'Mich.
(233-22-15); U.G.C. Danton,
(324-22-67); B. B. (726-38-38).
Paramount-Elysees, 8^e (238-48-24).
Paramount-Opéra, 9^e (073-34-34).
U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (232-
01-59); U.G.C. Gobelins, 13^e (232-
06-18); Mafiala, 14^e (539-52-45).
Paramount-Montparnasse, 16^e (236-
22-17); Météo-Convention, 15^e (832-
22-15).
Paramount-Mallory, 17^e
(238-29-21).

[illegible]

Les festivals

[illegible]

Les films nouveaux

LE BOIS DE SOULEVAGE. film
polonais d'A. Wajda. V.O. :
Quinetta (?) (35-34-40);
Léon-Lancelotti (?) (358-
38-14)

LES LIENS DE SANG. film fran-
çais de G. Cabanis (?) (358-
42-52) ; Biarritz (?) (723-
42-52) ; G. Cabanis (?) (358-
38-14) ; (770-00-01) ; D.C.C.
Gare de Lyon (23) (348-01-38) ;
Océan (?) (358-38-14) ;
Métrol (14*) (358-
54-23) ; Convention Saint-
Charles (15*) (374-52-35) ;
G. Cabanis (?) (358-38-14) ;
(444-25-02) ; Métrol (14*)
(358-54-23) ; Séralin (14*)
(358-54-23) ; (358-38-14) ;
(522-47-94)

ET VIVE LE LIBRETTI. film
français de S. Korbly. Clu-
y-Palace (23) (323-36-70) ; Glo-
Palace (23) (333-01-70) ; Am-
père (?) (358-38-14) ;
Montparnasse-Pothé (14*)
(323-36-13) ; Gaumont-Sud
Paris (15*) (358-38-14) ;
(15*) (734-42-95) ; Wapler (18*)
(358-50-70) ; Gaumont-Gam-
betta (?) (707-00-01)

L'OR ETAIT AU RENDEZ-VOUS.
film américain de A. Lassaros
Clu-Palace (?) (358-38-14) ;
20-12) ; Stranings (?) (358-
15-71) ; V.F. : Rex (?) (228-
36-14) ; (358-38-14) ;
(331-06-19) ; Miramar (14*)
(326-41-42) ; Mafra (14*)
(358-38-14)

AU-DELA D'UN PASSÉ. film
musical américain de Neil
Young. V.O. : Vidéotone (?)
(358-38-14)

MERCREDI

VOYAGE A TOKYO
 Venez, dès maintenant,
 pour les plus grands spectacles japonais
 aux Ateliers du Japon et de l'Océan
 au Centre National de l'Opéra. Les spectacles de l'été
 arrivent enfin ! Venez les découvrir tous au **Voyage à Tokyo**
 du 15 mai au 15 juin. **ALAIN REYER** - **TELERAMA**

MERCREDI

**U.G.C. MARBEUF - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
RACINE - OLYMPIC ENTREPOT - JEAN-RENOIR**



MARINA VLADY - LIU MONORI
JAN MONORI

Elles Deux

"un voyage au pays
des visages"

un film de MARTA MÉSZÁROS

© 1988 by MARTA MÉSZÁROS FILMS

**Si drôle
si intelligent
si réussi**

**PREPAREZ
VOS
MOUCHOIRS**

**Bertrand Blier prouve
que le cinéma français
peut s'éclater.**

Interdit aux moins de 13 ans



RTL
présente

3^{em} CONCERT
EXCEPTIONNEL

**FRANK
ZAPPA**

9 FÉV. 20H
PAL DE PARIS
10C - 15T - PAV. DE PARIS
31NAC - 13GIBERTY
CLEMENTINE

MERCREDI

CANNES PRESENTE
 UNE SÉLECTION COULINE/MITHE CINEMA
 UNE PRODUCTION L'ORFÈVRE FILMOTE
 UN FILM DE
ROBERT ALDRICH


BRANDE DE FLICS!

MUSIC
 CHARLES DUNNING LOU GOSSET JR.
 PERRY KING CYRIL KUSHU
 STEPHEN MARCH TAMI MCINTIRE
 RANDY QUINN CHUCK SACCI
 DON STOLUD JAMES WOODS
 MURT YOUNG
 BIRMINGHAM BRIGADES MC TROUBLE
 CHRISTOPHER KNIGH
 JOSEPH WAMBACH
 FRANKIE DE LA CRUZ
 FRANKIE DE VOL

AU MUSÉE GUIMET. PROGRAMMEŒUVRE XVI : CLAVECIN - PERCUSSION - CORDES - VENTS


19 h :
1 **TRIO A CORDES**
 DE
 PARIS
 ■ DENISOV ■ SCHONBERG ■
 ■ NUNES ■ TON-THAT TIET ■

21 h :
2 **AUTOUR DU CLAVECIN**
 avec
 ELISABETH CHOJNACKA
 ■ XENAKIS ■ MARCO ■
 ■ OHANA ■ ALSINA ■

MARDI 7 FÉVRIER
 Prix des places : 15 F., 7 F.
 Location : *FRAC-alpha, Grapier-Crous*
 et sur place
1005 deux-heure avant les séances

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS
 avec Guston Silvestre, percussion, Claude Maisonneuve, hautbois, et Gilles Hahnert, cor.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le printemps de Prague

« Un jour un homme », dimanche soir sur Antenne 2. Le jour, c'était le 21 août 1968. Oui, dix ans bientôt, dix ans déjà depuis le printemps de Prague, cette formidable flambée d'espoir que l'irruption des chars soviétiques allait réduire en cendres ce matin-là. L'homme, c'est Jiri Pelikan, directeur de la télévision tchèque à l'époque et président de la commission des affaires étrangères du Parlement.

On se demande comment ce communiste sincère, convaincu, un vétéran, encaissé, les années 50, les grands procès, Stanski, London, qu'en a pensé alors, qu'en pense aujourd'hui cet ami déclaré de Dubcek, ce partisan courageux du mouvement d'émancipation, de démocratisation, de ce grand élan vers un socialisme à visage humain, un socialisme dégagé de toute « pression policière ». Exclu du parti et déchu de sa nationalité, Jiri Pelikan édite à Milan une revue, *Listy*, organe de l'opposition socialiste en exil, l'exil où vivent à présent plus de cent mille de ses compatriotes.

Au cours de son émission menée tambour battant — le

temps, pressait, — Jean-Marie Cavada nous a montré certains documents inédits en France et notamment un appel de l'auteur dramatique Pavel Kohout en faveur de Jiri Ledersky, un jeune journaliste condamné à trois ans de prison pour délit d'opinion. Ils sont plus d'un millier à avoir signé, soulevés par les promesses des accords d'Helsinki, la Charte 77, plus d'un millier à subir les conséquences souvent dramatiques d'un acte de courage dont on mesure sans doute mal ici la portée. Un journaliste réfractaire à Vienne avec sa famille nous a expliqué ce que signifie en Tchécoslovaquie perdre son emploi, ne plus appartenir au syndicat. En mots simples, hésitants, il démontait le mécanisme du piège : être sans emploi, c'est se voir accusé de parasitisme, c'est encourir les foudres de la loi, c'est aller droit à la prison ou à l'asile psychiatrique.

Ce courage, cette foi, cette révolte, l'étudiant tchèque qui s'est fait brûler pour protester contre la « normalisation » les a poussés jusqu'au suicide. On a revu les foules en larmes réunies lors de son enterrement.

Ce que l'on avait oublié ou que l'on ignorait — Georges Borioli est venu nous le rappeler, c'est qu'au même moment, à peu près huit Russes sont allés manifester dans le même sens sur la place Rouge, huit braves, huit malheureux arrivés à séparer, sortant de leur poche de petits calicots écrits à la main, immédiatement terrassés par des policiers en civil et arrêtés pour ivrognerie.

M. Jacques Denis, membre du comité central du P.C.F., à qui l'on demandait si son parti accepterait d'intervenir auprès du Kremlin pour obtenir, dix ans après, le retrait des troupes d'occupation, dont plus rien ne justifiait la présence en Tchécoslovaquie, M. Jacques Denis a éludé la question. Le P.C.F. s'était élevé contre cette intervention. Dès la première heure, un communiqué du bureau politique en date du 21 août en faisait foi. Ce demander de plus ? Son sourire navré avait l'air de mettre en doute le résultat d'une démarche en faveur des droits de l'homme et des libertés auprès des maîtres du Kremlin. M. Carter lui-même...

CLAUDE SARRAUTE.

Le sacre de San Antonio

Qui a été mis en question dimanche soir à FR 3 ? Certainement pas Frédéric Dard. Ils étaient trois, Geneviève Dorman, Bertrand Poirot-Delpech, François Chalais, à lui tresser des couronnes. Et quelles couronnes ! « La plus grande écrivain vivant de langue française », « le guérisseur de tous les désespoirs... ». Et cela ne suffisait pas encore : « San Antonio a réussi ce que Rabalais a raté. » On n'avait jamais vu à cette émission poser moins de banderilles à un homme.

Contre qui le défendait-on ? Contre une cohorte de plaiseurs qui font la petite bouche sur ses vulgarités et son exploitation de l'almanach Vermot ? Ou bien défendait-on Frédéric Dard contre lui-même ? Car il était le

seul à douter de lui dans cet aréopage, à se donner pour un « triquard de la littérature », à avouer qu'il avait créé son héros pour ne pas craver de faim, que faire rira les gens jusqu'à la guérison de leurs petites misères, c'est un métier qui s'apprend. La simplicité même. Et qui laisse le champ libre aux vraies admirations : Céline, Marcel Aymé, des peintres comme Magritte, Grolli, Dubout, le caricaturiste, et les Pléiades Nickleées...

Il avait le ton juste, Frédéric Dard. Et même un peu plus que cela, le ton authentique, parlant de sa lueur d'écriture, de son mal existentiel, de ses déboires avec son héros qui lui taillait des coups de griffe chaque fois qu'il sortait de son vrai nom. C'était les autres qui seraient de leurs

gonds. Bien sûr, soixante-cinq millions d'exemplaires pour les cent deux San Antonio publiés et les quelques tréjans Frédéric Dard, qui aujourd'hui est un homme assez peu le plateau, voilà qui fait rêver. Pourquoi un tel succès ? Parce que la ruse est la propre de l'homme ? Frédéric Dard n'hésite pas à ajouter, la ruse et la gaudrille. On veut aller plus profond : le calembour n'est-il pas actuellement considéré comme un des beaux arts ?

On n'avait pas attendu cette soirée pour sacrer écrivain, comme il convient, Frédéric Dard. De doctes professeurs s'en étaient aperçus auparavant, mais combien de critiques influents ? Heureusement pour la littérature qu'il y a la télévision.

JACQUELINE PIATIER.

INA : la grève s'étend à tous les centres

Une partie des personnels C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J. de l'INA (Institut national de l'audio-visuel) — 35 % selon la direction générale de l'INA — 60 % selon les syndicats — occupent depuis le 2 février les locaux du centre de Bry-sur-Marne (« le Monde » du 4 février). Les autres centres de l'INA, les Mercuriales (vidéothèque centrale), les Essarts (conservation), Cognac-Jay (archives des actualités télévisées), Valmy (production) et Jules-Ferry (administration centrale) ont également décidé de se mettre en grève. Ce mouvement a été lancé le 1^{er} février dernier pour obtenir la réintégration

de Mme Patricia Guy, une collaboratrice contractuelle, dont le contrat n'a pas été renouvelé. Par cette action, le personnel de l'INA en grève entend protester contre l'utilisation abusive de l'article 2 du statut relatif au personnel occasionnel et hors statut.

Dans un communiqué publié le vendredi soir 3 février, M. Pierre Emmanuel, président de l'INA, avait souligné que l'occupation des locaux de Bry-sur-Marne par les grévistes constituait « une atteinte intolérable à la liberté de travail » et que « la gravité de ces actions irrégulières mettait en danger le service public ».

BRY-SUR-MARNE : une occupation réfléchie

Sur le plateau de Bry-sur-Marne, au bout d'une impasse, 4, avenue de l'Europe, là où se dressent les bâtiments modernes du Centre de formation professionnelle, de recherche et d'action internationale de l'Institut national de l'audio-visuel, tout semble calme ce samedi après-midi. Aucune activité particulière ne règne aux alentours de ces locaux, devant lesquels des camionnettes marquées au sigle de l'INA, vidées, attendent. Aux fenêtres closes et devant les portes verrouillées, des banderoles flottent au gré du vent et de la pluie. Elles expliquent, en lettres capitales, l'occupation du centre par les grévistes, évoquent le cas d'une employée hors statut : « Patricia Guy, licenciée abusivement. » Devant la seule entrée ouverte du bâtiment central, gardée par des piquets de grève, des pancartes résument les revendications des grévistes de l'INA : « Statutaires, hors statut, même patron, même contrat » ou encore « intégration des hors-statut occupant des fonctions permanentes ». A l'intérieur du local, dans le hall principal, les grévistes se sont organisés pour l'attente. Une liste de quatre-vingt-seize personnes volontaires pour assurer l'occupation au cours du week-end a été établie. Par petits groupes de trente, ils se relaient, sans oublier d'apporter des provisions pour subsister.

« L'exemple de Patricia Guy, licenciée abusivement, constitue un cas limite, illustrant une situation générale devenue intolérable, expliquent trois délégués du comité d'action et d'occupation intersyndical C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J. du centre de Bry-sur-Marne. Le statut du personnel de l'INA a été dévoyé. La direction emploie illégalement pour des travaux de type statutaire à caractère permanent des personnes engagées hors statut, sous contrat à durée

limitée. On constate une utilisation abusive de l'article 2 du statut relatif au personnel occasionnel et hors statut. Or, à l'Institut national de l'audio-visuel, les « hors statut » représentent 30 % du personnel, dont les trois quarts occupent des emplois à caractère permanent. « J'ai été engagée le 1^{er} février 1976 », déclare Mme Patricia Guy, « en tant qu'occasional ». Ma lettre d'engagement a été renouvelée six fois, puis un contrat « hors statut » m'a été accordé, reconduit à trois reprises, venant à échéance le 31 décembre 1977. J'étais employée comme agent administratif. Ce contrat devait être renouvelé pour trois mois, aussi ai-je refusé de signer un avenant prolongeant seulement mon contrat d'un mois et demi. En conséquence, une lettre m'a signifié la fin de ma présence au centre de Bry-sur-Marne en date du 27 janvier dernier. »

La délégation du comité d'action et d'occupation de Bry-sur-Marne estime que le cas de Mme Patricia Guy est exemplaire, car d'autres personnes disposent de contrats venant à expiration le 28 février prochain. « La réintégration de Patricia Guy,

précise le comité d'action C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J., n'est pas un préalable à la poursuite des négociations avec la direction générale de l'INA, mais fait partie de l'ensemble de nos revendications. Nous demandons un moratoire suspendant tout licenciement de personnes à contrat de durée limitée et voulons que soit respecté le statut du personnel, tel qu'il est défini. Nous demandons l'application des règles statutaires en matière de définition de fonction et de promotion. Il n'existe à l'INA aucune définition de la fonction de formation et de recherche, toutes les tâches administratives, techniques, de production, renouvelées pour trois mois ; aussi ai-je refusé. Nous souhaitons également que cette aberration soit corrigée. »

Une assemblée générale se tient, ce lundi 6 février, au centre de Bry-sur-Marne pour examiner les formes d'action pour l'avenir. A 16 heures, les délégués syndicaux rencontrent la direction générale de l'Institut pour engager de nouvelles négociations.

EVELITA MOOD.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 6 FÉVRIER

— Un face-à-face entre MM. Jean Lecaruet, président du C.D.S., et Roland Lévy, membre du secrétariat du P.C., à propos du thème : « Les libertés sont-elles menacées ? », sur France-Inter, à 19 h. 15.

— Au cours de l'émission « Spécial législatives 78 », MM. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, et Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, prennent la parole sur A 2, à 21 h. 35.

MARDI 7 FÉVRIER

— Mgr Paul Seitz, ancien évêque de Konium, et notre collaborateur Jean Lecomte débattent sur le thème : « Le Vietnam est-il vraiment réuni ? », sur France-Culture, à 16 heures.

— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est interrogé sur R.M.C., à 19 heures.

— M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives, et réalisateur, est opposé à M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., au cours du magazine « Spécial élections législatives », sur TF 1, à 21 h. 30.

LUNDI 6 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

19 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : L'accusée (dernier épisode) ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.

20 h. 30. FILM : LA LOI DU SEIGNEUR, de W. Wyler (1950), avec C. Cooper, D. McGuire, M. Main, A. Perkins, R. Eyer, P. Love. (Rediffusion.)

En 1862, une famille de quakers de l'Indiana, soustraite de la servitude, se trouve obligée de prendre les armes à l'arrivée des Sudistes.

De grands problèmes moraux entraînés dans une description pittoresque de la vie des quakers. Entre la courtoisie et le drame, les effets de W. Wyler (1950) se dénouent.

22 h. 45. Documentaire : La mort du buffle, de D. Reznikoff et H. Fraisse. Agonie et mort d'un buffle embourbé en Tennessee.

23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'A 2 ; 20 h. Journal.

20 h. 30. L'été et les lambes ; 21 h. 35. Spécial élections législatives 1978 (face à face M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, et M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale) ; 22 h. 35. Bande à Doherty, réal. M. Pamar.

23 h. 5. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : le C.N.P.F. (le Conseil national du patronat français) ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (cinéma public) : LES CAVALLIERS, de J. Frankheimer (1970), avec

KESSEL
Les Cavaliers
GALLIMARD

O. Sharif, J. Palanca, L. Taylor-Young, P. Jeffrey.

Le chef vieillissant d'une tribu algonquienne est jaloux des prouesses équestres de son fils. Celui-ci, vaincu dans une course, cherche à se réhabiliter.

Déjà un roman de Joseph Kessel, en 1938, avait manifesté une maîtrise, mais qui peut impressionner par son brio technique.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « le Mystérieux Docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. « La Mouche », d'Henri Weismann, avec E. Degrand, S. Goffre, J. Bretonnière. Réalisation J. Rollin Weismann ; 21 h. L'autre scène, ou les secrets de P. Nemo ; 22 h. 30. Nuits magiques ; 23 h. 35. Réclat, par F. Venaille ; 24 h. 45. Le couple d'aujourd'hui ; 25 h. 35. Musique et animation ; 26 h. 20. L'art féminin, par D. Boone.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musique : 19 h. Jazz time ; 19 h. 30. Cocorico international de guitare ; 20 h. Les grandes voix : G. Thill ; 20 h. 30. En direct du grand auditorium, « Croix de quatuor », le quatuor Albin Berg ; 21 h. Quatuor, opus 3, n° 2 (Serg); 22 h. 30. Quatuor, opus 3 (Serg); 23 h. Quatuor en si bémol majeur K. 458 (Mozart) ; 24 h. France-Musique la nuit... Mécanes de la musique : les « Fugues ».

MARDI 7 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 45. Rester droit avec nous ; 14 h. 15. L'été et les lambes ; 14 h. 30. L'été et les lambes (reprise à 17 h.) ; 14 h. 45. Télé troisième âge.

14 h. 30. FILM : OTHELLO, d'O. Welles (1932), avec O. Welles, S. Cloutier, M. Mac Liammoir, R. Coote, H. Edwards. (N., rediffusion.)

En 1847, un quaker américain, prisonnier d'un bandit chinois, lui dépeint en langage cinématographique, de la tragédie de Shakespeare, par Orson Welles, qui fait aussi une étrange composition d'œuvres.

18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte ! ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Variétés : le Carnaval des carnavaux, réal. A. Delavie.

Des extraits de la grande fête organisée par Europe 1 et Paris le soir du 25 juin 1977.

21 h. 30. Spécial élections législatives 1978 : M. Jean-Pierre Fourcade, membre du bureau national du P.R., face à M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S.

22 h. 30. Emission littéraire : Plaine page, de P. Sipriot.

Avec M. M. Michel Pontowski (pour d'histoire de la Russie d'Amérique et de l'Alaska), Fernand Braudel (le défilé de la neige), Alain Fargès (les roses de la France), Vincent Brodier (le défilé de la neige), et Mme Christine (le bonheur d'un maître ou d'une autre).

23 h. 40. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 5. Emission pédagogique ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Les dessous du ciel (premier épisode, rediffusion) ; 14 h. 5. Aujourd'hui madame ; 15 h. Rediffusion : à chaud (reprise du programme du samedi 4 février) : La nuit des Césars ; 16 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur : le monde de la danse ; 18 h. 30. L'été et les lambes ; 18 h. 45. Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Téléfilm : Louis XI ou la naissance d'un roi, d'A. Astruc, d'après P. Murray Kendall, avec D. Manuel, D. Célin, F. Bérge (rediffusion).

22 h. Débat : Les conspirations d'un dauphin. Avec M. M. Michel Molit et Philippe Contamine (professeur à la Sorbonne), Jean Favier (directeur général des Archives nationales), Michel Parisse (professeur à la faculté de Nancy), Pierre Roger Guezennec (professeur à la faculté de Saint-Etienne) et Mme Régine Fournet (historienne).

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : l'Union des Français de bon sens ; 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (western) : LES CAVALLIERS, d'Ed. Dmytryk (1955), avec H. Bogart, G. Tierney, L.J. Cobb, A. Moorehead, J. Porter. (Rediff.)

En 1847, un quaker américain, prisonnier d'un bandit chinois, lui dépeint en langage cinématographique, de la tragédie de Shakespeare, par Orson Welles, qui fait aussi une étrange composition d'œuvres.

21 h. 55. Journal ; 22 h. 10. Magazine Réussite : La surveillance des avalanches.

FRANCE-CULTURE

18 h. 2. Poésie : Yves Buin (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 19 h. 5. Mathématiques ; 8 h. Les chemins de la connaissance. Les esprits de la mer ; à 8 h. 32. Les capotes ; à 8 h. 50. La face cachée du ciel ; 9 h. 7. Mathématiques ; 10 h. 45. Un quart d'heure avec J. Cazeau ; 11 h. 2. Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes, avec J.-G. Bailly ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Faonora ; 13 h. 15. Séries ; 14 h. 5. Radio solitaire ; 14 h. 15. Diversité ; 15 h. 32. Musiques d'aujourd'hui : E. Mouton ; 16 h. 30. Les chemins de la connaissance ; 17 h. 30. Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (pop music) ; 18 h. 30. Feuilleton : « le Mystérieux Docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25. Sciences : Ce qu'il faut savoir ; 20 h. Dialogues franco-britanniques : Syndicats et politiques, avec Tom Jenkins et Jacques Moreau ; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec J.-C. Roy ; 22 h. 30. Nuits magiques ; à 22 h. 35. Réclat, par F. Venaille ; à 22 h. 45. L'art au féminin, par D. Boone ; à 23 h. 35. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Quotidien musical ; 8 h. 30. Cinéma : 9 h. Le matin des musiciens : Bach, Chopin, Brahms ; à 10 h. 30. Musique en vie : R. Fricollet et J.-F. Meissner ; 12 h. Chansons ; 12 h. 40. Jazz ; 12 h. 45. Chansons ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Séries ; 14 h. Radio solitaire ; 14 h. 15. Diversité ; 15 h. 32. Musiques d'aujourd'hui : E. Mouton ; 16 h. 30. Les chemins de la connaissance ; 17 h. 30. Semaines musicales dans la région Rhône-Alpes (pop music) ; 18 h. 30. Feuilleton : « le Mystérieux Docteur Cornélius », de G. Le Rouge ; 19 h. 25. Sciences : Ce qu'il faut savoir ; 20 h. Dialogues franco-britanniques : Syndicats et politiques, avec Tom Jenkins et Jacques Moreau ; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec J.-C. Roy ; 22 h. 30. Nuits magiques ; à 22 h. 35. Réclat, par F. Venaille ; à 22 h. 45. L'art au féminin, par D. Boone ; à 23 h. 35. Musique et animation.

La rencontre des « petits poucets »

« Faut-il jouer sur la clandestinité ou sur la légitimité ? ». Des questions que les « petits poucets » des ondes, mais on ne reçoit pas forcément. Après avoir diffusé des programmes culturels, ils préparent des émissions sur des thèmes spécifiques, tel « l'auto-gestion ». Action Banlieue-Sud, dont l'équipe travaille aussi à l'élaboration d'un journal de contre-information local le Petit Montrouge en colère, a annoncé quelle émission prochainement. Nombreux étaient venus les « pirates » parisiens : Abbesse-Echo, prolix, détailla son objectif de créer « un service public décentralisé », et rappela son refus de « toute structure pyramidale ». Radio-Estille et Radio-100 ont confirmé qu'elles seraient prêtes à émettre le 15 février. Radio-Verte a signalé le rythme quotidien de ses émissions, consacrées tout le matin aux informations, l'après-midi aux débats en direct, l'étonnement de certains, enfin, Radio-Bérénice, qui émet à Strasbourg en langues française et allemande, se présente comme étant une « station saturnale et impie ».

Après que le droit de chaque individu à la liberté d'expression, défini par l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ait été réitéré, la phase préparatoire à la Journée nationale du 15 février fut abor-

dée. Une carte géographique localisant les stations qui émettront le jour J fut ébauchée. Un certain nombre d'émissions seront réalisées en direct et en public pour sortir de la clandestinité. Par souci de décentralisation et en raison de la bonne organisation des « pirates » de la région du Nord, la coordination de toutes les radios libres leur a été en partie confiée. Pour sa part, l'ALIO continuera d'assumer son rôle de « plate-forme de réflexion » sur les problèmes du monopole, du brouillage, des émetteurs et des programmes, et se tiendra à la disposition des amateurs pour leur fournir des renseignements techniques et juridiques ou prodigier des conseils utiles. Somme toute, une réunion fructueuse. — E. M.

« Dans un article intitulé « Demain, radios sauvages ? », Bernard Weiss, dans l'Humanité du 6 février, écrit : « En confiant télévisions et radios locales aux collectivités territoriales, l'occupation du programme communautaire engendrerait une démocratisation de l'information. » Il évoque la possibilité d'un essor « de l'expression du pluralisme au niveau local », « par une répartition des pouvoirs (élu locaux, usagers et travailleurs de l'infor-

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI		La ligne	La ligne T.O.	ANNONCES ENCADRÉES		La ligne	T.O.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	24,00	OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45	
IMMOBILIER	30,00	34,32	5,00	DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88	
AUTOMOBILES	30,00	34,32	20,00	IMMOBILIER	20,00	22,88	
AGENDA	30,00	34,32	20,00	AUTOMOBILES	20,00	22,88	
PROF. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52		AGENDA	20,00	22,88	

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FRAMATOME
Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde
USINE de
CHALON-SUR-SAONE (71)
recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

FORMATION DE BASE :
- BTS ou DUT Mécanique, avec expérience en gestion, ou DUT gestion avec connaissances Maintenance Transport.
- 2 ans minimum en gestion dans des secteurs de chaudronnerie lourde, maintenance ou transport.

RESPONSABILITÉS ESSENTIELLES DE LA FONCTION :

- établissement des prix de revient (transport, maintenance travaux extérieurs) ;
- suit des prévisions et du contrôle budgétaire ;
- détermination des prix d'achat des matériaux pour l'établissement des devis estimatifs de travaux.

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Envoyer avec curriculum vitae :
FRAMATOME
Service Recrutement
B.P. 13 - SAINT-MARCEL 71280.

GROUPE DE DISTRIBUTION (C.A. 2 MILLIARDS)
recherche

contrôleur de gestion

NOTRE PROFIL DE GROUPE :
Nous sommes des spécialistes dans la Distribution de détail. Notre implantation, régionale à l'origine, est désormais nationale. Nous opérons dans des circuits diversifiés : tels que Hypermarchés, magasins traditionnels, restauration. Nous connaissons une très forte expansion et sommes animés d'un fort souci de rentabilité. Notre diversification implique la coexistence de différentes méthodes de gestion. Nous voulons perfectionner notre système de gestion, développer la rigueur dans notre Groupe sans toutefois mettre en cause son dynamisme et sa souplesse.

NOTRE PROFIL DE POSTE :
Le candidat sera responsable de l'établissement et de la qualité des budgets et objectifs des différents départements. A ce titre, il sera en contact avec la Direction Générale et les différents Responsables de départements et d'établissements.

- Il aura à assurer le contrôle des budgets d'investissements et d'exploitation. Il devra analyser les écarts et préconiser les actions correctives.
- Il établira les tableaux de bord pour la Direction Générale et les différentes Directions du Groupe.
- Il réalisera ou fera réaliser des études de rentabilité ponctuelles sur différents secteurs d'activité du Groupe ainsi que sur des affaires nouvelles.
- Il sera garant du respect des procédures administratives et budgétaires et aura, éventuellement, à collaborer avec des Conseils extérieurs.
- Il participera à la formation de l'Encadrement en ce qui concerne la gestion et les procédures administratives et conseillera les Responsables opérationnels sur le contrôle de leurs propres unités.

VOIRE PROFIL :

- Une authentique expérience dans les problèmes évoqués ci-dessus
- Etre familier de la gestion décentralisée
- Une formation supérieure et spécialisée est souhaitée
- Susceptible de s'intégrer dans une équipe jeune et ambitieuse

Si vous estimez correspondre à ce profil, ADRESSEZ C.V. très précis sur vos responsabilités et réalisations, photo et rémunération actuelle à : P.L.I.C.H.A.U.S.A. - BP 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra. Réf. 2808.
Poste situé dans une grande ville de l'Ouest

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

« Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant, si vous voulez travailler pour une multinationale dont la croissance s'est toujours confirmée et diversifiée, si vous êtes ingénieur électronicien et que la technique est pour vous un support indispensable et non une fin, si vous voulez valoriser vos connaissances en les approfondissant et en les diversifiant, vous répondez alors au profil que nous cherchons à PARIS ou à LYON, pour la fonction d' »

INGENIEUR COMMERCIAL

Envoyez votre C.V., photo et présent, et date de disponibilité dans la réf. SCM 278-21 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET

emplois internationaux emplois internationaux

gestion prévisionnelle de personnel
AFRIQUE FRANCOPHONE

Nous sommes une société minière et nous employons près de 4500 personnes (personnel local et expatrié). Nous recherchons le responsable de notre G.P.P.

En étroite collaboration avec les Directions des différentes unités de production et leurs départements, il aura la responsabilité de la gestion prévisionnelle du personnel humain de la Société dans une optique d'optimisation de qualité. Pour réaliser cette tâche, il supervisera également les services de sélection et de formation permanente.

Vous êtes de formation supérieure (si possible ingénieur), les problèmes humains vous passionnent et vous considérez comme particulièrement motivé de travailler dans un milieu culturel différent. Bien plus, cette différence représente pour vous une opportunité et non un obstacle !

Ecrivez rapidement sous référence 20.17-M (en indiquant un numéro de téléphone) aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin de réunir les candidatures.

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

LEGAL and GENERAL
Groupe de Compagnies d'Assurances Britanniques
recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour sa Succursale en Espagne à MADRID

Le candidat retenu devra :

- être âgé de 35 ans minimum ;
- parler couramment l'espagnol ;
- connaître le marché espagnol de l'Assurance Vie et L.A.S.D. avec, si possible, une expérience pratique du marketing. Vie acquise soit en Espagne, soit en Amérique du Sud.

Rémunération à débattre ; mais elle ne sera pas inférieure à 1 200 000 pesetas par an.

Envoyer candidature, curriculum vitae, manuscrit, photo et présentations au :
Directeur Général pour la France
(Secrétariat de Direction)
GROUPE LEGAL and GENERAL
58, rue de la Victoire, 75440 PARIS CEDEX 08.

URGENT
BUREAU D'ETUDES U.S.A.
RECHERCHE POUR L'ALGERIE

En vue réalisation vaste programme travaux géotechniques concernant études préliminaires, grands ouvrages d'hydraulique (y compris reconnaissance et évaluation zones d'emprunt)

UN INGÉNIEUR EN CHEF

Géotechnicien confirmé, minimum dix ans d'expérience dans programmes analogues. Il sera chargé de la conduite de l'ensemble d'une équipe encadrée par deux ingénieurs de terrain (field engineers), un ingénieur de laboratoire et un maître sondeur, ainsi que de l'établissement des rapports d'étude.

Français indispensable - Anglais souhaitable

Prière adresser C.V. détaillé avec photo récente à :
Azeredo, 3008 Madrid (Espagne). Indiquer nom, adresse et téléphones précédents employeurs, postes occupés, projets étudiés et participation personnelle, exacte aux études, présentations salariales. Il ne sera pris contact avec les candidats cités qu'après accord de l'intéressé. Il sera répondu à toutes les candidatures.

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P.
recherche le

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
(de sa Direction du matériel)

La fonction comprend notamment :

- la Section administrative du Parc et de l'Atelier Central,
- l'établissement des prévisions de commandes,
- la participation active aux négociations des conditions de paiement des contrats d'achat,
- le suivi des commandes,
- la responsabilité de l'ensemble des problèmes douaniers,
- la suivi des contrats d'assurance,
- le contrôle des prix de revient.

Ce poste conviendrait à un homme rigoureux ayant nécessairement une expérience de plusieurs années dans un poste similaire et pouvant faire la preuve de sa réussite. Il sera âgé de 32 ans minimum et aura une formation A.M. ou équivalente complétée par une expérience Gestion.

La rémunération annuelle prévue est de **80.000 F.** et il sera tenu compte de l'expérience du candidat retenu.

Le lieu de travail est situé dans le Sud-Ouest.

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations, sous référence M. 73429, à SEM PABILITE, 142, rue Montmartre, 75002 Paris, qui transmettra.

TRES IMPORTANT GROUPE BELGE DE NIVEAU INTERNATIONAL ET DU SECTEUR CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS
recherche

pour ses chantiers au Nigéria

UN DIRECTEUR DE CHANTIER

- de formation Ingénieur « Grande Ecole » mécanique ou T.P. ;
- ayant une expérience d'une dizaine d'années sur chantiers outre-mer ;
- ayant dirigé des chantiers routiers et ouvrages d'art ;
- la connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer votre candidature et curriculum vitae à :
UNIVERSAL MEDIA - Chaussée de la Bulpe, 122, 1050 BRUXELLES, qui transmettra.

Veuillez mentionner la référence LM/155 sur l'enveloppe qui pourra ainsi nous parvenir fermée.

SOCIÉTÉ BRITANNIQUE
recherche urgent pour ALGERIE

2 INGÉNIEURS

de formation gde école ou équivalent.

Susceptibles d'assurer la formation de techniciens algériens en mécanique et électricité.

Une expérience en équipement de pompage pipe est souhaitée.

Contrat de 5 mois + 1 mois de congé payé.

Bonnes conditions de rémunération.

Env. C.V. + photo à B.T.E., 27-29, r. de Bassano 75008 Paris, à l'attention de M. Guillot.

COMPLEXE INDUSTRIEL

Filiale d'un groupe français de première importance, recherche, pour son siège social situé dans une grande ville d'Afrique francophone (zone franc), un

CHEF COMPTABLE

Titulaire du D.E.C.S. ou +. Agé d'au moins 40 ans et ayant une expérience confirmée dans la responsabilité de comptabilités en industrie.

Une connaissance de l'Afrique et du plan O.C.A.M. est appréciée.

Contrat ferme assorti des avantages et des garanties d'expatriés.

Envoyer avec C.V. explicite sous référence CO/CC.

CETAGE
20, AVENUE ANDRÉ LUCHENIER 75008 PARIS 16^{ème}

Bureau d'études en AFRIQUE recherche pour 2^{ème} trimestre 1978

AFRICAINS
(un an d'expérience)
pour postes : ECONOMISTES, AGRICULTEURS, URBANISTES, ZOOTECHNICIENS, GÉOLOGES, SOCIOLÔGES.

Envoyer avec C.V. à :
M. M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Rémusat, PARIS-12.

Pour un séjour en AFRIQUE DU NORD dans le cadre d'une assistance technique, Société française d'ingénierie recherche

INGÉNIEUR URBANISTE
diplômé d'une Grande Ecole, ayant une première expérience professionnelle acquise dans la conception et la réalisation de zones urbaines nouvelles. Ce poste comprendra particulièrement à un cabinet, l'étude, l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'urbanisme, d'infrastructures et de réseaux. Le candidat devra être capable de travailler en équipe et de gérer un projet.

Env. C.V. + photo à B.T.E., 27-29, r. de Bassano 75008 Paris, à l'attention de M. Guillot.

FRAMATOME
Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde
USINE de
CHALON-SUR-SAONE (71)
recherche

DEUX TECHNICIENS (NES)

FORMATION :
- B.T.S. Assistant (e) Ingénieur B.T.S. ou D.U.T. spécialisé mécanique.

COMPÉTENCES :
- Utilisation du programme de calcul sur ordinateur. Calcul par méthode des éléments finis souhaitable.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :
- 2 ans (Bureau de Calcul ou équipe d'analyse mécanique ou Bureau d'études avec participation à la rédaction de notes de calcul)

POUR TRAVAILLER DANS NOTRE ÉQUIPE CALCUL

MISSIONS GÉNÉRALES :
Participer à l'analyse du comportement des ensembles du circuit primaire principal (Générateur de vapeur, Pressuriseur, Cylindres).

Lieu de travail : CHALON-SUR-SAONE.

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Envoyer avec curriculum vitae :
FRAMATOME
Service Recrutement
B.P. 13 - SAINT-MARCEL 71280.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
ayant récemment créé en
AFRIQUE NOIRE
UN COMPLEXE INDUSTRIEL
(basé sur une motrice première tropicale)
recherche pour sa mise en place définitive

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ayant une expérience réussie en management et dont la principale caractéristique sera d'encadrer une équipe importante :

- de gérer avec profit un ensemble disposant de moyens ultra-modernes.

Conditions de vie et de salaire très étudiées. La connaissance de l'AFRIQUE est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 47.731.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ÉTABLISSEMENT PARA-PUBLIC
situé dans une ville du Sud de la France

UN ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE
(réf. 2564)

qui participera à l'assistance générale aux P.M.I. sur le plan de la gestion financière et technique. Ayant 30 ans min., il aura une formation d'ingénieur complétée par des études de gestion et quelques années d'expérience en milieu industriel.

Adresser manuscrit + CV + photo + présent à :

CABINET OPPER B.P. 4, av. du Sud 92100 Fontenay-sous-Bois
Cabinet de recrutement Bourg-La-Roche

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	45,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCOREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

MONTEURS D'AFFAIRES

90.000 F

Une société ayant pour objet la mise en valeur de régions du centre de la France recherche deux « monteurs d'affaires » pour sa division agricole. Sous l'autorité du Directeur de cette division, ils seront chargés de rechercher et étudier avec les divers agents économiques intéressés (groupements de producteurs, coopératives, etc.) les « affaires » destinées à valoriser la maîtrise agricole, à ajuster la production animale et sa transformation, et à faciliter la régularisation des marchés. Ils seront entièrement responsables du montage de ces affaires — étude de faisabilité, création des structures portées nécessaires (SICA, S.A.), définition, obtention et mise en place des financements, définition du programme technique, suivi des études et de la réalisation, assistance au démarrage, etc. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation soit B.P., B.S., avec des connaissances en agro-alimentaire, soit B.N.S.A.A. avec des connaissances commerciales, posséderont trois à cinq ans d'expérience acquise dans une fonction identique comportant une connaissance de l'industrie de la viande. Ecrire sous référence 102/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

AGRO ALIMENTAIRE

Centre

legrand

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS
8 000 personnes - C.A. 800 millions
RENFORCE SES EQUIPES DE VENTE ET OFFRE CARRIERE COMMERCIALE à de

JEUNES DIPLOMES

ESC, UNIVERSITAIRES, IUT, BTS

Dès votre engagement vous serez formé à la connaissance des produits et aux méthodes modernes de promotion, de vente et de négociation. Vous serez intégré à des équipes dynamiques. Vous devez être disponible pour de fréquents déplacements.

Postes à pourvoir dans Grandes Villes Universitaires.

Adresser CV et présent.

sous réf. 280033

69, rue de Monceau

75008 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée

FRAMATOME

Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde

USINE DE CHALON-SUR-SAONE (71)

recherche

UN INGÉNIEUR

- FORMATION : GRANDES ECOLES OU UNIVERSITE.
- COMPETENCES ACQUISES : Bonne connaissance en Mathématiques appliquées et analyses numériques. Anglais lu indispensible (éventuellement parlé).
- COMPETENCES SPECIFIQUES : Méthode des éléments finis. Programmation FORTRAN.
- EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : Une à deux années dans le calcul des structures (programmation et utilisation).

POUR TRAVAILLER DANS NOTRE EQUIPE CALCUL

- MISSIONS GENERALES : Analyses et programmation dans le domaine du « CALCUL DE STRUCTURE ».

Assistance technique au niveau de l'utilisation des programmes de calcul et des moyens informatiques.

Lieu de travail : CHALON-SUR-SAONE
Déplacements fréquents : PARIS

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire avec curriculum vitae à : FRAMATOME
Service Recrutement
B.P. 13 - SAINT-MARCEL 71380

ORGANISME PUBLIC

recherche

INGÉNIEUR

système IBM, DOS

Connaissances : C.I.C., D.I.I. souhaitées.

Adresser C.V. lettre manuscrite

photo et présentations à :

H 8135 Havas Bordeaux.

CREDIT HOTELIER

COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

spécialisé dans le financement

des investissements des P.M.E.,

recherche pour sa délégation

régionale centre à

ORLÉANS

ATTACHÉ COMMERCIAL

Clients P.M.E. et relations banques.

IL FAUT :

— une formation DUT finances

comptabilité ou BTS section,

— une expérience en contacts

commerciaux nécessaires.

— une maîtrise de l'anglais (permis V.L. exigé).

Solide formation aux études de

crédit assurée par un stage

numéré de 3 mois à Paris.

Salaire 1^{re} année : 45.000 F ;

2^e année : 55.000 F +

indemnités frais de voiture.

Adr. candidature avec photo :

M. PUIG, Directeur de la

Chc - 16, rue Adolphe-Cressin

45010 ORLÉANS

SOCIETE VAR

recherche

UN INGÉNIEUR SUPELEC

ou équivalent, 2^e au

expérience industrielle dans étude,

mise au point systèmes utilisant

micro-processeurs, INTER ou

TEXAS.

Adresser C.V. à Mme LAMY

THIVILLIER-DARRAS (90)

164, fg St-Honoré, 75008 Paris

ETABLISSEMENT PUBLIC

RECHERCHE

UN CHARGÉ DE MISSION

FONCTION :

Collaborateur du chef de service

promotion industrielle, sa

mission consistera à apporter

aux entreprises P.M.E. un soutien

méthodologique en matière

d'études de marché.

PROFIL :

Formation supérieure (Ecoles

commerciales) ou autodidacte

confirmé.

Trois années d'expérience mini-

num au sein d'un service

étude de marché.

Lieu de travail : LIMOGES (87)

Rémunération : 70.000 à 80.000

français/an.

Contrat à durée limitée avec

possibilité éventuelle d'intégration

définitive.

ADRESSER : C.V. + lettre manuscrite +

photo à :

Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie,

15, place Jourdan,

87038 LIMOGES CEDEX

IMPORTANTE STE T.P. CH.

CHEF MÉCANICIEN

pour chantier en métropole

Ecr. HAVAS MARSEILLE 91426.

ORGANISME PUBLIC

recherche

INGÉNIEUR

système IBM DOS

Connaissances C.I.C.

DL1 souhaitées

Adresser C.V., lettre manuscrite,

photo et présentations à :

H 8135 HAVAS BORDEAUX.

CABINET DE CONSEILS

JURIDIQUES ET FISCAUX

LIMOGES recherche

JEUNE COLLABORATEUR

licencié en droit ou dipl. équiv.

ayant déjà quelques années de

pratique professionnelle en droit

de la société ou en droit fiscal.

Débutant s'abstenir.

Ecrire HAVAS LIMOGES

sous le n° 89.063 H.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES.

296-15-01

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

nous recherchons

pour l'une de nos usines (800 personnes)

NORD DE LA FRANCE

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur d'usine et en relation

avec le directeur administratif et financier de la

Société, il assure la charge du budget, des comptabilités

industrielles, générale et analytique.

FORMATION :

• niveau D.E.C.S.

• expérience d'au moins 5 ans à un poste similaire

en usine, avec animation d'équipe.

Ecr. avec C.V. et présentations à n° 47.723 Contesse

Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Adresser C.V. et présentations à :

THOMSON CSF/DASM Service du Personnel

Route de Conquet 29200 BREST

THOMSON-CSF

recherche

PROGRAMMEUR

SYSTÈME TEMPS RÉEL

MINI-CALCULATEUR - NIVEAU V

Expérience programmation assembleur - Fortran

et système disque.

Connaissances micro-programmation et gamme

micro-appareils.

Adresser C.V. et présentations à :

THOMSON CSF/DASM Service du Personnel

Route de Conquet 29200 BREST

ENTREPRISE de TRAVAUX PUBLICS

d'importance nationale

recherche pour PROVENCE sud

DIRECTEUR D'AGENCE

rattaché à l'équipe de Direction, il sera responsable

de l'organisation, du fonctionnement et du développement

de l'Agence située dans la région marseillaise.

Pour cela, il devra avoir exercé des responsabilités

importantes dans un poste d'agence.

Il aura :

— acquis une maîtrise parfaite dans les domaines

travaux, commerciaux et de gestion.

Env. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo

sous référence 38/178 à :

CHRONOS, 99, boulevard Sakarini,

13005 MARSEILLE.

Réponse et discrétion assurées.

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

INGÉNIEUR

Le PDG de cette

industrie réputée de

l'alimentation,

désire partager ses

35 ans environ, capable de maîtriser l'exploita-

tion quotidienne (production, ventes, comp-

tabilité), et ouvert à la prospective.

Homme de relations aussi.

Les candidats retenus seront avisés avant

la fin du mois.

Prière d'adresser sous No 496

CV motivé avec photo et

salaire actuel au

CEIP

Conseil d'Entreprises

36 avenue Vauban

49023 ANGERS

Bretagne

Atlantique

offres d'emploi

offres d'emploi

COMPTABLE(S) II

B.T.S. ou niveau D.E.C.S. expérimenté(s)

- 1 poste de comptabilité générale, banques, fournisseurs, préparation paie informatique, déclarations URSSAF...
- 1 poste de comptabilité auxiliaire clients, relances, gestion crédits clients.

Anglais lu, écrit (parlé)

Ecrire ou téléphoner :
DATA GENERAL FRANCE
La Boursière - Immeuble M
RN 188 - B.P. 78
92350 LE PLESSIS ROBINSON
Tél. : 630.21.05 - M. Lucien RUHIER

- 1 poste de comptabilité générale et d'administration. Anglais parlé exigé.

Envoyer C.V. à
DATA GENERAL EUROPE
Monsieur Eric GISKES
61, rue de Courcelles
75008 PARIS

Data General

ingénieur système

Nous sommes un des plus importants groupes français d'assurances.

Nous créons ce poste pour faire face au développement de

notre département informatique (supérieur à 200 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une

grande école ou un universitaire ayant au moins deux ans

d'expérience dans ce type de fonction et une bonne connais-

sance du matériel IBM 370 et des systèmes DOS/VS - DL1 -

CICS/VS.

La rémunération sera très motivante pour une personnalité

de valeur.

Le poste est à pourvoir en banlieue sud.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. et photo ss réf. M12198

egor 5, rue Meyerbeer, 75009 PARIS

Responsable exportation

Europe Vins et Spiritueux

Un groupe français de Vins et Spiritueux (marques de notoriété) fortement implanté sur le

mercé national, élargit sa distribution sur l'EUROPE et crée le poste de :

RESPONSABLE EXPORTATION

Il aura pour première mission de créer cette fonction : organisation, planification, analyse

des marchés, administration commerciale, relations avec les organismes à l'exportation et

les administrations.

Responsable du développement du chiffre d'affaires, il procédera au recrutement des

agents et distributeurs qu'il suivra et animera.

Basé à Paris et secondé par un secrétaire trilingue, il devra être disponible pour voyager

fréquemment.

Homme d'action avec esprit d'entreprise, rompu aux problèmes d'exportation (un minimum

de 5 années d'expérience dans un poste similaire est nécessaire), il devra être efficace rapidement.

Une connaissance de la branche sera un atout supplémentaire.

Maîtrise de l'anglais indispensable, deuxième langue : allemand.

Le salaire sera fonction du niveau et de l'expérience

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.O.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

KLOCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL
EXPORTATEUR
D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche
pour sa Société Française à Paris un

EXPERT
de FINANCEMENTS EXPORTATION

qui aura comme tâches principales :

- le montage de financements multinationaux de projets de grande envergure industrielle ;
- les relations avec banques et fonds monétaires internationaux ainsi qu'avec les autorités et assureurs crédit (DBR, COFACE, etc.).

Nous demandons aux candidats les qualifications suivantes :

- formation supérieure HEC, ESSEC ;
- expérience dans situation similaire ;
- expérience dans la négociation de contrats de crédits avec fonds européens et arabes ;
- expérience de montage de crédits euro-dollar ;
- bonne connaissance de la langue anglaise, allemand souhaitée.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :

KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS
de formation GRANDES ÉCOLES

Débutants ou ayant quelques années d'expérience et intéressés par les activités de ses laboratoires d'Études et de sa Direction Commerciale :

- Étude et développement circuits analogiques et numériques.
- Conception et réalisation de systèmes électro-optiques.
- Étude de circuits nécessitant expérience en microprogrammation.
- Installation et suivi de chantiers.
- Commercialisation matériels télé-informatiques et télécommunications.

Réponse assurée sous huitaine.

Adresser C.V. et prêt n° 48.301 CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01.

fonction
personnel

L'expansion permanente de notre Division SIMULATEURS ET SYSTEMES ELECTRONIQUES nous conduit à recruter un

CADRE DEBUTANT DIPLOME DROIT DU TRAVAIL

ou ayant en tant que juriste un ou deux ans d'expérience dans la fonction personnelle.

Après une période d'adaptation de plusieurs mois dans notre établissement de TRAFIC 60 il exercera principalement des activités de recrutement, il verra ses fonctions s'élargir en devenant le correspondant du service du personnel dans un établissement situé à CERGY-PONTOISE (banlieue Nord Ouest de la région parisienne).

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Adresser C.V. détaillé sous référence 13 78/1 à F. BOURRE L.M.T. Service du Personnel B.P. 116-78192 Trappes Cedex

KLOCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL
EXPORTATEUR
D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche
pour sa Société Française à Paris un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
dans le domaine agro-alimentaire

Le candidat sera INGÉNIEUR de GRANDE ÉCOLE, ayant travaillé comme expert ou conseiller avec les pays en voie de développement industriel. La pratique professionnelle de l'Anglais et de l'Allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans la maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finances et Gestion de contrats.

Adresser C.V., photo récente et prétentions, à :

KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

SN2

Une des premières Sociétés de Services en France

recrute
dans le cadre de l'expansion de son activité petits systèmes :

- **INGÉNIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMÉS** (2 ans d'expérience)
- **ANALYSTES-PROGRAMMEURS DEBUTANTS OU CONFIRMÉS** (niveau IUT - 1 à 5 ans d'expérience)

Connaissances en gestion appréciées ainsi qu'une expérience sur petits ou mini-ordinateurs (IBM, NCR, CII, H.B., DEC, INTERTECHNIQUE, DATA GENERAL, TEXAS, etc.).

Ecrire avec C.V. sous référence J.P.C. 01/78

SG2
12, avenue Vion Whitcomb
75016 PARIS

3M

Usines de Beauchamp (Val d'Oise)

ingénieur sécurité confirmé

Formation : Ingénieur ayant de bonnes connaissances en chimie, mécanique, physique, électricité, etc.

Expérience dans la fonction en industrie chimique ou pharmaceutique.

Connaissance approfondie de la législation concernant la sécurité du travail, la prévention des accidents, les assurances, etc.

Aptitude naturelle au commandement et au dialogue.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et photo + prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE Avenue Bouli 92520 BEAUCHAMP.

GRANDE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE
CONSTRUCTION TURBO-MACHINES

recherche
EN RÉGION PARISIENNE

JEUNES INGÉNIEURS

CENTRALE, MINES, SUPELEC, ARTS ET MÉTIERS, I.D.N., I.N.S.I., Grenoble, Nancy, Poitiers, Nantes, etc., I.N.S.A.

Pour les postes suivants :

- **INGÉNIEURS BUREAUX D'ÉTUDES**
- **INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES**

Pour chacun de ces postes nous recherchons : des **INGÉNIEURS DEBUTANTS** ou ayant une première expérience professionnelle.

Ecrire avec C.V. détaillé à R. GROSSARD, 3, Villa George-Sand - 75016 PARIS, qui transmet.

responsable recrutement

Au sein d'une Société de Conseil de ressources humaines les activités de RECRUTEMENT sont regroupées dans un département dont nous recherchons l'animation et le développement à un Responsable Recrutement.

Nous recherchons un candidat de formation "Sciences Humaines" ayant au moins 10 années d'expérience industrielle dans une partie de la fonction Personnel.

Ouvrir à tous les problèmes d'insertion et de développement des Hommes dans la vie professionnelle, en Responsable devra savoir indiquer les prestations du département aux autres activités de l'entreprise.

Parfaitement bilingue, il aura à traiter des problèmes de recrutement de cadres internationaux.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 10.18-M à I.C.A. qui transmetra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

PHILIPS Data Systems

recherche
pour faire face à l'expansion de son activité

SYSTEMES MULTI-TRANSACTIONNELS
des INGÉNIEURS COMMERCIAUX SENIOR

- Diplômés d'études supérieures,
- pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente de matériels ou de services informatiques auprès de grandes Sociétés.

NOUS VOUS OFFRONS :

- des postes susceptibles d'évolutions ultérieures au sein d'une structure dynamique (17 Agences et Dégres en France),
- une rémunération motivante sur un marché en expansion,
- une période initiale de formation à nos produits.

Un acquis technico-commercial ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement transactionnel, constitueront pour les candidats des atouts déterminants.

Postes à pourvoir à :

LILLE - LYON et PARIS

Envoyer candidature accompagnée d'un C.V. à : PHILIPS Data Systems, Direction du Personnel, 5, square Max-Hymans - 75015 PARIS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
D'IMPLANTATION INTERNATIONALE

recherche

pour assistance de ses filiales étrangères
analyste programmeur

qualifié matériel IBM 360-370 COBOLANS DOS

Ayant 2 à 3 ans d'expérience, parlant anglais et appelé à se déplacer fréquemment à l'étranger.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence HOUM (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

bureau d'études commerciales

Notre groupe est le leader européen du marché des articles d'hygiène en cours de cellulose à usage domestique.

Pour améliorer notre efficacité commerciale en France, nous créons un poste fonctionnel de Responsable du Bureau d'Études commerciales.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il utilisera l'informatique pour fournir aux directions des ventes et du marketing tous les éléments de gestion dont elles ont besoin, ainsi qu'une analyse permanente du suivi des budgets.

Nous souhaitons rencontrer un homme ou une femme de 28 ans minimum, qui ait, soit une expérience similaire, soit le goût de ce type de fonction et l'ouverture d'esprit, la rigueur et l'adaptabilité nécessaires pour réussir à ce poste.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous référence M 1216 U 5 rue Meyerbeer 75003 Paris

egor

CRÉDIT COMMERCIAL

Importante Société
leader mondial dans sa branche

recherche

Jeunes Diplômés
de
l'Enseignement Supérieur

Pour postes à pourvoir à Paris et en Province, exigeant :

- des qualités de contact, de dynamisme et de bon sens,
- le goût des responsabilités qui comportent l'appréhension des risques de crédits commerciaux et l'étude de la solvabilité des Entreprises.

Adresser lettre manuscrite, curricula vitae détaillés et photo récente sous le n° 47.845 à : CONTEXTE P. 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

ENTREPRISE TELECOMMUNICATIONS
MOYENNE IMPORTANCE

RECHERCHE D'URGENCE
SUITE EXPANSION RAPIDE

INGENIEUR OU TECHNICIEN SUPERIEUR

pour étude et réalisation projets importants dans le domaine des radiocommunications VHF - UHF.

- Le candidat idéal aura 28 ans minimum, une solide formation technique et un véritable esprit d'équipe.
- Sa culture générale, son sens des responsabilités et sa connaissance des affaires lui permettront d'intervenir efficacement à tous les niveaux en France et à l'étranger.

Si ce profil est le vôtre, nous attendons votre C.V. détaillé, photo et indication de votre rémunération actuelle sous réf. 5588/M à SPERAR 12, rue J. Jaurès 92807 PUTEAUX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche pour PARIS

ASSISTANT (E)
DU CHEF DU PERSONNEL

LE POSTE :

- gestion du personnel (1200 personnes) ;
- liaisons comptables et informatiques ;
- études diverses ;
- participation à formation continue.

LE (LA) CANDIDAT (E) :

- bonne formation, Droit du travail, Relations humaines ;
- expérience 2 à 5 ans dans Service du Personnel avec gestion et législation sociale.

POSTE LIBRE IMMEDIATEMENT.

Ecrire avec photo, prétentions et C.V. détaillé à : M. MAFFRE, B.P. 208, 75024 Paris Cedex 11.

TRÈS IMPTE ENTREPRISE DE B.T.P.

recherche pour son
SIÈGE SOCIAL BANLIEUE SUD

COMPTABLES 2° Echelon
DEBUTANTS OU CONFIRMÉS

Les postes proposés offrent de réelles possibilités de carrière en France ou à l'étranger. Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire avec C.V. à n° 47.834, CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01.

Prodaire

Spécialisée dans la production de gaz industriels, recherche pour son siège social

RESPONSABLE
COMPTABILITE GENERALE

directement rattaché au Chef Comptable

- 27 ans minimum
- niveau D.E.C.S.
- expérience 3 ans minimum dans poste analogue, si possible dans une société anglo-saxonne,
- anglais souhaité
- disponible rapidement

Larges possibilités d'évolution pour un candidat de valeur

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à Monsieur Guérini - PRODAIRE - Tour Pleyel 93521 SAINT-DENIS

SORO

GROUPE ISA/CREUSOT LOIRE

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

pour prendre en charge la promotion des activités et la vente des produits de sa

DIVISION OPTO-MECANIQUE
(environ 120 personnes)

Situation d'avenir dans une société à croissance rapide.

Envoyer C.V. à M. SOYER SORO ELECTRO-OPTICS 28, rue Berthelot, 94110 ABBEVILLE

automobile
et p.l.

Dans le cadre du développement de ses marchés à l'exportation, une importante constructeur d'organes automobiles recherche, un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé d'une école de mécanique, introduit auprès des constructeurs d'automobiles européens. Allemand courant indispensable, anglais ou italien souhaité. Le salaire est de l'ordre de 120.000 F pour un candidat confirmé.

Adresser lettre manuscrite CV et photo sous référence 319 à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES - 18, rue Volney 75002 PARIS

Groupe Bancaire Paris recherche pour son Service Inspection Générale

un Cadre Comptable

niveau DECS, chargé de contrôler les services, agences et filiales.

Déplacements en province pour des missions de durées variables.

Une expérience de l'Audit acquise dans un établissement bancaire ou financier serait appréciée.

Envoyer CV manuscrit avec photo et prétentions sous référence 13.077 à :

plein emploi
10, rue du Mail-75002-PARIS

LES PERMANENTES

responsable recrutement

chef des ventes
chef de produit

CRÉDIT COMMERCIAL

Jeunes Diplômés
de
l'Enseignement Supérieur

le centre d'études de prévention

ORGANISME DE CONTRÔLE TECHNIQUE et de SÉCURITÉ

INGENIEUR

INGENIEUR (E) SOCIAL (E)

مكتبة من الأصل

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-2-78 A 0 h GMT.

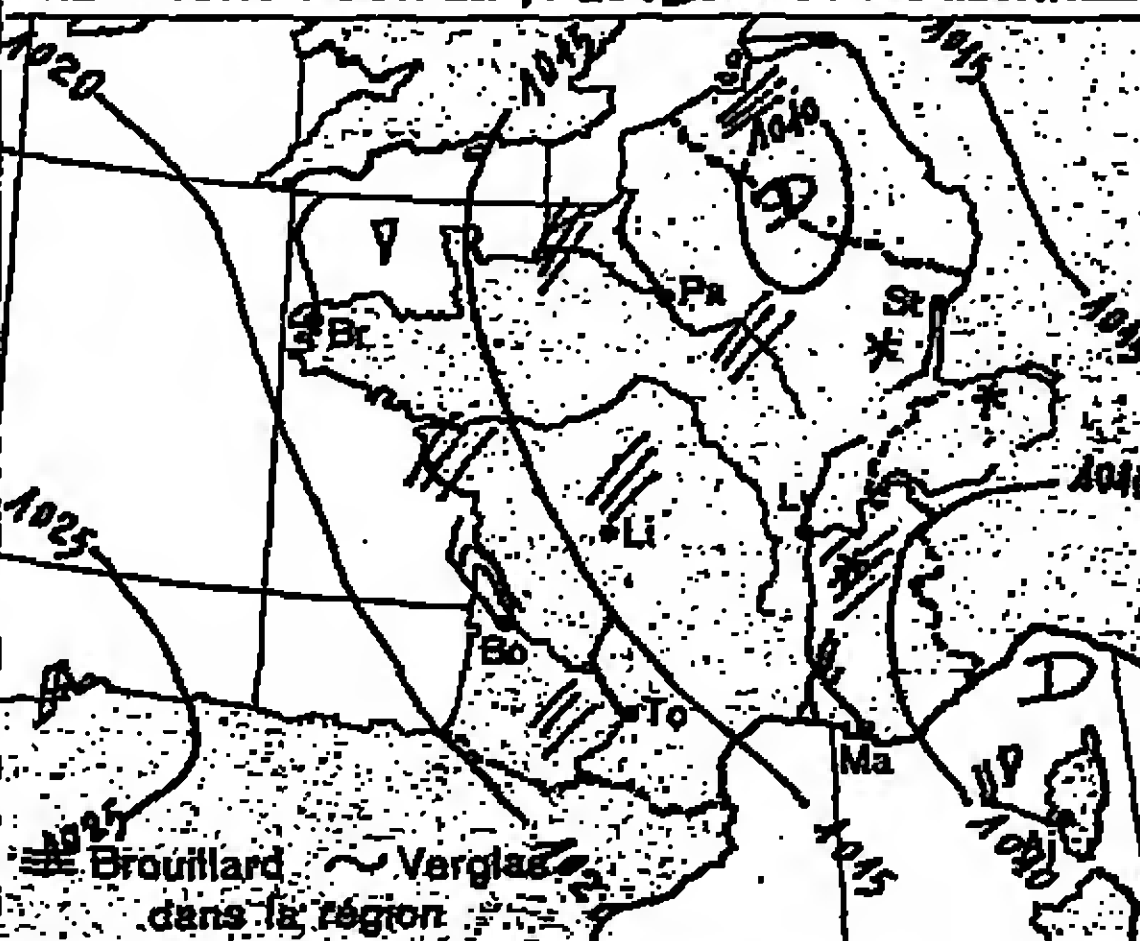


Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 février à 9 heures et le mardi 7 février à 24 heures :

Les hautes pressions du prochain continuum de diriger sur France un flux d'air humide, stable et frais, de secteur nord-ouest.

Mardi 7 février, le temps en France sera variable, souvent très nuageux et couvert, avec des pluies passagères ou des brèves ondées. Il y aura quelques éclaircies temporaires : elles-ci seront assez belles dans les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, mais qu'il y ait le midi méditerranéen ; ailleurs, ces éclaircies seront de courte durée. Des bancs de brouillard sont à craindre sur la Flandre, le Bassin parisien et l'Alsace en début de journée.

PRÉVISIONS POUR LE 7-2-78 DÉBUT DE MATINÉE



Les vents, de secteur nord-ouest, seront assez forts dans le Sud méditerranéen, faibles ou modérés sur le reste du pays.

Les températures subiront peu de changement.

Lundi 6 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1014,7 millibars, soit 760,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 février ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Alais, 12 et 5 degrés ; Biarritz, 12 et 5 ; Bordeaux, 11 et 5 ; Brest, 10 et 5 ; Caen, 10 et 4 ; Clermont-Ferrand, 7 et 1 ; Dijon, 3 et 1 ; Grenoble, 5 et 0 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 5 et 1 ; Marseille, 9 et 1 ; Nancy, 2 et 1 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice, 12 et 5 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 14 et 7 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 1 et 1 ; Tours, 9 et 3 ; Toulouse, 12 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 8 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 16 et 8 ; Berlin, 1 et -4 ; Bonn, 1 et 0 ; Bruxelles, 5 et 4 ; Casablanca, 22 et 15 ; Copenhague, 0 et -2 ; Gênes, 3 et 0 ; Lisbonne, 18 et 7 ; Londres, 9 et 1 ; Madrid, 15 et -1 ; Moscou, -8 et -10 ; Nairobi, -2 et -3 ; New-York, -7 et -19 ; Palma-de-Majorque, 13 et 10 ; Rome, 12 et 0 ; Stockholm, -1 et -3.

Expositions

LE SALON DU VIEUX PAPIER EST OUVERT A LA GARE DE LA BASTILLE

Au III^e Salon du vieux papier, qui est ouvert depuis vendredi 3 février jusqu'au 12 février, dans l'ancienne gare de la Bastille, on pourra notamment se procurer le journal du jour de sa naissance pourvu qu'on soit né avant 1945. Les amateurs trouveront aussi, sur les stands des cent exposants, des cartes postales anciennes, « bandes dessinées, des vieux journaux-gazettes et des journaux satiriques, des livres rares comme les antiphonaires (recueils de chants grégoriens), des autographes et des timbres.

Dans le cadre du Salon, une exposition retrace l'histoire de la presse, qui débute avec la Gazette de Théophraste Renaudot, en 1631.

Par des journaux et des gravures, on pourra voir la presse satirique, la presse des tranchées, la presse enfantine et celle de la « drôle de guerre ». Ces documents ont été rassemblés par une association que préside M. Christian Bailly et qui souhaite voir se créer bientôt, à Paris, un musée de la presse.

* Tous les jours de 12 h à 20 h. Samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Entrée, 10 F.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carrière du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 12 FEVRIER A 14 h
FAÏENCES, PORCELAINES XVII^e
Lille, Strasbourg, Marseille.
Exp. M. BUREAU
4, rue de l'Église, PARIS (8^e)
ARGENTERIE XVII^e et XIX^e
OBJETS D'ART-TABLEAUX ANC.
Bons Vieux et Bons Vieux
MOBILIER EN BOIS VATEL
MOBILIER DE STYLE
Tapiss. 1830 par Guillaume
EXPO: vend. 15-17 h; sam. 10-12 h.
14-18 h; dim. 10-11 h. 30. Catalog.
N° 3, à J.-P. LELIEVRE.
Commissaire-Priseur
1 bis, pl. Gl-de-Gaulle, Chartres
Tél. : (37) 36-04-33.

EXPOSITION D'ART DE CHINE

du samedi 4 février au lundi 6 février inclus
IVOIRES, PIERRES DURES, CORAIL
TURQUOISES, JADES, MALACHITE, etc.
dans les Salons Windsor
de l'HOTEL PRINCE DE GALLES
33, avenue George-V. — PARIS (8^e)
de 10 heures à 20 heures sans interruption
Estimation gratuite de votre collection
Tél. : 723-55-11

Naissances

M. et Mme Paul RIMMER ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.
Cécile.
— M. Maurice BAÏA et Mme, née Cohen, ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier petit-fils David.
le 3 février 1978 au foyer de leurs enfants, Catherine et Luc RIMMER, et de leur petite-fille Véronique.
50, rue de Dunkerque, 75009 Paris.
184, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

M. Alain MINC et Mme, née Sophie Boland, ont le bonheur d'annoncer la naissance d'un fils, Edmond, le 1^{er} février 1978.

Décès

Maurice TILLIEUX.
— Nous apprenons le décès accidentel du dessinateur Maurice TILLIEUX.

Né en Belgique en 1921, Maurice Tillieux fut l'un des chefs de file de la bande dessinée bruxelloise. Après avoir été élève dans une école de navigation, il participa, pendant la guerre, à la résistance. Il se lance ensuite dans la bande dessinée aux côtés de Dupire, à Bruxelles, où il collabore aux journaux « Aventures Illustrées », « Bimbo » et « Jupp ».

En 1946, il crée pour le journal « Héros » le personnage de Bob Seng. C'est en 1948 qu'il trouve sa voie avec les aventures policières et humoristiques de « Félix ». En 1950, il entre aux Éditions Dupuis, où il crée les personnages de Marc Jacquet, puis de Gil Jourdan, qui seront ses principaux succès. Il publia dans le journal « Spirou » deux aventures de ce détective privé associé à l'inspecteur Croux, au grand répertoire L'Éclair, au grand répertoire de Cécile.

À partir des années 60, Maurice Tillieux abandonne progressivement le dessin pour les scénarios. Avec Will, il publie « T.H. et Tonda » et collabore avec les dessinateurs Walther, Piron et Francis. Depuis 1966, les aventures de Gil Jourdan étaient dessinées par Gos, sur des scénarios de Tillieux. Son œuvre avait pu se dégrader de l'influence d'Hergé, et il avait créé une atmosphère de mystère très caractéristique.

Mme Béatrice Azaria, ses enfants, Avy, Rony Dany et Alain.
Mme veuve Alice Harari.
M. et Mme A. Cohen.
M. et Mme G. Harari.
M. et Mme R. Harari.
M. le docteur et Mme S. Levy.
ont la vive douleur de faire part du décès, survenu le 2 février 1978 à l'âge de quarante-trois ans, de David AZARIA.
leur mari, père, grand-père et beau-frère.
L'inhumation aura lieu mardi 7 février, à 14 h. 15, au cimetière de Pantin. Réunion à la porte principale.

M. Philippe Coqueux à la douleur de faire part du décès de son père, M. Pierre COQUEUX-LE BOEL, survenu le 2 février 1978.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 février, à 15 h. 45, en l'église Saint-Maurice de Bèton, 218, rue Armand-Silvestre, Courbevoie (62).

Mme Robert Dreyfus, M. et Mme Jacques Dreyfus et leurs enfants, ont le tristesse de faire part du décès de

M. Robert DREYFUS, survenu le 1^{er} février 1978. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
La famille ne reçoit pas.
177, boulevard Pereire, 75017 Paris.

M. André Fouquin, M. et Mme Pierre Fouquin et leurs enfants, Mlle Nicole Fouquin, M. Jean-Claude Fouquin, ont la douleur de faire part du décès de

Mme André FOUQUIN, née Madeleine Lindeux, pharmacienne, ancienne interne des hôpitaux de Paris.
L'inhumation a eu lieu à Montargis (Loiret) le 4 février 1978 dans l'intimité familiale.
2, rue Sarrazin, 75015 Paris.

Mme Stéphane Gardet, son épouse, Laurent, Mathias et Sébastien Gardet, ses enfants, M. et Mme Jacques Weill, ses parents, M. et Mme Pierre Deffontaines, ses beaux-parents, Laurence Weill, sa sœur, toute sa famille et ses nombreux amis, ont la grande douleur de faire part de la mort, à l'âge de quarante-deux ans, de Stéphane GARDET.
Les obsèques auront lieu, dans la plus stricte intimité familiale le mardi 7 février à Courbevoie par Saumet-les-Dames (Doubs) 62, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.
27, rue Cassette, 75006 Paris.

M. Jacques Weill et Mme, née Geneviève Martinet, ont l'immeuble de faire part de la mort de leur beau-fils et fils, Stéphane GARDET.
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale le mardi 7 février.
M. et Mme Jacques Weill s'excusent de ne pas recevoir.
45, rue du Bois-Montbrioux-Quillard, par Orsay-la-Chapelle (77560).

Mme Georges Guiochon, M. et Mme Georges-André Guiochon, Annette, Alice et Odile, M. et Mme Claude Benichat, Béatrice, Geneviève et Vincent, ont la douleur de faire part du décès, le 4 février 1978, à l'âge de soixante et onze ans, de M. Georges GUIOCHON, ingénieur en chef des ponts et chaussées (E.R.), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier du Mérite national, leur époux, père et grand-père.
La levée du corps aura lieu le mardi 7 février, à 8 heures, à son domicile, 28, boulevard Raspail. L'inhumation à 16 heures au cimetière des Sablières de Mort.

« Indian Tonle » à l'orange amère. SCHWEPPES Lemon à la pulpe de citron. Deux SCHWEPPES. Un même plaisir.

Le supérieur général des Filles de la Charité, Les Filles de la Charité, invitent leurs amis à se rassembler autour du corps du Père JEAN LE Bihan, (quatre-vingt-six ans), ancien vicaire général des Filles de la Charité, ancien curé de Notre-Dame-Auxiliatrice de Cligny, ancien curé de Saint-Jean-Baptiste de Belleville (19), ancien curé de Champs-sur-Marne.
Lors de la messe de sépulture qui aura lieu le mardi 7 février 1978 à 10 h. 30, à Saint-Etienne d'Issy-les-Moulineaux (métro : Mairie-d'Issy).
Les Filles de la Charité, 8 impasse Clouet, 92130 Issy-les-Moulineaux.

M. Louis Wouters, son père, Mme Jean Wouters, née Adrienne Blyas, son épouse, M. et Mme Mario Bruchet, née Wouters, et leur fils, M. et Mme Jacques Wouters et leurs enfants, Mme Sébastien Benoit et ses enfants, M. et Mme Marcel Belloni et leurs enfants, M. et Mme Albert Martinet et leurs enfants, M. et Mme Hao Levi et leurs enfants, Les familles Duponchelle, Manet, Guillard, Nando, Blyas et Champenard ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean WOUTERS, ingénieur agronome, ingénieur général du génie rural et des eaux et forêts, chevalier de la Légion d'honneur, officier de la Croix de Saint-Charles, commandeur du Mérite agricole, commandeur du Mérite espagnol, chevalier de l'ordre du Mérite de la R.F.A., Cavalier al Merito della Repubblica Italiana, chevalier de l'ordre de l'Économie nationale, survenu le 4 février 1978.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Léon à Paris (19^e), le mardi 7 février 1978, à 13 h. 45. L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-Parisien dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3, rue Bartholdi, 75015 Paris. 31, allée des Narclisses, la Californie, 83330 Carqueiranne. 74, via Divisione Torino, Rome. (Né le 9 décembre 1910 à Paris. M. Jean Wouters, ancien élève de l'École nationale de Grignon, fut directeur des services agricoles de l'Union des agriculteurs du haut-commissariat français en Allemagne. Il fut ensuite attaché agricole à Rome et à Madrid.)

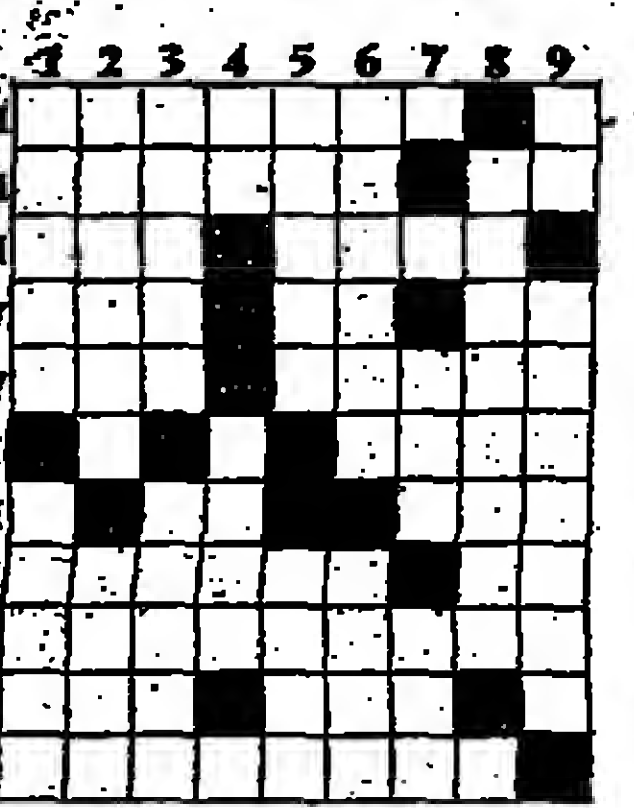
Messes anniversaires

— A la mémoire de E. BEAU DE LOMENIE, messe à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à 18 h. 30, mercredi 8 février.
— Pour le vingtième anniversaire du rappel à Dieu de Père Paul RITH, une eucharistie sera célébrée le samedi 11 février, à 11 heures, chapelle de la communauté Saint-Ignace, 35, rue de Sèvres, 1^{er} étage, Paris.

Visites et conférences

MARDI 7 FEVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h. 30, rue de Richelieu, hall d'entrée. Mme Allas : « Bibliothèque nationale ». 15 h. 18, rue Saint-Antoine. Mme Bacheller : « La Visitation Sainte-Marie ». CONFÉRENCES. — 18 h. et 20 h. : 12, rue Etienne-Marcet : « Le plein épanouissement du cœur et de l'esprit » (entrée libre). 18 h. 30, 50, rue de Varenne. Mme Fano Demareuil, H. Mendras, S. colf : « Mythes et réalités du ruralisme à l'époque fasciste ». 18 h. 30, 100, rue du Cherche-Midi. M. Jacques Houlet : « Naissance d'un urbanisme conservateur ». 18 h. 30, maison diocésaine, 8, rue de la Ville-l'Évêque, M. l'abbé Jean Starkey : « Petrus, cité insolite » (Stèle et œuvre sainte). 19 h. 30, 26, rue Bergère, docteur Jean-Pierre Foulon : « L'horoscope chinois » (L'homme et la connaissance).

PROBLEME N° 1990



HORIZONTALEMENT
1. Conseil de sécurité. — 11. Fut, âgé lui, un homme d'intérieur.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel 6 février 1978 :

DES DECRETS

9. Portant organisation de l'enregistrement vétérinaire ;
10. Fixant le montant de la sanction prévue à l'article 1123 6) du code rural ;
11. Relatif aux conditions de mination et d'avancement dans emplois de professeur contractuel de l'Institut national du sport et de l'éducation physique, et arrêté du 2 février 1978 fixant indistinctement indiciaire applicable à ces professeurs.

DES LISTES

9. Des élèves des unités pédagogiques d'architecture ayant reçu le diplôme d'architecte P.L.G.

VERTICALEMENT

1. Mieux il est calé, plus il avance. — 2. Laisse un grand vide après son départ. — 3. Consignée non sans motif valable. — 4. Dérivé. — 5. Œuvre d'imagination. — 6. Ne pas faire preuve de retenue. — 7. Synonyme. — 8. Vieux pays. — 9. Savait rendre la plus subtile des nuances. — 10. Partie du bâtiment. — 11. L'objectif d'une expédition collective. — 12. Rivière. — 13. Compagne de Jacob. — 14. Titre étranger. — 15. Pas antérieur. — 16. Dire autant qu'une révolution. — 17. Agités à des fins apaisantes.

Solution du problème n° 1889

Horizontalement

I. Jour : Lis. — II. Ustensile. — III. S.S. : Nuée. — IV. Tardive. — V. Rou. — VI. Cuvette. — VII. Eux : Tox. — VIII. Aléas. — IX. Aspiétés. — X. Clamée. — XI. Coca. — Erse.

Verticalement

1. Justice. — 2. Arc. — 3. Ocas. — 4. Jendues. — 5. Eux. — 6. Nui. — 7. Ara. — 8. Sév. — 9. Lina. — 10. Liée. — 11. Ater. — 12. Is. — 13. Ocas. — 14. Se. — 15. Coupés (voitures).

GUY BROUTY.

CREDITS PROFESSIONNELS CIC. LE PRÊT RÉALISTE.

Crédits à l'équipement de 300.000 F en quelques jours.

Avec un délai inférieur à 8 jours et pour un montant maximum de 300.000 F, les crédits à l'équipement professionnel du CIC ont de bonnes raisons d'être efficaces. Ces crédits concernent aussi bien l'aménagement de locaux que l'achat de matériel ou de véhicules. Ces crédits sont souples : choisissez la solution adaptée à votre activité, votre investissement, vos possibilités de remboursement (6 mois à 5 ans).

Nous avons des formules capables de répondre aux attentes des PME, PMI et Professions Libérales, clients du CIC. Si vous êtes client, adressez-vous à votre succursale du Groupe CIC. Si vous n'êtes pas client, téléphonez-nous au 280.92.08 ou 280.92.33 ou écrivez-nous : CIC, Département du développement 66 rue de la Victoire 75009 Paris, en nous indiquant votre nom, votre adresse et votre profession.

Crédit Industriel et Commercial

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

DÉBAT

UNE NOUVELLE VIE LOCALE A PARIS ?

Officier municipal ou commissaire politique

par DANIEL BENASSAYA (*)

Le Bulletin municipal officiel de la ville de Paris, le 14 janvier 1978, est portée à la connaissance du public une note de M. Jacques Chirac, maire de Paris, relative à « l'organisation de la vie locale dans les arrondissements ». En fait, cette note veut définir, en allant le plus loin possible, les fonctions des officiers d'état civil par rapport aux secrétaires généraux des mairies annexes, et leurs relations avec l'administration centrale parisienne, c'est-à-dire avec le maire lui-même.

La loi du 31 décembre 1975 a créé les officiers municipaux pour des fonctions strictes d'officiers d'état civil. Cette loi a été votée par la majorité présidentielle et a été votée par M. Chirac lui-même, alors qu'il était premier ministre. Il ne faut pas oublier que les dispositions qui ont conduit à la création des commissions d'arrondissement, par suite, à la désignation par

le Conseil de Paris et les conseillers élus de l'arrondissement, surtout lorsqu'ils sont de gauche, en méprisant la volonté populaire exprimée par le suffrage universel. Jacques Chirac l'avoue lui-même, cyniquement : « J'ai désigné, dans chaque arrondissement, un officier municipal, délégué du maire, chargé de me représenter de façon permanente, sauf en cas de présence d'un de mes adjoints ».

En clair, dans les arrondissements tenus par la gauche. Voilà donc les officiers municipaux investis de super-fonctions les plaçant hors de tous les circuits démocratiques. Il est vrai que cette nouvelle outrance du maire de Paris fait suite au véritable régime de « chargés

de mission » gravitant autour de son cabinet, inconnus de l'administration parisienne, des élus et même des adjoints, et encore plus de la population, des associations ou des syndicats, mais néanmoins traités de tous les problèmes parisiens.

Certes, tout à la fin de l'exposé des nouvelles institutions décrites par la loi du 14 janvier 1978, Jacques Chirac affirme que leur but est « de créer, au niveau de l'arrondissement, une animation locale et de favoriser les rapports entre les habitants de Paris et la municipalité », mais comment le croire lorsque tout au long du document apparaît une formidable volonté politique de concentrer entre ses mains un pouvoir, hors du commun, et qui n'a rien à voir avec le service des Parisiennes et des Parisiens.

Les secrétaires généraux des mairies annexes n'y échappent pas, dépendant pour l'essentiel de l'administration générale, ils seront dorénavant notés sur avis de l'officier municipal délégué. Que devient alors la neutralité et la nécessaire réserve du fonctionnaire ?

Voici donc l'officier municipal, commissaire politique de Jacques Chirac. Voici donc l'officier municipal, officier d'état civil de par la loi, poussé à exercer son activité dans tous les domaines réservés normalement aux élus : animation, relation, représentation, écoute des aspirations de la population. Comme cette activité ne « saurait porter atteinte à l'unité de responsabilité du maire et du Conseil de Paris », on comprend qu'elle est directement exercée contre les élus de gauche dans les arrondissements.

En vérité, si le secret du maire de Paris était vraiment de développer une animation locale, se lopper une animation locale, se lopper aurait dû conduire à reconnaître les associations, développer le mouvement associatif, créer des unions de quartier, ouvrir les locaux des mairies annexes à la population et à ses représentants, avancer un programme de construction dans les arrondissements de « maisons pour tous », développer les maisons de jeunes, de la culture, donner enfin les moyens financiers afin que l'animation ne soit pas seulement un mot. Cette vie locale sentie à la base, déterminée à la base, Jacques Chirac n'en veut pas. Toutes les propositions socialistes dans ce sens ont été systématiquement refusées.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

Les Yvelines vont aux bois

Le département des Yvelines va acheter des forêts pour mettre à l'abri de toute urbanisation éventuelle et les ouvrir au public. Dès en 1976, le département était devenu propriétaire des vingt-deux hectares du domaine des bois Chauvau, situés sur les communes de Jouy-en-Josas et de Sacay. L'an dernier, en ajoutant à leur patrimoine les cent quatre-vingt-huit hectares des bois de Méridon, près de Charente, les Yvelines ont entrées en possession de près de trois cents hectares de très belles forêts.

Le conseil général a décidé de poursuivre son effort cette année. Il vient d'acheter un vaste terrain pour l'acquisition des quatre-vingt-sept hectares des bois de Villiers, sur la commune de Crespière, au centre de la zone naturelle d'équilibre de la plaine de Versailles. Feu vert aussi pour l'achat de cent cinquante-huit hectares dans la forêt des Alluets à Bazemont et Morainvilliers qui prolonge la forêt de Marly en surplomb de la vallée de la Seine.

Courants d'air à Saint-Quentin

Les « chalandonnettes » font parler d'elles à cause de leurs maléfices. Mais il existe aussi des ensembles de maisons neuves qui, sans exposer de plumes évidentes, présentent des défauts insupportables pour leurs propriétaires.

« Si vous achetez chez les nouveaux constructeurs vous n'achetez pas de la qualité, vous achetez des problèmes », dit M. Lefort, président de l'association des résidents de Champcourt, un quartier d'habitat situé dans le périmètre de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pour tant, l'ensemble de Champcourt a une allure plutôt agréable : cent cinq mai-

sons jumelées ou groupées par trois le long de rues courbes et de placettes escarpées. Un étage, des balcons de bois, des toits couverts d'ardoises. Quarante-cinq maisons ont été livrées en juillet 1976, les autres au printemps dernier. Prix : de 200 000 F à 350 000 F.

Les revendications des copropriétaires portent sur le tout-électrique, la toiture, le drainage des terrasses, l'isolation thermique, l'absence de nuisances sonores, l'absence de nuisances olfactives, l'absence de nuisances visuelles. Elle est même dangereuse dans les salles de bains. L'isolation thermique n'est pas suffisante aux portes d'entrée, aux portes-jardinières, aux portes-fenêtres, et le long des vitres. Les copropriétaires s'inquiètent du montant de la note d'électricité qui va leur revenir.

La toiture n'est pas étanche. Fuites ici et là. Le nombre d'ardoises au mètre carré, en tenant compte de la pente, est-il suffisant ? Le terrain sur lequel sont bâties ces maisons est glaiseux et imperméable. Les jardins, après les violentes pluies se transforment en marécages.

Radio-Sucy

A Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), une station de radio diffuse chaque fin de semaine en toute légalité plusieurs heures d'émissions.

L'expérience est originale, à la frontière de l'animation et de l'information. Contournant le monopole de l'Etat, une dizaine de jeunes de l'A.J.J.L. (Association jeunesse, culture et loisirs), de treize à dix-sept ans, ont créé une radio baptisée tout naturellement R.A.J.J.L. (Radio A.J.J.L.), avec l'appui financier de la mairie, qui leur accorde une subvention.

Puisque les ondes leur sont interdites, ils ont choisi de diffuser leurs émissions par des haut-parleurs alimentés par 4 kilomètres de câbles disposés dans différents quartiers de la commune. Ils n'ont jamais parlé en son nom.

Les informations ont été réduites. Mais toutes les émissions, toutes les émissions locales qui passent à l'antenne à la demande des associations (programmes du centre culturel, nouvelle activité d'un club, calendrier des matches de football, etc.) et de flashes d'informations pratiques sur la météo ou la situation de la circulation dans la ville.

Laver l'eau de la Marne

Le groupe communiste du conseil général du Val-de-Marne a fait dix propositions pour lutter contre la pollution de la Marne et de la Seine. Le P.C. demande, par exemple, la suppression des déversements industriels polluants dans les rivières ou dans les réseaux collectifs d'égouts. Les services de la navigation, comme la police des eaux, doivent pouvoir assurer l'application stricte de la réglementation antipollution.

Pour la lutte contre les pollutions accidentelles, les moyens de détection et d'intervention doivent être renforcés au niveau départemental. Un fonds départemental d'intervention alimenté par les pollueurs doit être créé à cet effet. Le réseau d'assainissement ne couvre que 60 % des besoins locaux.

L'eau pure doit être réservée à la consommation des habitants et non à l'industrie, ce qui implique le recensement des nappes phréatiques dans les départements concernés. La Marne et la Seine doivent enfin redevenir des zones de détente et de loisirs et il faut débarrasser ses fleuves des détritus et des arbres morts qui les souillent. Une convention pourrait être passée avec le Port autonome de Paris pour l'utilisation du bateau nettoyeur.

La ville nouvelle se modifiant très rapidement, certains états de fait cités sont déjà en cours d'amélioration et leur description antérieure doit être considérée comme un cliché à un jour dit. De plus, je vous rappelle que la ville nouvelle ne peut en aucun cas être considérée comme une même décrite par l'opinion d'une seule personne.

CORRESPONDANCE MARNE-LA-VALLÉE ET LE R.E.R.

Après l'article publié dans le Monde du 9 décembre sur l'arrivée du R.E.R. à Marne-la-Vallée, M. Guy Petitfleur nous écrit :

« Votre article où vous me faites l'honneur de me désigner comme président de sept associations, alors que pour certaines je ne faisais que ne faisais que participer à leur vie, donne à mon opinion

strictement personnelle un relief beaucoup trop officiel de la situation.

Mes déclarations n'engagent que moi-même et aucunement les associations dont j'ai pu faire ou dont je fais partie. Je n'ai jamais été ni président ni vice-président de l'ITIT et je n'ai jamais parlé en son nom.

La ville nouvelle se modifiant très rapidement, certains états de fait cités sont déjà en cours d'amélioration et leur description antérieure doit être considérée comme un cliché à un jour dit. De plus, je vous rappelle que la ville nouvelle ne peut en aucun cas être considérée comme une même décrite par l'opinion d'une seule personne.

UN PETIT PATRON DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Se battre en famille

DANS la zone industrielle de Nanterre, à quelques minutes de l'université, de la gare du R.E.R. et du périphérique conduisant en un quart d'heure à l'Étoile, des bâtiments sans étage, à toit plat, abritent les établissements Bertrand. Spécialisés dans la fabrication d'antennes antifriction, de « coussins » et de produits à élémer destinés à des entreprises de constructions automobiles ou mécaniques, des plus grosses aux plus petites — 10 % du chiffre d'affaires à l'exportation, — cette petite entreprise familiale de moins de quarante salariés a une longue histoire. Quatre générations se sont succédées depuis la création de la maison. Le président-directeur général, M. Pierre Bertrand — Pierre comme l'appellent ses employés, — cinquante-cinq ans, ingénieur de l'école centrale de Paris, P.-D.G. d'une autre firme employant plusieurs centaines de personnes, membre de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, dirige l'entreprise de Nanterre avec son cousin et son fils, lequel, vingt-huit ans, maître es sciences et ingénieur lui aussi, répond à nos questions.

« C'est-ce qui vous a amené à vous installer et à rester à Nanterre ? »

« La famille s'est spécialisée dans la transformation de métaux non ferreux dès le milieu du dix-neuvième siècle. Mais c'est après la guerre de 1914-1918 que débute la fabrication des alliages d'antifriction. Les actions de la société anonyme fondée en 1930 sont la propriété des divers membres de la famille.

Entre 1925 et 1977, la consommation de l'acier est restée identique. La consommation de nos alliages, au contraire, a progressé légèrement. La France importait la totalité de son acier, notre chiffre d'affaires a suivi l'évolution en hausse des cours mondiaux. Une chute brutale des cours serait donc lourde de conséquences pour nous.

La transformation continue de se faire selon des procédés et avec un matériel des plus classiques.

— Comment fonctionne votre entreprise ?

« En dehors de la direction, qui comprend trois personnes, il y a, comme partout, des secrétaires et des ouvriers, à la production et au magasin. La plupart de ces derniers sont maghrébins, entrés dans la maison pour apprendre le métier. Nous formons les gars, nous tenons à les garder le plus longtemps possible. Salaire supérieur au S.M.I.C., arrangements divers : c'est dans une atmosphère familiale que nous réglons nos problèmes. L'entreprise est propre, il y a des vestiaires, une cantine. Jusqu'à présent, nous n'avons eu aucun conflit avec l'inspection du travail.

« Après avoir effectué un stage dans une grande firme, j'ai décidé moi aussi de rentrer dans l'entreprise. Pour continuer à porter le flambeau, parce que le travail m'intéresse et que mieux vaut se battre pour soi, sa famille que pour les autres.

— Comment avez-vous traversé ces dernières années de crise ? Quelles sont les perspectives ?

« Dans la conjoncture actuelle, c'est dur et il faut se battre. La technicité étant très ancienne, il est difficile de faire mieux. Il faut donc se battre sur la qualité, les délais, les prix de revient, les rendements, et les économies d'énergie. Bref, sur les charges qui pour une P.M.E. sont un problème. Comme la plupart de nos confrères, nous sommes pour un retour à la liberté des prix.

« Le terrain de plusieurs centaines de mètres carrés sur lequel nous sommes installés est très bien situé. Aucune raison donc d'en partir. Ni de le revendre — ce qui serait évidemment très facile.

« Mais nous cherchons à présenter un nouveau créneau complémentaire, de préférence dans les métaux non ferreux : affinage, récupération, nouvelles techniques, etc. Ce peut être aussi une production tout à fait différente. Ainsi pourrions-nous développer notre entreprise. »

DANIELLE ROUARD.

Faits et chiffres

Etranger

TURQUIE

« Le 1er janvier 1978, la Turquie a officiellement rejoint l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.). La Turquie a été la première à accepter les principes de l'O.S.C.E. et a été la première à signer le traité de l'O.S.C.E. le 1er janvier 1978.

VENEZUELA

« Le 1er janvier 1978, le Venezuela a officiellement rejoint l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.). Le Venezuela a été la première à accepter les principes de l'O.S.C.E. et a été la première à signer le traité de l'O.S.C.E. le 1er janvier 1978.

Logement

« Le 1er janvier 1978, le logement a officiellement rejoint l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.). Le logement a été la première à accepter les principes de l'O.S.C.E. et a été la première à signer le traité de l'O.S.C.E. le 1er janvier 1978.

Transports

« Le 1er janvier 1978, les transports ont officiellement rejoint l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.). Les transports ont été la première à accepter les principes de l'O.S.C.E. et a été la première à signer le traité de l'O.S.C.E. le 1er janvier 1978.

Rêvez de vacances...

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS
PALAIS DES CONGRES • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F
(de 11 h à 20 h)

Attention !

NOCTURNES jusqu'à 22 h
les vendredis 10 et 17 Février

مكتبة من الأصل

50

Le Monde

économie

A PROPOS DE...

UNE INITIATIVE DE M. JOSEPH MARTRAY

La mer de gauche à droite

Tous les grands partis politiques ont désormais répondu au Comité national d'information sur les problèmes de la mer (CNIMER), présidé par M. Joseph Martray, qui les avait interrogés sur la politique maritime qu'ils préconisent.

L'intérêt de l'initiative du CNIMER est double. C'est la première fois en France que les partis sont conduits à préciser publiquement leurs intentions et leur programme. Surtout il apparaît que, de la majorité à l'opposition, l'unité se fait autour d'un ministère de la mer, d'une délégation à la mer, d'un budget d'action maritime et d'une loi d'orientation.

Devant ces opinions convergentes, auquel s'ajoute le chapitre maritime du programme de Bolo (« création d'une délégation qui permettra de mettre en œuvre pour les côtes et en mer jusqu'à 200 millions une politique de protection et d'exploitation des ressources côtières, en métropole et autres mers »), on se demande où sont les obstacles qui empêchent encore la constitution d'une structure ministérielle spécifique.

L'opposition la plus vive se rencontre en réalité dans l'administration et singulièrement dans la haute fonction publique. L'idée d'une réorganisation administrative et gouvernementale des affaires maritimes est accueillie sans aucun enthousiasme au secrétariat général de la marine marchande. Qui dépendra de qui ? Comment seront regroupés les budgets ?

Pourtant, les récentes négociations de Bruxelles sur la pêche ou les conférences successives de l'ONU sur le droit de la mer montrent que pour tenir une place déterminante la France doit pouvoir compter sur un « dispositif » ministériel de haut niveau. Un seul exemple dont le prochain gouvernement pourrait s'inspirer : en Norvège, les affaires maritimes occupent trois ministères à temps plein.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Faits et chiffres

Affaires

● M. Louison Bobet a été condamné par le tribunal de commerce de Paris à verser 300 000 F de dommages et intérêts à la Société d'Engineering de thalassothérapie (S.E.T.H.) créée par Sofftel (du groupe Borel) en vue de la promotion d'instituts de thalassothérapie : 200 000 F au profit de la S.E.T.H. et 100 000 F au profit de la Société Thalassa International, propriétaire de l'hôtel Thalassa de Quiberon (Morbihan), et 1 franc à Sofftel.

Les juges consulaires ont estimé que l'ancien champion cycliste avait manqué à ses obligations contractuelles envers le groupe Borel, notamment à ses engagements de non-concurrence, en annonçant son intention de créer des centres au Touquet, à Biarritz, en Grèce, etc., et qu'il avait causé un préjudice moral à Sofftel en raison des propos qu'il avait tenus. Le tribunal a fait en outre défense à M. Bobet de concurrencer à l'avenir Thalassa International sous peine de 5 000 francs par infraction constatée. M. Bobet a fait appel.

Emploi

● Le groupe I.B.P. (Industrie Buitoni Perugini) vient de conclure l'achat d'un terrain de 10 hectares dans la zone industrielle de Caudry (Nord) pour construire une usine spécialisée dans la fabrication de plats cuisinés et de spécialités italiennes. Cette usine de Caudry devrait créer quatre cents emplois (80 % de main-d'œuvre féminine). Le groupe Buitoni possède déjà quatre unités de production en France, à Camaret-sur-Aiguës (Vendée), à Bailleul (Nord), à Saint-Maur et à Pont-Croix (Finistère).

● Une assurance chômage pour les Français à l'étranger ? Les gestionnaires de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) devraient examiner, le mardi 7 février, une vieille revendication des salariés qui partent à l'étranger et qui, à leur retour, ne bénéficient d'aucune indemnisation complémentaire en cas de chômage, lorsqu'ils ne dépendent pas d'une entreprise française.

Energie

● Une centrale nucléaire à Achères ? Le conseil général des Yvelines vient d'adopter à l'unanimité une motion dans laquelle il demande à E.D.F. de lui communiquer les résultats de l'étude qui aurait été faite avant d'ins-

taller une centrale nucléaire à Achères. Les élus du département ont demandé de pouvoir délibérer librement de cette question avant qu'une décision soit prise.

Il est prévu d'installer dans la région parisienne une centrale en 1985 et trois à l'horizon 2000. Actuellement, le seul site fait l'objet d'une enquête d'utilité publique est celui de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). — (Correspondant.)

Etranger

BRESIL

● Le taux d'inflation s'est élevé en 1977 au Brésil à 31,3 %, contre 27,2 % en 1976. La hausse des prix a été, en janvier, de 2,7 % au lieu de 3,7 % en janvier 1977. — (A.F.P.)

VENEZUELA

● Un accord prévoyant l'octroi d'un prêt de 1 200 millions de dollars au Venezuela a été signé jeudi 2 février à Londres. Ce prêt, sur dix ans, est accordé par un consortium international dirigé par la Manufacturers Hanover, la Swiss Bank Corporation et la Dai-ichi Kangyo. Le Venezuela utilisera cette somme pour financer une partie des investissements prévus par le cinquième plan national dans les secteurs de base de l'économie. — (A.F.P.)

Logement

● Locataires mécontents à Saint-Brieuc. — Une centaine de locataires des R.I.M. de la Croix-Saint-Lambert, à Saint-Brieuc, dans les Côtes-du-Nord, ont, le 4 février, manifesté dans la rue pour protester contre les malversations de leurs appartements. Les cinq grandes tours du quartier de la Croix-Saint-Lambert ont été construites depuis quatre ans par l'office municipal d'H.L.M. de Saint-Brieuc. Des fissures provoquent des infiltrations d'eau dans les appartements. L'amicable des locataires a décidé une grève des loyers, qui sont versés à un compte bloqué, et entamé une action en justice devant le tribunal administratif.

Transports

● Londres-New-York : dix Concorde par semaine ? — La compagnie britannique British Airways envisageait d'assurer, à partir de juin 1978, dix vols par semaine entre Londres et New-York. Trois sont actuellement inscrits sur son programme, sept le seront et il en sera mis deux pour Air France à partir du 21 février. — (A.F.P.)

Vingt-trois jours pour sauver Manufrance

De notre correspondant

M. Jacques Petit a démissionné, le samedi 4 février, de ses fonctions de P.-D. G. de Manufrance (nos dernières éditions datées 5-6 février). Son prédécesseur, M. Henri de Fontvieille, a été désigné par le conseil d'administration pour lui succéder. Il reste trois semaines pour trouver des capitaux nécessaires au montage de la société nouvelle d'exploitation de Manufrance. M. Petit, qui reste directeur, a été chargé de cette mission de la dernière chance.

Saint-Etienne. — Un an de crise aiguë, quatre P.-D. G. en moins de dix mois, la boucle n'est pas encore bouclée pour Manufrance à qui vient d'être accordé encore un suris. L'usine, malgré sa démission, destinée sans doute à causer un choc psychologique, M. Petit n'a pas pour autant abandonné le navire en perdition. Il demeure directeur de Manufrance chargé des négociations permettant de créer cette société nouvelle d'exploitation, c'est-à-dire de son plan de redressement.

Il ne reste que trois semaines — jusqu'au 28 février — pour trouver les capitaux nécessaires. On sait que cette société d'exploitation devrait être dotée d'un capital de 66 millions de francs. En quatre mois, M. Petit était presque parvenu à trouver les moyens juridiques et financiers permettant d'assainir la situation. Mais, « pour des raisons qui restent encore aujourd'hui inconnues de la direction générale, présente cette dernière, le partenaire financier, trouvé n'a pas obtenu le succès escompté pour garantir la constitution du capital nécessaire », plusieurs investisseurs constitutionnels ayant refusé d'engager de façon considérable leurs réserves techniques que sont les fonds de leurs déposants », selon leurs propres dires.

M. Petit estime que 30 millions de francs sont d'ores et déjà acquis. Il lui manque donc 36 millions de francs pour gagner son pari. A priori, toutes les portes ne sont pas fermées. On laisse encore à Saint-Etienne, qui a la C.N.R.O. (Caisse de retraite des ouvriers du bâtiment), la CRI (Caisse de retraite industrielle), la MACIS (Mutuelle d'assurance « les caisses de retraite des industriels de France »), ou même la MATMOT (Mutuelle d'assurance des travailleurs mutuellistes) pourraient participer à l'opération de sauvetage. Un espoir, mais le partenaire financier, trouvé n'a pas obtenu le succès escompté pour garantir la constitution du capital nécessaire.

coopératives de consommation le pense. Dès l'annonce de la démission de M. Petit, connue, celle-ci a fait savoir qu'en tout état de cause elle quitterait le 28 février, le siège qu'elle a accepté d'occuper au conseil d'administration de Manufrance, à moins que d'ici là « les conditions requises pour la constitution d'une société d'exploitation au capital de 66 millions soient réalisées. Dans ce cas, elle pourrait accepter, dans le cadre d'une stricte assistance technique, un poste au conseil d'administration de cette société si on le lui demandait ».

La démission de M. Petit a provoqué de nombreuses réactions. M. Antoine Pinay a expliqué le retrait de certains investisseurs « par le manque de confiance dans l'avenir de Manufrance, non pas de la part de M. Boulin, mais de l'entourage du ministre délégué à l'économie et au commerce ». L'ancien président du conseil a révélé à Saint-Chamond que lors de son entrevue avec M. Boulin, le jeudi 25 janvier, il pensait avoir convaincu son hôte, qui était prêt à porter le prêt du F.D.E.S. de 20 à 25 ou 26 millions s'il le fallait, mais pas le directeur de cabinet, ni le conseiller technique du ministre, ni M. Balaresque, directeur des assurances, qui était également présent.

M. Pinay estime que « la situation est d'autant plus tragique que, pour assurer le relais, le taux d'intérêt exigé par les banques est de 15,75 %, auquel il convient

d'ajouter certains frais. On arrive de la sorte à 18 % d'intérêt à peu de chose près. De mon temps, un taux de 10 % eût été considéré comme usuraire, et maintenant les banques nationales peuvent réclamer jusqu'à 18 % ».

M. Pinay n'en demeure pas moins raisonnablement optimiste. Pour la municipalité de Saint-Etienne, « Manufrance semble être l'enjeu de manœuvres politiciennes à tous niveaux, ne faisant que compliquer la situation et rendre plus difficile son dénouement favorable ». Pour le parti communiste, « de fortes pressions de dernière heure ont empêché le sauvetage ».

M. Lucien Neuwirth considère que « les tractations et les agitations ne peuvent que contribuer à l'éloignement d'éventuels investisseurs ».

Tout aussi réaliste est M. Bruno Vennin, adjoint socialiste au maire de Saint-Etienne et représentant de la Ville au conseil d'administration de la firme stéphanoise. « Manufrance reste une entreprise en or, à condition qu'on la laisse vivre et travailler. Tout ce qu'il faut, M. Petit jusqu'à présent avait dans ce sens et les opinions émises sur son plan ont été très généralement favorables, mais le contexte politique complique singulièrement la situation. Certaines propositions de personnes qui auraient dû se montrer plus responsables ont encore ajouté aux difficultés. A l'heure actuelle, Manufrance peut encore et doit être sauvée. Souhaitons que le gouvernement prenne conscience de ses responsabilités. »

PAUL CHAPPEL.

D'IMPORTANTES LICENCIEMENTS SONT ENVISAGÉS AUX CHANTIERS DE LA ROCHELLE-LA PALLEE

De très importants licenciements pourraient prochainement toucher les ateliers et chantiers navals de La Rochelle-La Pallice (en Charente-Maritime), qui occupent un millier de salariés, si de nouvelles commandes ne sont enregistrées dans l'immédiat. La direction vient d'informer le comité d'entreprise de cette décision au cours d'une réunion tenue le 2 février à La Rochelle.

Les ateliers et chantiers navals de La Rochelle-La Pallice, qui emploient également mille personnes dans leur usine du Havre, n'ont enregistré aucune commande de navire depuis plusieurs mois.

● Six travailleurs immigrés ont été arrêtés dans un atelier de confection clandestin, à Paris, le 3 février. Parmi eux, deux Pakistais avaient déposé une demande d'accueil au titre de réfugiés politiques, et deux Mauriciens avaient demandé leur régularisation. Selon le M.T.M. (Mouvement des travailleurs mauriciens), cinq cent trente-six autres dossiers émanant de travailleurs venus de l'Ile Maurice seraient en instance. Au cabinet de M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, on assure que les régularisations après négociations avec le gouvernement de Port-Louis sont en bonne voie.

CASSA PER IL MEZZOGIORNO

AVIS DE CONCOURS

PROJET SPECIAL N° 3

« ASSAINISSEMENT DU GOLFE DE NAPLES »

AVIS DE QUALIFICATION POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'ENGINEERING POUR L'EXECUTION DE LOTS CONCERNANT LE RESEAU DE DEPURATION DE LA ZONE DE NAPLES

Dans le cadre du Projet spécial n° 3, « Assainissement du Golfe de Naples », la Cassa per il Mezzogiorno doit réaliser certaines installations de traitement des eaux usées et des ordures solides urbaines, ainsi que les réseaux de collecteurs qui en découlent.

La réalisation des lots, pour lesquels a déjà été établie une Etude des travaux à exécuter, est actuellement en cours ou en phase de démarrage.

Les installations de dépuración comprennent le traitement primaire, secondaire et tertiaire des eaux usées et la ligne de traitement des boues.

Pour la gestion de l'adjudication des lots, la « Cassa » entend confier à des Sociétés d'Engineering spécialisées les services d'engineering et d'assistance nécessaires, jusqu'à la mise en service des ouvrages.

Les services d'engineering seront répartis en deux groupes distincts : l'engineering civil et l'engineering industriel. A titre indicatif, les sociétés postulantes devront répondre aux spécialisations suivantes :

A) ENGINEERING CIVIL
— hydraulique
— procédés de dépuración et étude fonctionnelle des installations de dépuración
— géologie et géotechnique
— ouvrages maritimes
— estimation rurale et civile
— étude analytique chimique, physique et microbiologique.

B) ENGINEERING INDUSTRIEL
— physique technique et machines
— électrotechnique
— électronique.

Les sociétés d'engineering qui désirent se qualifier pour participer à l'adjudication des services d'engineering mentionnés ci-dessus devront adresser à la Cassa per il Mezzogiorno des demandes séparées, tant pour le secteur de l'engineering civil que pour le secteur de l'engineering industriel.

Chaque demande devra mentionner :
— La Raison Sociale de la société, accompagnée de la liste nominative des administrateurs.
— Une description des principaux contrats exécutés au cours des deux dernières années (nombre et qualification du personnel).
— Le chiffre d'affaires annuel de la société.
— Une description des principaux contrats exécutés au cours des deux dernières années.
— Une description des principaux contrats exécutés ayant des analogies étroites avec l'objet de la présente qualification.
— Tout autre document pouvant être jugé apte à représenter la fiabilité de la société.

Les demandes, ainsi que les documents annexés, devront être rédigés en italien.
Il sera donné une mention toute particulière à l'appartenance à l'O.I.C.E., C.E.I.B., F.I.D.I.C., ou à des Associations internationales de secteur équivalentes. Par ailleurs, ne seront pas prises en considération les sociétés dont la constitution est postérieure au 31 décembre 1976.

Seront également considérées comme sociétés les associations de personnes appartenant à la catégorie des professions libérales, à condition de pouvoir démontrer de façon indéniable la date de constitution de l'association, les conventions passées entre associés et apportant la preuve de la fiabilité, les travaux analogues exécutés et leur importance, basés sur un rapport de travail suivi, antérieur au 31 décembre 1976.

Les demandes et la documentation devront parvenir, sous pli recommandé, avant le 10 mars 1978, dernier délai, à l'adresse suivante :
Cassa per il Mezzogiorno
Direzione Generale - Progetti speciali
Piazzale Kennedy, 20 - ROMA.

Ce pli recommandé devra contenir, dans deux enveloppes séparées et fermées — une pour chaque qualification — la documentation demandée.

Sur chaque enveloppe seront mentionnées respectivement les indications suivantes :

— Progetto Speciale n. 3 « Disinquinamento del Golfo di Napoli ». Qualificazione per la fornitura di servizi di Ingegneria civile.
— Progetto Speciale n. 3 « Disinquinamento del Golfo di Napoli ». Qualificazione per la fornitura di servizi di Ingegneria industriale.

APPEL D'OFFRES

Le gouvernement de la République Démocratique et Populaire du Yémen P.D.R.Y. s'attend à conclure un accord de crédit avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique et Social Arabe en participation pour le financement de la construction de l'Aéroport de Riyan, près de la ville de Mukalla.

Les Entrepreneurs internationaux qualifiés sont invités à soumettre leurs offres pour la construction de l'Aéroport.

Les documents de l'Adjudication et du Cahier des Charges peuvent être obtenus, à partir du 1^{er} février 1978 contre un montant non remboursable de 300 dollars américains (U.S. dollars trois cents) auprès de :

Civil Aviation Department,
Ministry of Communications,
Aden,
P.D.R.Y.

ou auprès de :

Dar Al-Hindawi Consultants
(Sheir & Partners)

à :

91, New Cavendish Street,
London W1 M7FS

ou à :

Rue Verdun,
Imme. Dar Al-Hindawi,
R.P. 7139
Beyrouth (Liban)

Les documents devront être dûment remplis et retournés au Secrétaire du Bureau Central des Adjudications, ministère des Finances, Aden, P.D.R.Y., soit le 15 avril au plus tard, ou avant, et selon les directives portées dans le cahier des charges.

ENTREPRISES

LE COLLOQUE DE DAVOS

La montée du protectionnisme et de l'insécurité inquiète les hommes d'affaires

De notre envoyée spéciale

Davos. — Chefs d'entreprise, banquiers, hommes politiques, journalistes de nombreux pays européens et non européens ont battu, cette année, les records de participation, d'assiduité et de franche expression au symposium organisé pour la huitième fois à Davos, par l'« European Management Forum ». En dépit du titre volontairement optimiste assigné à cette réunion de huit jours, « Entreprendre avec succès dans un environnement hostile », l'intérêt de la rencontre était dû à la tension grandissante dans l'économie internationale.

Dans un climat d'anxiété et de durcissement, la brochure de synthèses — anglo-saxonne, il est vrai — qui sont venues jusqu'à la fin de la semaine de quatre jours de travail et d'habilement de l'âge de la retraite. De son côté, le président de la Confédération des syndicats de R.F.A. (D.E.B.), M. Heinz Oscar Vetter, a réitéré le traitement égalitaire de l'entreprise, en soulignant les insuffisances de la gestion allemande, et surtout que les limites de la concertation européenne entre les partenaires sociaux. Enfin le trésorier de l'A.F.L.-C.I.O. américain, M. Lane Kirkland, a quant à lui, confirmé l'intention de son organisation d'intensifier son action de « lobbying » auprès du Congrès afin d'obtenir une protection accrue des travailleurs, quel qu'en soit le patron.

Il n'en a pas été de même lors de l'empoiement sur le protectionnisme. M. Ichiro Kawasaki de Mitsubishi Industries, qui avait pris la précaution de faire diffuser à l'avance un document où ne peut plus éterniser exprimant l'exaspération japonaise à l'égard de l'Occident, a évoqué la risque que son pays ne se retourne vers la Chine « complémentaire ». La réaction d'un public de quelques centaines de personnes fut aussi vigoureuse que, semble-t-il, désespérée. L'ambassadeur des États-Unis auprès du GATT, à Genève, M. Alonso, en Arabie Saoudite, et Ali Alata, ambassadeur de la République d'Indonésie, auprès des Nations unies à Genève, sont passés au second plan. Dans les « séminaires », en petits groupes, les chefs d'entreprise se demandaient entre eux si le moment n'est pas plutôt propice pour procéder à des investissements... aux États-Unis. Mais, finalement, l'on se disait que si les Européens ne se sauvent pas eux-mêmes, on ne voit guère qui les sauvera.

Dans cette optique M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre français de l'économie et des finances, estimant qu'un retour à un ordre monétaire mondial stable est le préalable à tout progrès, a souligné l'intérêt de rechercher particulièrement en Europe la création d'une unité monétaire commune stable à travers un panier de monnaies et il a suggéré également une coordination sur le marché européen d'investissements et une uniformisation des règles d'intervention.

Un important dispositif de sécurité

La présence d'un important dispositif de sécurité pour protéger le milieu de représentants du pouvoir et de l'argent (indépendamment même de la conférence — très suivie — sur le terrorisme prononcée « en nocturne et hors programme » par des banques des Neuf sur les différents marchés financiers. Toutefois, l'assistance, parsemée de banquiers et d'experts monétaires, a fait preuve d'un certain scepticisme à l'égard de cette approche.

La présence d'un important dispositif de sécurité pour protéger le milieu de représentants du pouvoir et de l'argent (indépendamment même de la conférence — très suivie — sur le terrorisme prononcée « en nocturne et hors programme » par

un sociologue allemand) rappelle à l'assistance que le risque était à leur porte. Mais, à l'intérieur même d'un Palais des congrès bien protégé, on sentait que « l'environnement hostile » était aussi dans la salle. Nulle part mieux qu'ici, où se rencontrent, de façon informelle, des représentants des secteurs privé et public, on n'a senti que les grandes manœuvres pour l'établissement d'un « nouvel ordre économique international » étaient commencées. On peut se demander à quel prix elles aboutiront.

JACQUELINE GRAPIN.

CONSOMMATEURS ET PUBLICITÉ

UN RISQUE LIMITÉ

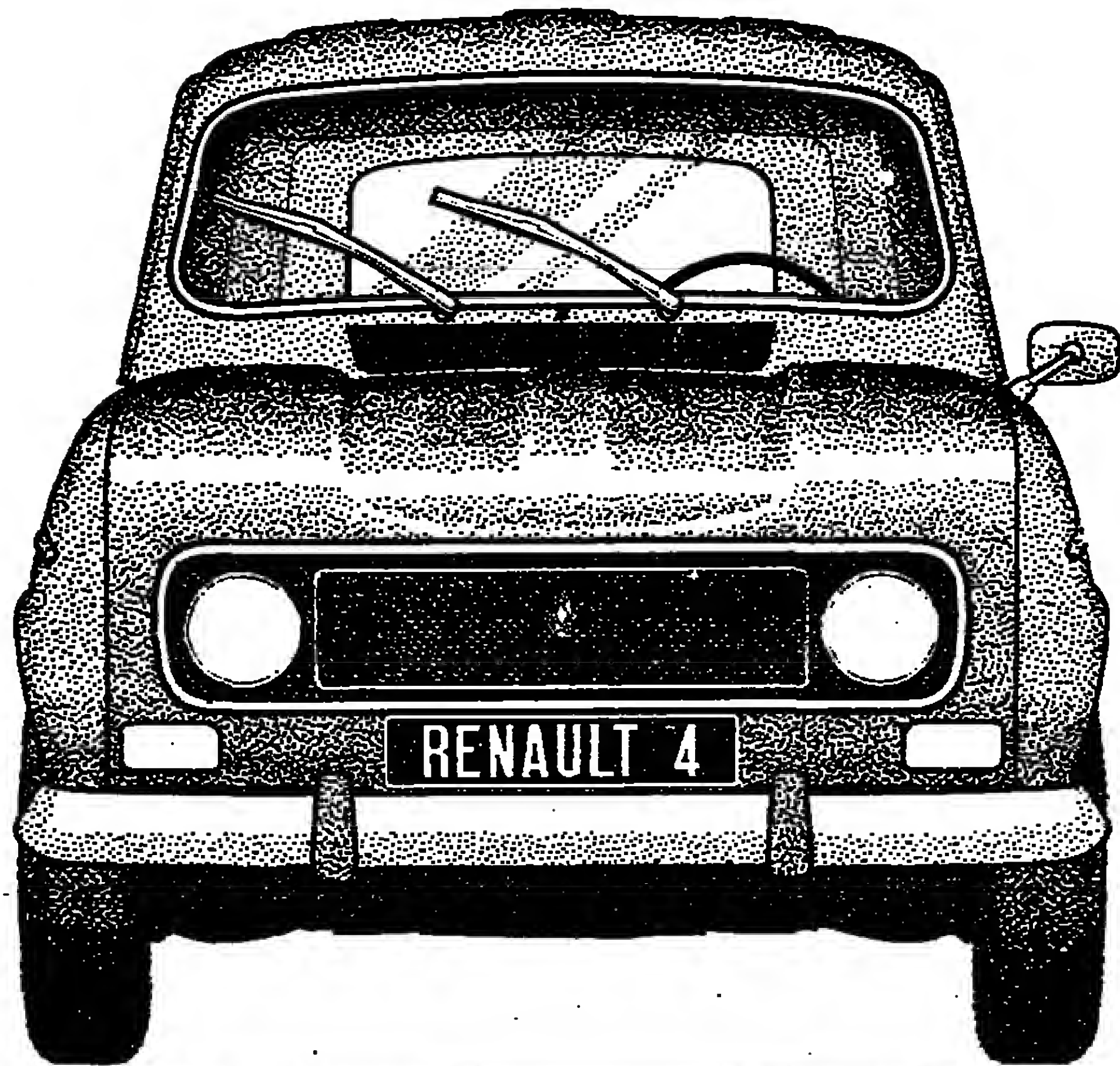
Les associations de consommateurs qui ont tant effrayé producteurs, distributeurs, publicitaires, parce qu'elles risquaient de bouleverser les règles d'un jeu truqué depuis toujours entre les puissances de l'économie et le consommateur individuel, ces associations vieillissent et vieillissent mal. Les entreprises auraient pu craindre que le mouvement, amorcé en France il y a une vingtaine d'années, ne se transforme en raz de marée, remettant en cause les fondements de l'économie. Il n'en a rien été.

La moyenne d'âge est trop élevée. Il y a à pis. La relève ne semble pas assurée : les jeunes ne se sentent guère attirés par la défense des consommateurs et se dirigent plus volontiers aujourd'hui vers les organisations écologiques, qui offrent des choix plus généraux, comme la contestation du nucléaire, la lutte contre la pollution ou le gaspillage. Cette analyse rapide du relatif échec du mouvement de défense des consommateurs ressort d'une partie des travaux du « séminaire » organisé par l'IREP (Institut de recherches et d'études publicitaires), sur le thème : « Consommation, manifestation sociale, phénomène économique ». Chercheurs, universitaires, sociologues, professionnels et responsables d'organisations de consommateurs ont ainsi, les 1^{er} et 2^{es} février, confronté leurs réflexions. Le choix — audacieux — d'un tel thème par des professionnels de la publicité marque, lui aussi, une étape importante : la défense des consommateurs n'est plus l'hydre effrayante dont on conjurait naguère le danger en feignant d'en ignorer la réalité. Et ce réalisme porte en lui-même sa récompense.

Tout compte fait, l'évolution constatée est plutôt rassurante pour les professionnels. A moins que le glissement vers des thèmes plus généraux, impliquant de vrais choix de société, n'arrive à souder les organisations de consommateurs pour les faire participer à un changement profond des orientations de l'économie de consommation de masse. Le risque est limité... J. D.

VOTRE "FORFAIT" TRANSPORT 400 F. PAR MOIS*

BIEN SÛR
IL VOUS FAUDRA EN PLUS
UN TOUT PETIT PEU D'ESSENCE,
UNE PETITE VIGNETTE,
ET UNE ASSURANCE.



BAIL AVEC OPTION D'ACHAT ET DÉPÔT DE GARANTIE RÉCUPÉRABLE				
LOYER 1 ^{re} ANNÉE	LOYER 2 ^e ANNÉE	LOYER 3 ^e ANNÉE	LOYER 4 ^e ANNÉE	OPTION D'ACHAT FINALE ÉGALE AU DÉPÔT DE GARANTIE INITIAL
400 F	426 F	454 F	483 F	3878 F

SOT PRIX D'ACQUISITION 28.034 F TTC DÉDUCTION FAITE DU DÉPÔT DE GARANTIE

* Loyer pour la première année offre valable jusqu'au 31 mars 1978. Prix tarif : 15.800 F clés en main au 20/1/78.

RENAULT 4
Renault préconise elf

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75201 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-22

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 210 F 345 F 480 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
205 F 390 F 575 F 760 F

ÉTRANGER
(par mandats)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 285 F 388 F 518 F

II. — TUNISIE
130 F 240 F 360 F 500 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) reçoivent bien entendu ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse généralistes ou provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre l'ancienne bande d'envoi à toute correspondance. Rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION
ET DE DISTRIBUTION DES EAUX
(S.O.N.E.D.E.)

23, rue Jawahar-Lel-Nehru
MONTFLEURY TUNIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Déviations des conduites d'eau potable alimentant Tunis en contournement de la future retenue de Sidi-Salem

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres international pour l'acquisition de canalisations portant sur :

- LOT N° 1 : fourniture en béton précontraint ou en fonte ductile de :
— 1.700 ml de canalisations en diamètre 1.250 mm et des pièces spéciales afférentes ;
— 13.000 ml de canalisations en diamètre 1.400 mm et des pièces spéciales afférentes ;
- LOT N° 2 : fourniture en acier de :
— 2.650 ml de canalisations en diamètre 1.250 mm et des pièces spéciales afférentes.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Ne peuvent soumissionner que les fournisseurs des pays membres de la BIRD et la SUISSE.

Les fournisseurs qualifiés qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service marchés) à compter du 1^{er} février 1978, contre paiement de la somme de 100 (CENT) DINARS TUNISIENS.

Les offres devront parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 14 AVRIL 1978 à 10 heures, au 23, rue Jawahar-Lel-Nehru, MONTFLEURY - TUNIS. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

MONNAIE

belle baisse du fre

de la marche monétaire
de 0.50%

Messrs à l'acte

INTERBANCAIRE DES DEVIS

DEVIS	1978	1977	1976
100 F	100	100	100
100 S	100	100	100
100 L	100	100	100
100 M	100	100	100
100 N	100	100	100
100 P	100	100	100
100 R	100	100	100
100 T	100	100	100
100 U	100	100	100
100 V	100	100	100
100 W	100	100	100
100 X	100	100	100
100 Y	100	100	100
100 Z	100	100	100

EAUX DES EURO-MONNAIES

DEVIS	1978	1977	1976
100 F	100	100	100
100 S	100	100	100
100 L	100	100	100
100 M	100	100	100
100 N	100	100	100
100 P	100	100	100
100 R	100	100	100
100 T	100	100	100
100 U	100	100	100
100 V	100	100	100
100 W	100	100	100
100 X	100	100	100
100 Y	100	100	100
100 Z	100	100	100

À lui seul ce
homme dirige
bureaux
Europe depuis
son fauteuil
à Paris

GRACE AU
SERVICE
800

كندا من الأصل

ÉNERGIE

L'INCERTAIN AVENIR

III. — Croissance ou adaptation ?

par BRUNO DETHOMAS

Des études convergentes prévoient des tensions dans l'approvisionnement pétrolier des pays industrialisés des années 80. Cela n'a convaincu ni le Congrès américain d'adopter la politique énergétique du président Carter ni l'Europe de la nécessité de choix communautaires (« le Monde » des 4 et 5-6 février). Face à ces perspectives, la France, dont la dépendance énergétique est très importante, a élaboré une politique où le nucléaire tient une place prédominante. Mais retards et difficultés s'accumulent.

Lorsqu'il est question de sa politique, M. Syrota, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, affirme ne pas vouloir changer brutalement la société, mais simplement accroître les économies spécifiques, 30 % sur les appareils ménagers, de 30 à 50 % sur les automobiles, par exemple. « Une politique est mieux acceptée, dit-il, si elle ne bouleverse pas les habitudes. »

Pour le parti socialiste, « l'évolution démographique, la néces-

sité du plein emploi, la réalisation d'équipements collectifs, enfin le poids des habitudes acquises, impliqueront pendant encore plusieurs années une croissance des besoins en énergie ». La C.G.T. va plus loin, puis-elle affirme : « Non seulement l'énergie est l'une des forces irremplaçables du développement productif, mais elle est un facteur essentiel de la qualité de la vie. On ne saurait donc relever le niveau de vie et améliorer qualitativement les conditions d'existence de millions de personnes qui vivent actuellement en France dans un état de pauvreté sans développer leur consommation d'énergie. »

Consentants de devoir faire face à court terme à une demande d'énergie accrue — inévitable avec une croissance économique forte (1) — les partis et les organisations syndicales de gauche n'en sont pas moins d'accord sur la critique de la politique actuelle. Comment en serait-il autrement alors que certains députés de la majorité, comme M. Schiessing, n'hésitent pas à écrire : « Depuis quelques trimestres les faits se sont chargés de démentir progressivement les hypothèses qui avaient été retenues pour fonder notre politique énergétique. La

« facture » pétrolière, toujours aussi lourde, est demeurée partiellement impayée. (...) Progressivement, mais inéluctablement, le programme nucléaire a dérapé, et les décalages commencent à prendre des proportions dont il faut bien tenir compte. »

Ce programme nucléaire est la cible préférée de la gauche. Il lui est reproché d'avoir été décliné en hâte, après la crise consécutive à la guerre du Kippour, et d'être excessif, compte tenu du peu d'expérience et des problèmes de sécurité qui restent à résoudre d'une antinomie démocratique puisqu'il n'a pas été véritablement débattu au Parlement ; de relever plus de la recherche du profit par le capitalisme multinationale qu'une véritable politique énergétique ; enfin d'avoir accru la dépendance de la France vis-à-vis des États-Unis tant pour la fourniture d'uranium enrichi (Eurodif ne sera opérationnelle que dans les années 80) que financièrement et scientifi- quement.

Cette analyse commune de la situation conduit les deux principaux partis d'opposition à formuler un certain nombre de propositions identiques. Communistes et socialistes réclament ainsi une démocratisation du débat nucléaire : le P.S. a déjà annoncé le dépôt, en avril 1978, d'un projet de loi relatif à la transparence des décisions, d'une proposition de loi nucléaire pour « permettre un contrôle des citoyens et de leurs élus sur le processus de décision, aussi bien au niveau national que régional, et pour définir les responsabilités des différents organismes ayant à intervenir dans le domaine de la sûreté nucléaire ». Il ne semble pas non plus y avoir de profondes divergences au sein de la gauche sur la nécessité de nationaliser l'industrie électronucléaire et l'ensemble du cycle du combustible (mines, traitement du minerai, enrichissement, retraitement, stockage des déchets) bien que Chevènement, dont la filiale Framatome détient le monopole de la construction des réacteurs, ne figure pas dans les deux groupes « nationalisables ».

P.C. et P.S. s'accordent aussi sur l'avenir à long terme : il doit être fondé sur une réduction de la dépendance énergétique de la France et sur une diversification de ses sources d'énergie, menée dans le cadre d'une planification démocratique ; une place importante doit être faite aux économies d'énergie (priorité donnée aux transports, à l'habitat, à la promotion de biens de consommation plus durables) ainsi qu'à la recherche en matière d'énergie douce (solaire, éolien, géothermie, etc.). P.C. et P.S. jugent enfin indispensable une modification des relations internationales en ce domaine, notamment le développement d'accords d'État à État pour l'achat d'hydrocarbures.

Divergences

Mais la politique nucléaire des deux partis en cas d'arrivée au pouvoir diverge. Pour le socialiste — qui envisage de consulter le pays par voie de référendum — est prévu, le 19 octobre, à l'issue d'une pause de dix-huit mois à deux ans dans le programme nucléaire. « Cela signifie que nous arrêterons le programme actuel des 24 000 ou 25 000 mégawatts commandés », explique M. Chapuis, délégué national à l'industrie (E.D.F. évalué à 33 000 MW les centrales qui seront déjà engagées en avril 1978).

Plusieurs arguments ont prévalu à ce revirement du P.S. : pour l'écologiste aux élections municipales de mars dernier, incidents sur le site du surrégénérateur Super-Phénix, à Creys-Malville, création du mouvement Écologie 78 en vue des élections législatives. Mais il a surtout été provoqué par une base qui — à l'exception du C.R.E.S. — est de plus en plus hostile au nucléaire ainsi que par les difficultés techniques que connaît le programme gouvernemental (dix-huit mois, ce n'est, après tout, que l'ordre de grandeur du retard dans la construction des centrales).

Le P.C. estime, au contraire, qu'un moratoire stériliserait la recherche et les applications industrielles. Désaccord également sur la surrégénération. Les membres communistes du conseil général de l'Isère ont certes demandé en avril 1977 la suspension des travaux de Super-Phénix ; mais le P.C. répétait le 17 décembre qu'arrêter la surrégénération, que la France est en train de

maîtriser, laisserait la voie libre à la recherche américaine et aboutirait à un phénomène de type Concord.

Les socialistes, en revanche, vont jusqu'à envisager « la remise en cause du projet Super-Phénix, parce que les applications industrielles de la surrégénération ne peuvent intervenir qu'à terme. A vrai dire on verrait avec soulagement jusque dans certains milieux gouvernementaux l'abandon momentané d'une filière qui, selon un savant atomiste, « est intrinsèquement et pratiquement plus dangereuse que les autres » et dont la rentabilité économique n'est nullement assurée (2).

La prudence du P.C. tient sans doute à la difficulté qu'a la gauche à chiffrer une politique de rechange. Toutes les propo-

Une centrale nucléaire de gauche ?

Que proposer d'autre — lorsque l'on est partisan d'une croissance forte — qu'une politique prévoyant au bilan énergétique de 1985 1 % ou 2 % supplémentaires d'énergie douce (ce qui suppose que la totalité des immeubles neufs soient équipés en solaire ou en géothermique), 2 % ou 3 % supplémentaires de charbon, et autant de gaz naturel ? Finalement, il est à craindre que le choix de l'opposition ne conduise, comme les dérapages des options gouvernementales, à un accroissement de nos importations pétrolières.

tions que nous avons examinées relèvent plus de l'amélioration des procédures — ce qui n'est pas négligeable — que de véritables choix de filières énergétiques. Les communistes promettent des « données chiffrées » pour les premiers mois de 1978, et M. Robert Chapuis affirme que les quatre scénarios établis par les socialistes seront publiés. En attendant, ces derniers disent seulement qu'un plus large appel au charbon et au gaz naturel compensera la réduction du programme nucléaire.

La capacité d'absorption du charbon par l'industrie et par E.D.F. est pourtant limitée ; quant au gaz naturel, dont le prix a tendance à se rapprocher de celui du pétrole, il pèsera sur la balance commerciale. De surcroît, n'y a-t-il pas contradiction à réclamer une diversification de nos approvisionnements, tout en acceptant que la part de l'Algérie dans la couverture de nos besoins en gaz dépasse les 25 % qu'elle représentera des 1982 ?

Pour sortir de cette fatalité, et sous l'impulsion des écologistes, une partie marginale de l'opposition tente de s'interroger sur la croissance elle-même. « N'y a-t-il pas mieux à faire pour imaginer l'avenir ? », écrit un professeur, M. Jean-Philippe Colson, dans un livre récent (3). Ne faudrait-il pas accepter de considérer que la réduction des inégalités passe nécessairement par une réduction plus juste du produit national (y compris en énergie) que par sa croissance indéfinie ? Pourquoi la gauche n'embrasse-t-elle pas pour l'énergie ce qu'elle se

dispose à faire en matière de revenus ? (...) Il faudra bien que nous réalisons un jour, sous la pression de la rareté — croissante celle-là — des biens consommables, que la solution doit être recherchée par une adaptation qualitative, qui est affaire de volonté politique, et non dans la poursuite d'une croissance quantitative qui sera devenue impossible. »

Audacieuse — voire utopique dans une société très fortement attachée à la croissance économique — cette opinion pourtant fait son chemin. Déjà, de nombreux économistes remettent en cause le lien magique qui existait entre produit national brut et demande énergétique. Et l'on refuse de plus en plus d'isoler l'énergie de la politique. (Une centrale nucléaire de gauche ressemblerait comme une souris à une centrale nucléaire de droite.)

Lors de la clôture d'un colloque organisé les 16 et 17 décembre par la C.F.D.T. sur le thème « Énergie et type de développement », M. Edmond Maire disait : « En admettant que certains, notamment dans les directions des grandes entreprises nationales, aient réellement à cœur de préparer un avenir d'abondance énergétique pour poursuivre la croissance et développer le bien-être, se sont-ils un jour demandés si nous ne voulons pas, si nous ne devons pas faire autre chose d'ici à 2020 que prolonger nos habitudes, notre mode de vie, nos consommations des quarante dernières années ? »

Cet avenir reste à imaginer, comme les types d'énergie d'ailleurs. FIN

TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU

Au départ de Paris:
**Tous les jours
4 relations***
vers la Côte d'Azur

* Marseille, Toulon, St-Raphaël, Nice.

Trains autos couchettes **SNCF**
L'auto les yeux fermés.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU

Transport auto
Paris-Marseille
**260F-50%
130F***

*pour un véhicule de moins de 3,81 m de long

Trains autos couchettes **SNCF**
L'auto les yeux fermés.

TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU

Vous partez de chez vous en auto avec vos bagages. Une fois dans le train, ceux-ci ne vous encombreront pas : ils restent dans votre auto, en toute sécurité.

Et puis, pendant que vous passez une bonne nuit, votre auto roule. Vous la retrouvez à l'arrivée. Et elle paie demi-tarif, c'est le Tarif Bleu :

**50 % de réduction sur le transport de votre auto
210 nuits par an**

Demandez notre brochure avec le calendrier des périodes bleues, et nos tarifs autos, dans les gares ou les agences de voyages.

Trains autos couchettes **SNCF**
L'auto les yeux fermés.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé - Aucune limite d'âge - Début des cours à votre convenance - Demandes le nouveau guide gratuit numéro 688
Ecole Préparatoire d'Administration
Ecole privée fondée en 1913 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat - 4, rue des Petits-Champs, 75009 Paris - Cours gratuits pour les bénéficiaires de la formation continue (tel 16-7-71)

VOIX ET EXPRESSION
partir avec aisance de faire écouter, maîtriser l'expression convaincre, décider.
Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. de 9 h à 19 h, 24, rue Henri-Garneau - 75005 Paris - Tél. : 225-18-10 - 225-15-42

leMaroc
toute l'année
avec votre automobile
CAR-FERRY
L'AGADIR
COMANAV Ferry
Tous les quatre jours au départ de Sète
Renseignements : votre Agence de voyages
SNCF 81 Boulevard des Dunes 33002 Marseille
COMANAV FERRY 43 Avenue des FAR Casablanca - Maroc

TOUT SUR LES IMPOTS
Barème de l'impôt sur le revenu de 1977 - Comment remplir votre déclaration - les impôts locaux - etc., dans le GUIDE COMPLET 1978 du CONTRIBUABLE SALARIÉ OU RETRAITÉ que publie le numéro
SPÉCIAL IMPOTS
de "LA VIE OUVRIÈRE"
l'hebdomadaire de la C.G.T.
• UN DOCUMENT UNIQUE EN FRANCE
• 1.600.000 EXEMPLAIRES VENDUS EN 1977
Demandez "LA VIE OUVRIÈRE" N° 1.745 daté du 8 FÉVRIER 1978 à ses diffuseurs ou aux militants C.G.T. de votre entreprise. Le numéro : 6 F

Reservation : 225.99.06+
IRAN AIR
Only Suq
PARIS NEW-YORK.
BOEING 747 SP : Lundi Vendredi 12 h 30

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Clôture
Indice Cote	100	100
Indice 1970	100	100
Indice 1971	100	100
Indice 1972	100	100
Indice 1973	100	100
Indice 1974	100	100
Indice 1975	100	100
Indice 1976	100	100
Indice 1977	100	100
Indice 1978	100	100

VALEURS	Cours	Clôture
Indice Cote	100	100
Indice 1970	100	100
Indice 1971	100	100
Indice 1972	100	100
Indice 1973	100	100
Indice 1974	100	100
Indice 1975	100	100
Indice 1976	100	100
Indice 1977	100	100
Indice 1978	100	100

VALEURS	Cours	Clôture
Indice Cote	100	100
Indice 1970	100	100
Indice 1971	100	100
Indice 1972	100	100
Indice 1973	100	100
Indice 1974	100	100
Indice 1975	100	100
Indice 1976	100	100
Indice 1977	100	100
Indice 1978	100	100

VALEURS	Cours	Clôture
Indice Cote	100	100
Indice 1970	100	100
Indice 1971	100	100
Indice 1972	100	100
Indice 1973	100	100
Indice 1974	100	100
Indice 1975	100	100
Indice 1976	100	100
Indice 1977	100	100
Indice 1978	100	100

مكتبة من الأصول

Trois boutiques à laine

TRICOMANIE

Le tricot est à la mode. Celui qui se fait avec de la laine douce et de grosses aiguilles. C'est le passe-temps détente des soirées et dimanches d'hiver le plaisir de réaliser (même si est peu experte) un gilet sans manches ou un pull ample et élégant. Artisanat en chambre, la laine est aussi très subtilement lorsqu'on voit les prix tricotés « de création » dans boutiques de la rive gauche.

Cette tricomane atteint sur les jeunes. Et comme elles cherchent des laines plus originales que celles vendues en stores traditionnelles, qu'elles le goût des couleurs, mais de notions techniques, que modèles de tricot classiques rebutent, quelques boutiques ont ouvert récemment pour satisfaire. Dans une ambiance contrainte, on y vend de la laine au poids, sur une balance, et y donne avec le sourire des conseils et des idées. Les hommes viennent pour acheter, sans doute, les éléments de ces « tricotés à la mode ». Ces tricotés, qui n'ont aucune ressemblance avec les tricotés hors des grands axes du tricotage. Mais elles méritent également.

L'enseigne de l'Herbe folle, de Jeanne Arnaud a pignon sur une rue provinciale, en haut de la rue de la Montagne-Sainte-Etienne. Psychologue de formation, fille de filateur, elle accueille ses visiteurs dans un salon solennel et aux murs de bois de chêne. Les écheveaux de laine y sont disposés de subtiles harmonies de couleurs. Pour réaliser ses gilets « paysages », très colorés, elle vend la laine en petites

quantités (pour éviter les restes) et un schéma très explicite, et bien sûr prodigue des conseils avant et pendant l'exécution du tricot. Les laines, ici, sont du shetland, dans une gamme étendue de coloris (111 F le kilo), du poil de chameau et du lama de ton naturel, de la grosse laine chinée noir et blanc qui, tricotée, prend l'aspect du tweed. Pour teindre de la laine de pays ou de la soie, de la teinture chimique existe dans les couleurs de base, à mélanger pour obtenir le ton désiré (7 F le sachet pour 500 g de laine). Sur deux métiers à tisser, installés dans la boutique, sont donnés des cours d'initiation qui se déroulent pendant une semaine, à raison de deux heures pour 23 F. Michèle Arnaud apprend également à filer la laine.

L'initiation des adeptes

C'est à Levallois, à quelques centaines de mètres de la porte d'Asnières, que Josiane Routoure a ouvert, en septembre, son Atelier de tricotage ; dans des dégradés de couleurs, les écheveaux de shetland et de mohair sont suspendus le long des murs. Quelques ouvrages réalisés (dont on peut avoir les explications détaillées) donnent des idées : des pulls à larges bandes colorées disposées en chevrons (95 F de laine shetland-mohair), des gilets de différentes formes et un jupon de fil tout croché en laine de pays écarlate (135 F de fournitures). Pour confectionner soi-même des abat-jour, Josiane Routoure propose des carcasses de forme évasée ou cylindrique et, pour les garnir, de la laine mèche de ton naturel ou de cou-

leur, qui laisse filtrer la lumière. Un abat-jour de taille moyenne revient ainsi à 50 F environ. Malgré l'exigence des laines, un métier à tisser sert à l'initiation des adeptes du tissage (quatre cours de trois heures chacun, pour 200 F, plus les fournitures évaluées à 30 F).

La Droguerie est la plus ancienne de ces boutiques « tout laine ». Située à côté de l'église Saint-Eustache, aux Halles, il y règne, toute la journée, une atmosphère de ruine. L'équipe qui l'anime (sept femmes et un homme, ayant chacun sa spécialité) prodigue ses conseils pour le choix d'un modèle et son exécution et des matériaux à utiliser. Celles-ci sont d'une grande diversité : le mohair (dans une palette de vingt coloris), l'alpaga de ton naturel (75 F pour un pull souple et léger), l'angora et tous les cotons, y compris une grosse « chenille » à l'aspect de velours. Un fil synthétique, très brillant et très coloré, le Lurex, se tricote seul ou mélangé à du mohair.

Un nouveau fil Rexor, d'une grande finesse, apporte à la laine avec lequel on le tricote une brillante discrète. Pour réaliser un couvre-lit, une grosse laine écarlate, tricotée au point mousse, donne un effet de tissage. On peut aussi tricoter un tapis rustique, avec d'énormes aiguilles de bois et un fil de coco, dans des coloris rouille ou brun. Des carcasses d'abat-jour, coniques, cylindriques ou en dôme s'habillent de laine ou de fil brillant agréablement de toutes les couleurs et de toutes les formes. Elles sont disponibles dans des bocaux, à hauteur de convulser des yeux.

JANY AUJAME.

* L'Herbe folle, 9, rue Laplace, 75005 Paris ; L'Atelier de tricotage, 113, rue Jean-Louis, Levallois-Perret ; La Droguerie, 2, rue du Jour, 75001 Paris.

BRICOLAGE AU FÉMININ

Un samedi après-midi, au troisième étage d'un entrepôt désaffecté, le long des voies de la gare d'Austerlitz, une quinzaine de femmes travaillent dans une ambiance bruyante de perceuses et de scies électriques. C'est aujourd'hui le stage de menuiserie, et, sur les établis disposés le long des murs de l'atelier, des blocs-tiroirs sont en cours d'assemblage.

Apprendre aux femmes à se faire des travaux manuels et à se débrouiller par leurs propres moyens, tels sont les buts de l'association « 3 F » (Formation des femmes par les femmes). Apportant aux autres leur compétence de bricoleuses et leurs propres outils, elles ont ainsi créé des stages d'initiation à l'électricité, la plomberie et la menuiserie. Ces cours sont ouverts à toutes, sans distinction d'âge ou de milieu social. On y apprend à installer un interrupteur (simple et va-et-vient), une prise de courant, à monter un robinet et une évacuation d'eau et, en menuiserie, à scier, découper, raboter et assembler.

La plupart de celles qui viennent ici n'ont jamais tenu d'outils. Nous leur apprenons à vaincre la crainte (inculquée d'ailleurs par les hommes) des outils électriques. Les perceuses, scies et rabots que nous utilisons ne sont pas des outils « féminins » (que nous jugeons dangereux) et leur poids n'est pas un problème si on sait les manier correctement. De même, les travaux de soudure et de montage électrique sont rapidement assimilés par les femmes, à partir de gestes simples et utiles.

Les stages se déroulent pendant une journée, de 9 heures à 18 heures, avec une pause pour le déjeuner pris en commun. Outre l'adhésion à l'association (50 F), la participation aux frais est de 60 F pour la plomberie, 65 F pour l'électricité et 75 F pour la menuiserie.

J. A.

© Association « 3 F », 91, quai de la Gare, 75001 Paris. Permanence téléphonique : 585-74-55.

odette

une seule adresse ! soutien-gorge, guêpière, combiné, maillots de bain, swimwear votre problème sur rendez-vous

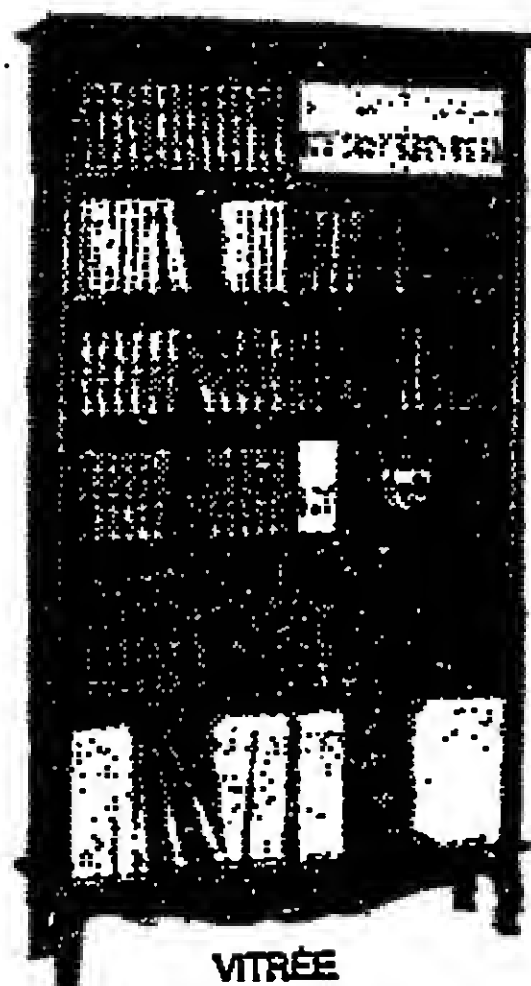
68, rue d'Alsace 75001 - 770-42-71 - 4^e et avec ascenseur

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e

ATP, SA AU CAPITAL DE 642.300 F

RUSTIQUES VITRÉES

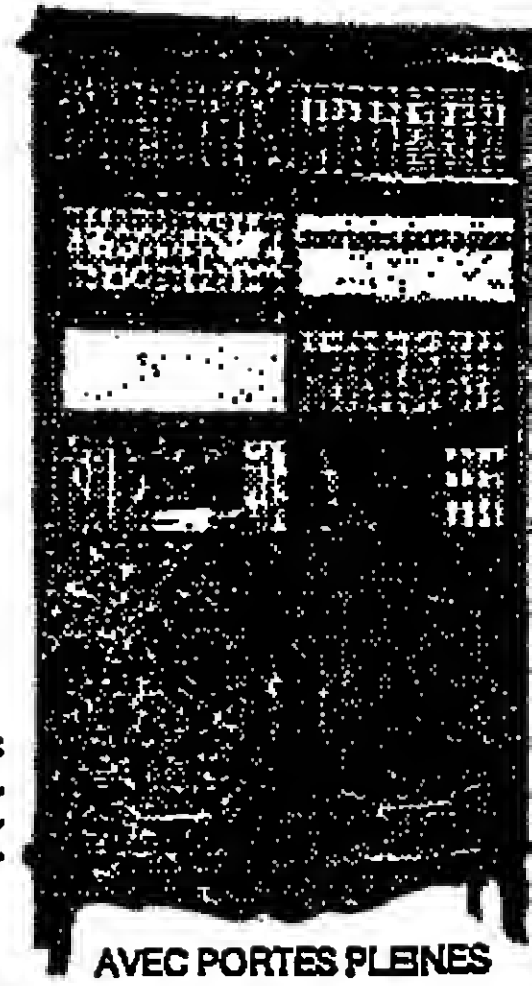


VITRÉE

DESCRIPTION
Éléments moduels de style rustique, étagères en rouille, côtés en aggloméré, placage sautour traité ébénisterie, tôle noyer, vernis mat satiné. Sur les montants, en façade, moulures de style, dessins et motifs ébénisterie avec découpes et moulures bois massif. Pieds en forme, rayons entièrement vitrés, vitres claires coulissantes avec onglets.

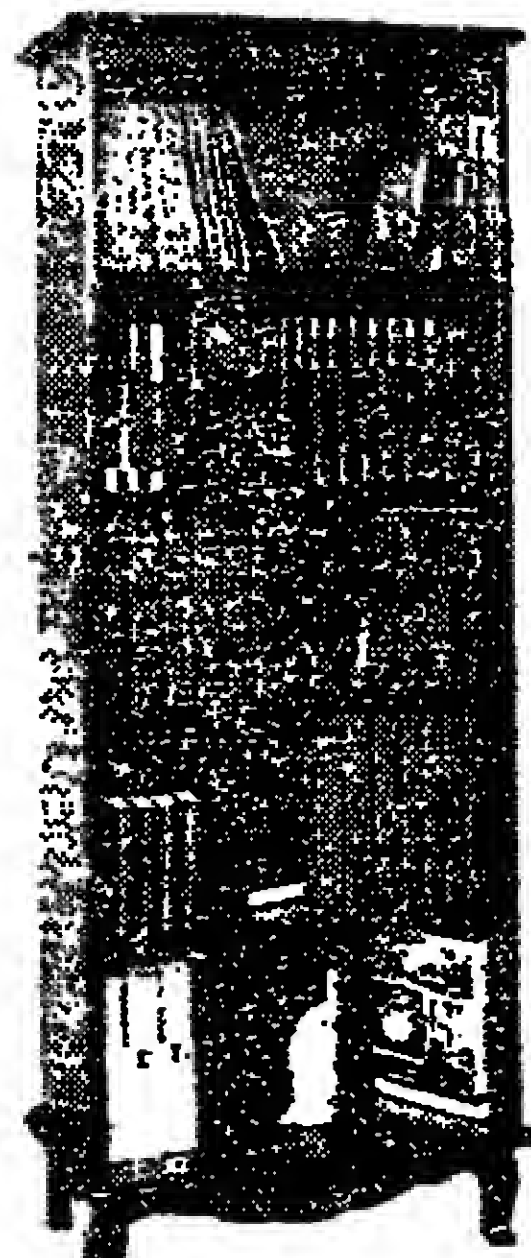
GRAND MODÈLE
Haut. 205 - Larg. 118 cm - Prof. 33 cm
contenance 200 vol divers (livres montés)

Même modèle, avec PORTES PLEINES
OUVRANTES couvrant les deux derniers rayons, façade moulurée, fermure à bouton style, fermeture magnétique, étagère intérieure.



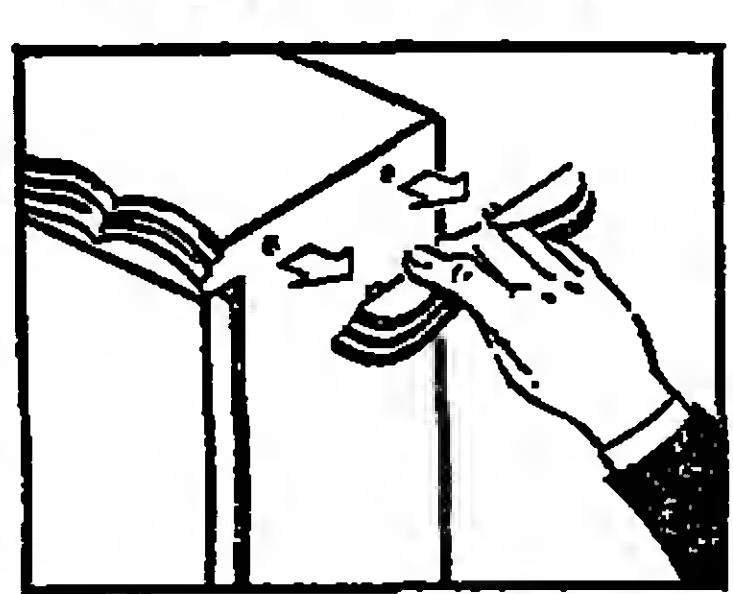
AVEC PORTES PLEINES

INSTALLEZ-VOUS
ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT... VOUS-MÊME!..



à des
**PRIX
IMBATTABLES**

COMMENT JUXTAPOSER
NOS MODELES RUSTIQUES

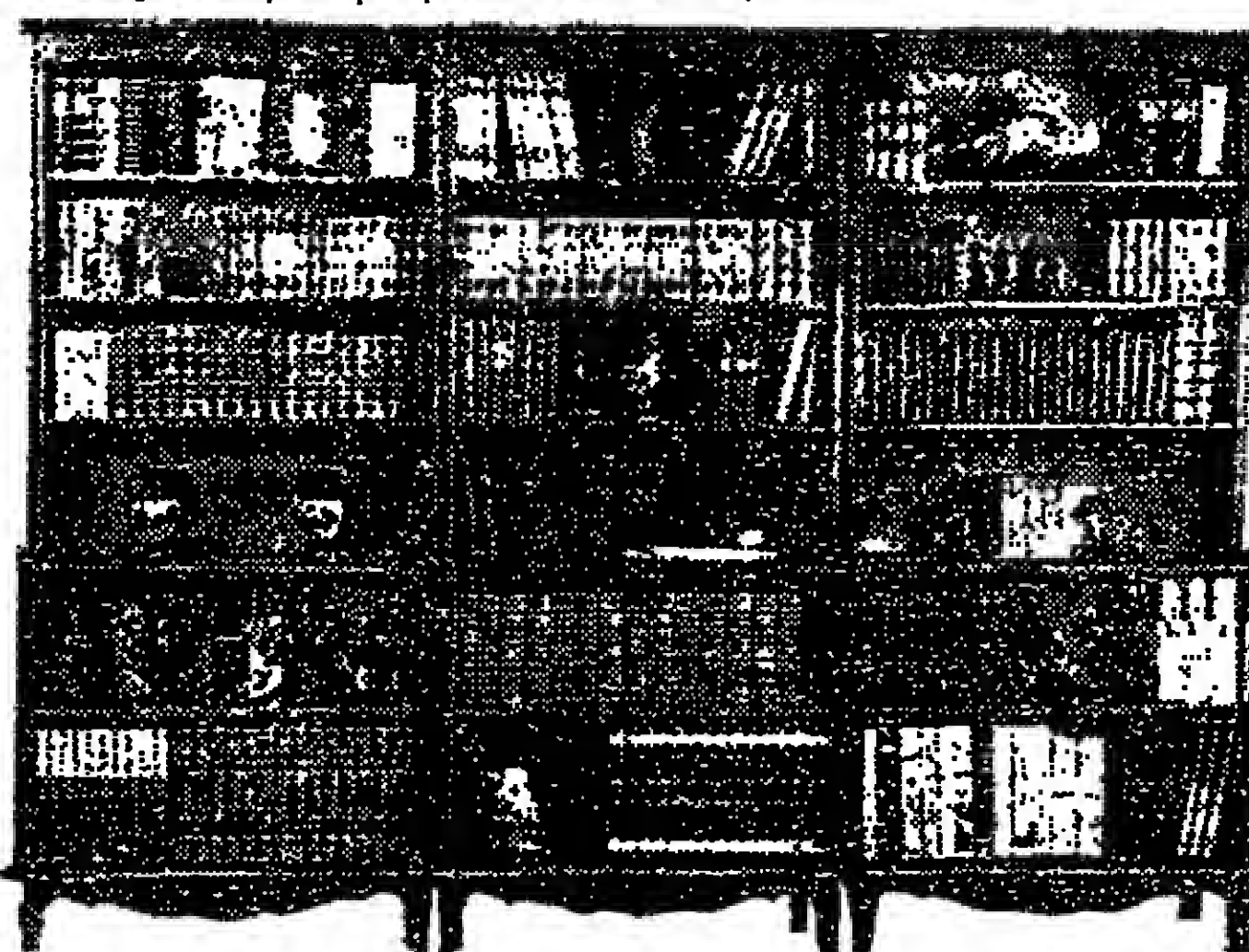


D'un simple geste, les moulures de côté des modèles peuvent être articulées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les modèles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.



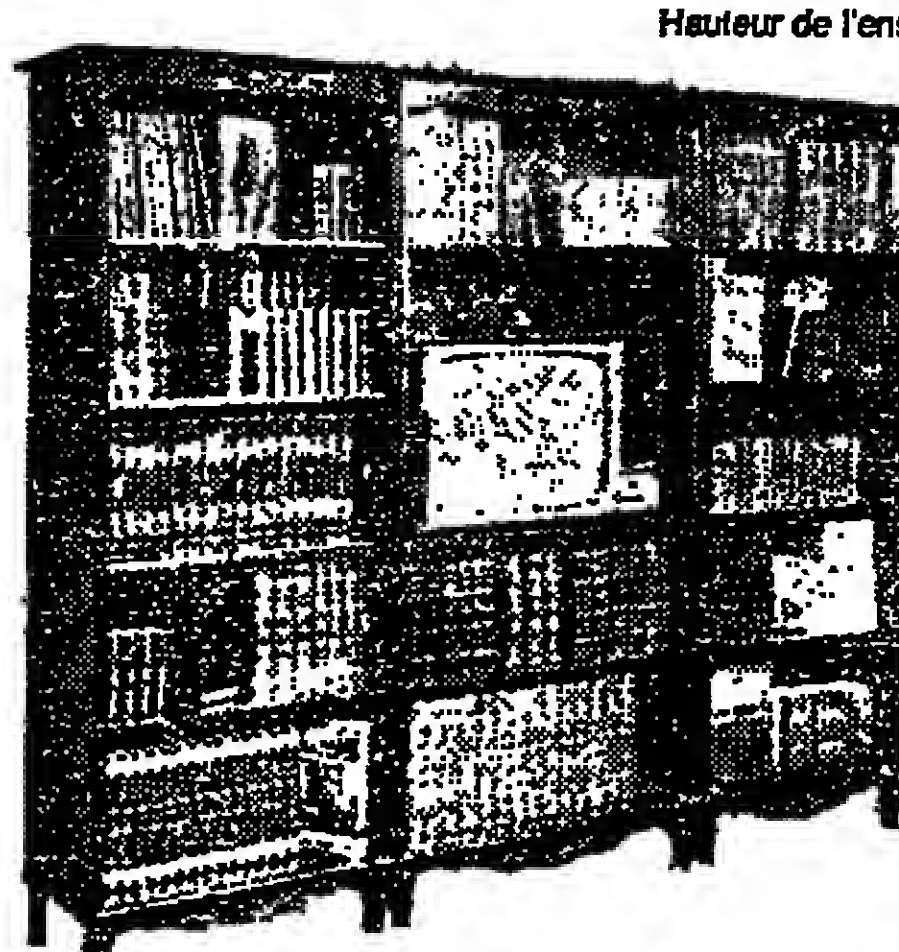
MODELE TOUTS FORMATS
Haut. 205 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42/30 cm
Contenance 120 vol club + 40 gros vol, en 84 de large (livrée démontée)

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS
ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm
Contenance 380 vol club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR



Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm
prof. 42 cm
Contenance 250 gros volumes environ
peut être augmentée par l'installation de 1/2 tablettes

Visitez
nos Expositions:

à Paris
61, rue Froidevaux Paris 14^e
Métro : Denfert Rochereau
Gare - Raspail - Edgard Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 69
Ouvert tous les jours même le SAMEDI de 9 à 19 h sans interruption

en Province
Ouvrez tous les jours de 9 à 13 h et de 14 à 19 h (sauf lundi - sauf lundi matin)

à l'Étranger
BELGIQUE : BRUXELLES 1050 54, rue du roi
LUXEMBOURG : LUXEMBOURG 1050 54, rue du roi
SUISSE : GENÈVE 1205 54, rue du roi
1211 Genève - Tél. (022) 30-15-21

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON Pour un catalogue en couleurs GRATUIT à retourner à

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenances, demande de devis, etc.

Nom
Adresse
Code Postal Ville

ou appelez le 633 73-33 (24 h/24) à partir du 21/2 320.73.33

23 concepteurs en renom
se sont groupés pour assurer
un service permanent de conseil
en architecture intérieure
et en décoration

consultations sur rendez-vous
tous les jours de 10 à 19 heures
(sauf dimanche et jours fériés)

boulevard arago - paris 13^e - tél. 535 89 39

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO T, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existent dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel
11, bd du Palais, 19, bd Haussmann, 127, Fg St-Antoine
155, rue de Lyon, 5, place des Ternes, 30, bd Barbès

Progres décisif dans l'étude des langues

avec **AAC 4000 PHILIPS** le magnétophone à cassettes double piste. Spécial pour l'étude des langues* suivant la méthode Audio Active Comparative.

Pour découvrir ses avantages et toutes ses utilisations, renvoyez le bon ci-dessous aujourd'hui.

PHILIPS

Bon pour documentation gratuite
à renvoyer à S.A. Philips I.C. BP 131-92154 SURESNES CEDEX

Envoyez-moi une documentation sur le AAC 4000 pour les applications cochées ci-dessous.

☐ Etude des langues ☐ Musique, chant
☐ Rééducation du langage ☐ Art dramatique
☐ Montages sonores ☐ Synchro de diapos

Nom
Pr. Rue
Code postal Ville

